

**COUR DU BANC DU ROI –
FORMULAIRE**

Formulaire de procédure

FORMULES DE LA PARTIE 1 [*Règles liminaires*]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Aucune			

FORMULES DE LA PARTIE 2 [*Les parties au litige*]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Avis à prétendu associé	2-5	2-5	5B
Avis de fournir des renseignements par affidavit sur la société de personnes	2-7	2-7	5C
Affidavit du tuteur à l'instance d'un mineur	2-15	2-15	5
Ordonnance de continuation à la majorité du mineur	2-16	2-16	5A
Avis de changement de représentation	2-40	2-40	AB – 3
Avis de retrait de l'avocat commis au dossier	2-41	2-41A	AB – 4
Avis de retrait de l'avocat – à l'intention du client	2-41	2-41B	1

FORMULES DE LA PARTIE 3 [*Actions en justice*]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Avis au défendeur	3-9	3-9	2
Défense	3-15	3-15A	AB – 11
Avis d'intention de présenter une défense	3-15/3-44	3-15B	6
Réplique à la défense	3-17	3-17	AB – 12
Demande de notification	3-18	3-18	10
Affidavit pour un jugement par défaut en matière de recouvrement d'une créance ou d'une somme déterminée	3-22	3-22	
Avis de demande entre défendeurs	3-30	3-30	8
Avis de mise en cause	3-32	3-32	9
Défense à mise en cause	3-36	3-36	AB – 17

FORMULES DE LA PARTIE 3 [Actions en justice]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Réplique à la défense à mise en cause	3-39	3-39	AB – 20
Avis de demande reconventionnelle	3-43	3-43	7
Défense reconventionnelle	3-44	3-15A	
Requête introductive	3-49	3-49 (et AB – 7)	48
Avis de communication du dossier de l'instance	3-57	3-57	AB – 8
Dossier certifié de l'instance	3-58	3-58	AB – 9
Requête de bref d' <i>habeas corpus ad subjiciendum</i>	3-63	3-63	82
Ordonnance d' <i>habeas corpus ad subjiciendum</i>	3-64/3-65	3-64A	85
Ordonnance de mise en liberté en réponse à la requête de l' <i>habeas corpus</i>	3-64	3-64B	84
Avis de requête en certification présentée en vertu de la <i>Loi sur les recours collectifs</i>	3-93	3-93	5D

FORMULES DE LA PARTIE 4 [Gestion de l'instance]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Demande de conférence avec la Cour	4-4	4-4	nouvelle
Demande d'ordonnance de gestion d'instance	4-5	4-5	nouvelle
Demande conjointe de conférence préparatoire au procès	4-11	4-11	489
Demande conjointe de conférence préparatoire contraignante (au civil)	4-21.3A	4-21.3A	
Demande conjointe de conférence préparatoire contraignante (en matière familiale)	4-21.3B	4-21.3B	
Accord de conférence préparatoire contraignante (au civil)	4-21.4A	4-21.4A	
Accord de conférence préparatoire contraignante (en matière familiale)	4-21.4B	4-21.4B	
Avis de retrait de la conférence préparatoire contraignante	4-21.7	4-21.7	
Offre formelle de règlement amiable	4-26	4-26	AB – 22
Avis de consignation en justice	4-33	4-33A	11
Avis d'acceptation de la somme consignée en justice	4-33	4-33B	12
Avis de révocation de consignation en justice	4-34	4-34	13
Désistement de demande en justice	4-49	4-49	AB – 23
Désistement de défense	4-51	4-51	AB – 24

FORMULES DE LA PARTIE 5 [Communication de renseignements]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Affidavit des documents	5-6	5-6 (et AB – 26)	15
Avis de production de documents	5-11	5-11A	16
Avis d'examen de documents	5-11	5-11B	17
Avis de séance pour interrogatoire en Saskatchewan	5-23	5-23	nouvelle
Questions écrites	5-32	5-32	nouvelle
Note relative à l'expertise	5-39	5-39	AB – 25

FORMULES DE LA PARTIE 6 [Résolution de questions et préservation des droits]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Requête sans préavis	6-4	6-4	
Avis de requête	6-5	6-5 AB – 27	47
Avis d'audience en séance des comparutions	6-24	6-24	nouvelle
Ordonnance prescrivant l'interrogatoire de témoins	6-29	6-29	24
Ordonnance visant l'obtention de preuves pour le compte d'un tribunal judiciaire ou administratif hors Saskatchewan	6-35	6-35	28
Certificat des preuves recueillies pour le compte d'un tribunal judiciaire ou administratif hors Saskatchewan	6-38	6-38	29
Avis de demande d'aveux	6-51	6-51A	19
Aveux	6-51	6-51B	20
Ordonnance de <i>replevin</i>	6-68	6-68	42
Cautionnement en <i>replevin</i>	6-70	6-70A	43
Bordereau de dépôt d'argent ou de valeurs en <i>replevin</i>	6-70	6-70B	43A
Bordereau de dépôt d'une lettre de crédit en <i>replevin</i>	6-70	6-70C	43B
Cautionnement en rétention de biens	6-72	6-72A	44

FORMULES DE LA PARTIE 6 [Résolution de questions et préservation des droits]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Bordereau de dépôt d'argent ou de valeurs en rétention de biens	6-72	6-72B	44A
Bordereau de dépôt d'une lettre de crédit en rétention de biens	6-72	6-72C	44B
Avis du shérif au créancier judiciaire ou autre créancier	6-85	6-85A	45
Avis du créancier judiciaire ou d'un autre créancier au shérif portant reconnaissance ou contestation du titre réclamé	6-85	6-85B	46

FORMULES DE LA PARTIE 7 [Résolution de demandes en justice sans procès complet]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Aucune			

FORMULES DE LA PARTIE 8 [Procédure accélérée]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Avis de procédure accélérée	8-3	8-3	CB

FORMULES DE LA PARTIE 9 [Le procès]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
<i>Praeipere</i> pour assignation	9-7	9-7	25
<i>Supoena ad testificandum</i>	9-8	9-8A	26
<i>Supoena duces tecum</i>	9-8	9-8B	27
Avis de production de documents au procès	9-12	9-12	21
Mode de cotation des pièces au procès	9-30	9-30	23
Demande de copie de l'enregistrement d'une instance, présentée par l'avocat commis au dossier	9-34	9-34A	
Requête sans préavis en vue d'obtenir copie de l'enregistrement d'une instance	9-34	9-34B	
Ordonnance	9-34	9-34C	

FORMULES DE LA PARTIE 10 [Jugements et ordonnances]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Ordonnance – Formule générale	10-3	10-3	49
Jugement par défaut dans le cas d'une somme déterminée, et certificat de liquidation des dépens	10-9	10-9A	30
Jugement par défaut dans une action en recouvrement de bien-fonds	10-9	10-9B	31
Jugement prononcé à l'issue d'un procès sans jury	10-9	10-9C	32
Jugement prononcé à l'issue d'un procès avec jury	10-9	10-9D	33
Jugement prononcé en cour pour une somme à déterminer	10-9	10-9E	34
Jugement prononcé à la suite d'une ordonnance	10-9	10-9F	35
Jugement prononcé en adjudication des dépens en cas d'acceptation de somme consignée	10-9	10-9G	36
Consentement à l'inscription d'un extrait d'exécution de jugement	10-14	10-14	41
Bref de restitution	10-27	10-27	40
Bref de mise en possession	10-28	10-28	39
Avis de séance pour interrogatoire	10-33	10-33	nouvelle
Avis de requête en autorisation d'introduction d'action	10-39	10-39A	nouvelle
Affidavit concernant l'état du compte de l'intimé par rapport à l'hypothèque	10-39	10-39B	nouvelle
Affidavit concernant l'état du compte de l'intimé par rapport à la convention de vente immobilière	10-39	10-39C	nouvelle
Demande dans une action hypothécaire	10-40	10-40A	52
Affidavit de signification dans une action relative à une hypothèque ou à une convention de vente immobilière	10-40	10-40B	53
Certificat de recherche par le registraire local	10-42	10-42A	54A
Certificat de l'avocat	10-42	10-42B	54B
Ordonnance conditionnelle de forclusion (pour prêts hypothécaires non échus)	10-43	10-43A1	55
Ordonnance conditionnelle de forclusion (pour prêts hypothécaires échus ou remboursables à vue)	10-43	10-43A2	
Ordonnance définitive de forclusion	10-43	10-43B	56
Demande dans une action relative à une convention de vente immobilière	10-45	10-45A	54

FORMULES DE LA PARTIE 10 [Jugements et ordonnances]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Ordonnance conditionnelle d'annulation de convention de vente	10-45	10-45B	59
Ordonnance définitive d'annulation de convention de vente	10-45	10-45C	60
Ordonnance conditionnelle de vente (pour prêts hypothécaires non échus)	10-47	10-47A	
Ordonnance de confirmation de la vente (pour prêts hypothécaires échus ou remboursables à vue)	10-47	10-47B	
Ordonnance conditionnelle de vente par l'intermédiaire d'un vendeur d'immeubles (pour prêts hypothécaires non échus)	10-47	10-47C	
Ordonnance conditionnelle de vente par l'intermédiaire d'un vendeur d'immeubles (pour prêts hypothécaires échus ou remboursables à vue)	10-47	10-47D	
Ordonnance de confirmation de la vente	10-47	10-47E	

FORMULES DE LA PARTIE 11 [Frais de justice recouvrables,***liquidation des dépens et sanctions]***

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Avis de séance pour liquidation des dépens	11-13	11-13A	558
Note de frais	11-13	11-13B	AB – 44
Avis de délivrer une note de frais pour liquidation	11-14	11-14	559
Certificat de liquidation des dépens	11-16	11-16	561
Ordonnance de comparution	11-25	11-25	AB – 47
Mandat d'incarcération pour outrage civil	11-27	11-27	

FORMULES DE LA PARTIE 12 [Signification des documents]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Reconnaissance de signification	12-3	12-3	3
Demande aux fins de signification ou de notification à l'étranger d'acte judiciaires ou extrajudiciaire	12-12	12-12A	86
Attestation	12-12	12-12B	87
Certificat de signification	12-14	12-14	3A
Affidavit de signification	12-15	12-15	4

FORMULES DE LA PARTIE 13 [Règles techniques]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Affidavit	13-31	13-31	AB – 49
Certificat d'examen (par le registraire local)	13-60	13-60	60B
Avis de demande de renvoi d'une instance	13-63	13-63A	202A
Avis de réception de documentation supplémentaire	13-63	13-63B	202B
Ordonnance portant acceptation ou refus d'un renvoi	13-63	13-63C	202C

FORMULES DE LA PARTIE 14 [Appels civils devant la Cour du Banc du Roi]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Aucune			

FORMULES DE LA PARTIE 15 [Instances en matière familiale]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Affidavit de signification à personne	15-8	15-8a	nouvelle
Affidavit de signification par un autre mode	15-8	15-8b	nouvelle
Requête en matière familiale	15-16	15-16	nouvelle
Réponse	15-19	15-19a	nouvelle
Avis d'intention de répondre	15-19	15-19b	nouvelle
Réponse et requête reconventionnelle	15-20	15-20	nouvelle
Demande de notification	15-21	15-21	nouvelle
Réplique	15-22	15-22	nouvelle
Requête pour mesures accessoires	15-24	15-24	nouvelle
Réponse à la requête pour mesures accessoires	15-25	15-25	nouvelle
Requête en modification d'une ordonnance définitive	15-26	15-26	nouvelle
Réponse à la requête en modification d'une ordonnance définitive	15-29	15-29	nouvelle
Avis de requête (<i>Instance en matière familiale</i>)	15-32	15-32	nouvelle
Requête sans préavis (<i>Instance en matière familiale</i>)	15-34	15-34	nouvelle
Avis d'audience en séance des comparutions (<i>Instance en matière familiale</i>)	15-36	15-36	nouvelle
Requête présentée à des fins procédurales (<i>Instance en matière familiale</i>)	15-40	15-40	nouvelle
Requête en réparation provisoire sur le fond (<i>Instance en matière familiale</i>)	15-41	15-41	nouvelle
Requête pour jugement sommaire (<i>Instance en matière familiale</i>)	15-43	15-43	nouvelle
Requête en modification d'une ordonnance provisoire	15-44	15-44	nouvelle
État financier de	15-47	15-47	nouvelle
Renonciation aux états financiers	15-48	15-48A	nouvelle
Accord d'entretien d'enfant	15-48	15-48B	nouvelle
État des biens de	15-49	15-49	nouvelle
Renonciation aux états des biens	15-50	15-50	nouvelle
Avis de déposer un état financier	15-51	15-51	nouvelle
Avis de divulguer	15-52	15-52	nouvelle
Avis de répondre à des questions écrites	15-53	15-53	nouvelle

FORMULES DE LA PARTIE 15 [Instances en matière familiale]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Demande conjointe de conférence préparatoire en matière familiale	15-61	15-61	nouvelle
Requête pour jugement dans une instance non contestée en matière familiale / instance non contestée en divorce	15-76	15-76A	nouvelle
Avis de requête pour jugement dans une instance non contestée en matière familiale / instance non contestée en divorce	15-76	15-76B	nouvelle
Affidavit de la partie requérante (<i>ou</i> intimée)	15-78	15-78	nouvelle
Affidavit de la partie intimée	15-82	15-82	nouvelle
Requête conjointe en matière familiale	15-100	15-100A	nouvelle
Avis de retrait de requête conjointe en matière familiale	15-100	15-100B	nouvelle
Jugement	15-102	15-102	nouvelle
Certificat de divorce	15-103	15-103	nouvelle
Avis de requête	15-109	15-109	nouvelle
Demande de conversion de requête	15-110	15-110	nouvelle
Avis de cueillette de preuves supplémentaires	15-111	15-111	nouvelle
Mandat d'incarcération pour outrage pour cause d'inobservation d'une ordonnance alimentaire	15-138	15-138	nouvelle

FORMULES DE LA PARTIE 16 [Homologation testamentaire et administration successorale]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Avis de requête en obtention de lettres successorales	16-3 et 16-5	16-3	89 et 90
Lettres d'homologation	16-6	16-6A	91
Lettres d'administration testamentaire	16-6	16-6B	92
Lettres d'administration	16-6	16-6C	93
Lettres d'homologation supplémentaires	16-6	16-6D	94
Avis informant le registraire de l'octroi de lettres successorales	16-6	16-6E	95

FORMULES DE LA PARTIE 16 [Homologation testamentaire et administration successorale]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Certificat confirmant qu'aucune personne de moins de dix-huit ans n'a d'intérêt	16-7	16-7	96
Certificat de remise d'un testament à la garde du greffe	16-8	16-8	97
Requête en obtention de lettres d'homologation	16-11	16-11A	98
Requête en obtention de lettres d'administration testamentaire	16-11	16-11B	99
Requête en obtention de lettres d'administration	16-11	16-11C	100
Avis au curateur public <i>ou</i> au tuteur aux biens (<i>selon le cas</i>)	16-12	16-12	101
Affidavit de l'auteur d'une requête en obtention de lettres d'homologation (<i>ou</i> d'administration testamentaire)	16-13	16-13A	102
Affidavit de l'auteur d'une requête en obtention de lettres d'administration	16-13	16-13B	103
État des biens	16-14	16-14	104
Renonciation à l'homologation (<i>ou</i> à l'administration testamentaire)	16-16/ 16-26	16-16	105
Affidavit de passation de testament	16-19	16-19A	107
Affidavit de passation de testament olographe	16-19	16-19B	108
Affidavit concernant l'état du testament	16-19	16-19C	109
Affidavit relatif à la traduction d'un testament	16-22	16-22	110
Renonciation à l'administration	16-26	16-26	106
Procuration	16-28	16-28A	111
Requête du fondé de pouvoir d'un proche parent en obtention de lettres d'administration	16-28	16-28B	112
Affidavit de l'auteur d'une requête en obtention de lettres d'administration à titre de fondé de pouvoir d'un proche parent	16-28	16-28C	113
Requête en obtention de lettres d'administration complétives	16-29	16-29A	114
Affidavit de l'auteur d'une requête en obtention de lettres d'administration complétives	16-29	16-29B	115
Cautionnement d'administration	16-31	16-31	116
Requête en réapposition de sceau sur des lettres successorales étrangères	16-34	16-34A	117

FORMULES DE LA PARTIE 16 [Homologation testamentaire et administration successorale]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Affidavit de l'auteur d'une requête en réapposition de sceau sur des lettres successorales étrangères	16-34	16-34B	118
Requête visant les petites successions – memorandum adressé au juge	16-36	16-36	119
Intervention	16-37	16-37	120
Opposition	16-38	16-38	121
Avis aux créanciers	16-48	16-48	122
Affidavit de confirmation des comptes	16-52	16-52	123
Avis de Séance pour Contrôle des Comptes	16-53	16-53	
Certificat du contrôleur	16-55	16-55	124

FORMULES DE LA PARTIE 17 [Définitions]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Aucune			

FORMULES DE LA PARTIE 18 [Règles transitoires et entrée en vigueur]

Formule	N° de la règle	N° de la formule	Source
Aucune			

Formule 2-5
(Règle 2-5(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS À PRÉTENDU ASSOCIÉ

SACHEZ que, bien que vous ne soyez pas nommément partie à la présente action, le demandeur prétend que vous avez la qualité d'associé dans la société de personnes défenderesse ou que vous aviez cette qualité à l'époque en cause.

AVIS

Vous serez réputé(e) admettre que vous avez la qualité d'associé ou que vous aviez cette qualité à l'époque en cause, à moins que vous ne présentiez une DÉFENSE soutenant le contraire.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 2-7
(Règle 2-7(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

**AVIS DE FOURNIR DES RENSEIGNEMENTS PAR AFFIDAVIT
SUR LA SOCIÉTÉ DE PERSONNES**

SACHEZ que, dans un délai de 8 jours, vous devez délivrer un affidavit fournissant les renseignements suivants :

1 Les noms, adresses actuelles et numéros de téléphone actuels de tous les associés avec qui vous formiez une société de personnes le _____, indiquant,
(indiquer la date)
s'il y a lieu, lesquels étaient associés commanditaires.

2 La raison sociale de la société de personnes à la date indiquée au paragraphe 1.

ou

SACHEZ que vous devez délivrer un affidavit fait sous serment ou affirmé solennellement par un associé de la société de personnes, indiquant le nom complet de chaque personne qui était associée de la société le _____, ainsi que l'adresse et le numéro de
(indiquer la date)

téléphone actuels de ces personnes (*s'il y a lieu, ajouter* : et indiquant s'il s'agissait d'un associé commanditaire).

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 2-15
(Règle 2-15(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AFFIDAVIT DU TUTEUR À L'INSTANCE D'UN MINEUR

Je soussigné(e), _____, de _____,
(nom) (ville ou village)

en Saskatchewan, déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

- 1 _____, partie à cette instance, est une personne mineure.
(nom du mineur)
- 2 Mon adresse est la suivante : _____
(indiquer l'adresse complète de voirie)
- 3 L'adresse de la personne mineure est la suivante : _____
(indiquer l'adresse de voirie)
- 4 _____
(indiquer le lien de parenté, s'il en est, entre le mineur et le tuteur à l'instance)
- 5 Dans cette instance, je n'ai aucun intérêt qui diverge de ceux de la personne mineure (ou, indiquer la nature de l'intérêt divergent).
- 6 Je consens à agir dans cette instance en qualité de tuteur/tutrice à l'instance de la personne mineure et je m'engage à veiller diligemment aux intérêts de cette personne.
- 7 Je ne suis pas frappé(e) d'incapacité.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,

le _____ 2_____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

Formule 2-16
(Règle 2-16(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

**ORDONNANCE DE CONTINUATION
À LA MAJORITÉ DU MINEUR**

Vu l'affidavit de _____ indiquant qu'il ou elle
(nom de la partie)

a atteint l'âge de la majorité le _____ 2 _____;

IL EST ORDONNÉ que les nom et titre du tuteur à l'instance soient omis de l'intitulé de l'instance sur tous les documents émis ou signifiés dans cette action après la date de la présente ordonnance, et que la partie susnommée, soit personnellement, soit par ministère de son avocat, puisse continuer l'action en son propre nom.

ÉMISE à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Sceau de la Cour

Registraire local

Formule 2-40
(Règle 2-40(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS DE CHANGEMENT DE REPRÉSENTATION

Choisir l'option qui s'applique :

☐ _____ a remplacé son avocat commis au dossier,
(nom et qualité)

_____, par _____.
(avocat, cabinet) (avocat, cabinet)

ou

☐ _____, qui se représentait lui-même ou elle-même, a retenu
(nom et qualité)

les services de _____ pour son avocat commis au dossier.
(avocat, cabinet)

ou

☐ _____ a mis fin au mandat de son avocat commis
(nom et qualité)

au dossier, _____, pour se représenter lui-même ou elle-même.
(avocat, cabinet)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

AVIS

Ce changement de représentation prend effet après le dépôt de l'affidavit de signification du présent document à chacune des autres parties. À partir de ce moment, la délivrance d'une plaidoirie ou de quelque autre document se rapportant à l'action n'a aucun effet si elle est faite à l'ancien avocat commis au dossier – ou à une adresse aux fins de signification fournie antérieurement par lui – ou au plaideur autoreprésenté.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 2-41A
(Règle 2-41(1)(a))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS DE RETRAIT DE L'AVOCAT COMMIS AU DOSSIER

L'avocat de _____ se retire de sa charge d'avocat commis
(nom et qualité)

au dossier pour cette partie.

La dernière adresse connue de _____ est la suivante :
(nom et qualité)

(adresse complète)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

AVIS

Ce retrait de l'avocat commis au dossier prend effet 10 jours après le dépôt de l'affidavit de signification du présent document à chacune des parties. À partir de ce moment, la délivrance d'une plaidoirie ou de quelque autre document se rapportant à l'action n'a aucun effet si elle est faite à l'ancien avocat commis au dossier ou à une adresse aux fins de signification fournie antérieurement par lui. À partir de ce moment et jusqu'à ce qu'une autre adresse aux fins de signification soit fournie, la dernière adresse connue de la partie indiquée dans le présent avis est son adresse aux fins de signification.

Document délivré par : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 2-41B
(Règle 2-41(1)(c))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS DE RETRAIT DE L'AVOCAT — À L'INTENTION DU CLIENT

SACHEZ :

- 1 que j'ai l'intention de ne plus vous représenter dans cette action;
- 2 qu'à l'expiration du délai de 10 jours suivant le dépôt au bureau du registraire local d'une copie du présent AVIS et de la preuve de sa signification à vous et à chacune des autres parties à l'action, sauf celles qui n'ont pas présenté de défense :
 - a) aucun document se rapportant à cette instance ne doit m'être signifié pour votre compte,
 - b) je n'accepterai pas la signification de tels documents pour votre compte;
- 3 qu'à l'expiration du délai de 10 jours mentionné au paragraphe 2, la signification des documents de procédure à votre endroit peut se faire par envoi d'une copie par la poste à votre dernière adresse connue indiquée ci-dessous, à moins que les conditions suivantes soient réunies :
 - a) vous avez signifié, à moi-même et à chacune des autres parties à l'instance, un avis désignant un autre avocat ou indiquant que vous avez choisi de vous représenter vous-même,
 - b) vous avez déposé l'avis mentionné à l'alinéa a), avec preuve de sa signification, au bureau du registraire local;
- 4 que l'avis mentionné au paragraphe 3 doit contenir les coordonnées exigées par les *Règles de la Cour du Banc du Roi*, y compris une adresse aux fins de signification.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

DESTINATAIRE : _____

DONT VOICI LA DERNIÈRE ADRESSE CONNUE : _____

Formule 3-9
(Règle 3-9)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS AU DÉFENDEUR

1 Le demandeur pourra inscrire jugement conformément à la DÉCLARATION ci-dessous ou à la décision obtenue en vertu des *Règles de la Cour du Banc du Roi*, à moins que, conformément au paragraphe 2 :

- a) vous lui signifiez une DÉFENSE;
- b) vous déposiez une copie de cette DÉFENSE au bureau du registraire local de la Cour du centre judiciaire susmentionné.

2 Après avoir reçu signification de la DÉCLARATION, vous devrez signifier et déposer la DÉFENSE dans les délais suivants (sans compter le jour de la signification) :

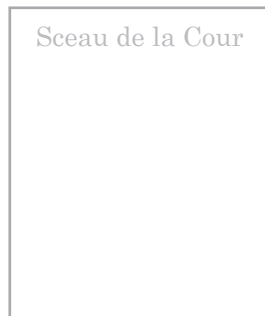
- a) 20 jours, si vous avez reçu signification en Saskatchewan;
- b) 30 jours, si vous avez reçu signification ailleurs au Canada ou aux États-Unis d'Amérique;
- c) 40 jours, si vous avez reçu signification ailleurs dans le monde.

3 Souvent, le défendeur peut obtenir que le procès ait lieu dans un centre judiciaire autre que celui où la DÉCLARATION a été émise. Il revient à chaque défendeur de consulter un avocat pour connaître ses droits à cet égard.

4 La présente DÉCLARATION doit être signifiée dans les 6 mois suivant la date de son émission.

5 La présente DÉCLARATION est émise au centre judiciaire susmentionné

le _____ 2 _____ .



Registraire local

ou

5 Je soussigné(e) _____ certifie que la présente DÉCLARATION
(nom de l'avocat)
a été émise par téléphone au centre judiciaire susmentionné le _____ 2 _____
par le registraire local conformément aux *Règles de la Cour du Banc du Roi*.

(signature de l'avocat)

(Dans une action intentée suivant la procédure accélérée prévue par la partie 8, ajouter :)

6 La présente action vous est intentée suivant la procédure accélérée prévue par la partie 8
des *Règles de la Cour du Banc du Roi*.

(en début de deuxième page)

DÉCLARATION

[Dans des paragraphes numérotés successivement :

- 1** indiquez les nom et lieu de résidence de chaque demandeur. Si vous poursuiviez en qualité de représentant d'une partie, indiquez son nom et précisez la nature de la représentation;
- 2** indiquez les nom et lieu de résidence de chaque défendeur;
- 3** dressez un exposé concis des faits déterminants, mais non de la preuve, donnant lieu à la demande en justice;
- 4** énoncez chaque réparation sollicitée en indiquant quels défendeurs elle vise.]

1.

2.

3.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature du demandeur ou de son avocat)

(en dernière page de la déclaration)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 3-15A
(Règle 3-15)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

DÉFENSE

[Dans des paragraphes numérotés successivement :

- 1** *admettez les faits énoncés dans la DÉCLARATION que vous reconnaissez;*
- 2** *niez les faits énoncés dans la DÉCLARATION que vous contestez;*
- 3** *indiquez la version des faits du défendeur;*
- 4** *indiquez les moyens de défense relatifs au droit ou à la compétence du tribunal que vous désirez invoquer, y compris ceux fondés sur la prescription ou des textes législatifs;*
- 5** *réagissez aux réparations sollicitées par le demandeur, si vous contestez leur fondement factuel ou juridique.]*

1.

2.

3.

AVIS

Si vous entendez présenter une RÉPLIQUE à la présente DÉFENSE, vous devez signifier et déposer votre RÉPLIQUE dans les 8 jours qui suivent la signification de la DÉFENSE.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature)

(en dernière page de la défense)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 3-15B
(Règle 3-15)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS D'INTENTION DE PRÉSENTER UNE DÉFENSE

SACHEZ que le défendeur/la défenderesse _____
(nom)

entend présenter une défense à la présente action.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 3-17
(Règle 3-17)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

RÉPLIQUE À LA DÉFENSE

Ceci est la RÉPLIQUE de (nom et qualité) à la DÉFENSE déposée par (nom et qualité) le (date).

[Dans des paragraphes numérotés successivement, exposez les faits déterminants, mais non la preuve, invoqués en réplique. Dans l'exposé des faits déterminants :

- 1** indiquez à quels paragraphes de la DÉFENSE se rapporte la réplique;
- 2** exposez, s'il y a lieu, des faits additionnels utiles à la réplique]

1.

2.

3.

AVIS

Cette réplique ne peut que faire des aveux ou réagir aux points soulevés pour la première fois dans la DÉFENSE (voir la règle 13-14).

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si la réplique est préparée par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 3-18
(Règle 3-18)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

DEMANDE DE NOTIFICATION

Le défendeur/La défenderesse _____ demande qu'avis lui
(nom)

soit signifié de toutes les plaidoiries et de tous les actes de procédure ultérieurs dans cette action.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si la demande est préparée par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 3-22
(Règle 3-22)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

**AFFIDAVIT POUR UN JUGEMENT PAR DÉFAUT EN MATIÈRE DE
RECouvreMENT D'UNE CRÉANCE OU D'UNE SOMME DÉTERMINÉE**

AFFIDAVIT DE : _____
(nom du déposant)

Je soussigné(e), _____, de _____
(prénoms et nom) (ville ou village)

en Saskatchewan, déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 Je suis :

(cocher une des cases)

- ☐ le demandeur dans la présente action et j'ai une connaissance personnelle des faits ci-énoncés.
- ☐ un _____ (dirigeant/administrateur/employé/mandataire)
du demandeur et j'ai examiné les dossiers complets du demandeur relatifs à sa
demande en justice.

2 Les allégations énoncées dans la DÉCLARATION sont vraies.

3 Le jugement par défaut qui est sollicité porte sur un recouvrement de créance ou une
demande de somme déterminée au sens défini dans la règle 17-1 des *Règles de la Cour
du Banc du Roi*.

4 Depuis l'émission de la DÉCLARATION :

(cocher une des cases)

- ☐ aucun paiement à valoir sur la demande en justice n'a été effectué.
- ☐ les paiements suivants ont été effectués, à valoir sur la demande en justice :

Date du paiement	Somme payée (\$)
Total des paiements :	

- 5 Dans le DÉCLARATION, le demandeur a réclamé des intérêts sur le principal de la créance ou de la somme déterminée, et y a droit à partir du _____, 2 _____ (indiquer la date à partir de laquelle le défendeur a accepté de payer de l'intérêt ou, à défaut d'accord, la date d'échéance de la dette) :

(cocher une des cases)

- ☐ au taux prévu par la loi intitulée *The Pre-judgment Interest Act (Saskatchewan)*.
- ☐ au taux ou pourcentage annuel d'intérêt prévu expressément dans le contrat écrit ou imprimé et réclamé expressément dans la DÉCLARATION.
- ☐ au taux de 5 % par année prévu à l'article 4 de la *Loi sur l'intérêt (Canada)*.

(Si de l'intérêt est réclamé en vertu d'un accord verbal à un taux supérieur à celui prévu dans la loi intitulée *The Pre-judgment Interest Act (Saskatchewan)*, une REQUÊTE SANS PRÉVIS en obtention de jugement doit être présentée à la Cour.)

- 6 Le demandeur réclamé la somme de _____ \$ en intérêts avant jugement, calculée comme suit :

Principal (\$)	Date de début	Date de fin	Nombre de jours	Taux (%)	Intérêts
Total des intérêts :					

(Si la demande de créance ou de somme déterminée se fonde sur un effet négociable, consulter la règle 10-5(4) de Règles de la Cour du Banc du Roi.)

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,
le _____ 2_____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

}

(signature)

Formule 3-30
(Règle 3-30)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS DE DEMANDE ENTRE DÉFENDEURS

SACHEZ que, en délivrant la présente DÉFENSE et DEMANDE ENTRE DÉFENDEURS, le défendeur conteste la demande en justice du demandeur pour les raisons énoncées dans la DÉFENSE et prétend avoir droit à réparation contre vous pour les raisons énoncées dans la présente DEMANDE ENTRE DÉFENDEURS.

DEMANDE ENTRE DÉFENDEURS

Le défendeur/La défenderesse _____ forme la présente demande en
(nom)

justice contre le codéfendeur/la codéfenderesse _____ .
(nom)

[Dans des paragraphes numérotés successivement :

1 dressez un exposé concis des faits déterminants, mais non de la preuve, donnant lieu à la demande en justice;

2 énoncez chaque réparation sollicitée en indiquant quels codéfendeurs elle vise]

1.

2.

3.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____ .

(signature)

AVIS

Si vous souhaitez contester la DEMANDE ENTRE DÉFENDEURS, vous devrez délivrer votre DÉFENSE ENTRE DÉFENDEURS dans le délai qui suit, après avoir reçu signification de la DEMANDE ENTRE DÉFENDEURS :

- a) 20 jours, si vous avez reçu signification en Saskatchewan;
- b) 30 jours, si vous avez reçu signification ailleurs au Canada ou aux États-Unis d'Amérique;
- c) 40 jours, si vous avez reçu signification ailleurs dans le monde.

Si vous omettez de le faire, jugement pourra être rendu contre vous, sans autre avis, conformément aux *Règles de la Cour du Banc du Roi*.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 3-32
(Règle 3-32)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

TIERS DÉFENDEUR(S) _____

AVIS DE MISE EN CAUSE

SACHEZ que le demandeur a intenté une action au défendeur /

à la défenderesse _____
(nom)

et que copies de la DÉCLARATION du demandeur et de la DÉFENSE du défendeur sont signifiées avec le présent AVIS.

ET SACHEZ que le défendeur prétend avoir droit à réparation contre vous pour les raisons énoncées dans la présente MISE EN CAUSE.

MISE EN CAUSE

Le défendeur/la défenderesse _____ forme la présente demande
(nom)

en justice contre le tiers défendeur.

[Dans des paragraphes numérotés successivement :

1 indiquez les nom et lieu de résidence de chaque tiers défendeur;

2 dressez un exposé concis des faits déterminants, mais non de la preuve, donnant lieu à la demande en justice;

3 énoncez chaque réparation sollicitée en indiquant quel tiers défendeur est visé]

1.

2.

3.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature)

AVIS

Si vous souhaitez contester la demande en justice du demandeur contre ce défendeur ou votre responsabilité à l'égard de ce défendeur, vous devrez signifier et déposer votre DÉFENSE À MISE EN CAUSE dans le délai qui suit, après avoir reçu signification du présent AVIS DE MISE EN CAUSE (sans compter le jour de la signification) :

- a) 20 jours, si vous avez reçu signification en Saskatchewan;
- b) 30 jours, si vous avez reçu signification ailleurs au Canada ou aux États-Unis d'Amérique;
- c) 40 jours, si vous avez reçu signification ailleurs dans le monde.

Si vous omettez de le faire, jugement pourra être rendu contre vous, sans autre avis, conformément aux *Règles de la Cour du Banc du Roi*.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 3-36
(Règle 3-36)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

TIERS DÉFENDEUR(S) _____

DÉFENSE À MISE EN CAUSE

[Dans des paragraphes numérotés successivement :

- 1** *admettez les faits énoncés dans la MISE EN CAUSE que vous reconnaissez;*
- 2** *niez les faits énoncés dans la MISE EN CAUSE que vous contestez;*
- 3** *indiquez la version des faits du tiers défendeur;*
- 4** *indiquez les moyens de défense relatifs au droit ou à la compétence du tribunal que vous désirez invoquer, y compris ceux fondés sur la prescription ou des textes législatifs;*
- 5** *réagissez aux réparations sollicitées par le défendeur ou le tiers demandeur, si vous contestez leur fondement factuel ou juridique.]*

1.

2.

3.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

AVIS

Si vous entendez présenter une RÉPLIQUE à la présente DÉFENSE À MISE EN CAUSE, vous devez signifier et déposer votre RÉPLIQUE dans les 8 jours suivant la signification de la DÉFENSE À MISE EN CAUSE.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 3-39
(Règle 3-39)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

TIERS DÉFENDEUR(S) _____

RÉPLIQUE À LA DÉFENSE À MISE EN CAUSE

Ceci est la RÉPLIQUE de _____ à
(nom et qualité)

la DÉFENSE À MISE EN CAUSE déposée par _____
(nom et qualité)

le _____ .
(date)

[Dans des paragraphes numérotés successivement :

1 indiquez les paragraphes de la DÉFENSE À MISE EN CAUSE auxquels se rapporte la réplique;

2 énoncez les faits sur lesquels s'appuie la réplique]

1.

2.

3.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 ____ .

(signature)

AVIS

La présente RÉPLIQUE ne peut que faire des aveux ou réagir aux points soulevés pour la première fois dans la DÉFENSE À MISE EN CAUSE (voir la règle 13-11).

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si la réplique est préparée par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 3-43

(Règle 3-43)

(Si le défendeur entend présenter une DEMANDE RECONVENTIONNELLE, ajouter à la DÉFENSE l'AVIS DE DEMANDE RECONVENTIONNELLE et la DEMANDE RECONVENTIONNELLE qui suivent.)

AVIS DE DEMANDE RECONVENTIONNELLE

AVIS

Si vous omettez de délivrer une DÉFENSE RECONVENTIONNELLE au plus tard 20 jours après avoir reçu signification de la présente défense et demande reconventionnelle, jugement pourra être rendu contre vous, sans autre avis, conformément aux *Règles de la Cour du Banc du Roi*.

DEMANDE RECONVENTIONNELLE

[Dans des paragraphes numérotés successivement :

1 *dressez un exposé concis des faits déterminants, mais non de la preuve, donnant lieu à la demande reconventionnelle;*

2 *énoncez chaque réparation sollicitée en indiquant quel demandeur elle vise]*

1.

2.

3.

Formule 3-49
(Règle 3-49)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

REQUÉRANT(S) _____

INTIMÉ(S) _____

REQUÊTE INTRODUCTIVE

AVIS À L'INTIMÉ / AUX INTIMÉS

La présente requête est présentée contre vous. Vous êtes intimé(e).

Vous avez le droit de faire valoir votre point de vue sur la question devant la Cour. Pour ce faire, vous devrez être présent(e) à l'audition de la requête qui aura lieu comme suit :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

Voir plus loin les choses que vous pouvez faire ainsi que les délais applicables.

DÉTAILS DE LA REQUÊTE

(Dans des paragraphes numérotés successivement)

Le requérant sollicite la réparation ou l'ordonnance suivante :
(énoncez en annexe chaque réparation sollicitée, en indiquant quel intimé elle vise)

Le requérant invoque le(s) moyen(s) suivant(s) à l'appui de sa requête :
(indiquez en annexe la loi, le règlement, la règle ou le principe de common law fondant la requête ou se rapportant à la requête)

Le requérant résume ainsi les faits déterminants :
(dressez en annexe un exposé concis des faits déterminants donnant lieu à la requête)

À l'appui de la requête, le requérant invoque les documents ou moyens de preuve suivants :
(indiquez quel affidavit ou autre moyen de preuve sera présenté à l'appui de la requête)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

Le présent avis est émis au centre judiciaire susmentionné le _____ 2 _____.

Sceau de la Cour

Registraire local

AVIS

Vous êtes intimé(e) parce que vous avez fait valoir ou ferez vraisemblablement valoir une réclamation adverse à l'égard de la présente requête introductive. Si vous ne vous présentez pas en cour, soit personnellement soit par ministère d'avocat, la Cour pourra rendre une ordonnance vous empêchant, ainsi que vos ayants droit, d'engager d'autres poursuites contre le(s) requérant(s) et ses/leurs ayants droit, et vous serez lié(e) par toute ordonnance de la Cour. Si vous voulez prendre part à la requête, vous-même ou votre avocat devrez vous présenter en cour aux date et heure indiquées au début de la présente formule..

Les règles prescrivent que la partie qui présente la requête introductive ou qui s'y oppose doit signifier son mémoire contenant ses observations écrites, le cas échéant, à chacune des autres parties et le déposer au moins 3 jours avant la date fixée pour l'audition de la requête.

Si vous entendez vous fonder sur un affidavit ou quelque autre moyen de preuve à l'audition ou à l'examen de la requête introductive, vous devez signifier copie de l'affidavit ou autre moyen de preuve au requérant introducteur au moins 10 jours avant la date de l'audition ou de l'examen de la requête introductive.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 3-57
(Règle 3-57)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

REQUÉRANT(S) _____

INTIMÉ(S) _____

AVIS DE COMMUNICATION DU DOSSIER DE L'INSTANCE

Destinataire : _____
(nom de la personne ou de l'organisme à qui le dossier est demandé)

Commandement

Vous devez fournir les éléments qui suivent ou, à défaut, une justification :

- a) le procès-verbal, le cas échéant, de la décision ou de l'acte qui fait l'objet de la requête introductive en révision judiciaire;
- b) les motifs à l'appui de la décision ou de l'acte, le cas échéant;
- c) le document introductif de l'instance;
- d) les éléments de preuve et pièces déposés auprès de vous, le cas échéant;
- e) tout autre élément en votre possession qui se rapporte à la décision ou à l'acte.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 3-58
(Règle 3-58)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

REQUÉRANT(S) _____

INTIMÉ(S) _____

DOSSIER CERTIFIÉ DE L'INSTANCE

1 Vous trouverez ci-joint :

- a) le procès-verbal, le cas échéant, de la décision ou de l'acte qui fait l'objet de la requête introductive en révision judiciaire;
- b) les motifs à l'appui de la décision ou de l'acte;
- c) le document introductif de l'instance;
- d) les éléments de preuve et pièces déposés auprès de nous;
- e) tout autre élément en notre possession qui se rapporte à la décision ou à l'acte, à savoir :

(i)

(ii)

2 Voici les éléments visés par l'AVIS DE COMMUNICATION DU DOSSIER DE L'INSTANCE qui ne peuvent être fournis et les raisons pour lesquelles ils ne peuvent être fournis :

a)

b)

3 Je certifie avoir joint tous les dossiers exigés par la règle 3-58.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(nom de la personne qui certifie le dossier)

(poste de la personne qui certifie le dossier)

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la personne ou l'organisme

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la personne ou l'organisme se représente elle-même/lui-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 3-63
(Règle 3-63(4))

REQUÊTE DE BREF D'HABEAS CORPUS AD SUBJICIENDUM

DANS L'AFFAIRE DE _____, de _____, en Saskatchewan;
(nom du détenu)

Ajouter, s'il y a lieu :

ET VU _____
(loi ou règlement applicable, y compris les dispositions invoquées)

SACHEZ qu'une requête sera présentée à un juge siégeant en cabinet en vue d'obtenir un BREF D'HABEAS CORPUS AD SUBJICIENDUM :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

(Ajouter, s'il y a lieu :) _____
(pour le compte de)

Le BREF D'HABEAS CORPUS AD SUBJICIENDUM sera adressé à _____
(nom de l'établissement)

et à tous les agents de _____ ayant la charge ou la garde de _____,
(nom de l'établissement) (nom de la personne)

quel que soit le nom qu'il porte, leur enjoignant d'amener immédiatement _____
(nom de la personne)

devant un juge siégeant en cabinet au palais de justice de _____,
(adresse complète)

en Saskatchewan, afin que la Cour puisse déterminer sur-le-champ la validité de sa détention.

Affidavit et autres preuves qui serviront à appuyer la présente requête :

- 1.
- 2.
- 3.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature)

Destinataire : _____

ou toute autre personne détenant _____
(nom du détenu)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si la requête est préparée par un avocat pour le requérant

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si le requérant se représente lui-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 3-64A
(Règles 3-64 et 3-65)

ORDONNANCE D'HABEAS CORPUS AD SUBJICIENDUM

Devant le (la) juge _____ siégeant en cabinet
le _____ 2 _____.

LA COUR ORDONNE à _____
(nom de l'établissement)

(ajouter, s'il y a lieu :)

et à tous les agents de _____ ayant la garde de
(nom de l'établissement)

_____ d'amener devant un juge
(nom de la personne)

(ou, devant l'honorable juge _____) de la Cour du Banc du Roi
(nom du (de la) juge)

de la Saskatchewan, au palais de justice de _____ ,
(adresse au complet)

en Saskatchewan, le _____ 2 _____ à _____ heures
(ou, immédiatement) _____ ,
(nom de la personne)

qui est détenu(e) sous la garde de _____ ,
(nom de l'établissement)

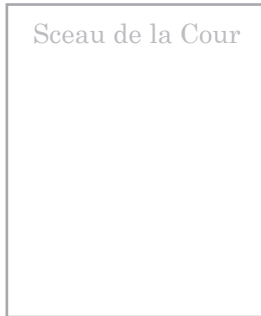
et d'y produire la présente ordonnance ou une copie de celle-ci, et que _____
(nom de la personne)

fasse suite sur-le-champ à la présente ordonnance, indiquant le jour et le motif de sa détention, quel que soit le nom qu'il porte, afin que la Cour puisse sur-le-champ contrôler la validité de sa détention.

LA COUR ORDONNE EN OUTRE que, si vous n'obtempérez pas à la présente ordonnance, le requérant sera autorisé, aux date, heure et lieu susmentionnés ou dès que son avocat pourra être entendu, à demander de vous faire incarcérer ou de faire incarcérer toute personne coupable d'outrage pour désobéissance à la présente ordonnance.

Émise par ordre de l'honorable juge _____ .

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.



Registraire local

(Si l'ordonnance a été émise sans préavis, indiquer les coordonnées de la partie qui a sollicité l'ordonnance.)

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 3-64B
(Règle 3-64(9))

**ORDONNANCE DE MISE EN LIBERTÉ EN RÉPONSE À LA REQUÊTE DE
L'HABEAS CORPUS**

Devant le (la) juge _____, siégeant
en cabinet le _____ 2 _____.

ORDONNANCE DE MISE EN LIBERTÉ

Sur requête de (*ajouter, s'il y a lieu* : pour le compte de) _____,
(*nom du requérant*)

ayant entendu l'avocat du requérant (*ou*, le requérant) et l'avocat du procureur général (*ou*
de l'intimé, *ou* selon le cas), et ayant pris connaissance des affidavits ou des autres éléments
de preuve suivants, qui ont été déposés à la Cour :

1.

2.

3.

la Cour ordonne ce qui suit :

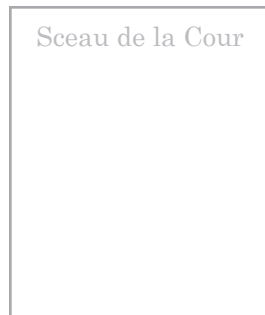
1 _____, détenu(e) sous
(*nom de la personne*)

la garde de _____, est immédiatement mis(e) en liberté.
(*nom de l'établissement*)

**Lorsqu'il y a lieu, s'agissant par exemple d'une ordonnance rendue en vertu du
Code criminel, ajouter :**

2 Aucune poursuite civile ne sera intentée à _____ ou
(*nom de l'établissement*)

à un agent qui a agi à la suite d'une condamnation, d'une ordonnance ou d'une autre procédure,
ou encore d'un mandat émis en exécution forcée de celles-ci.



Registraire local

Formule 3-93
(Règle 3-93)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

**AVIS DE REQUÊTE EN CERTIFICATION PRÉSENTÉE
EN VERTU DE LA *LOI SUR LES RECOURS COLLECTIFS***

SACHEZ que le demandeur présentera une requête en vue d'obtenir une ordonnance sous le régime de la *Loi sur les recours collectifs*. La requête sera entendue ainsi qu'il suit :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

L'ordonnance est sollicitée aux fins suivantes :

- a) certifier cette action comme recours collectif;
- b) définir le groupe de la façon suivante : *(énoncer la description du groupe éventuel en cernant ses caractéristiques)*;
- c) nommer *(indiquer le nom du demandeur)* à titre de représentant des demandeurs membres du groupe en Saskatchewan;
- d) définir ainsi la nature des demandes en justice et de la réparation sollicitée : *(exposer de façon concise les demandes présentées au nom du groupe et la réparation sollicitée par le groupe)*;
- e) certifier les questions suivantes comme questions communes *(énoncer en points saillants les questions communes envisagées)*;
- f) indiquer la façon dont un membre du groupe peut se retirer du recours collectif et la date limite pour ce faire;
- g) indiquer la procédure permettant à une personne qui n'est pas un résident de la Saskatchewan de participer au recours collectif, et la date limite pour ce faire;

- h) approuver la forme et le mode de notification des membres du groupe pour les informer de la certification du recours collectif;
- i) ordonner à _____ de payer les frais de tout avis;
- j) rendre les autres ordonnances que la Cour estime indiquées.

Les moyens invoqués à l'appui de la présente requête sont les suivants :

- a) les plaidoiries dans la présente action révèlent l'existence d'une cause d'action contre le défendeur;
- b) il existe un groupe identifiable de deux personnes ou plus;
- c) les prétentions des membres du groupe soulèvent des questions communes quant à ce litige;
- d) le recours collectif constitue le meilleur moyen de résoudre les questions communes;
- e) le demandeur _____ est disposé à agir comme représentant des demandeurs et il :
 - (i) représentera équitablement et adéquatement les intérêts du groupe,
 - (ii) a produit un plan qui prévoit une méthode fonctionnelle pour faire avancer l'action,
 - (iii) n'a pas de conflit d'intérêts avec d'autres membres du groupe au sujet des questions communes;
- f) la *Loi sur les recours collectifs*, L.S. 2001, ch. C-12.01;
- g) la règle 3-94 des *Règles de la Cour du Banc du Roi* de la Saskatchewan.

Affidavits ou autres preuves présentées à l'appui de la présente requête :

- a) l'affidavit de :

(le représentant des demandeurs ou le défendeur)

fait sous serment / affirmé solennellement le _____ 2 _____, et déposé;

- b) les plaidoiries et actes de procédure dans la présente action;
- c) *(indiquer les autres éléments qui seront présentés, tels que la transcription des contre-interrogatoires sur les affidavits, les rapports d'expertise portant sur les données statistiques afférentes à la taille du groupe ou à la portée des pertes, etc.)*

AVIS

Si vous souhaitez vous opposer à la requête, vous devez déposer au greffe un AFFIDAVIT EN RÉACTION À LA REQUÊTE et le signifier à chacune des parties à cette action au moins 7 jours avant la date prévue pour l'audition de la requête.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 4-4
(Règle 4-4(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

DEMANDE DE CONFÉRENCE AVEC LA COUR

DESTINATAIRE : Le registraire local

Dans l'action susmentionnée :

DEMANDE

_____, [demandeur/défendeur/tiers] dans la présente action,
(nom de la partie présentant la demande)

demande au registraire local de fixer une date pour la tenue d'une conférence avec la cour
pour les raisons suivantes :

Une copie de la présente DEMANDE DE CONFÉRENCE AVEC LA COUR a été signifiée
à chaque partie.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie présentant la demande)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si la demande est préparée par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 4-5
(Règle 4-5(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

DEMANDE D'ORDONNANCE DE GESTION D'INSTANCE

DESTINATAIRE : [le/la juge en chef de la Cour du Banc du Roi]

DEMANDE

_____, [demandeur/défendeur/tiers] dans la présente
(nom de la partie présentant la demande)

action, demande qu'il soit ordonné que l'action fasse l'objet de gestion d'instance et que soit nommé un juge à la gestion d'instance, pour les raisons suivantes :

(veuillez consulter la règle 4-6 lorsque vous indiquez vos raisons).

ACCORD

Le [demandeur/défendeur/tiers] _____ est d'accord / n'est pas
(nom de la partie)

d'accord pour que la présente demande soit présentée.

Une copie de la présente DEMANDE D'ORDONNANCE DE GESTION D'INSTANCE a été signifiée à chaque partie.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature de la partie présentant la demande)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si la demande est préparée par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 4-11
(Règle 4-11(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

DEMANDE CONJOINTE DE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE AU PROCÈS

Les avocats [ou les parties] :

- a) certifient qu'ils/qu'elles sont prêt(e)s pour la tenue d'une conférence préparatoire et, par la suite, d'un procès;
- b) confirment que des efforts ont été faits pour parvenir à un règlement amiable;
- c) estiment que la conférence préparatoire durera _____;
- d) estiment que le procès durera _____;
- e) estiment :
 - (i) que le nombre de témoins qui seront appelés par l'avocat du demandeur au procès est de _____,
 - (ii) que le nombre de témoins qui seront appelés par l'avocat du défendeur au procès est de _____,
 - (iii) que le nombre total de témoins qui seront appelés au procès est de _____;
- f) confirment que les prescriptions applicables de l'article 7-1 de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi* relatives à la médiation ont été observées.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature du demandeur ou de son avocat)

Numéro de téléphone : _____

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature du défendeur ou de son avocat)

Numéro de téléphone : _____

Formule 4-21.3A

(Règle 4-21.3)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

**DEMANDE CONJOINTE DE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE
CONTRAIGNANTE (AU CIVIL)**

Les avocats [*ou* Les parties] :

- a) certifient qu'ils [qu'elles] sont prêt[e]s pour la tenue d'une conférence préparatoire contraignante et, s'il y a lieu par la suite, d'un procès;
- b) confirment qu'ils [qu'elles] demandent la tenue d'une conférence préparatoire contraignante;
- c) confirment que les prescriptions applicables de l'article 7-1 de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi* relatives à la médiation ont été observées;
- d) confirment que des efforts ont été faits pour parvenir à un règlement amiable;
- e) estiment que la conférence préparatoire contraignante sera de _____ heures;
- f) l'avocat de la partie demanderesse est disponible pour assister à la conférence préparatoire contraignante aux dates suivantes : _____

- g) l'avocat de la partie défenderesse est disponible pour assister à la conférence préparatoire contraignante aux dates suivantes : _____

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie demanderesse ou de son avocat)

Numéro de téléphone : _____

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie défenderesse ou de son avocat)

Numéro de téléphone : _____

Formule 4-21.3B
(Règle 4-21.3)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANT(S) _____

PARTIE INTIMÉE _____

**DEMANDE CONJOINTE DE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE
CONTRAIGNANTE (EN MATIÈRE FAMILIALE)**

En apposant leur signature au présent document, les avocats [ou les parties] confirment ce qui suit :

1. Ils [Elles] sont prêt[e]s pour la tenue d'une conférence préparatoire contraignante et, par la suite, d'un procès, et, si des enfants sont en cause, un certificat sera annexé au présent document confirmant que l'article 8-1 de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi* a été observé.
2. Ils [Elles] ont observé les prescriptions de l'article 7-4 de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi* concernant le processus de résolution des conflits familiaux.
3. Ils [Elles] demandent la tenue d'une conférence préparatoire contraignante.
4. Des efforts ont été faits de bonne foi pour parvenir à un règlement amiable. Des propositions de règlement ont été échangées aux dates suivantes :

5. a) L'avocat de la partie requérante est disponible pour assister à la conférence préparatoire contraignante aux dates suivantes :

- b) L'avocat de la partie intimée est disponible pour assister à la conférence préparatoire contraignante aux dates suivantes :

- c) Eu égard à la complexité du dossier, les avocats estiment que le juge-président aura besoin d'une période de lecture de _____ pour se préparer pour la conférence préparatoire contraignante.

- d) Les avocats de toutes les parties estiment que la durée TOTALE de la conférence préparatoire contraignante sera de _____ heures.

6. Dans le cas où la valeur de l'actif et du passif est en litige :

- a) Chaque partie a dressé sa propre liste complète des éléments d'actif et de passif et de la valeur estimative de ces éléments, selon elle, et les parties ont échangé ces listes, étant entendu que la partie I de la liste énumère l'actif, le passif et les valeurs sur lesquels les parties se sont entendues, tandis que la partie II énumère les éléments en litige.

Partie requérante : OUI ☐ NON ☐ Partie intimée : OUI ☐ NON ☐

Sinon, les parties déposeront un mémorandum écrit expliquant pourquoi l'échange des listes n'a pas eu lieu. Le registraire local en avisera un juge de la Cour, lequel décidera si, en conséquence, une date doit être fixée pour une conférence préparatoire contraignante.

- b) Les valeurs estimatives étant contestées, une évaluation indépendante a été obtenue et échangée pour tous les éléments d'actif, sauf les meubles de la maison et les possessions personnelles.

Partie requérante : OUI ☐ NON ☐ Partie intimée : OUI ☐ NON ☐

Sinon, les parties en défaut déposeront un mémorandum écrit expliquant pourquoi l'échange des valeurs estimatives n'a pas eu lieu. Le registraire local en avisera un juge de la Cour, lequel décidera si, en conséquence, une date doit être fixée pour une conférence préparatoire contraignante.

7. Dans le cas où les aliments pour enfants ou matrimoniaux sont en litige :

- a) Chaque partie a déposé tous les renseignements financiers qu'exigent les Règles et les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*, y compris l'article 21 des *Lignes directrices*.

Partie requérante : OUI ☐ NON ☐ Partie intimée : OUI ☐ NON ☐

- b) Chaque partie assure qu'elle se conformera à la règle 15-37 au moins 10 jours avant la conférence préparatoire contraignante et qu'elle déposera les plus récentes versions de sa déclaration de revenus, de son avis de cotisation et de son relevé de paie ou autre document indiquant le salaire touché depuis le début de l'année.

Partie requérante : OUI ☐ NON ☐ Partie intimée : OUI ☐ NON ☐

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie requérante ou de son avocat)

Numéro de téléphone : _____

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie intimée ou de son avocat)

Numéro de téléphone : _____

Formule 4-21.4A

(Règle 4-21.4)

**ACCORD DE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE
CONTRAIGNANTE (AU CIVIL)**

ACCORD conclu le _____, 2 _____.

ENTRE :

de _____ ,
en Saskatchewan

(la « partie demanderesse »)

-et-

de _____ ,
en Saskatchewan

(la « partie défenderesse »)

Attendu qu'une action entre les parties a été déposée à la Cour du Banc du Roi de la Saskatchewan du centre judiciaire de _____ sous le numéro de dossier _____ ;

Attendu que les parties n'ont pas été capables de parvenir à une résolution des questions ci-énoncées;

Attendu que les parties sont convenues de résoudre les questions ci-énoncées au moyen d'une conférence préparatoire contraignante tenue sous le régime des règles 4-21.1 à 4-21.92 des *Règles de la Cour du Banc du Roi* et aux conditions ci-prévues;

En contrepartie des engagements et promesses mutuels ci-contenus, les parties conviennent de ce qui suit :

LISTE DES QUESTIONS À RÉSOUDRE

1. Nature de l'action

Voici un aperçu général de la nature de l'action qui a été intentée : (Cocher les éléments qui décrivent le mieux l'objet de l'action.)

- ☐ rupture de contrat
- ☐ incitation à rupture de contrat
- ☐ négligence
- ☐ violation d'obligation fiduciaire
- ☐ violation de fiducie
- ☐ diffamation
- ☐ demande légale (abus d'autorité – loi intitulée *The Business Corporations Act, 2021*)
- ☐ successions (validité du testament)
- ☐ autres :

2. Questions résolues

Parmi les questions soulevées dans les plaidoiries, voici celles qui ont été résolues : (Cocher celles qui ont été résolues, par exemple par accord, ordonnance judiciaire ou consentement, et décrire brièvement la résolution.)

- ☐ la responsabilité
- ☐ le montant des dommages-intérêts
- ☐ mesure injonctive
- ☐ les dépens
- ☐ autres :

Ces questions ont été résolues de la manière suivante :

3. Questions déferées à une conférence préparatoire contraignante

Parmi les questions soulevées dans les plaidoiries, voici celles qui, n'ayant pas été résolues, sont déferées à une conférence préparatoire contraignante : (Cocher celles qui n'ont pas été résolues, et décrire brièvement la nature de la poursuite à l'égard de chacune d'elles.)

- ☐ la responsabilité

- ☐ le montant des dommages-intérêts

- ☐ mesure injonctive

- ☐ distribution de la masse successorale

- ☐ vente de biens

☐ les dépens

☐ autres :

ADOPTION DU PROCESSUS

4. Les parties conviennent de résoudre les questions énumérées au paragraphe 3 du présent accord en participant à une conférence préparatoire contraignante présidée par un juge de la Cour du Banc du Roi de la Saskatchewan. Les parties confirment qu'elles ont conclu le présent accord volontairement, qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune contrainte ou menace pour qu'elles consentent à participer à une conférence préparatoire contraignante et que rien ne leur a été promis en échange de leur consentement.
5. Les parties comprennent et acceptent que, si elles ne parviennent pas à un accord de règlement amiable à l'égard de tout ou partie des questions énumérées au paragraphe 3 du présent accord, le juge affecté à la conférence préparatoire contraignante pourra :
 - a) rendre une décision contraignante conformément au présent accord écrit, à l'égard d'une ou de plusieurs des questions ou des prétentions dont il a été saisi par les parties;
 - b) ajourner la conférence préparatoire contraignante, ou remettre à plus tard la tenue d'une décision contraignante, aux conditions et avec les directives qu'il estime indiquées;
 - c) statuer qu'il n'est pas convenable de rendre une décision contraignante sur tout ou partie des questions en litige;
 - d) adjuger les dépens.
6. Les parties reconnaissent et acceptent ce qui suit :
 - a) avant les 10 jours précédant l'ouverture de la conférence préparatoire contraignante, une des parties pourra retirer son consentement à participer à la conférence à l'égard de toute question en litige, en signifiant et en déposant un avis de retrait établi à l'aide de la formule prescrite à la règle 4-21.7 des *Règles de la Cour du Banc du Roi*;
 - b) dans les 10 jours précédant l'ouverture de la conférence préparatoire contraignante, une des parties pourra demander à la Cour l'autorisation de retirer son consentement;
 - c) en cas de retrait du consentement, la conférence préparatoire contraignante se poursuivra en tant que conférence préparatoire au procès.

PROCÉDURE

7. Les parties conviennent de suivre la procédure prescrite par les règles 4-21.1 à 4-21.92 des *Règles de la Cour du Banc du Roi*. Les parties reconnaissent et acceptent que le juge-président pourra donner aux parties certaines instructions additionnelles à suivre avant la tenue de la conférence préparatoire contraignante et elles conviennent de s'y conformer dans les délais impartis.
8. Les parties reconnaissent et acceptent que le juge-président sera pleinement autorisé à trancher toute question de droit relative à l'admission de preuves ou à la résolution de tout ou partie des questions en litige, sans être assujéti, à cette fin, aux règles formelles de la preuve. Le juge-président pourra utiliser tout renseignement communiqué à la Cour qu'il estime pertinent par rapport à une ou plusieurs des questions en litige ou qui lui permettra de statuer ou de trancher sur tout ou partie des questions en litige.
9. Les parties affirment et reconnaissent qu'elles ont divulgué entièrement et équitablement tous les dossiers et renseignements nécessaires à la résolution des questions en litige par la voie du processus de conférence préparatoire contraignante. Elles reconnaissent en outre que tout ce qui est tranché soit par elles au cours de leurs négociations en vue de la résolution des questions en litige, soit par le juge-président, pourra l'être sur la foi de renseignements incomplets. Elles autorisent expressément le juge-président à trancher sur tout ou partie des questions en litige sur la foi des renseignements qui lui seront communiqués.
10. Les parties conviennent que, sous réserve de la règle 4-21.92 des *Règles de la Cour du Banc du Roi*, toute documentation déposée en conjonction avec la conférence préparatoire contraignante sera, à l'issue de la conférence, retournée à la partie pour qui elle a été déposée.

DÉCISION

11. La forme de toute décision contraignante émanant du juge-président sera laissée à l'appréciation du juge, qu'elle soit orale ou écrite, et pourra être prononcée en audience publique.
12. Toute décision contraignante du juge-président ainsi que tout accord de règlement amiable conclu par les parties en résolution de tout ou partie des questions en litige seront consignés par la Cour en tant que jugement ou ordonnance rendu par un juge avec le consentement des parties et seront pleinement exécutoires entre les parties.
13. Les parties conviennent que toute décision contraignante du juge-président sera définitive et liera les parties, et qu'elle sera insusceptible d'appel sans l'autorisation du juge de la conférence préparatoire contraignante obtenue sur demande présentée en vertu de l'article 6-14 de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi*.
14. Les parties conviennent en outre de s'abstenir de toute contestation incidente d'une décision du juge-président.

15. Les parties reconnaissent et acceptent le juge-président comme l'unique arbitre de tout différend ou désaccord, quel que soit le processus qu'il choisit, concernant le contenu de tout règlement amiable conclu par elles ou relativement à toute décision contraignante qu'il rend à l'issue de la conférence préparatoire contraignante.

GÉNÉRALITÉS

16. Les parties reconnaissent et acceptent que le juge-président ne peut être contraint à témoigner dans une instance ultérieure et que les dispositions de l'article 6-3 de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi* s'appliquent à la conférence préparatoire contraignante.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Partie demanderesse

Numéro de téléphone

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Partie défenderesse

Numéro de téléphone

ATTESTATION

Je soussigné(e), _____, de _____, en Saskatchewan, étant la partie (demanderesse/défenderesse), reconnaît la véracité de tout ce qui suit :

1. J'ai conclu l'accord ci-joint volontairement.
2. J'ai passé l'accord à l'écart de la partie (demanderesse/défenderesse).
3. Je suis au fait de la nature et des effets de l'accord ci-joint.
4. Je comprends le processus de conférence préparatoire contraignante prévu aux règles 4-21.1 à 4-21.92 des *Règles de la Cour du Banc du Roi* et j'accepte d'y participer.
5. Je comprends que, si nous ne parvenons pas à un règlement amiable à la conférence préparatoire contraignante, le juge-président sera pleinement autorisé à rendre une décision contraignante portant résolution de tout ou partie des questions en litige en conformité avec le présent accord et les règles 4-21.1 à 4-21.92 des *Règles de la Cour du Banc du Roi*.
6. Je comprends que la décision contraignante pourra comporter l'attribution de dépens et qu'elle sera réputée une ordonnance ou un jugement par consentement, insusceptible d'appel sans l'autorisation du juge de la conférence préparatoire contraignante, conformément à l'article 6-14 de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi*.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Témoin

(partie demanderesse / défenderesse)

AFFIDAVIT DE PASSATION

Je soussigné(e), _____, de _____, en Saskatchewan, déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1. J'étais présent(e) et j'ai vu _____, la partie (demanderesse/défenderesse) nommée dans le présent accord, que je connais personnellement et qui est bien la personne y nommée, signer et passer cet accord.
2. L'accord a été passé le _____ 2 _____ à _____, en Saskatchewan, et je suis le témoin signataire de la passation.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en
Saskatchewan,
le _____ 20 _____.

Commissaire aux serments pour la Saskatchewan

Ma commission expire le _____.
Ou en ma qualité d'avocat

(Témoin)

CERTIFICAT D'AVIS JURIDIQUE INDÉPENDANT

Je soussigné(e), _____, de _____, en
avocat(e) praticien(ne), certifie ce qui suit :

1. J'ai donné des conseils indépendants à _____, la partie
_____ (demanderesse/défenderesse), au sujet du contenu du
présent accord.
2. _____ a passé l'accord à l'écart
de _____.
3. Je ne représente pas la partie adverse dans cette affaire.
4. La partie _____ (demanderesse/défenderesse)
comprend le processus de conférence préparatoire contraignante prévu aux
règles 4-21.1 à 4-21.92 des *Règles de la Cour du Banc du Roi* et accepte d'y
participer.
5. La partie _____ (demanderesse/défenderesse)
comprend que, si les parties ne parviennent pas à un règlement amiable, le
juge-président pourra rendre une décision contraignante, éventuellement avec
dépens, auquel cas la décision contraignante sera réputée une ordonnance ou un
jugement de la Cour par consentement, insusceptible d'appel sans l'autorisation
du juge de la conférence préparatoire contraignante, conformément à l'article 6-14
de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi*.
6. La partie _____ (demanderesse/défenderesse)
a souscrit l'accord volontairement, sans la moindre contrainte, influence indue ou
tromperie.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Signature

Formule 4-21.4B
(Règle 4-21.4)

**ACCORD DE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE CONTRAIGNANTE
(EN MATIÈRE FAMILIALE)**

ACCORD conclu le _____, 2 _____.

ENTRE :

de _____,

en Saskatchewan

(la « partie requérante »)

-et-

de _____,

en Saskatchewan

(la « partie intimée »)

Attendu qu'une action entre les parties a été déposée à la Cour du Banc du Roi de la Saskatchewan du centre judiciaire de _____, sous le numéro de dossier _____;

Attendu que les parties n'ont pas été capables de parvenir à une résolution des questions ci-énoncées;

Attendu que les parties sont convenues de résoudre les questions ci-énoncées au moyen d'une conférence préparatoire contraignante tenue sous le régime des règles 4-21.1 à 4-21.92 des *Règles de la Cour du Banc du Roi* et aux conditions ci-prévues;

En contrepartie des engagements et promesses mutuels ci-contenus, les parties conviennent de ce qui suit :

LISTE DES QUESTIONS À RÉSOUDRE

1. Questions résolues

Parmi les questions soulevées dans les plaidoiries, voici celles qui ont été résolues : (Cocher celles qui ont été résolues, par exemple par accord, ordonnance judiciaire ou consentement, et décrire brièvement la résolution.)

- ☐ le divorce
- ☐ la prise des décisions parentales
- ☐ le calendrier de parentage
- ☐ les aliments pour enfant
- ☐ les aliments matrimoniaux
- ☐ le partage des biens familiaux
- ☐ les dépens
- ☐ autres :

Ces questions ont été résolues de la manière suivante :

2. Questions déferées à une conférence préparatoire contraignante

Parmi les questions soulevées dans les plaidoiries, voici celles qui, n'ayant pas été résolues, sont déferées à une conférence préparatoire contraignante : (Cocher celles qui n'ont pas été résolues, et décrire brièvement la nature de la poursuite à l'égard de chacune d'elles.)

☐ la prise des décisions parentales

☐ le calendrier de parentage

☐ les aliments pour enfant

☐ les dépenses spéciales

☐ les aliments matrimoniaux

☐ le partage des biens familiaux

☐ le divorce

☐ les dépens

☐ autres :

ADOPTION DU PROCESSUS

3. Les parties conviennent de résoudre les questions énumérées au paragraphe 2 du présent accord en participant à une conférence préparatoire contraignante présidée par un juge de la Cour du Banc du Roi de la Saskatchewan. Les parties confirment qu'elles ont conclu le présent accord volontairement, qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune contrainte ou menace pour qu'elles consentent à participer à une conférence préparatoire contraignante et que rien ne leur a été promis en échange de leur consentement.
4. Les parties comprennent et acceptent que, si elles ne parviennent pas à un accord de règlement amiable à l'égard de tout ou partie des questions énumérées au paragraphe 2 du présent accord, le juge affecté à la conférence préparatoire contraignante pourra :
- a) rendre une décision contraignante conformément au présent accord écrit, à l'égard d'une ou de plusieurs des questions ou des prétentions dont il a été saisi par les parties;
 - b) ajourner la conférence préparatoire contraignante, ou remettre à plus tard la tenue d'une décision contraignante, aux conditions et avec les directives qu'il estime indiquées;
 - c) statuer qu'il n'est pas convenable de rendre une décision contraignante sur tout ou partie des questions en litige;
 - d) adjuger les dépens.

5. Les parties reconnaissent et acceptent ce qui suit :
- a) avant les 10 jours précédant l'ouverture de la conférence préparatoire contraignante, une des parties pourra retirer son consentement à participer à la conférence à l'égard de toute question en litige, en signifiant et en déposant un avis de retrait établi à l'aide de la formule prescrite à la règle 4-21.7 des *Règles de la Cour du Banc du Roi*;
 - b) dans les 10 jours précédant l'ouverture de la conférence préparatoire contraignante, une des parties pourra demander à la Cour l'autorisation de retirer son consentement;
 - c) en cas de retrait du consentement, la conférence préparatoire contraignante se poursuivra en tant que conférence préparatoire au procès.

PROCÉDURE

6. Les parties conviennent de suivre la procédure prescrite par les règles 4-21.1 à 4-21.92 des *Règles de la Cour du Banc du Roi*. Les parties reconnaissent et acceptent que le juge-président pourra donner aux parties certaines instructions additionnelles à suivre avant la tenue de la conférence préparatoire contraignante et elles conviennent de s'y conformer dans les délais impartis.
7. Les parties reconnaissent et acceptent que le juge-président sera pleinement autorisé à trancher toute question de droit relative à l'admission de preuves ou à la résolution de tout ou partie des questions en litige, sans être assujéti, à cette fin, aux règles formelles de la preuve. Le juge-président pourra utiliser tout renseignement communiqué à la Cour qu'il estime pertinent par rapport à une ou plusieurs des questions en litige ou qui lui permettra de statuer ou de trancher sur tout ou partie des questions en litige.
8. Les parties affirment et reconnaissent qu'elles ont divulgué entièrement et équitablement tous les dossiers et renseignements nécessaires à la résolution des questions en litige par la voie du processus de conférence préparatoire contraignante. Elles reconnaissent en outre que tout ce qui est tranché soit par elles au cours de leurs négociations en vue de la résolution des questions en litige, soit par le juge-président, pourra l'être sur la foi de renseignements incomplets. Elles autorisent expressément le juge-président à trancher sur tout ou partie des questions en litige sur la foi des renseignements qui lui seront communiqués.
9. Les parties conviennent que, sous réserve de la règle 4-21.92 des *Règles de la Cour du Banc du Roi*, toute documentation déposée en conjonction avec la conférence préparatoire contraignante sera, à l'issue de la conférence, retournée à la partie pour qui elle a été déposée.

DÉCISION

10. La forme de toute décision contraignante émanant du juge-président sera laissée à l'appréciation du juge, qu'elle soit orale ou écrite, et pourra être prononcée en audience publique.
11. Toute décision contraignante du juge-président ainsi que tout accord de règlement amiable conclu par les parties en résolution de tout ou partie des questions en litige seront consignés par la Cour en tant que jugement ou ordonnance rendu par un juge avec le consentement des parties et seront pleinement exécutoires entre les parties.
12. Les parties conviennent que toute décision contraignante du juge-président sera définitive et liera les parties, et qu'elle sera insusceptible d'appel sans l'autorisation du juge de la conférence préparatoire contraignante obtenue sur demande présentée en vertu de l'article 6-14 de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi*.
13. Les parties conviennent en outre de s'abstenir de toute contestation incidente d'une décision du juge-président.

14. Les parties reconnaissent et acceptent le juge-président comme l'unique arbitre de tout différend ou désaccord, quel que soit le processus qu'il choisit, concernant le contenu de tout règlement amiable conclu par elles ou relativement à toute décision contraignante qu'il rend à l'issue de la conférence préparatoire contraignante.

GÉNÉRALITÉS

15. Les parties reconnaissent et acceptent que le juge-président ne peut être contraint à témoigner dans une instance ultérieure et que les dispositions de l'article 6-3 de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi* s'appliquent à la conférence préparatoire contraignante.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Partie requérante

Numéro de téléphone

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Partie intimée

Numéro de téléphone

ATTESTATION

Je soussigné(e), _____, de _____, en Saskatchewan, étant la partie (requérante/intimée), reconnaît la véracité de tout ce qui suit :

1. J'ai conclu l'accord ci-joint volontairement.
2. J'ai passé l'accord à l'écart de la partie (requérante/intimée).
3. Je suis au fait de la nature et des effets de l'accord ci-joint.
4. Je comprends le processus de conférence préparatoire contraignante prévu aux règles 4-21.1 à 4-21.92 des *Règles de la Cour du Banc du Roi* et j'accepte d'y participer.
5. Je comprends que, si nous ne parvenons pas à un règlement amiable à la conférence préparatoire contraignante, le juge-président sera pleinement autorisé à rendre une décision contraignante portant résolution de tout ou partie des questions en litige en conformité avec le présent accord et les règles 4-21.1 à 4-21.92 des *Règles de la Cour du Banc du Roi*.

6. Je comprends que la décision contraignante pourra comporter l'attribution de dépens et qu'elle sera réputée une ordonnance ou un jugement par consentement, insusceptible d'appel sans l'autorisation du juge de la conférence préparatoire contraignante, conformément à l'article 6-14 de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi*.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Témoïn

(partie requérante/intimée)

AFFIDAVIT DE PASSATION

Je soussigné(e), _____, de _____, en Saskatchewan, déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1. J'étais présent(e) et j'ai vu _____, la partie (requérante/intimée) nommée dans le présent accord, que je connais personnellement et qui est bien la personne y nommée, signer et passer cet accord.
2. L'accord a été passé le _____ 2 _____ à _____, en Saskatchewan, et je suis le témoin signataire de la passation.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en

Saskatchewan,

le _____ 20 _____.

Commissaire aux serments pour la Saskatchewan

Ma commission expire le _____.
Ou en ma qualité d'avocat

(Témoin)

CERTIFICAT D'AVIS JURIDIQUE INDÉPENDANT

Je soussigné(e), _____, de _____, en Saskatchewan, avocat(e) praticien(ne), certifie ce qui suit :

1. J'ai donné des conseils indépendants à _____, la partie _____ (requérante/intimée), au sujet du contenu du présent accord.
2. _____ a passé l'accord à l'écart de _____.
3. Je ne représente pas la partie adverse dans cette affaire.
4. La partie _____ (requérante/intimée) comprend le processus de conférence préparatoire contraignante prévu aux règles 4-21.1 à 4-21.92 des *Règles de la Cour du Banc du Roi* et accepte d'y participer.
5. La partie _____ (requérante/intimée) comprend que,

si les parties ne parviennent pas à un règlement amiable, le juge-président pourra rendre une décision contraignante, éventuellement avec dépens, auquel cas la décision contraignante sera réputée une ordonnance ou un jugement de la Cour par consentement, insusceptible d'appel sans l'autorisation du juge de la conférence préparatoire contraignante, conformément à l'article 6-14 de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi*.

6. La partie _____ (requérante/intimée) a souscrit l'accord volontairement, sans la moindre contrainte, influence indue ou tromperie.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Signature

Nouveau. Gaz. 18 septembre 2020; Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 4-21.7
(Règle 4-21.7(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(ajouter, s'il y a lieu : DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S)/
PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANT(S) _____

DÉFENDEUR(S)/
PARTIE INTIMÉE _____

AVIS DE RETRAIT DE LA CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE CONTRAIGNANTE

DESTINATAIRE: _____
(nom de la partie adverse)

SACHEZ que _____ retire son
consentement à ce que les questions suivantes soient tranchées à la conférence préparatoire
contraignante prévue pour le _____ 2 _____ devant _____ :
(nom du juge)

1. _____

2. _____

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie ou de son avocat)

AVIS

Si vous vous retirez de la conférence préparatoire contraignante, la conférence préparatoire se poursuivra sous le régime de la sous-section 2 de la section 3 de la partie 4 des *Règles de la Cour du Banc du Roi*. (Voir la règle 4-21.7(3).)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie :

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier: _____

Adresse du cabinet d'avocats: _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone: _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant): _____

Adresse de courriel (le cas échéant): _____

or

Si la partie se représente elle-même :

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification: _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone: _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant): _____

Adresse de courriel (le cas échéant): _____

Nouveau. Gaz. 18 septembre 2020; Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 4-26
(Règle 4-26(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

OFFRE FORMELLE DE RÈGLEMENT AMIABLE

AVIS À LA PARTIE DESTINATAIRE DE L'OFFRE

Vous avez reçu une offre formelle de règlement amiable. Les conséquences du défaut d'accepter la présente offre sont indiquées à la fin du présent document.

Partie qui fait l'offre

1.

Destinataire de l'offre

2.

Contenu de l'offre

3.

Conditions se rattachant à l'offre

4.

Intérêts

- a) Les intérêts sont [ne sont pas] compris dans le montant de l'offre.
- b) Si les intérêts ne sont pas compris, voici la date à laquelle ils cessent de s'appliquer et le taux payable: _____

Dépens

- a) Les dépens sont [ne sont pas] compris dans le montant de l'offre.
- b) Si les dépens ne sont pas compris, voici le montant ou le barème des dépens et la date à laquelle ils cessent de s'appliquer : _____

Conditions à remplir pour accepter l'offre

5.

Formulaire d'acceptation de l'offre

6. Ci-joint un formulaire d'acceptation.

Date d'expiration de la présente offre :

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

AVIS

Si la présente offre formelle du/des demandeur(s) n'est pas acceptée et que le(s) demandeur(s) obtient/obtiennent par la suite un jugement ou une ordonnance dans l'action qui lui/leur est au moins aussi favorable que l'offre, il(s) aura/auront droit au double des dépens auxquels il(s) aurait/auraient eu droit pour l'ensemble des mesures prises à l'égard de l'action ou de la demande en justice précisée dans la présente offre formelle après la signification de celle-ci, à l'exclusion des débours.

ou

Si la présente offre formelle du/des défendeurs(s) n'est pas acceptée et que par la suite est rendu dans l'action un jugement ou une ordonnance qui lui/leur est au moins aussi favorable que l'offre, il(s) aura/auront droit au double des dépens pour l'ensemble des mesures prises à l'égard de l'action ou de la demande en justice précisée dans la présente offre formelle après la signification de celle-ci. Si l'offre formelle du/des défendeur(s) n'est pas acceptée et que la/les demande(s) en justice qui fait/ont l'objet de l'offre formelle est/sont rejetée(s), le(s) défendeur(s) aura/auront droit au double des dépens mentionnés dans la phrase précédente, à l'exclusion des débours.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 4-33A
(Règle 4-33(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS DE CONSIGNATION EN JUSTICE

Sachez que le défendeur _____ a consigné en justice la somme de _____ \$ en règlement de la prétention du demandeur dans la présente action *ou, s'il y a plus d'une prétention*, en règlement des prétentions suivantes du demandeur :

1 _____ \$ à l'égard de la prétention (donner les détails de la prétention à l'égard de laquelle cette consignation est effectuée).

2 _____ \$ à l'égard de la prétention (donner les détails de la prétention à l'égard de laquelle cette consignation est effectuée), etc.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 4-33B
(Règle 4-33(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS D'ACCEPTATION DE LA SOMME CONSIGNÉE EN JUSTICE

SACHEZ que le demandeur accepte la somme de _____ \$ consignée en justice en règlement de sa prétention dans la présente action *(ou, s'il y a plus d'une prétention, préciser la (les) somme(s) acceptée(s) et la (les) prétentions visée(s)).*

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 4-34
(Règle 4-34(6))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS DE RÉVOCATION DE CONSIGNATION EN JUSTICE

SACHEZ que le défendeur révoque sa consignation en justice de la somme de _____ \$
effectuée le _____ 2 _____ .

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 4-49
(Règle 4-49(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

DÉSISTEMENT DE DEMANDE EN JUSTICE

Le(s) demandeur(s) se désiste(nt) de l'action (ou des parties de l'action indiquées ci-après) contre le(s) défendeur(s) [NOM(S)]

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature)

AVIS

Si vous vous désistez totalement ou partiellement de votre action, l'autre partie a le droit de recouvrer les dépens de l'action, à moins qu'elle n'ait consenti au désistement sans dépens (règle 4-49(2)).

Le désistement total/partiel de l'action ne constitue pas un moyen de défense à une action ultérieure fondée essentiellement sur la même prétention (règle 4-49(5)).

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 4-51
(Règle 4-51(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

DÉSISTEMENT DE DÉFENSE

Le(s) défendeur(s) [NOM(S)] se désist(ent) de sa (leur) défense en entier.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 5-6
(Règle 5-6(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AFFIDAVIT DES DOCUMENTS

AFFIDAVIT DES DOCUMENTS de _____
(nom et qualité)

Fait sous serment (ou affirmé solennellement) par _____
le _____, 2 _____.

Je soussigné(e), _____, de _____
(municipalité, province)

ai une connaissance personnelle des faits suivants *ou* tiens les faits suivants de quelqu'un d'autre et les considère comme vrais :

1. Je suis le demandeur / défendeur / représentant du demandeur / représentant du défendeur.
2. Les documents énumérés aux annexes 1 et 2 sont en la possession, sous la responsabilité ou sous la garde du demandeur/défendeur.
3. Je [Le demandeur] [Le défendeur] conteste la production des documents énumérés à l'annexe 2 au nom du privilège indiqué dans cette annexe.
4. Le demandeur/défendeur a autrefois eu en sa possession, sous sa responsabilité ou sous sa garde les documents énumérés à l'annexe 3, mais ceux-ci ont cessé de l'être au moment et de la manière indiqués à l'annexe 3.
5. À part les documents énumérés aux annexes 1, 2 et 3, je n'ai pas et n'ai jamais eu [le demandeur/défendeur n'a pas et n'a jamais eu] d'autres documents pertinents en ma [sa] possession, sous ma [sa] responsabilité ou sous ma [sa] garde.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,

le _____ 2 _____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

ANNEXE 1

Documents pertinents en ma possession, sous ma responsabilité ou sous ma garde [en la possession, sous la responsabilité ou sous la garde du demandeur/défendeur] et dont la production n'est pas contestée :

	DATE OU AUTRE ORDRE UTILE	DESCRIPTION
1		
2		
3		

ANNEXE 2

Documents pertinents en ma possession, sous ma responsabilité ou sous ma garde [en la possession, sous la responsabilité ou sous la garde du demandeur/défendeur] et dont la production est contestée pour l'un des motifs suivants :

- a) il s'agit de communications faites sous toutes réserves;
- b) il s'agit de communications entre avocat et client, ou de copies de ces communications;
- c) il s'agit de travaux d'avocat, tels que des notes de service, de la correspondance, d'aide-mémoire et d'autres dossiers dressés par les avocats ou leur personnel;
- d) il s'agit de dossiers dressés principalement en vue d'un litige, actuel ou éventuel;
- e) il s'agit de dossiers qui tombent dans plusieurs des catégories énumérées ci-dessus.

Liste des documents :

- 1.
- 2.
- 3.

ANNEXE 3

Documents pertinents autrefois en la possession, sous la responsabilité ou sous la garde du demandeur/défendeur :

DESCRIPTION DU DOCUMENT	À QUEL MOMENT CETTE POSSESSION, RESPONSABILITÉ OU GARDE A CESSÉ	DE QUELLE MANIÈRE CETTE POSSESSION, RESPONSABILITÉ OU GARDE A CESSÉ	ENDROIT OÙ SE TROUVE ACTUELLEMENT LE DOCUMENT
1			
2			
3			

CERTIFICAT DE L'AVOCAT

Je soussigné(e), _____, avocat(e) de la partie pour qui le présent AFFIDAVIT DES DOCUMENTS a été préparé, certifie que j'ai expliqué à l'auteur du présent AFFIDAVIT DES DOCUMENTS :

- a) l'obligation de divulguer pleinement tous les documents pertinents se rapportant à une question en litige dans l'action;
- b) quelles sortes de documents sont susceptibles d'être pertinents par rapport aux allégations contenues dans les plaidoiries.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2_____.

(signature)

AVIS

Voici les date et heure auxquelles les documents divulgables énumérés dans le présent affidavit pourront être examinés : _____.

Voici le lieu où les documents divulgables pourront être examinés : _____

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'affidavit est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 5-11A
(Règle 5-11(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS DE PRODUCTION DE DOCUMENTS

SACHEZ que le(s) demandeur(s) / le(s) défendeur(s) vous enjoint (enjoignent) de produire pour son/leur examen les documents suivants mentionnés dans votre DÉCLARATION (ou défense,

affidavit ou déclaration relative aux documents) en date du _____ 2 _____.

(Décrire les documents requis.)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 5-11B
(Règle 5-11(3))

AVIS D'EXAMEN DE DOCUMENTS

SACHEZ que vous pourrez examiner les documents mentionnés dans votre avis du _____ 2 _____ (sauf le document numéro _____ dans l'avis),
à _____
(indiquer le lieu d'examen)

le _____, entre _____ et _____ heures.
ou

Le(s) demandeur(s) / Le(s) défendeur(s) s'oppose(nt) à ce que vous examiniez les documents mentionnés dans votre avis du _____ 2 _____, pour le(s) motif(s) suivant(s) (*énoncer le(s) motif(s)*) :

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 5-23
(Règle 5-23(1)b))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS DE SÉANCE POUR INTERROGATOIRE EN SASKATCHEWAN

Dans l'action susmentionnée :

À la demande de l'avocat de _____,
(nom du requérant)

une séance a été fixée pour l'interrogatoire de _____.
(nom de la personne à interroger)

L'interrogatoire aura lieu ainsi qu'il est indiqué ci-dessous :

Lieu _____
(adresse)

Date _____

Heure _____

ÉMIS à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.



Registraire local

AVIS

Sauf ordonnance contraire de la Cour, la personne appelée à être interrogée conformément au présent avis de séance :

- a) doit se renseigner soi-même avant l'interrogatoire sur les documents et les renseignements pertinents se rapportant à une question en litige;
- b) doit apporter à l'interrogatoire les documents qui sont susceptibles d'être demandés et qui ne font pas l'objet d'une revendication de privilège;
- c) doit témoigner convenablement au sujet des documents et des renseignements pertinents se rapportant à une question en litige;
- d) peut être contrainte à fournir les nom et adresse de toute personne raisonnablement susceptible de posséder des renseignements pertinents se rapportant à une question en litige dans la présente action.

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 5-32
(Règle 5-32(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

QUESTIONS ÉCRITES

Questions écrites pour le compte de _____
(nom de la partie)

à répondre par _____
(nom de la (ou des) personne(s) qui doit (doivent) y répondre)

(Énoncer 25 questions au plus [sauf entente contraire des parties], en les numérotant et en précisant qui doit y répondre, si les questions sont posées à plus d'une personne.)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si les questions est préparées par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 5-39
(Règle 5-39)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

NOTE RELATIVE À L'EXPERTISE

La présente note est faite relativement au rapport de _____ .
(nom de l'expert)

J'entends présenter _____ comme témoin expert dans cette affaire.
(nom de l'expert)

Le domaine d'expertise dans lequel il (elle) fournira une opinion est le suivant : *(indiquer ici le domaine d'expertise)*.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature)

(nom en lettres moulées)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si la note est préparée par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 6-4
(Règle 6-4)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

REQUÊTE SANS PRÉAVIS

La présente requête est présentée sans préavis.

Disposition autorisant la présentation de la requête sans préavis

1.

Réparation sollicitée

2.

Concernant les parties adverses (*cocher les cases applicables*) :

- ☐ aucune des parties adverses n'est, à ma connaissance, représentée par avocat;
- ☐ le(s) nom(s) de l'avocat (des avocats) représentant la (les) partie(s) adverse(s) est (sont) :

Lois et règlements applicables

3.

Règles applicables

4.

Décisions judiciaires invoquées (*citations avec mise en relief des passages pertinents*)

5.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si la requête est préparée par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 6-5
(Règle 6-5(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S)/
REQUÉRANT(S) _____

DÉFENDEUR(S)/
INTIMÉ(S) _____

AVIS DE REQUÊTE

PRÉAVIS À L'INTIMÉ (AUX INTIMÉS)

La présente requête est présentée contre vous. Vous êtes intimé(e). Vous avez le droit de faire valoir votre point de vue devant la Cour.

Pour ce faire, vous devrez être présent(e) à l'audition de la requête qui aura lieu comme suit :

Lieu : _____

Date : _____

Heure : _____

(Veuillez lire l'avis qui figure à la fin du présent document pour connaître les autres choses que vous pouvez faire ainsi que les délais applicables.)

Réparation sollicitée

1.

Raisons de la requête

2.

Documents ou éléments de preuve qui seront invoqués

3.

Règles applicables

4.

Lois et règlements applicables

5.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

AVIS

Si vous ne vous présentez pas en cour, soit personnellement soit par ministère d'avocat, la Cour pourra donner gain de cause au(x) requérant(s) en votre absence. Vous serez lié(e) par toute ordonnance de la Cour. Si vous voulez prendre part à la requête, vous-même ou votre avocat devrez vous présenter en cour aux date et heure indiquées au début de la présente formule. Si vous entendez vous fonder sur un affidavit ou quelque autre moyen de preuve à l'audition ou à l'examen de la requête, vous devez répondre en donnant un avis raisonnable des documents au requérant.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 6-24
(Règle 6-24(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

REQUÉRANTS(S) _____

INTIMÉ(S) _____

AVIS D'AUDIENCE EN SÉANCE DES COMPARUTIONS

DESTINATAIRE(S) : _____
(nom de chaque partie ayant droit à avis)

SACHEZ qu'une requête est présentée dans cette instance.

La requête sera entendue par conférence téléphonique avec le ou la juge siégeant en cabinet,
au centre judiciaire de _____, le _____ après 10 heures.
(indiquer le centre judiciaire) *(date)*

AVIS

Les parties doivent pouvoir être jointes par téléphone entre 10 h et 16 h à la date indiquée, jusqu'à ce que l'affaire soit entendue.

Ordonnance ou directive sollicitée

1.

Raisons de la requête

2.

Règles applicables

3.

Lois et règlements applicables

4.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature)

AVIS

Une partie peut faire des assertions à l'audience concernant des faits qui ne sont pas contestés. Aucune partie ne remettra un affidavit ou ne témoignera à l'audience. Le juge ne fondera sa décision que sur des faits qui ne peuvent être contestés, sur la foi des parties ou de leurs avocats. Vous avez le droit d'assister à l'audience et d'y prendre la parole. Vous devrez être aussi bref que possible. Si ni vous ni votre avocat n'assistez à l'audience, le juge pourra rendre une ordonnance sans autre avis.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 6-29
(Règle 6-29(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

REQUÉRANTS(S) _____

INTIMÉ(S) _____

ORDONNANCE PRESCRIVANT L'INTERROGATOIRE DE TÉMOINS

Devant le (la) juge _____ siégeant en cabinet
(*juge siégeant en cabinet*)

le _____ 2 _____.

Sur requête présentée par l'avocat du (des) _____ et ayant pris
connaissance de _____,

la Cour ordonne ce qui suit :

1 _____ du (de la) _____

de _____ dans le (la) _____

de _____ est nommé(e) à la charge
d'auditeur afin d'interroger, de contre-interroger et de réinterroger de vive voix, sous serment
ou affirmation solennelle : (*énoncer ici les noms des témoins à être interrogés*)

ainsi que d'autres témoins pour le compte de _____

à _____ susmentionné.

2 L'avocat du _____ doit donner à celui du _____
un préavis écrit de deux jours de la date à laquelle il entend envoyer la présente ordonnance
pour exécution.

3 Dans les deux jours de la signification du préavis, les avocats du demandeur et du défendeur
devront échanger les noms de leurs mandataires respectifs à _____,
à qui l'avis concernant l'interrogatoire des témoins susmentionnés peut être envoyé.

4 _____ jours (sans compter les dimanches) avant l'interrogatoire d'un témoin effectué en vertu de la présente ordonnance, le mandataire de la partie pour le compte de qui le témoin doit être interrogé devra donner avis de cet interrogatoire au mandataire de l'autre partie (sauf s'il y a eu dispense d'un tel avis ou si aucun mandataire n'a été nommé).

5 Les dépositions recueillies, de même que les documents qui y sont mentionnés ou des copies certifiées conformes ou des extraits de ces documents, devront être transmis, sous pli scellé, par l'auditeur au registraire local de la Cour à _____ , le _____ 2 _____ , au plus tard, ou dans le délai supplémentaire accordé, pour dépôt par l'auditeur. Les parties seront libres de lire ou de présenter en preuve, à l'instruction de cette action, les dépositions obtenues de tout témoin ainsi interrogé, sous réserve des exceptions légitimes.

6 Les frais relatifs à la requête et à l'interrogatoire seront fixés par le juge du procès au procès même ou par la suite, ou par un juge si l'action se termine sans procès.

ÉMISE à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .



Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 6-35
(Règle 6-35(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

**ORDONNANCE VISANT L'OBTENTION DE PREUVES POUR LE COMPTE D'UN
TRIBUNAL JUDICIAIRE OU ADMINISTRATIF HORS SASKATCHEWAN**

Devant le (la) juge _____ siégeant en cabinet
(juge siégeant en cabinet)

le _____ 2 _____.

Dans l'affaire d'une instance devant _____
(désignation du tribunal judiciaire ou administratif)

intitulée :

Entre _____ , demandeur,

et _____ , défendeur,

la Cour ordonne ce qui suit :

1 _____ est nommé(e) à la
(nom et adresse de l'auditeur)

charge d'auditeur.

2 _____ , de _____ , doit comparaître devant l'auditeur,
aux date, heure et lieu qu'il fixera, se soumettre à un interrogatoire, sous serment ou
affirmation solennelle, portant sur les questions en litige dans l'affaire susmentionnée, et y
produire les documents suivants, sous réserve des exceptions légitimes : *(donner, le cas
échéant, une description des documents à produire).*

3 L'auditeur devra faire enregistrer et transcrire le témoignage du témoin conformément aux règles de procédure et aux pratiques de la Cour en matière d'interrogatoire préalable (ou à toute autre directive donnée), puis remettre la transcription, ainsi que la présente ordonnance, au registraire, à Regina, pour que celui-ci les transmette au fonctionnaire compétent du tribunal qui en a fait la demande.

ÉMISE à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.



Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

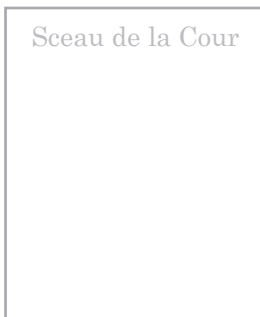
Formule 6-38
(Règle 6-38)

**CERTIFICAT DES PREUVES RECUEILLIES POUR LE COMPTE D'UN
TRIBUNAL JUDICIAIRE OU ADMINISTRATIF HORS SASKATCHEWAN**

Je soussigné(e), _____ , registraire de la Cour du Banc du Roi de la
Saskatchewan, certifie que les documents ci-annexés sont :

- (1) l'ordonnance originale de la Cour du Banc du Roi en date
du _____ 2 _____ ;
- (2) la transcription des preuves recueillies.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .



Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 6-51A
(Règle 6-51(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS DE DEMANDE D'AVEUX

SACHEZ que le demandeur (*ou* le défendeur) dans cette action invite le défendeur (*ou* le demandeur) à reconnaître, aux seules fins de cette action, les faits qui suivent (*exposer brièvement les faits dans des paragraphes numérotés*) :

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature de la partie qui signifie l'avis)

AVIS

Vous avez 6 jours, à partir de la signification du présent avis, pour reconnaître les faits énoncés dans le présent avis, sous réserve des exceptions légitimes concernant l'admissibilité en preuve de ces faits dans cette action.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 6-51B
(Règle 6-51(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S)/
REQUÉRANT(S) _____

DÉFENDEUR(S)/
INTIMÉ(S) _____

AVEUX

Le défendeur (*ou* le demandeur) dans cette action, reconnaît, aux seules fins de cette action, les faits énumérés ci-après, avec les réserves et les limitations mentionnées, le cas échéant, et sous réserve des exceptions légitimes concernant l'admissibilité en preuve, dans cette action, de tout ou partie de ces faits :

Faits reconnus	Réserves ou limitations, le cas échéant

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature de la partie qui reconnaît les faits)

AVIS

Ces aveux sont faits aux seules fins de cette action, ne sont pas opposables au défendeur (*ou* demandeur) à quelque autre occasion que ce soit et ne peuvent servir qu'au demandeur (*ou* au défendeur, *ou* à la partie qui demande les aveux).

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Modification. Gaz. 22 février 2019.; Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 6-68
(Règle 6-68)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

ORDONNANCE DE *REPLEVIN*

CHARLES TROIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DU CANADA
ET DE SES AUTRES ROYAUMES ET TERRITOIRES,
CHEF DU COMMONWEALTH,

Destinataire : Le shérif du centre judiciaire de _____

Nous vous commandons de faire restituer immédiatement au demandeur en *replevin* ses
objets, chatels et biens personnels suivants, savoir : _____ ,
qui, selon les allégations dudit _____ , ont une valeur de _____ dollars
et que le défendeur aurait pris illicitement et détiendrait illicitement, afin que le demandeur
puisse obtenir juste réparation à cet égard.

ÉMISE à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Sceau de la Cour

Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 6-70A
(Règle 6-70(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

CAUTIONNEMENT EN *REPLEVIN*

Sachez tous que nous, _____ ,
de _____ , et _____ ,
de _____ , sommes solidairement tenus et liés envers
_____, shérif du centre
judiciaire de _____ , pour la somme de _____ dollars
en monnaie légale payable au shérif, à son successeur ou à leurs ayants droit, paiement
que nous nous obligeons collectivement et individuellement – et obligeons nos héritiers,
exécuteurs testamentaires et administrateurs – à effectuer.

Fait sous notre sceau le _____ 2_____.
Attendu que _____ a obtenu un bref de *replevin*
contre _____ pour obtenir la possession de certains bestiaux
(ou objets), savoir _____ , qui sont, d'après _____ ,
sa propriété, la présente obligation a pour condition que, si _____
intente avec succès et sans délai sa poursuite dans laquelle le bref est émis, ou si la poursuite
est continuée entre _____ et _____
au sujet de la propriété des bestiaux (ou objets), que la Cour ordonne la restitution des
bestiaux (ou objets) à _____ et le paiement de dommages-intérêts

pour leur détention et que _____ se conforme à cette
décision et satisfait à tout jugement obtenu contre lui ou elle, la présente obligation deviendra
nulle, sinon elle restera en vigueur.

Signé, scellé et délivré en présence de :



(signature de l'auteur du cautionnement)

Témoin

Modification. Gaz. 22 février 2019; Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 6-70B
(Règle 6-70(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

BORDEREAU DE DÉPÔT D'ARGENT OU DE VALEURS EN *REPLEVIN*

Attendu que _____ a obtenu un bref de *replevin*
contre _____ pour obtenir la possession de certains objets,
savoir _____ ,
qui sont, d'après _____ , sa propriété;

Attendu que _____ a déposé auprès du shérif du centre judiciaire
de _____ la somme de _____ \$ en argent
liquide [ou des valeurs négociables d'une valeur de _____ \$, savoir _____]
en garantie de l'acquittement, par le demandeur, des obligations mentionnées ci-dessous,
le présent dépôt a pour condition que, si _____
intente avec succès et sans délai sa poursuite dans laquelle le bref est émis, ou si la poursuite
est continuée entre _____ et _____
au sujet de ces objets, que la Cour ordonne la restitution des objets à _____
et le paiement de dommages-intérêts pour leur détention, et que _____
se conforme à cette décision et satisfait à tout jugement obtenu contre lui ou elle, le présent
BORDEREAU DE DÉPÔT D'ARGENT OU DE VALEURS EN *REPLEVIN* deviendra nul,
sinon il restera en vigueur.

Signé, scellé et délivré en présence de :

(signature de l'auteur du bordereau)

Témoïn

Formule 6-70C
(Règle 6-70(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

BORDEREAU DE DÉPÔT D'UNE LETTRE DE CRÉDIT EN *REPLEVIN*

Attendu que _____ a obtenu un bref de *replevin*
contre _____ pour obtenir la possession de certains objets,
savoir _____

_____,
qui sont, d'après _____, sa propriété;

Attendu que _____ a
(nom de la banque à charte ou caisse populaire)

déposé auprès du shérif du centre judiciaire de _____
une lettre de crédit irrévocable pour le compte de _____, pour la
somme de _____ \$, en garantie de l'acquittement, par le demandeur, des
obligations mentionnées ci-après,

le présent dépôt a pour condition que, si _____
intente avec succès et sans délai sa poursuite dans laquelle le bref est émis, ou si la poursuite
est continuée entre _____ et _____
au sujet de ces objets, que la Cour ordonne la restitution des objets à _____
_____ et le paiement de dommages-intérêts pour
leur détention et que _____ se conforme à cette ordonnance
et satisfait à tout jugement obtenu contre lui ou elle, le présent BORDEREAU DE DÉPÔT
D'UNE LETTRE DE CRÉDIT EN *REPLEVIN* deviendra nul, sinon il restera en vigueur.

Signé, scellé et délivré en présence de :



(signature de l'auteur du bordereau)

Témoin

Formule 6-72A
(Règle 6-72(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

CAUTIONNEMENT EN RÉTENTION DE BIENS

Sachez tous que nous, _____ ,
de _____ , et _____ ,
de _____ , sommes solidairement tenus et liés
envers _____ , shérif du centre judiciaire
de _____ , pour la somme
de _____ dollars en monnaie légale payable au shérif, à son successeur ou à leurs
ayants droit, paiement que nous nous obligeons collectivement et individuellement – et
obligeons nos héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs – à effectuer.

Fait sous notre sceau le _____ 2 _____ .

Attendu que _____ souhaite retenir certains bestiaux
(ou objets), savoir _____ ,
tandis que _____ a obtenu un bref de *replevin* pour recouvrer la
possession de ces bestiaux (ou objets),

la présente obligation a pour condition que, si la Cour ordonne la restitution des bestiaux
(ou objets) à _____, avec ou sans paiement de
dommages-intérêts pour leur détention, et que _____
restitue les bestiaux (ou objets) et satisfait à tout jugement obtenu contre lui ou elle, la
présente obligation deviendra nulle, sinon elle restera en vigueur.

Signé, scellé et délivré en présence de :



(signature de l'auteur du cautionnement)

Témoin

Modification. Gaz. 22 février 2019; Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 6-72B
(Règle 6-72(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

**BORDEREAU DE DEPÔT D'ARGENT OU DE VALEURS
EN RÉTENTION DE BIENS**

Attendu que _____ a obtenu un bref de *replevin*
contre _____ pour obtenir la possession de certains objets,
savoir _____,
qui sont, d'après _____, sa propriété;

Attendu que _____ prétend avoir le droit de conserver la possession
de ces objets;

Attendu que _____ a déposé auprès du shérif du centre judiciaire
de _____ la somme de _____ \$
en argent liquide [*ou* des valeurs négociables d'une valeur de _____ \$,
savoir _____] en garantie de l'acquittement, par le défendeur, des obligations
mentionnées ci-dessous,

le présent dépôt a pour condition que, si la Cour ordonne la restitution des objets
à _____ , avec ou sans paiement de dommages-intérêts pour leur
détention, et que _____ restitue les objets
et satisfait à tout jugement obtenu contre lui ou elle, le présent BORDEREAU DE DÉPÔT
D'ARGENT OU DE VALEURS EN RÉTENTION DE BIENS deviendra nul, sinon il restera
en vigueur.

Signé, scellé et délivré en présence de :



Témoin

(signature de l'auteur du bordereau)

Formule 6-72C
(Règle 6-72(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

**BORDEREAU DE DÉPÔT D'UNE LETTRE DE CRÉDIT
EN RÉTENTION DE BIENS**

Attendu que _____ a obtenu un bref de *replevin*
contre _____ pour obtenir la possession de certains objets,
savoir _____ ,
qui sont, d'après _____ , sa propriété;

Attendu que _____ prétend avoir le droit de conserver la possession
des objets;

Attendu que _____ a
(*nom de la banque à charte ou caisse populaire*)
déposé auprès du shérif du centre judiciaire de _____
une lettre de crédit irrévocable pour le compte de _____ , pour
la somme de _____ \$, en garantie de l'acquittement, par le défendeur,
des obligations mentionnées ci-après,

le présent dépôt a pour condition que, si la Cour ordonne la restitution des objets
à _____, avec ou sans paiement de dommages-intérêts pour leur
détention, et que _____ restitue les objets
et satisfait à tout jugement obtenu contre lui ou elle, le PRÉSENT BORDEREAU DE DÉPÔT
D'UNE LETTRE DE CRÉDIT EN RÉTENTION DE BIENS deviendra nul, sinon il restera
en vigueur.

Signé, scellé et délivré en présence de :

Témoin



(signature de l'auteur du bordereau)

Modification. Gaz. 22 février 2019; Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 6-85A
(Règle 6-85(4))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS DU SHÉRIF AU CRÉANCIER JUDICIAIRE OU AUTRE CRÉANCIER

Sachez que _____ a réclamé les objets
(ou certains objets [*si la réclamation ne vise que certains objets, les énumérer ici*])
que j'ai saisis en vertu du bref d'exécution émis dans cette action (ou en vertu du mandat
que vous m'avez adressé en date du _____ 2 _____).

Dans les 14 jours de la mise à la poste du présent avis, vous devez m'aviser par écrit si vous
reconnaissez ou contestez le titre de _____ sur ces objets.

Si vous reconnaissez le titre de _____ sur ces objets et que
vous me donnez l'avis susmentionné, vous ne serez redevable que des droits et frais engagés
avant la réception par moi de l'avis reconnaissant le titre.

Si vous omettez de me donner l'avis susmentionné ou si vous contestez le titre
de _____ sur les objets, je devrai procéder par entreplaiderie.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Shérif

Le présent avis a été mis à la poste le _____.
(date)

Destinataire : _____
(nom du créancier ou de son avocat)

Formule 6-85B
(Règle 6-85(6))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

**AVIS DU CRÉANCIER JUDICIAIRE OU D'UN AUTRE CRÉANCIER AU SHÉRIF
PORTANT RECONNAISSANCE OU CONTESTATION DU TITRE RÉCLAMÉ**

Sachez que je reconnais (*ou conteste*) le titre de _____
sur les objets (*ou sur certains des objets, savoir [les énumérer]*)

que vous avez saisis en vertu du bref d'exécution émis dans la présente action (*ou en vertu*
dumandat que je vous ai adressé en date du _____ 2 _____).

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

Destinataire : Le shérif de _____

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Nom : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Modification. Gaz. 22 février 2019; Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 8-3
(Règle 8-3)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS DE PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE

SACHEZ que la cette action est une action par procédure accélérée à laquelle s'applique la partie 8 des *Règles de la Cour du Banc du Roi*.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 9-7
(Règle 9-7)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

PRAECIPE POUR ASSIGNATION

Un bref de *subpoena* _____ est requis pour le compte du
_____.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le *praecipe* est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 9-8A
(Règle 9-8)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

SUBPOENA AD TESTIFICANDUM

CHARLES TROIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DU CANADA
ET DE SES AUTRES ROYAUMES ET TERRITOIRES,
CHEF DU COMMONWEALTH,

À _____, salut.
(nom et adresse de voirie)

Nous vous commandons de comparaître comme témoin pour témoigner ainsi qu'il suit :

Devant un juge de la
Cour du Banc du Roi
de la Saskatchewan _____

Lieu _____
(adresse)

Date _____

Heure _____

et de jour en jour par la suite jusqu'à la fin du procès – et, s'il y a ajournement du procès, de comparaître à la date de la reprise puis de jour en jour jusqu'à la fin du procès – pour témoigner pour le compte du (demandeur *ou* défendeur).

AVIS SUR LE CHOIX D'ASSERMENTATION : Quand vous viendrez à la cour, le choix vous sera donné de prêter serment ou de faire une affirmation solennelle. L'affirmation solennelle est une promesse non religieuse de dire la vérité. Le serment peut être prêté sous toute forme qui convient à vos croyances religieuses, pourvu que le serment ainsi prêté vous oblige en conscience à dire la vérité. Si vous désirez témoigner en jurant sur un texte sacré autre que la Bible chrétienne, la Bible juive, le Coran ou le Bhagavad Gita (tous faciles à obtenir dans tous les palais de justice de la Cour du Banc du Roi), veuillez communiquer avec le registraire local pour vous assurer que le texte sacré de votre choix se trouve sur place. Sinon, vous n'avez qu'à apporter tout autre symbole religieux ou texte sacré et indiquer au greffier, avant l'ouverture de la cour, de quelle manière vous désirez prêter serment.

ÉMIS à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.



Registraire local

Nouveau. Gaz. 3 avril 2020; Modification. Gaz. 18 septembre 2020;
Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 9-8B
(Règle 9-8)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

SUBPOENA DUCES TECUM

CHARLES TROIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DU CANADA
ET DE SES AUTRES ROYAUMES ET TERRITOIRES,
CHEF DU COMMONWEALTH,

À _____, salut.
(nom et adresse de voirie)

Nous vous commandons de comparaître comme témoin pour témoigner ainsi qu'il suit :

Devant un juge de la
Cour du Banc du Roi
de la Saskatchewan _____

Lieu _____
(adresse)

Date _____

Heure _____

et de jour en jour par la suite jusqu'à la fin du procès – et, s'il y a ajournement du procès, de comparaître à la date de la reprise puis de jour en jour jusqu'à la fin du procès – pour témoigner pour le compte du (demandeur *ou* défendeur).

Vous devrez également apporter avec vous et produire les documents et articles suivants (les énumérer) :

AVIS SUR LE CHOIX D'ASSERMENTATION : Quand vous viendrez à la cour, le choix vous sera donné de prêter serment ou de faire une affirmation solennelle. L'affirmation solennelle est une promesse non religieuse de dire la vérité. Le serment peut être prêté sous toute forme qui convient à vos croyances religieuses, pourvu que le serment ainsi prêté vous oblige en conscience à dire la vérité. Si vous désirez témoigner en jurant sur un texte sacré autre que la Bible chrétienne, la Bible juive, le Coran ou le Bhagavad Gita (tous faciles à obtenir dans tous les palais de justice de la Cour du Banc du Roi), veuillez communiquer avec le registraire local pour vous assurer que le texte sacré de votre choix se trouve sur place. Sinon, vous n'avez qu'à apporter tout autre symbole religieux ou texte sacré et indiquer au greffier, avant l'ouverture de la cour, de quelle manière vous désirez prêter serment.

ÉMIS à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Sceau de la Cour

Registraire local

Modification. Gaz. 18 septembre 2020; Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 9-12
(Règle 9-12)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS DE PRODUCTION DE DOCUMENTS AU PROCÈS

SACHEZ que vous devrez produire et présenter au tribunal, à l'instruction de cette action, tous les registres, papiers, lettres, copies de lettres et autres écrits et documents dont vous avez la garde ou la responsabilité ou qui sont en votre possession et qui contiennent des inscriptions, des notes ou des procès-verbaux ayant trait aux questions en litige dans cette action, notamment :

(Énumérer ici les documents avec suffisamment de précisions pour pouvoir les identifier.)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 9-30
(Règle 9-30(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

MODE DE COTATION DES PIÈCES AU PROCÈS

Pièce déposée au procès.
(Date)

Registraire local

(REMARQUE : Les pièces déposées par le demandeur sont cotées P.1, P.2, etc., et celles déposées par le défendeur sont cotées D.1, D.2, etc.)

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 9-34A
(Règle 9-34(4))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

**DEMANDE DE COPIE DE L'ENREGISTREMENT
D'UNE INSTANCE, PRÉSENTÉE PAR L'AVOCAT COMMIS AU DOSSIER**

DESTINATAIRE : Le registraire local

Je soussigné(e), _____, avocat commis au dossier de _____ (partie),
demande une copie de l'enregistrement de l'instance qui a eu lieu (ou qui aura lieu)
le _____, 20 _____.

☐ en entier

ou

☐ en ce qui concerne seulement :

[préciser les périodes ou d'autres paramètres limitatifs (par ex. le témoignage d'un certain témoin)]

En tant qu'avocat commis au dossier et officier de la Cour, je m'engage à respecter les conditions suivantes :

1. Je n'utiliserai l'enregistrement de l'instance et son contenu qu'à des fins légitimes liées à l'accomplissement de mes fonctions d'avocat dans cette affaire.
2. Sauf dans la mesure où ces activités se rattachent nécessairement ou accessoirement à mes fonctions d'avocat dans cette affaire, je m'abstiendrai de transcrire, de reproduire ou de consigner par écrit toutes données contenues dans l'enregistrement de l'instance.
3. Je m'abstiendrai de publier, de diffuser, de distribuer, de partager, de vendre ou de propager, sous quelque forme ou format que ce soit, toutes données contenues dans l'enregistrement de l'instance.
4. Je garderai en tout temps en ma possession ou sous ma responsabilité le dispositif de mise en mémoire contenant l'enregistrement de l'instance ainsi que toute copie, s'il en est, de l'enregistrement, et je ne permettrai à personne, à part les membres de mon cabinet agissant sous ma direction, d'avoir accès à l'enregistrement ou aux copies.

5. Dès que je n'aurai plus besoin de l'enregistrement de l'instance, et au plus tard 90 jours après l'avoir reçu, je retournerai au registraire local le dispositif de mise en mémoire contenant l'enregistrement de l'instance ainsi que toute copie, s'il en est, de l'enregistrement, à moins d'avoir obtenu une ordonnance de la Cour prolongeant le délai auquel j'ai droit.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de l'avocat commis au dossier)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 9-34B
(Règle 9-34(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

**REQUÊTE SANS PRÉAVIS EN VUE D'OBTENIR COPIE DE
L'ENREGISTREMENT D'UNE INSTANCE**

La présente requête est présentée sans préavis.

Requérant

1. Je soussigné(e), _____, de _____ en Saskatchewan,
(nom du requérant)

présente la présente requête en ma qualité :

- ☐ de partie à l'action
☐ de journaliste accrédité
☐ de personne du public
☐ autre (*préciser*) _____

Copie visée

2. Je désire obtenir copie de l'enregistrement de l'instance qui a eu lieu (*ou* qui aura lieu) le _____ 20 _____ (*choisir l'option qui s'applique*)

☐ en entier

ou

☐ en ce qui concerne seulement :

[préciser les périodes ou d'autres paramètres limitatifs (par ex. le témoignage d'un certain témoin)]

Fins et utilisation envisagées

3. Je désire obtenir copie de l'enregistrement de l'instance aux fins suivantes :

4. Je compte utiliser la copie de l'enregistrement de l'instance de la manière suivante seulement :

5. J'ai besoin de la copie de l'enregistrement de l'instance pour la durée suivante :

(Si vous en avez besoin pour plus de 90 jours, veuillez en donner les raisons.)

pour les raisons suivantes : _____

Projet d'ordonnance

6. En complément à la présente requête, ci-joint un projet d'ordonnance établi à l'aide de la formule 9-34C.

Bonne compréhension et promesse du requérant

7. J'ai pris connaissance du projet d'ordonnance ci-joint et j'en comprends les conditions. Je comprends aussi que je peux être condamné(e) pour outrage au tribunal si je ne respecte pas toutes les conditions de l'ordonnance.
8. Si une copie de l'enregistrement de l'instance m'est accordée par ordonnance, je me plierai à toutes les conditions de l'ordonnance.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature du requérant)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Nom du requérant :

Adresse :

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone :

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* :

Formule 9-34C
(Règle 9-34(7))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

ORDONNANCE
(conforme à la règle 9-34)

Ordonnance rendue ce _____ 2_____. .

à l'issue de la séance en cabinet tenue le _____ 2_____. .

devant l'honorable _____

Ayant pris connaissance de la requête de _____ en sa qualité
de _____ ,

la Cour ordonne ce qui suit :

1. Le registraire local pourra remettre au requérant un dispositif de mise en mémoire contenant une copie de l'enregistrement de l'instance suivante :

réalisé à la date ou aux dates suivantes : _____
(ci-après « l'enregistrement »).

2. Ayant reçu copie de l'enregistrement, le requérant : *(choisir le cas qui s'applique)*

☐ *(s'agissant d'un journaliste accrédité)*

- a) n'utilisera l'enregistrement que pour vérifier l'exactitude des reportages produits à l'égard de l'instance;
- b) s'abstiendra, par quelque manière que ce soit, de publier, de diffuser ou de rendre accessible d'autre façon l'enregistrement;
- c) s'abstiendra de distribuer, de partager, de vendre ou de propager, sous quelque forme ou format que ce soit, les données contenues dans l'enregistrement;
- d) gardera en tout temps en sa possession ou sous sa responsabilité le dispositif de mise en mémoire contenant l'enregistrement ainsi que toute copie, s'il en est, de l'enregistrement, et ne permettra à personne, à part les employés de son média accrédité qui agissent sous sa direction, d'avoir accès à l'enregistrement ou aux copies;

- (e) retournera le dispositif de mise en mémoire et l'enregistrement, de même que toute copie de l'enregistrement, au registraire local dans les 90 jours après réception du dispositif ou dans le délai plus court fixé par le registraire local.

☐ (s'agissant d'une partie à l'action ou d'une personne du public)

- a) n'utilisera l'enregistrement qu'aux fins suivantes :

- (b) s'abstiendra, par quelque manière que ce soit, de publier, de diffuser, d'afficher sur Internet ou de rendre accessible d'autre façon l'enregistrement;

- (c) s'abstiendra de partager le dispositif de mise en mémoire ou l'enregistrement avec qui que ce soit, sauf les personnes suivantes ou sauf dans les circonstances suivantes :

- (d) s'abstiendra de reproduire le dispositif de mise en mémoire ou l'enregistrement sous quelque forme ou format que ce soit;

- (e) s'abstiendra de transcrire, de consigner par écrit, de vendre ou de propager tout ou partie de l'enregistrement sous quelque forme ou format que ce soit;

- (f) retournera le dispositif de mise en mémoire et l'enregistrement au registraire local dans les 90 jours après réception du dispositif ou dans le délai plus court fixé par le registraire local.

3. Le registraire local avisera la Cour si le requérant est condamné pour outrage au tribunal, ou accusé d'outrage au tribunal, pour ne pas avoir respecté toutes les conditions de la présente ordonnance et, sur directive complémentaire de la Cour, le registraire local avisera le requérant de comparaître devant la Cour afin de justifier pourquoi il ne devrait pas être déclaré coupable d'outrage civil.

ÉMISE à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Sceau de la Cour

Registraire local

AVIS

(À employer dans les cas où l'ordonnance est émise sur une requête présentée sans préavis)
Sachez que toute ordonnance qui a été rendue sans préavis à l'intimé ou à la personne qu'elle touche pourra être annulée ou modifiée sur requête à la Cour, sauf si l'intimé ou cette personne y consent ou que la loi l'autorise. Vous devriez consulter votre avocat au sujet de vos droits.

Formule 10-3
(Règle 10-3)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S)/
REQUÉRANT(S) _____

DÉFENDEUR(S)/
INTIMÉ(S) _____

ORDONNANCE — FORMULE GÉNÉRALE

Ordonnance rendue le _____ 2 ____.

Devant l'honorable _____, siégeant en cabinet,
le _____ 2 ____.

À la demande de _____, avocat(e)
du demandeur (de la demanderesse) *(ou)* du défendeur (de la défenderesse), du requérant
(de la requérante) *ou autre* et ayant entendu _____, avocat(e) du
demandeur (de la demanderesse) *(ou)* du défendeur (de la défenderesse), de l'intimé(e) *ou
autre* et lu (*énumérer tous les documents utilisés à l'occasion de la requête*), tous déposés,
la Cour ordonne (*énoncer la teneur de l'ordonnance rendue*).

ÉMISE à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Sceau de la Cour

Registraire local

Dans le cas d'une ordonnance émise sur une requête présentée sans préavis, la mention prescrite à la règle 10-3(5) doit être apposée ici.

AVIS

(À employer dans les cas où l'ordonnance est émise sur une requête présentée sans préavis)

Sachez que toute ordonnance qui a été rendue sans préavis à l'intimé ou à la personne qu'elle touche pourra être annulée ou modifiée sur requête à la Cour, sauf si l'intimé ou cette personne y consent ou que la loi l'autorise. Vous devriez consulter votre avocat au sujet de vos droits.

Formule 10-9A
(Règle 10-9)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

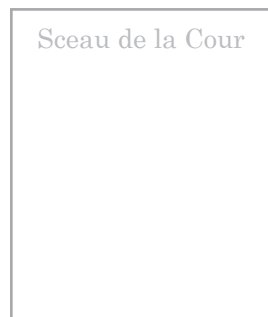
JUGEMENT PAR DÉFAUT

DANS LE CAS D'UNE SOMME DÉTERMINÉE, ET CERTIFICAT DE LIQUIDATION
DES DÉPENS

Le _____ 2 ____ .

Attendu que le défendeur (la défenderesse) n'a pas délivré de défense à la déclaration, la Cour ordonne que le demandeur (la demanderesse) puisse recouvrer du défendeur (de la défenderesse) la somme de _____ \$ et les dépens qui seront liquidés.

ÉMIS à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____ .



Registraire local

Les dépens ont été liquidés et fixés à _____ \$ en ce _____ 2 ____ .

Somme
réclamée _____

Dépens _____

Total _____



Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-9B
(Règle 10-9)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

JUGEMENT PAR DÉFAUT

DANS UNE ACTION EN RECOUVREMENT DE BIEN-FONDS

Le _____ 2 _____.

Attendu qu'aucune défense n'a été délivrée en réponse à la déclaration, la Cour ordonne que le demandeur (la demanderesse) puisse recouvrer la possession du bien-fonds décrit dans la déclaration comme _____ et les dépens qui seront liquidés.

ÉMIS à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.



Registraire local

Les dépens ont été liquidés et sont fixés à _____ \$ en ce _____ 2 _____.



Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-9C
(Règle 10-9)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

JUGEMENT

PRONONCÉ À L'ISSUE D'UN PROCÈS SANS JURY

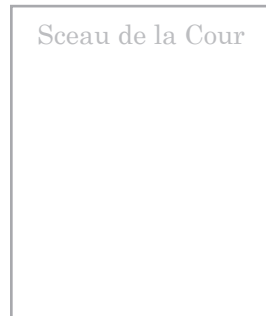
Jugement prononcé le _____ 2 _____.

Attendu que le procès sans jury dans cette action a commencé le _____ 2 _____
devant l'honorable juge _____, que la preuve a été

entendue au procès pour le compte du demandeur (de la demanderesse) et du défendeur (de la défenderesse) (*ou selon le cas*), la Cour a en ce jour ordonné et décidé que le demandeur (la demanderesse) puisse recouvrer du défendeur (de la défenderesse) : (*indiquer la somme, ou selon le cas*).

La Cour ordonne que le demandeur (la demanderesse) puisse recouvrer du défendeur (de la défenderesse) (*indiquer la somme, ou selon le cas*) et les dépens qui seront liquidés (*ou selon le cas*).

ÉMIS à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.



Registraire local

Les dépens ont été liquidés et sont fixés à _____ \$ en ce _____ 2 _____.



Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-9D
(Règle 10-9)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

JUGEMENT

PRONONCÉ À L'ISSUE D'UN PROCÈS AVEC JURY

Jugement prononcé le _____ 2 _____.

Attendu que le procès avec jury dans cette action a commencé devant l'honorable juge

_____ le _____ 2 _____ en présence des avocats du

demandeur (de la demanderesse) et du défendeur (de la défenderesse) (*ou selon le cas*), que la preuve a été entendue pour le compte du demandeur (de la demanderesse) et du défendeur (de la défenderesse) (*ou selon le cas*), que le jury a répondu ainsi aux questions suivantes : (*indiquer dans l'ordre les questions posées au jury et ses réponses à ces questions*)

et que l'honorable juge _____ a ordonné que jugement soit inscrit en faveur du demandeur (de la demanderesse) pour la somme de _____ \$ plus les dépens, la Cour ordonne que le demandeur (la demanderesse) puisse recouvrer du défendeur (de la défenderesse) la somme de _____ \$ et les dépens qui seront liquidés.

ÉMIS à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Sceau de la Cour

Registraire local

Les dépens ont été liquidés et sont fixés à _____ \$ en ce _____ 2_____.

Sceau de la Cour

Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-9E
(Règle 10-9)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

JUGEMENT
PRONONCÉ EN COUR POUR UNE SOMME À DÉTERMINER

Jugement prononcé le _____ 2 _____.

Attendu que le procès dans cette action a eu lieu le _____
(date)

devant l'honorable juge _____ et

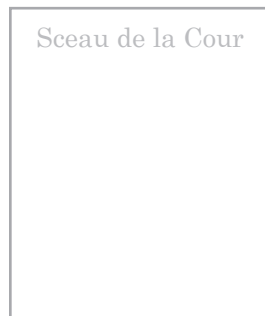
que l'honorable juge _____ a ordonné que

jugement soit inscrit en faveur du demandeur (de la demanderesse) pour la somme certifiée due en dommages-intérêts par le registraire local (*ou selon le cas, suivant le mandat donné*),

la Cour ordonne que le demandeur (la demanderesse) puisse recouvrer du défendeur (de la défenderesse) la somme certifiée due en dommages-intérêts par le registraire local (*ou selon le cas*) et les dépens qui seront liquidés.

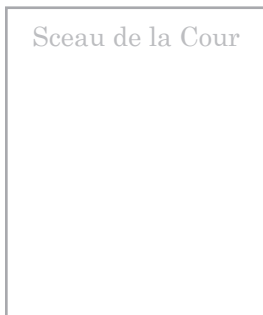
Attendu que le registraire local a certifié à _____ \$ la somme due au demandeur (à la demanderesse), la Cour ordonne que le demandeur (la demanderesse) puisse recouvrer du défendeur (de la défenderesse) la somme de _____ \$ et les dépens qui seront liquidés.

ÉMIS à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.



Registraire local

Les dépens ont été liquidés et sont fixés à _____ \$ en ce _____ 2_____.



Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-9F
(Règle 10-9)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

JUGEMENT

PRONONCÉ À LA SUITE D'UNE ORDONNANCE

Jugement prononcé le _____ 2 ____.

Conformément à l'ordonnance de l'honorable juge _____
(ou selon le cas)

du _____ 2 ____ autorisant le demandeur (la demanderesse) à obtenir
jugement contre le défendeur (la défenderesse) pour la somme de _____ \$ et
pour les dépens qui seront liquidés,

la Cour ordonne que le demandeur (la demanderesse) puisse recouvrer du défendeur (de la
défenderesse) la somme de _____ \$ et les dépens qui seront liquidés.

ÉMIS à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

Sceau de la Cour

Registraire local

Les dépens ont été liquidés et sont fixés à _____ \$ en ce _____ 2 _____.



Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-9G
(Règle 10-9)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

JUGEMENT

PRONONCÉ EN ADJUDICATION DES DÉPENS
EN CAS D'ACCEPTATION DE SOMME CONSIGNÉE

Le _____ 2 _____ .

Attendu que le défendeur (la défenderesse) a consigné en justice dans cette action la somme de _____ \$ en règlement de la demande du demandeur (de la demanderesse), que ce dernier (cette dernière) par avis du _____ 2 _____ a accepté cette somme en règlement intégral de sa cause d'action, que les dépens du demandeur (de la demanderesse) ont été cause liquidés et fixés à _____ \$ et que le défendeur (la défenderesse) n'a pas payé ces dépens dans les quatre jours suivant leur liquidation, la Cour ordonne que le demandeur (la demanderesse) puisse recouvrer du défendeur (de la défenderesse) la somme de _____ \$.

ÉMIS à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Sceau de la Cour

Registraire local

Formule 10-14
(Règle 10-14)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

**CONSENTEMENT À L'INSCRIPTION D'UN EXTRAIT
D'EXÉCUTION DE JUGEMENT**

Je soussigné(e), _____, de _____,
dans la province de _____, demandeur (demanderesse)
nommé(e) dans le jugement inscrit dans cette action le _____ 2 _____
et unique bénéficiaire de ce jugement, consens à l'inscription d'un extrait d'exécution de ce
jugement.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature du témoin)

(signature)

AFFIDAVIT ATTESTANT LE CONSENTEMENT

Je soussigné(e), _____, de _____, dans la province de _____, déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 Le _____ **2** _____, _____ a souscrit en ma présence le CONSENTEMENT À L'INSCRIPTION D'UN EXTRAIT D'EXÉCUTION du jugement rendu dans cette action.

2 Au moment de souscrire le consentement, _____ m'a assuré être l'unique bénéficiaire de ce jugement et m'a déclaré que le jugement a été exécuté intégralement.

FAIT SOUS SERMENT (ou AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI
à _____, en Saskatchewan,
le _____ **2** _____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature du témoin)

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-27
(Règle 10-27(4))

BREF DE RESTITUTION

CHARLES TROIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DU CANADA
ET DE SES AUTRES ROYAUMES ET TERRITOIRES,
CHEF DU COMMONWEALTH,

Au shérif du centre judiciaire de _____, salut.

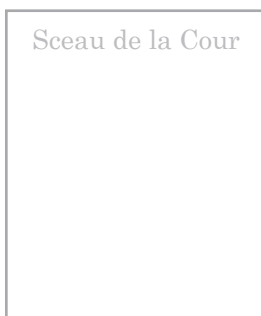
Nous vous commandons de faire retourner sans délai les chatels suivants : *(énumérer les objets dont le recouvrement et la restitution ont été autorisés par jugement ou ordonnance exécutoires)* à _____,

que _____ a récemment obtenu le droit de recouvrer de _____ (ou que _____ a été enjoint de restituer à _____) dans une action devant notre Cour du Banc du Roi. Nous vous commandons en outre, si les chatels ne peuvent être retrouvés dans votre ressort, d'opérer une saisie-gagerie sur l'ensemble des biens-fonds et chatels de _____ qui se trouvent dans votre ressort, de sorte que ni _____ ni aucun de ses mandataires puissent mettre la main sur ces biens tant que _____ n'aura pas rendu lesdits chatels à _____.

Nous vous commandons également d'indiquer de quelle manière, *etc.*

(Directives au shérif à inscrire sur le bref)

ÉMIS à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.



Registraire local

(ou)

(Pareillement, mais au lieu d'une saisie-gagerie jusqu'à restitution des chatels, commander au shérif de _____ de prélever leur valeur estimative sur les objets du défendeur.)

(Procéder comme ci-dessus jusqu'à la fin de la phrase se terminant par « dans une action devant notre Cour du Banc du Roi », puis continuer comme suit :)

Nous vous commandons en outre, si les chatels ne peuvent être retrouvés dans votre ressort, de prélever sur les objets de _____ qui se trouvent dans votre ressort la somme de _____ \$ *(la valeur estimative des chatels)*.

Nous vous commandons également d'indiquer de quelle manière, *etc.*

(Directives au shérif à inscrire sur le bref)

ÉMIS à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.



Registraire local

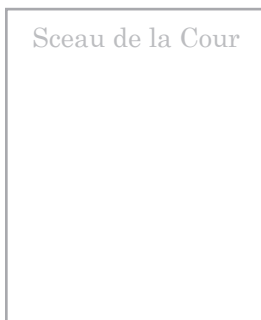
ou

(Si le jugement prescrit aussi le paiement de dommages-intérêts, de dépens ou d'intérêts, procéder comme ci-dessus jusqu'à la fin de « la valeur estimative des chatels » et continuer comme suit :)

Nous vous commandons en outre de prélever sur les objets (et les biens-fonds, *le cas échéant*) de _____ qui se trouvent dans votre ressort la somme de _____ \$ (dommages-intérêts) majorée des intérêts sur cette somme au taux annuel de 5 % courant à partir du _____ 2 _____, s'agissant de la somme et des intérêts que, dans le jugement (*ou l'ordonnance*) rendu(e) le _____ 2 _____ dans ladite action, _____ a été condamné(e) à payer à _____ avec certains dépens afférents, lesquels ont été liquidés et fixés par le liquidateur des dépens de notre Cour à _____ \$, ainsi que l'atteste son certificat du _____ 2 _____; de prélever aussi sur les objets (et biens-fonds, *selon le cas*) de _____ qui se trouvent

dans votre ressort ladite somme de _____ \$ (dépens) majorée des intérêts sur cette somme au taux annuel de 5 % courant à partir du _____ 2 _____; et de produire ces sommes et ces intérêts devant la Cour immédiatement après l'exécution du présent bref pour qu'ils soient versés à _____ conformément audit jugement (*ou* à ladite ordonnance).

Nous vous commandons également d'indiquer de quelle manière, *etc.*
(*Directives au shérif à inscrire sur le bref*)



Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-28
(Règle 10-28(3))

BREF DE MISE EN POSSESSION

CHARLES TROIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DU CANADA
ET DE SES AUTRES ROYAUMES ET TERRITOIRES,
CHEF DU COMMONWEALTH,

Au shérif du centre judiciaire de _____, salut.

Attendu que par _____
(jugement (ou ordonnance))

de notre Cour du Banc du Roi _____ a récemment
recouvré (ou _____ a été condamné(e) à
restituer à _____) la possession de l'ensemble des
_____, avec leurs dépendances, qui se trouvent
(biens-fonds)

dans votre ressort, nous vous commandons d'entrer dans ces biens-fonds et sans délai de
faire mettre _____ en possession des biens-fonds et lieux et de leurs
dépendances et de remettre cette partie et ses ayants droit en possession paisible chaque
fois que viendra la troubler le défendeur (la défenderesse) ou un de ses ayants droit.

Nous vous commandons également d'indiquer de quelle manière, *etc.*

ÉMIS à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Sceau de la Cour

Registraire local

(Directives au shérif à inscrire sur le bref)

Mandat de restituer au demandeur (à la demanderesse) la possession des lieux qui sont l'objet du présent bref.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

REMARQUE : Lorsque le jugement prévoit également le recouvrement d'une somme d'argent ou des dépens, un bref d'exécution peut être combiné avec le bref de mise en possession.

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-33
(Règle 10-33(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS DE SÉANCE POUR INTERROGATOIRE

Dans l'affaire de l'exécution forcée d'un jugement :

À la demande de _____,
(nom du requérant)

une séance a été fixée pour l'interrogatoire de _____.
(nom du débiteur judiciaire)

L'interrogatoire aura lieu ainsi qu'il est indiqué ci-dessous :

Lieu _____
(adresse)

Date _____

Heure _____

ÉMIS à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Sceau de la Cour

Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-39A
(Règle 10-39(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

REQUÉRANT
(DEMANDEUR ÉVENTUEL) _____

INTIMÉ
(DÉFENDEUR ÉVENTUEL) _____

AVIS DE REQUÊTE EN AUTORISATION D'INTRODUCTION D'ACTION

(Correspondant à la formule A prescrite, en anglais, sous le régime du règlement intitulé *The Land Contracts (Actions) Regulations*. La version française qui suit a reçu l'approbation de la Cour.)

AVIS À L'INTIMÉ

La présente requête est présentée contre vous en vertu de l'article 6 de la loi intitulée *The Land Contracts (Actions) Act, 2018* pour obtenir l'autorisation d'introduire une action. Vous êtes intimé(e). Vous avez le droit de faire valoir votre point de vue devant la Cour.

Pour ce faire, vous devrez être présent(e) à l'audition de la requête qui aura lieu comme suit :

Lieu : _____

Date : _____

Heure : _____

(Veuillez lire les avis qui figurent à la fin du présent document pour connaître les autres choses que vous pouvez faire ainsi que les délais applicables.)

Recours réclamé ou sollicité

1. Autorisation d'introduire une action en : *(cocher en conséquence)*

- ☐ forclusion
- ☐ vente judiciaire
- ☐ annulation d'une convention de vente immobilière
- ☐ recouvrement de dépens
- ☐ autre : *(préciser)* _____

Raisons de la requête

2. (cocher en conséquence)

- ☐ L'intimé _____
n'a pas respecté le contrat immobilier.
- ☐ Conformément au contrat immobilier, par suite du défaut ou de la violation de
l'intimé, le requérant réclame les recours susmentionnés.
- ☐ Autres raisons : (préciser) _____

Documents ou moyens de preuve à l'appui

3. La requête s'appuie sur les documents suivants :

- a) copie de l'acte d'hypothèque ou de la convention de vente immobilière (*selon le cas*);
- b) le _____
(décrire le document), faisant foi plausiblement de la valeur du bien-fonds;
- c) l'affidavit de _____
exposant l'état du compte de l'intimé;
- d) l'avis à l'intimé, établi à l'aide de la formule B prescrite sous le régime de l'article 3
du règlement intitulé *The Land Contracts (Actions) Regulations*;
- e) autres : _____

Règles applicables

4. *Les Règles de la Cour du Banc du Roi*, en particulier la section 5 (*Instances en forclusion et en annulation*) de la partie 10 (savoir les règles 10-37 à 10-45).

Lois et règlements applicables

5. La loi intitulée *The Land Contracts (Actions) Act, 2018* (voir les articles 5 à 11)

Le règlement intitulé *The Land Contracts (Actions) Regulations*

La loi intitulée *The Limitation of Civil Rights Act* (s'il y a lieu)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature)

AVIS

Si vous ne vous présentez pas en cour, soit personnellement soit par ministère d'avocat, la Cour pourra donner gain de cause au(x) requérant(s) en votre absence. Vous serez lié(e) par toute ordonnance de la Cour. Si vous voulez prendre part à la requête, vous-même ou votre avocat devrez vous présenter en cour aux date et heure indiquées au début de la présente formule. Si vous entendez vous fonder sur un affidavit ou quelque autre moyen de preuve à l'audition ou à l'examen de la requête, vous devez répondre en donnant un avis raisonnable des documents au requérant.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

AVIS À L'INTIMÉ

(Correspondant à la formule B prescrite, en anglais, sous le régime du règlement intitulé *The Land Contracts (Actions) Regulations*. La version française qui suit a reçu l'approbation de la Cour.)

1. La présente requête constitue la première étape d'une procédure (*cocher une des cases*) :
 - ☐ de forclusion ou vente judiciaire
 - ☐ d'annulation d'une convention de vente immobilière.
2. D'ici la date de l'audience, si vous voulez discuter de la requête et des possibilités d'un règlement amiable, vous pouvez communiquer avec le requérant par l'entremise de la personne suivante (*inscrire les nom et coordonnées d'une personne mandatée par le requérant pour s'occuper du dossier*) :

Coordonnées

Nom : _____

Adresse : _____

Numéro de
téléphone : _____

Adresse de
courriel : _____

3. Vous pouvez comparaître en personne, ou vous faire représenter par un avocat. Vous ou votre avocat aurez droit de parole en cour.
4. Au terme du débat et à la lumière des preuves présentées, la Cour pourra :
 - a) ajourner l'affaire pour vous permettre de prendre les dispositions qui conviennent;
 - b) accueillir la requête en autorisation d'introduction d'action, autorisant ainsi le requérant à vous poursuivre en forclusion ou vente judiciaire ou en annulation d'une convention de vente immobilière;
 - c) rejeter la requête en autorisation d'introduction d'action, interdisant ainsi au requérant de vous poursuivre sans toutefois l'empêcher de relancer la procédure plus tard;
 - d) rendre toute autre ordonnance qu'elle estime indiquée.
5. Pour plus de renseignements au sujet de cette procédure, veuillez communiquer avec le Provincial Mediation Board (Conseil provincial de médiation) :

Numéro de téléphone : (306) 787-5408

Numéro sans frais : 1-877-787-5408

Site Web : <http://www.saskatchewan.ca/pmb>

Télécopieur : (306) 787-5574

Télécopieur sans frais : 1-888-867-7776

Adresse de courriel : pmb@gov.sk.ca

Adresse : 304-1855, av Victoria
Regina SK Canada S4P 3T2

6. Sachez que, pendant que vous négociez, même indirectement, avec le requérant, celui-ci ne pourra recouvrer auprès de vous les frais de justice afférents à la présente requête ni ceux supportés jusqu'à l'obtention de l'autorisation d'introduction d'action, du moment que vous agissez raisonnablement dans la procédure judiciaire.

Formule 10-39B

(Règle 10-39(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

REQUÉRANT
(DEMANDEUR ÉVENTUEL) _____

INTIMÉ
(DÉFENDEUR ÉVENTUEL) _____

**AFFIDAVIT CONCERNANT L'ÉTAT DU COMPTE DE L'INTIMÉ
PAR RAPPORT À L'HYPOTHÈQUE**

Je soussigné(e), _____, de _____,
en Saskatchewan,

DÉCLARE SOUS SERMENT (*ou* AFFIRME SOLENNELLEMENT) ce qui suit :

1. Je suis _____ (*le requérant, la requérante/mandataire du requérant*) et, à ce titre, j'ai connaissance des faits suivants.
2. L'hypothèque déposée avec la requête n'a pas fait l'objet d'un transfert ou d'une prise en charge. (*Dans le cas contraire, décrire le transfert ou la prise en charge.*)
3. La pièce A annexée au présent affidavit est une copie des résultats d'une recherche à jour effectuée dans le réseau d'enregistrement foncier à l'égard du bien-fonds hypothéqué, lesquels résultats permettent de voir tous les intérêts enregistrés à l'égard du bien-fonds.
4. L'hypothèque prévoit le remboursement progressif d'un principal de _____ \$, majoré d'intérêts calculés au taux de _____ pour cent par _____, par versements de _____ \$ par _____.
5. Le solde complet de la dette hypothécaire est/était exigible le _____ 2 _____ (*date*).
6. Le dernier paiement hypothécaire a été de _____ \$ et remonte au _____ 2 _____ (*date*).
7. La juste valeur marchande du bien-fonds est de _____ \$ comme en fait foi l'évaluation/l'opinion à l'égard de la valeur, déposée avec la requête.
8. L'intimé
☐ occupe le bien-fonds
☐ n'occupe pas le bien-fonds
9. Au _____ 2 _____, il y a eu défaut de paiement au titre de l'hypothèque, et voici le détail des dettes exigibles :

- | | | |
|---|-------|----|
| A. Arriéré en principal | _____ | \$ |
| B. Arriéré en intérêts | _____ | \$ |
| C. Arriéré en impôts fonciers payés par le créancier hypothécaire | _____ | \$ |
| D. Autres arriérés : | _____ | \$ |
| | _____ | \$ |
| Arriérés totaux | _____ | \$ |
| E. Solde hypothécaire, arriérés compris | _____ | \$ |

10. Des impôts fonciers de _____ \$ dus à la municipalité n'ont pas été payés par l'intimé ni par le requérant. (*le cas échéant*)

11. Le requérant

- ☐ n'entend pas
☐ entend

plaider le covenant personnel de l'intimé engageant ce dernier à rembourser la dette hypothécaire, sous réserve des exclusions prévues par la loi intitulée *The Limitation of Civil Rights Act*.

12. La clause _____ de la page _____ de l'acte d'hypothèque autorise le requérant à recouvrer des dépens, pour frais entre avocat et client, auprès de l'intimé dans une action liée à la mise en application de l'acte d'hypothèque.

13. Le requérant

- ☐ n'entend pas
☐ entend

réclamer ses frais antérieurs à l'autorisation d'introduction d'action, pour les raisons suivantes :

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
 SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,
 le _____ 2_____.

Commissaire aux serments pour la
 Saskatchewan

 (signature)

New. Gaz. 6 septembre 2019;
 Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-39C
(Règle 10-39(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

REQUÉRANT
(DEMANDEUR ÉVENTUEL) _____

INTIMÉ
(DÉFENDEUR ÉVENTUEL) _____

**AFFIDAVIT CONCERNANT L'ÉTAT DU COMPTE DE L'INTIMÉ
PAR RAPPORT À LA CONVENTION DE VENTE IMMOBILIÈRE**

Je soussigné(e), _____, de _____,
en Saskatchewan,

DÉCLARE SOUS SERMENT (*ou* AFFIRME SOLENNELLEMENT) ce qui suit :

1. Je suis _____ (*le requérant, la requérante / mandataire du requérant*) et, à ce titre, j'ai connaissance des faits suivants.
2. La convention de vente immobilière déposée avec la requête n'a pas fait l'objet d'un transfert, d'une prise en charge ou de modifications. (*Dans le cas contraire, décrire le transfert, la prise en charge ou les modifications.*)
3. La pièce A annexée au présent affidavit est une copie des résultats d'une recherche à jour effectuée dans le réseau d'enregistrement foncier à l'égard du bien-fonds visé par la convention de vente, lesquels résultats permettent de voir tous les intérêts enregistrés à l'égard du bien-fonds.
4. La convention de vente prévoit le remboursement progressif d'un principal de _____ \$, majoré d'intérêts calculés au taux de _____ pour cent par _____, par versements de _____ \$ par _____.
5. Le solde complet de la dette conventionnelle est/était exigible le _____ 2 _____ (*date*).
6. Le dernier paiement conventionnel a été de _____ \$ et remonte au _____ 2 _____ (*date*).
7. La juste valeur marchande du bien-fonds est de _____ \$ comme en fait foi l'évaluation/l'opinion à l'égard de la valeur, déposée avec la requête.

8. Au _____ 2 _____, il y a eu défaut de paiement au titre de la convention de vente, et voici le détail des dettes exigibles :

A. Arriéré en principal _____ \$

B. Arriéré en intérêts _____ \$

C. Arriéré en impôts fonciers payés par le requérant _____ \$

D. Autres arriérés :

_____ \$

_____ \$

Arriérés totaux _____ \$

E. Solde conventionnel, arriérés compris _____ \$

9. Des impôts fonciers de _____ \$ dus à la municipalité n'ont pas été payés par l'intimé ni par le requérant. (*le cas échéant*)

10. La clause _____ de la page _____ de la convention de vente autorise le requérant à recouvrer des dépens, pour frais entre avocat et client, auprès de l'intimé dans une action liée à la mise en application de la convention.

11. L'intimé

☐ occupe le bien-fonds

☐ n'occupe pas le bien-fonds

12. Le requérant

☐ n'entend pas

☐ entend

réclamer ses frais antérieurs à l'autorisation d'introduction d'action, pour les raisons suivantes :

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,

le _____ 2 _____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

Formule 10-40A
(Règle 10-40(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

DEMANDE DANS UNE ACTION HYPOTHÉCAIRE

1 La demande du demandeur (de la demanderesse) s'appuie sur un acte d'hypothèque fait le _____ 2 _____ par _____ en faveur de _____ et enregistré dans le réseau d'enregistrement foncier le _____ 2 _____ en tant qu'enregistrement-intérêt numéro _____.

ou

(Si l'action s'appuie sur une hypothèque en equity, l'indiquer et préciser brièvement la date de sa création et de quelle manière elle est née.)

2 L'hypothèque a été transférée par le créancier hypothécaire au demandeur (à la demanderesse) au moyen d'un transfert fait le _____ 2 _____.
(Supprimer si l'hypothèque n'a pas fait l'objet d'un transfert.)

3 L'hypothèque a été prise en charge par le défendeur (la défenderesse) _____ par instrument fait le _____ 2 _____.
(Supprimer si l'hypothèque n'a pas fait l'objet d'une prise en charge.)

4 Le demandeur (La demanderesse) *(ou selon le cas)* et le(s) défendeur(s) (la défenderesse) ont conclu le _____ 2 _____ un accord de prolongation touchant l'hypothèque.
(Supprimer s'il n'y a pas eu d'accord de prolongation.)

5 Voici une description du bien-fonds hypothéqué : *(décrire le bien-fonds)*

6 L'hypothèque est arrivée à échéance et la dette au complet est maintenant exigible. Il y a eu défaut de paiement et le montant de la dette au _____ 2 _____, est de _____ \$, majoré des intérêts sur cette somme au taux annuel de _____ % courant depuis cette date jusqu'à la date du paiement, plus les débours exposés en vertu de l'acte d'hypothèque, soit : _____

(taxes et impôts, primes d'assurance et autres débours et frais réclamés)

ou

Il y a eu défaut de paiement au titre de l'hypothèque et voici le détail de la dette exigible (ou de l'arriéré, si seul l'arriéré est réclamé) au _____ 2 _____, y compris les débours exposés en vertu de l'acte d'hypothèque :

Arriéré en principal _____ \$

Arriéré en intérêts à _____ % _____ \$

Les débours suivants : _____

(taxes et impôts, primes d'assurance et autres débours et frais réclamés)

Total _____ \$
_____ \$

Principal exigible par
anticipation _____ \$

Total, avec principal
exigible par anticipation _____ \$

7 Au _____ 2 _____, le total des mensualités impayées était de _____ \$, soit pour _____ mois à _____ \$ par mois.

8 Le(s) défendeur(s) (La défenderesse) _____
(noms des défendeurs personnellement redevables)

s'est engagé(e) (se sont engagés) par covenant dans l'acte d'hypothèque (ou selon le cas) à payer les sommes exigibles au titre de l'hypothèque. La loi intitulée *The Limitation of Civil Rights Act* n'empêche pas le demandeur (la demanderesse) de poursuivre pour violation du covenant, car (dire pourquoi le demandeur a le droit de poursuivre pour violation du covenant; supprimer le présent paragraphe si le covenant n'est pas plaidé)

9 Le(s) défendeur(s) (La défenderesse) _____ semble(nt), d'après les dossiers du réseau d'enregistrement foncier (ou selon le cas) avoir un intérêt dans le droit de rachat en equity, sous réserve des droits du demandeur (de la demanderesse).

10 L'autorisation d'introduire la présente action a été obtenue le _____ 2 _____ sous le régime de la loi intitulée *The Land Contracts (Actions) Act, 2018*, et la nature de la réparation qu'il est permis de solliciter en l'espèce, selon l'autorisation, est la suivante (*reproduire ce que disait l'ordonnance*) : _____

ou

Il n'était pas nécessaire d'obtenir une autorisation sous le régime de la loi intitulée *The Land Contracts (Actions) Act, 2018* pour introduire la présente action parce que (*indiquer pourquoi*) : _____.

11 Le demandeur (La demanderesse) prétend avoir droit aux frais entre avocat et client du fait que (*indiquer pourquoi; supprimer si les frais entre avocat et client ne sont pas réclamés*) _____.

12 Le demandeur (La demanderesse) sollicite la réparation suivante (*indiquer les mesures réparatoires sollicitées parmi celles énumérées plus bas et pour lesquelles l'autorisation nécessaire a été obtenue*) : _____

a) jugement contre le(s) défendeur(s) (la défenderesse) (*nommer tous les défendeurs à qui est réclamé un jugement pécuniaire personnel*) : _____

pour la somme de _____ \$ majorée des intérêts au taux annuel de _____ % courant à partir du _____ 2 _____, plus les dépens (*s'il y a lieu : entre avocat et client*) afférents à l'action;

b) la forclusion de l'hypothèque;

c) la vente du bien-fonds hypothéqué;

d) la possession (*ou la possession immédiate*) du bien-fonds hypothéqué;

e) la nomination d'un séquestre chargé de percevoir les loyers et revenus tirés du bien-fonds hypothéqué;

f) (*mentionner sommairement toute autre mesure réparatoire légitime*).

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

AVIS AUX DÉFENDEURS

Vous pouvez exiger à tout moment, par avis écrit, des avocats du demandeur (ou du demandeur, s'il se représente lui-même) :

- des précisions sur la somme réclamée par le demandeur,
- la production, pour votre consultation, de l'acte d'hypothèque et de tout autre document sur lequel repose la poursuite.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 10-40B
(Règle 10-40(11))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

**AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION DANS UNE ACTION RELATIVE À UNE
HYPOTHÈQUE OU À UNE CONVENTION DE VENTE IMMOBILIÈRE**

Je soussigné(e), _____, de _____, en
(résidence)

Saskatchewan, déclare sous serment (*ou* affirme solennellement) ce qui suit :

1 Le _____ 2_____, j'ai signifié au défendeur (à la défenderesse) une copie conforme de la déclaration qui forme la pièce A annexée au présent affidavit, en postant cette copie par courrier recommandé au bureau de poste de _____, en Saskatchewan, dans une enveloppe portant l'adresse suivante du défendeur (de la défenderesse) : _____.

2 La pièce B ci-annexée est la confirmation de livraison au défendeur (à la défenderesse) obtenue du bureau de poste et apparemment signée par _____
(identité de la personne)
en date du _____.

FAIT SOUS SERMENT (*ou* AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,

le _____ 2_____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature du témoin)

Formule 10-42A
(Règle 10-42(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

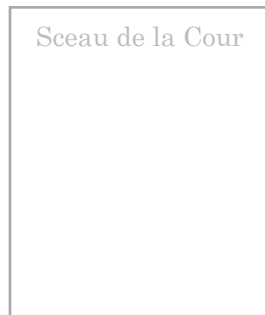
DÉFENDEUR(S) _____

CERTIFICAT DE RECHERCHE
(par le registraire local)

Je soussigné(e), _____, certifie que j'ai effectué une
(nom du greffier)

recherche dans le dossier du greffe et que, à ce jour, aucune somme n'a été consignée à la
Cour au crédit de l'action.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.



Registraire local

Formule 10-42B
(Règle 10-42(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

CERTIFICAT DE L'AVOCAT

Je soussigné(e), _____, certifie que, à ce jour, aucun
(*nom de l'avocat*)

paiement n'a été effectué au cabinet de _____ au crédit de l'action.
(*nom du cabinet d'avocats*)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(*nom du cabinet d'avocats*)

représentant

– enregistré dans le réseau d'enregistrement foncier le _____, 2 ____.

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-43A1
(Règle 10-43(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

ORDONNANCE CONDITIONNELLE DE FORCLUSION
(pour prêts hypothécaires non échus)

À LA DEMANDE DE _____, ayant lu la déclaration et la preuve de sa signification, l'acte d'hypothèque en litige, les copies du titre et les exemplaires déposés des (*mentionner les affidavits et autres documents à l'appui*) et entendu (*nommer les avocats ou les parties qui ont comparu*),

LA COUR DÉCLARE ET ORDONNE CE QUI SUIT :

Détails de l'hypothèque

1 La présente ordonnance concerne un acte d'hypothèque fait le _____ et enregistré dans le réseau d'enregistrement foncier de la Saskatchewan le _____ en tant qu'enregistrement-intérêt numéro _____ (*mentionner aussi toute cession, tout transfert d'hypothèque ou tout accord de prolongation*). L'hypothèque grève le bien-fonds indiqué ci-dessous (le « bien-fonds ») et son enregistrement s'applique aux titres qui suivent, selon les numéros d'intérêt qui suivent (*donner la description du bien-fonds, le numéro de titre et le numéro d'intérêt hypothécaire pour chaque titre*) :

Solde impayé, y compris par anticipation

2 Au _____ 2 _____, la somme globale exigible en principal et intérêts au titre de l'acte d'hypothèque conclu entre le défendeur (la défenderesse) _____, débiteur hypothécaire, et le demandeur (la demanderesse) _____, créancier hypothécaire, s'élevait à _____ \$.

Arriérés, abstraction faite de l'anticipation de paiement

3 Au _____ 2 _____, le montant des arriérés du défendeur (de la défenderesse) au titre de l'acte d'hypothèque, abstraction faite de toute accélération du principal, s'élevait à _____ \$.

Droit de rachat du débiteur hypothécaire

4 Le défendeur (la défenderesse) a le droit de racheter le bien-fonds en consignait à la Cour, dans les _____ jours suivant la date à laquelle la présente ordonnance lui est signifiée :

- a) le solde impayé indiqué au paragraphe 2, savoir la somme de _____ \$;
- b) les intérêts sur cette somme au taux de _____ % par année à partir du _____ 2 _____ ;
- c) les dépens _____ (*entre parties* ou *entre avocat et client*) du demandeur (de la demanderesse), sous réserve de leur liquidation par la Cour à la demande du demandeur (de la demanderesse) ou du défendeur (de la défenderesse).

Droit du débiteur hypothécaire de rétablir l'hypothèque

5 Puisque l'hypothèque ne viendra pas à échéance avant le _____ 2 _____ , le défendeur (la défenderesse) a le droit :

- a) soit de racheter le bien-fonds conformément au paragraphe 4;
- b) soit de rétablir l'hypothèque en consignait à la Cour, dans les _____ jours suivant la date à laquelle la présente ordonnance lui est signifiée :
 - (i) les arriérés indiqués au paragraphe 3, savoir la somme de _____ \$,
 - (ii) les intérêts sur cette somme au taux de _____ % par année à partir du _____ 2 _____ ,
 - (iii) les dépens _____ (*entre parties* ou *entre avocat et client*) du demandeur (de la demanderesse), sous réserve de leur liquidation par la Cour à la demande du demandeur (de la demanderesse) ou du défendeur (de la défenderesse).

Dès le rachat du bien-fonds en vertu du paragraphe 4 ou le rétablissement de l'hypothèque en vertu de l'alinéa 5b), le défendeur (la défenderesse) sera déchargé(e) de toute obligation de paiement accéléré prévue par l'acte d'hypothèque.

Défaut du débiteur hypothécaire de racheter le bien-fonds ou de rétablir l'hypothèque

6 Le demandeur (la demanderesse) peut demander une ordonnance définitive de forclusion si le défendeur (la défenderesse) omet, dans les _____ jours suivant la date de signification de la présente ordonnance au défendeur (à la défenderesse) :

- a) soit de racheter le bien-fonds en payant les sommes indiquées au paragraphe 4;
- b) soit de rétablir l'hypothèque en payant les sommes indiquées à l'alinéa 5b).

Si le demandeur (la demanderesse) obtient une ordonnance définitive de forclusion, le titre sur le bien-fonds lui sera dévolu, libre de tout droit, titre ou intérêt de la part du défendeur (de la défenderesse). Tout ayant droit du défendeur (de la défenderesse) qui est en possession du bien-fonds en remettra la possession au demandeur (à la demanderesse) dans les 20 jours suivant la date à laquelle une copie de l'ordonnance définitive lui aura été signifiée.

Jugement *(si c'est permis)*

7 Jugement sera accordé au demandeur (à la demanderesse) contre le défendeur (la défenderesse) pour la somme de _____ \$, majorée des intérêts sur cette somme au taux annuel de _____ % courant à partir du _____ 2 _____ jusqu'à ce jour, plus les dépens _____ *(entre parties ou entre avocat et client)* qui seront liquidés.

Signification de l'ordonnance

8 Copie de la présente ordonnance sera signifiée au défendeur (à la défenderesse) *(préciser si la signification doit être à personne ou à l'avocat, ou donner toute directive spéciale quant à la signification, s'il y a lieu)*.

Dépens

9 Les dépens afférents à la présente requête s'ajouteront aux dépens afférents à la cause.

ÉMISE à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.



Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-43A2
(Règle 10-43(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

ORDONNANCE CONDITIONNELLE DE FORCLUSION
(pour prêts hypothécaires échus ou remboursables à vue)

À LA DEMANDE DE _____, ayant lu la déclaration et la preuve de sa signification, l'acte d'hypothèque en litige, les copies du titre et les exemplaires déposés des *(mentionner les affidavits et autres documents à l'appui)* et entendu *(nommer les avocats ou les parties qui ont comparu)*,

LA COUR DÉCLARE ET ORDONNE CE QUI SUIT :

Détails de l'hypothèque

1 La présente ordonnance concerne un acte d'hypothèque fait le _____ et enregistré dans le réseau d'enregistrement foncier de la Saskatchewan le _____ en tant qu'enregistrement-intérêt numéro _____ *(mentionner aussi toute cession, tout transfert d'hypothèque ou tout accord de prolongation)*. L'hypothèque grève le bien-fonds indiqué ci-dessous (le « bien-fonds ») et son enregistrement s'applique aux titres qui suivent, selon les numéros d'intérêt qui suivent *(donner la description du bien-fonds, le numéro de titre et le numéro d'intérêt hypothécaire pour chaque titre)* :

Solde impayé

2 Le prêt hypothécaire est arrivé à échéance et, au _____ 2_____, la somme globale exigible en principal et intérêts au titre de l'acte d'hypothèque conclu entre le défendeur (la défenderesse) _____, débiteur hypothécaire, et le demandeur (la demanderesse) _____, créancier hypothécaire, s'élevait à _____\$.

Droit de rachat du débiteur hypothécaire

3 Le défendeur (la défenderesse) a le droit de racheter le bien-fonds en consignait à la Cour, dans les _____ jours suivant la date à laquelle la présente ordonnance lui est signifiée :

- a) le solde impayé indiqué au paragraphe 2, savoir la somme de _____ \$;
- b) les intérêts sur cette somme au taux de _____ % par année à partir du _____ 2_____ ;

c) les dépens _____ (*entre parties ou entre avocat et client*) du demandeur (de la demanderesse), sous réserve de leur liquidation par la Cour à la demande du demandeur (de la demanderesse) ou du défendeur (de la défenderesse).

Défaut du débiteur hypothécaire de racheter le bien-fonds

4 Le demandeur (la demanderesse) peut demander une ordonnance définitive de forclusion si le défendeur (la défenderesse) omet, dans les _____ jours suivant la date de signification de la présente ordonnance au défendeur (à la défenderesse) de racheter le bien-fonds en payant la somme indiquée au paragraphe 3.

Si le demandeur (la demanderesse) obtient une ordonnance définitive de forclusion, le titre sur le bien-fonds lui sera dévolu, libre de tout droit, titre ou intérêt de la part du défendeur (de la défenderesse). Tout ayant droit du défendeur (de la défenderesse) qui est en possession du bien-fonds en remettra la possession au demandeur (à la demanderesse) dans les 20 jours suivant la date à laquelle une copie de l'ordonnance définitive lui aura été signifiée.

Jugement (*si c'est permis*)

5 Jugement sera accordé au demandeur (à la demanderesse) contre le défendeur (la défenderesse) pour la somme de _____ \$, majorée des intérêts sur cette somme au taux annuel de _____ % courant à partir du _____ 2 _____ jusqu'à ce jour, plus les dépens _____ (*entre parties ou entre avocat et client*) qui seront liquidés.

Signification de l'ordonnance

6 Copie de la présente ordonnance sera signifiée au défendeur (à la défenderesse) (*préciser si la signification doit être à personne ou à l'avocat, ou donner toute directive spéciale quant à la signification, s'il y a lieu*).

Dépens

7 Les dépens afférents à la présente requête s'ajouteront aux dépens afférents à la cause.

ÉMISE à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Sceau de la Cour

Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-43B
(Règle 10-43(9))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

ORDONNANCE DÉFINITIVE DE FORCLUSION

À la demande du demandeur (de la demanderesse), ayant lu _____ ,
qui a/ont été déposé(s), et entendu _____ ,
la Cour ordonne ce qui suit :

1 Les défendeurs et leurs ayants droit sont individuellement et collectivement forclos sans
réserve de leurs droits, titres et intérêts sur _____

(décrire le bien-fonds)

et le titre sur ce bien-fonds est dévolu au demandeur (à la demanderesse), libre de tout droit,
titre, intérêt ou droit de rachat en equity de la part des défendeurs ou de leurs ayants droit,
individuellement et collectivement, sous réserve de _____

(énumérer les réclamations non touchées)

2 Le conservateur des titres accueillera une demande visant l'établissement d'un nouveau
titre foncier au nom du demandeur (de la demanderesse), libre de tout intérêt, mis à part
ceux énumérés au paragraphe 1.

3 Les défendeurs et leurs ayants droit qui sont en possession du bien-fonds hypothéqué
et qui sont assujettis à l'ordonnance conditionnelle de forclusion devront en remettre la
possession au demandeur (à la demanderesse) dans les 20 jours suivant la signification à
eux d'une copie de la présente ordonnance.

ÉMISE à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 ____ .

Sceau de la Cour

Registraire local

Formule 10-45A
(Règle 10-45(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

**DEMANDE DANS UNE ACTION RELATIVE À
UNE CONVENTION DE VENTE IMMOBILIÈRE**

1 La demande du demandeur (de la demanderesse) s'appuie sur une convention écrite conclue le _____ **2** _____ entre le vendeur _____ et l'acheteur _____ et visant la vente du bien-fonds suivant : *(donner la description du bien-fonds)* _____

2 *(Si la convention a été cédée, ajouter : « La convention a été cédée par le vendeur au demandeur (à la demanderesse) par cession du _____ **2** _____ » ou autre chose, selon le cas.)*

3 *(Si une réparation est réclamée en vertu d'une garantie ou d'une convention accessoire, ou en raison de faits exceptionnels, résumer le contenu de la garantie ou de la convention, ou les faits exceptionnels invoqués, selon le cas.)*

4 Il y a eu défaut d'exécution de la convention; voici les montants de la dette actuelle *(ou des arriérés, si la demande ne vise que des arriérés)* ainsi que des débours exposés au titre de la convention :

Arriérés sur le principal : _____ \$

Principal exigible par anticipation : _____ \$

Intérêts : _____ \$

Autres débours : *(détailler les taxes et impôts, primes d'assurance et autres débours et frais réclamés.)* _____ \$

Total: _____ \$

5 Le demandeur (La demanderesse) n'a pas eu le bien-fonds en sa possession ni n'a perçu de loyers ou de profits s'y rapportant *(ou selon le cas)*.

6 Le demandeur (La demanderesse) est le/la propriétaire inscrit(e) (ou « a le droit d'être le/la propriétaire inscrit(e) », ou selon le cas) du bien-fonds et il/elle est prêt(e) à le transférer sur réception du solde exigible au titre de la convention.

7 Le défendeur (La défenderesse) _____
(nom du ou des défendeurs personnellement redevables)

s'est engagé(e) dans la convention (ou selon le cas) à payer les sommes exigibles au titre de la convention et, selon les registres du réseau d'enregistrement des titres fonciers (ou selon le cas), les autres défendeurs semblent avoir des intérêts dans la valeur nette, sous réserve des droits du demandeur (de la demanderesse).

8 L'autorisation d'intenter la présente action a été obtenue le _____ 2 _____ en vertu de la loi intitulée *The Land Contracts (Actions) Act, 2018*, et la nature de la réparation que l'autorisation permet de solliciter en l'espèce est (l'énoncer) _____

(Si aucune autorisation n'est requise en l'espèce, indiquer ce fait et les raisons.)

9 Le demandeur (La demanderesse) sollicite la réparation suivante : (indiquer les mesures réparatoires sollicitées parmi celles énumérées plus bas) _____

- a) l'exécution en nature de la convention;
- b) jugement contre le défendeur (la défenderesse) _____
(nommer tous les défendeurs contre qui est réclamé un jugement pécuniaire personnel)
pour la somme de _____ \$ majorée des intérêts sur la
somme de _____ \$ au taux annuel de _____ % courant à partir du
_____ 2 _____, plus les dépens afférents à l'action;
- c) l'annulation de la convention et la confiscation de toutes les sommes payées au titre de celle-ci;
- d) la déclaration du privilège du vendeur et la vente du bien-fonds en vertu de la convention;
- e) la possession (ou la possession immédiate) du bien-fonds;
- f) (mentionner sommairement toute autre mesure réparatoire légitime).

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

AVIS AUX DÉFENDEURS

Vous pouvez exiger à tout moment, par avis écrit, des avocats du demandeur (*ou du demandeur, s'il se représente lui-même*) :

- des précisions sur la somme réclamée par le demandeur,
- la production, pour votre consultation, de la convention et de tout autre document sur lequel repose la poursuite

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 10-45B
(Règle 10-45(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

**ORDONNANCE CONDITIONNELLE D'ANNULATION DE
CONVENTION DE VENTE**

À la demande du demandeur (de la demanderesse), ayant lu _____ ,
entendu _____ et constaté que la somme globale due au
demandeur (à la demanderesse) au titre de la convention est de _____ \$ et
que les arriérés sont de _____ \$,

la Cour déclare et ordonne ce qui suit :

1 La somme globale exigible en principal et intérêts au titre de la convention de vente sur laquelle repose la poursuite et qui vise les biens-fonds suivants en Saskatchewan :

s'élève, au _____ 2 _____ , à _____ \$,

et le montant des arriérés s'élève, au _____ 2 _____ , à _____ \$.

2 Le défendeur (La défenderesse) devra consigner à la Cour au compte de la présente cause, au plus tard le _____ 2 _____ , la somme de _____ \$ majorée des

intérêts sur la somme de _____ \$ au taux annuel de _____ % courant à partir du _____ 2 _____ , plus les dépens afférents à l'action qui seront liquidés.

3 Sous réserve du paragraphe 4, à défaut de la consignation prescrite, la convention de vente sur laquelle repose la poursuite sera annulée et résiliée, et toutes les sommes payées par le défendeur (la défenderesse) au demandeur (à la demanderesse) en application de la convention seront confisquées en faveur du demandeur (de la demanderesse) et retenues par lui/elle (*ou selon le cas*); et le défendeur (la défenderesse) et ses ayants droit qui sont en possession des lieux devront en remettre la possession au demandeur (à la demanderesse) dans les 20 jours suivant la date à laquelle copie de l'ordonnance définitive leur aura été signifiée.

4 Cependant, sur paiement de la somme de _____ \$, savoir les arriérés mentionnés au paragraphe 1, majorés des intérêts sur la somme de _____ \$ au taux annuel de _____ % courant à partir du _____ 2 _____, plus les dépens, le défendeur (la défenderesse) (*ou* l'acheteur) sera déchargé(e) du remboursement immédiat de toute fraction du prix d'achat non encore arrivée à échéance.

5 Copie de la présente ordonnance doit être signifiée _____

(donner toute directive spéciale, s'il y a lieu, quant à la signification)

6 Les dépens afférents à la présente requête s'ajouteront aux dépens afférents à la cause (*ou selon le cas*).

ÉMISE à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Sceau de la Cour

Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-45C
(Règle 10-45(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

ORDONNANCE DÉFINITIVE D'ANNULATION DE CONVENTION DE VENTE

À la demande du demandeur (de la demanderesse), ayant lu _____

et entendu _____ ,

la Cour ordonne ce qui suit :

- 1** La convention de vente sur laquelle repose la poursuite est annulée et résiliée.
- 2** Le défendeur (La défenderesse) et ses ayants droit sont absolument déchus de tout droit, titre ou intérêt sur _____ .
(décrire le bien-fonds)
- 3** Toutes les sommes payées au demandeur (à la demanderesse) en application de la convention de vente seront retenues par le demandeur (la demanderesse).
- 4** Le défendeur (La défenderesse) et ses ayants droit qui sont assujettis à l'ordonnance conditionnelle et qui sont en possession des lieux devront en remettre la possession au demandeur (à la demanderesse) dans les 20 jours suivant la date à laquelle copie de la présente ordonnance leur aura été signifiée.

(S'il est nécessaire de retirer un grèvement du titre, ajouter :)

- 5** Le conservateur des titres accueillera une demande visant à libérer le titre foncier des intérêts suivants : _____ .

ÉMISE à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 ____ .

Sceau de la Cour

Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-47A
(Règle 10-47(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

ORDONNANCE CONDITIONNELLE DE VENTE
(pour prêts hypothécaires non échus)

À LA DEMANDE de _____, ayant lu la déclaration et la preuve de sa signification, l'acte d'hypothèque en litige, les copies du titre et les exemplaires déposés des *(mentionner les affidavits et autres documents à l'appui)* et entendu *(nommer les avocats ou les parties qui ont comparu)*,

LA COUR DÉCLARE ET ORDONNE CE QUI SUIT :

Détails de l'hypothèque

1 La présente ordonnance concerne un acte d'hypothèque fait le _____ et enregistré dans le réseau d'enregistrement foncier de la Saskatchewan le _____ en tant qu'enregistrement-intérêt numéro _____ *(mentionner aussi toute cession, tout transfert d'hypothèque ou tout accord de prolongation)*. L'hypothèque grève le bien-fonds indiqué ci-dessous (le « bien-fonds ») et son enregistrement s'applique aux titres qui suivent, selon les numéros d'intérêt qui suivent *(donner la description du bien-fonds, le numéro de titre et le numéro d'intérêt hypothécaire pour chaque titre)* :

Solde impayé, y compris par anticipation

2 Au _____ 2 _____, la somme globale exigible en principal et intérêts au titre de l'acte d'hypothèque conclu entre le défendeur (la défenderesse) _____, débiteur hypothécaire, et le demandeur (la demanderesse) _____, créancier hypothécaire, s'élevait à _____ \$.

Arriérés, abstraction faite de l'anticipation de paiement

3 Au _____ 2 _____, le montant des arriérés du défendeur (de la défenderesse) au titre de l'acte d'hypothèque, abstraction faite de toute accélération du principal, s'élevait à _____ \$.

Droit de rachat du débiteur hypothécaire

4 Le défendeur (la défenderesse) a le droit de racheter le bien-fonds en consignait à la Cour, dans les _____ jours suivant la date à laquelle la présente ordonnance lui est signifiée :

- a) le solde impayé indiqué au paragraphe 2, savoir la somme de _____ \$;
- b) les intérêts sur cette somme au taux de _____ % par année à partir du _____ 2_____;
- c) les dépens _____ (*entre parties* ou *entre avocat et client*) du demandeur (de la demanderesse), sous réserve de leur liquidation par la Cour à la demande du demandeur (de la demanderesse) ou du défendeur (de la défenderesse).

Jugement (si c'est permis)

5 Jugement sera accordé au demandeur (à la demanderesse) contre le défendeur (la défenderesse) pour la somme de _____ \$, majorée des intérêts sur cette somme au taux annuel de _____ % courant à partir du _____ 2 _____ jusqu'à ce jour, plus les dépens _____ (*entre parties* ou *entre avocat et client*) qui seront liquidés.

Droit du débiteur hypothécaire de rétablir l'hypothèque

6 Puisque l'hypothèque ne viendra pas à échéance avant le _____ 2 _____, le défendeur (la défenderesse) a le droit :

- a) soit de racheter le bien-fonds conformément au paragraphe 4;
- b) soit de rétablir l'hypothèque en consignait à la Cour, dans les _____ jours suivant la date à laquelle la présente ordonnance lui est signifiée :
 - (i) les arriérés indiqués au paragraphe 3, savoir la somme de _____ \$,
 - (ii) les intérêts sur cette somme au taux de _____ % par année à partir du _____ 2 _____,
 - (iii) les dépens _____ (*entre parties* ou *entre avocat et client*) du demandeur (de la demanderesse), sous réserve de leur liquidation par la Cour à la demande du demandeur (de la demanderesse) ou du défendeur (de la défenderesse).

Dès le rachat du bien-fonds en vertu du paragraphe 4 ou le rétablissement de l'hypothèque en vertu de l'alinéa 6b), le défendeur (la défenderesse) sera déchargé(e) de toute obligation de paiement accéléré prévue par l'acte d'hypothèque.

Vente à cause du défaut du débiteur hypothécaire de racheter le bien-fonds ou de rétablir l'hypothèque

7 Le bien-fonds sera vendu à défaut du défendeur (de la défenderesse), dans les _____ jours suivant la date à laquelle la présente ordonnance lui est signifiée :

- a) soit de racheter le bien-fonds en payant les sommes indiquées au paragraphe 4;
- b) soit de rétablir l'hypothèque en payant les sommes indiquées à l'alinéa 6b).

Le bien-fonds sera vendu à _____, en Saskatchewan, sous la surveillance de _____ (avocat, shérif ou autre, selon le cas) aux date, heure et lieu que fixera (l'avocat, le shérif ou autre, selon le cas), mais, en tout état de cause, la vente aura lieu :

- a) au plus tôt le _____ 2 _____;
- b) au plus tard le _____ 2 _____.

Modalités de la vente

8 Un préavis d'au moins quatre semaines des date, heure et lieu de la vente et des conditions de celle-ci doit être donné :

- a) par publication au moins une fois la semaine pendant quatre semaines consécutives à compter, au plus tard, de la quatrième semaine précédant la vente, dans le _____, journal publié à _____, en Saskatchewan;
- b) au moyen d'affiches apposées pendant au moins les quatre semaines précédant la vente dans _____ endroits bien en vue à _____, en Saskatchewan.

9 Le demandeur (La demanderesse) et le défendeur (la défenderesse) sont autorisé(e)s à faire des enchères à la vente.

10 Les conditions de la vente sont les suivantes : un versement comptant de 10 % et le paiement du solde dans les _____ semaines qui suivent la vente.

11 Le bien-fonds ne peut être vendu à un prix inférieur à _____ \$.

12 Le bien-fonds sera vendu sous réserve de _____
(indiquer les réclamations ou les grèvements qui ne seront pas touchés par la vente)

13 Les modalités et conditions qui suivent s'appliquent à la vente du bien-fonds :

- a) Les impôts fonciers seront rajustés en fonction de la date de la prise de possession ou de la date de clôture de la vente.
- b) _____
(d'autres modalités ou conditions, s'il y a lieu)

14 Sur confirmation de la vente :

- a) le titre du bien-fonds sera dévolu à l'acheteur ou à son désignataire, qui l'acquerra libre de tout droit, titre ou droit de rachat en equity de la part du défendeur (de la défenderesse) et de ses ayants droit, sous réserve des exceptions ci-dessus;
- b) le défendeur (la défenderesse) et ses ayants droit qui sont en possession du bien-fonds devront en remettre la possession à l'acheteur dans les 20 jours suivant la date à laquelle copie de l'ordonnance de confirmation de la vente leur aura été signifiée.

15 La somme obtenue contre l'achat doit être consignée à la Cour au compte de la présente cause pour être affectée selon les directives de la Cour.

16 Une demande de confirmation de la vente doit être présentée à la Cour dans les trois semaines qui suivent la vente.

17 Si la vente échoue ou n'est pas confirmée, ou si la sûreté en garantie des dépens n'est pas versée ainsi qu'il est prescrit ci-dessus, le demandeur (la demanderesse) pourra demander la forclusion absolue, auquel cas :

- a) le titre du bien-fonds sera dévolu au demandeur (à la demanderesse), libre de tout droit, titre ou intérêt du défendeur (de la défenderesse) et de ses ayants droit;
- b) le défendeur (la défenderesse) et ses ayants droit qui sont en possession du bien-fonds devront en remettre la possession au demandeur (à la demanderesse) dans les 20 jours suivant la date à laquelle copie de l'ordonnance définitive de forclusion leur aura été signifiée.

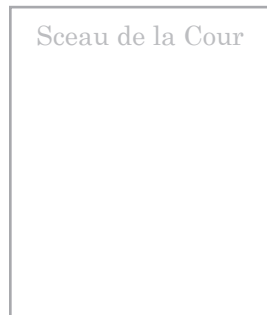
Signification de l'ordonnance

18 Copie de la présente ordonnance sera signifiée à la personne du défendeur (de la défenderesse) et à _____ (*donner toute directive spéciale, s'il y a lieu, quant à la signification*).

Dépens

19 Les dépens afférents à la présente requête s'ajouteront aux dépens afférents à la cause.

ÉMISE à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.



Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-47B
(Règle 10-47(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

ORDONNANCE CONDITIONNELLE DE VENTE
(pour prêts hypothécaires échus ou remboursables à vue)

À LA DEMANDE DE _____, ayant lu la déclaration et la preuve de sa signification, l'acte d'hypothèque en litige, les copies du titre et les exemplaires déposés des *(mentionner les affidavits et autres documents à l'appui)* et entendu *(nommer les avocats ou les parties qui ont comparu)*,

LA COUR DÉCLARE ET ORDONNE CE QUI SUIT :

Détails de l'hypothèque

1 La présente ordonnance concerne un acte d'hypothèque fait le _____ et enregistré dans le réseau d'enregistrement foncier de la Saskatchewan le _____ en tant qu'enregistrement-intérêt numéro _____ *(mentionner aussi toute cession, tout transfert d'hypothèque ou tout accord de prolongation)*. L'hypothèque grève le bien-fonds indiqué ci-dessous (le « bien-fonds ») et son enregistrement s'applique aux titres qui suivent, selon les numéros d'intérêt qui suivent *(donner la description du bien-fonds, le numéro de titre et le numéro d'intérêt hypothécaire pour chaque titre)* :

Solde impayé

2 Le prêt hypothécaire est arrivé à échéance et, au _____² _____, la somme globale exigible en principal et intérêts au titre de l'acte d'hypothèque conclu entre le défendeur (la défenderesse) _____, débiteur hypothécaire, et le demandeur (la demanderesse) _____, créancier hypothécaire, s'élevait à _____\$.

Droit de rachat du débiteur hypothécaire

3 Le défendeur (la défenderesse) a le droit de racheter le bien-fonds en consignait à la Cour, dans les _____ jours suivant la date à laquelle la présente ordonnance lui est signifiée :

- a) le solde impayé indiqué au paragraphe 2, savoir la somme de _____ \$;
- b) les intérêts sur cette somme au taux de _____ % par année à partir du _____² _____;

c) les dépens _____ (*entre parties ou entre avocat et client*) du demandeur (de la demanderesse), sous réserve de leur liquidation par la Cour à la demande du demandeur (de la demanderesse) ou du défendeur (de la défenderesse).

Jugement (*si c'est permis*)

4 Jugement sera accordé au demandeur (à la demanderesse) contre le défendeur (la défenderesse) pour la somme de _____ \$, majorée des intérêts sur cette somme au taux annuel de _____ % courant à partir du _____ 2 _____ jusqu'à ce jour, plus les dépens _____ (*entre parties ou entre avocat et client*) qui seront liquidés.

Vente à cause du défaut du débiteur hypothécaire de racheter le bien-fonds

5 À défaut du défendeur (de la défenderesse) de racheter le bien-fonds en payant les sommes indiquées au paragraphe 3 dans les _____ jours suivant la date à laquelle la présente ordonnance lui est signifiée le bien-fonds sera vendu à _____, en Saskatchewan, sous la surveillance de _____ (*avocat, shérif ou autre, selon le cas*) aux date, heure et lieu que fixera (*l'avocat, le shérif ou autre, selon le cas*), mais, en tout état de cause, la vente aura lieu :

- a) au plus tôt le _____ 2 _____;
- b) au plus tard le _____ 2 _____.

Modalités de la vente

6 Un préavis d'au moins quatre semaines des date, heure et lieu de la vente et des conditions de celle-ci doit être donné :

- a) par publication au moins une fois la semaine pendant quatre semaines consécutives à compter, au plus tard, de la quatrième semaine précédant la vente, dans le _____, journal publié à _____, en Saskatchewan;
- b) au moyen d'affiches apposées pendant au moins les quatre semaines précédant la vente dans _____ endroits bien en vue à _____, en Saskatchewan.

7 Le demandeur (La demanderesse) et le défendeur (la défenderesse) sont autorisé(e)s à faire des enchères à la vente.

8 Les conditions de la vente sont les suivantes : un versement comptant de 10 % et le paiement du solde dans les _____ semaines qui suivent la vente.

9 Le bien-fonds ne peut être vendu à un prix inférieur à _____ \$.

10 Le bien-fonds sera vendu sous réserve de _____.
(*indiquer les réclamations ou les grèvements qui ne seront pas touchés par la vente*)

11 Les modalités et conditions qui suivent s'appliquent à la vente du bien-fonds :

- a) Les impôts fonciers seront rajustés en fonction de la date de la prise de possession ou de la date de clôture de la vente.
- b) _____.
(*d'autres modalités ou conditions, s'il y a lieu*)

12 Sur confirmation de la vente :

- a) le titre du bien-fonds sera dévolu à l'acheteur ou à son désignataire, qui l'acquerra libre de tout droit, titre ou droit de rachat en equity de la part du défendeur (de la défenderesse) et de ses ayants droit, sous réserve des exceptions ci-dessus;
- b) le défendeur (la défenderesse) et ses ayants droit qui sont en possession du bien-fonds devront en remettre la possession à l'acheteur dans les 20 jours suivant la date à laquelle copie de l'ordonnance de confirmation de la vente leur aura été signifiée.

13 La somme obtenue contre l'achat doit être consignée à la Cour au compte de la présente cause pour être affectée selon les directives de la Cour.

14 Une demande de confirmation de la vente doit être présentée à la Cour dans les trois semaines qui suivent la vente.

15 Si la vente échoue ou n'est pas confirmée, ou si la sûreté en garantie des dépens n'est pas versée ainsi qu'il est prescrit ci-dessus, le demandeur (la demanderesse) pourra demander la forclusion absolue, auquel cas :

- a) le titre du bien-fonds sera dévolu au demandeur (à la demanderesse), libre de tout droit, titre ou intérêt du défendeur (de la défenderesse) et de ses ayants droit;
- b) le défendeur (la défenderesse) et ses ayants droit qui sont en possession du bien-fonds devront en remettre la possession au demandeur (à la demanderesse) dans les 20 jours suivant la date à laquelle copie de l'ordonnance définitive de forclusion leur aura été signifiée.

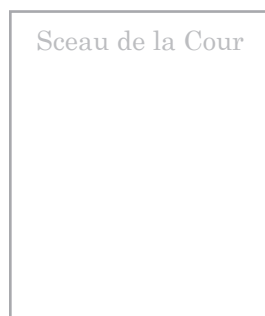
Signification de l'ordonnance

16 Copie de la présente ordonnance sera signifiée à la personne du défendeur (de la défenderesse) et à _____ (*donner toute directive spéciale, s'il y a lieu, quant à la signification*).

Dépens

17 Les dépens afférents à la présente requête s'ajouteront aux dépens afférents à la cause.

ÉMISE à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____ .



Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-47C
(Règle 10-47(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

**ORDONNANCE CONDITIONNELLE DE VENTE PAR
L'INTERMÉDIAIRE D'UN VENDEUR D'IMMEUBLES
(pour prêts hypothécaires non échus)**

À LA DEMANDE DE _____, ayant lu la déclaration et la preuve de sa signification, l'acte d'hypothèque en litige, les copies du titre et les exemplaires déposés des *(mentionner les affidavits et autres documents à l'appui)* et entendu *(nommer les avocats ou les parties qui ont comparu)*,

LA COUR DÉCLARE ET ORDONNE CE QUI SUIT :

Détails de l'hypothèque

1 La présente ordonnance concerne un acte d'hypothèque fait le _____ et enregistré dans le réseau d'enregistrement foncier de la Saskatchewan le _____ en tant qu'enregistrement-intérêt numéro _____ *(mentionner aussi toute cession, tout transfert d'hypothèque ou tout accord de prolongation)*. L'hypothèque grève le bien-fonds indiqué ci-dessous (le « bien-fonds ») et son enregistrement s'applique aux titres qui suivent, selon les numéros d'intérêt qui suivent *(donner la description du bien-fonds, le numéro de titre et le numéro d'intérêt hypothécaire pour chaque titre)* :

Solde impayé, y compris par anticipation

2 Au _____ 2_____, la somme globale exigible en principal et intérêts au titre de l'acte d'hypothèque conclu entre le défendeur (la défenderesse) _____, débiteur hypothécaire, et le demandeur (la demanderesse) _____, créancier hypothécaire, s'élevait à _____ \$.

Arriérés, abstraction faite de l'anticipation de paiement

3 Au _____ 2_____, le montant des arriérés du défendeur (de la défenderesse) au titre de l'acte d'hypothèque, abstraction faite de toute accélération du principal, s'élevait à _____ \$.

Droit de rachat du débiteur hypothécaire

4 Le défendeur (la défenderesse) a le droit de racheter le bien-fonds en consignait à la Cour, dans les _____ jours suivant la date à laquelle la présente ordonnance lui est signifiée :

- a) le solde impayé indiqué au paragraphe 2, savoir la somme de _____ \$;
- b) les intérêts sur cette somme au taux de _____ % par année à partir du _____ 2 _____ ;
- c) les dépens _____ (*entre parties ou entre avocat et client*) du demandeur (de la demanderesse), sous réserve de leur liquidation par la Cour à la demande du demandeur (de la demanderesse) ou du défendeur (de la défenderesse).

Jugement (si c'est permis)

5 Jugement sera accordé au demandeur (à la demanderesse) contre le défendeur (la défenderesse) pour la somme de _____ \$, majorée des intérêts sur cette somme au taux annuel de _____ % courant à partir du _____ 2 _____ jusqu'à ce jour, plus les dépens _____ (*entre parties ou entre avocat et client*) qui seront liquidés.

Droit du débiteur hypothécaire de rétablir l'hypothèque

6 Puisque l'hypothèque ne viendra pas à échéance avant le _____ 2 _____, le défendeur (la défenderesse) a le droit :

- a) soit de racheter le bien-fonds conformément au paragraphe 4;
- b) soit de rétablir l'hypothèque en consignait à la Cour, dans les _____ jours suivant la date à laquelle la présente ordonnance lui est signifiée :
 - (i) les arriérés indiqués au paragraphe 3, savoir la somme de _____ \$,
 - (ii) les intérêts sur cette somme au taux de _____ % par année à partir du _____ 2 _____ ,
 - (iii) les dépens _____ (*entre parties ou entre avocat et client*) du demandeur (de la demanderesse), sous réserve de leur liquidation par la Cour à la demande du demandeur (de la demanderesse) ou du défendeur (de la défenderesse).

Dès le rachat du bien-fonds en vertu du paragraphe 4 ou le rétablissement de l'hypothèque en vertu de l'alinéa 6b), le défendeur (la défenderesse) sera déchargé(e) de toute obligation de paiement accéléré prévue par l'acte d'hypothèque.

Vente à cause du défaut du débiteur hypothécaire de racheter le bien-fonds ou de rétablir l'hypothèque

7 Le bien-fonds sera vendu à défaut du défendeur (de la défenderesse), dans les _____ jours suivant la date à laquelle la présente ordonnance lui est signifiée :

- a) soit de racheter le bien-fonds en payant les sommes indiquées au paragraphe 4;
- b) soit de rétablir l'hypothèque en payant les sommes indiquées à l'alinéa 6b).

Le bien-fonds sera vendu sous la surveillance de _____ (le « délégué ») (*donner le nom de l'avocat indépendant ou autre mandataire*), par l'intermédiaire d'un vendeur d'immeubles autorisé et en réponse à une offre qui satisfait aux conditions suivantes :

- a) le délégué l'accepte;
- b) la Cour, sur demande, la confirme.

Modalités de la vente

8 Le bien-fonds vendu par le délégué sera exempt de tout intérêt ou grèvement, sauf ce qui suit :

(réclamations ou grèvements non visés par la vente)

9 Le régime suivant s'applique à la vente du bien-fonds.

- a) Le délégué est autorisé à signer toute convention d'inscription nécessaire à la mise en vente du bien-fonds sur une période maximale de _____ jours (la « période d'inscription ») au prix de vente fixé par lui.
- b) Sous réserve de l'alinéa d), le délégué est libre de baisser le prix de vente s'il le juge indiqué.
- c) Les commissions de courtage ne peuvent dépasser les _____ %.
- d) Le délégué peut accepter une offre et faire toute contre-offre qu'il juge opportune, sans toutefois pouvoir dépasser le seuil minimal de _____ \$.
- e) Le demandeur (La demanderesse) et le défendeur (la défenderesse) sont autorisé(e)s à présenter des offres d'achat.
- f) Toute vente conclue par le délégué doit être confirmée par la Cour. La demande de confirmation doit être faite :
 - (i) soit dans les 3 semaines qui suivent la date d'acceptation de l'offre par le délégué;
 - (ii) soit dans le délai supplémentaire accordé par la Cour.
- g) Le vendeur d'immeubles doit transmettre toutes les offres d'achat au délégué, accompagnées d'un dépôt équivalant à au moins _____ % du prix de vente. Si l'offre n'est pas acceptée par le délégué ou confirmée par la Cour, le dépôt est retourné à l'offrant.
- h) Une fois qu'une offre a été acceptée par le délégué et confirmée par la Cour, si l'acheteur s'abstient de finaliser la transaction sauf pour des raisons prévues dans l'offre, le dépôt est entièrement confisqué et consigné à la Cour au crédit de l'action pour être appliqué :
 - (i) en premier lieu, au paiement de toute commission de courtage;
 - (ii) en second lieu, au paiement du solde impayé du prêt hypothécaire.
- i) Toute offre d'achat acceptée doit prévoir le rajustement de l'impôt foncier en fonction de la date de la possession ou de la date de clôture de la vente.

10 Le vendeur d'immeubles choisi par le délégué aura accès au bien-fonds pour le faire visiter à des acheteurs éventuels. Il pourra compter à cette fin sur le concours du défendeur (de la défenderesse) et des personnes qui sont en possession du bien-fonds, à défaut de quoi la Cour pourra, à la demande de toute partie, rendre toute ordonnance additionnelle ou donner toute directive additionnelle qu'elle juge apte à faciliter la vente du bien-fonds.

11 Une fois la vente confirmée par la Cour, le titre du bien-fonds sera dévolu à l'acheteur ou à son désignataire, qui l'acquerra libre de tout droit, titre ou droit de rachat en equity de la part du défendeur (de la défenderesse) et de ses ayants droit, sous réserve des exceptions ci-dessus.

12 Le défendeur (La défenderesse) et ses ayants droit qui sont en possession du bien-fonds mettront l'acheteur en possession :

- a) soit à la date de possession ou à la date de clôture indiquée dans l'offre confirmée par la Cour;
- b) soit à la date antérieure fixée par la Cour.

13 Le produit de la vente du bien-fonds qu'aura reçu le délégué sera utilisé selon l'ordre de priorité qui suit :

- a) en paiement de tout impôt foncier exigible à l'égard du bien-fonds;
- b) en paiement des frais de la vente, y compris les frais du délégué, les commissions de courtage et les taxes afférentes;
- c) en paiement des sommes exigibles en principal et en intérêts courus, selon la présente ordonnance, au titre de l'acte d'hypothèque;
- d) le solde éventuel étant :
 - (i) consigné à la Cour au crédit de l'action,
 - (ii) versé ou utilisé ainsi que pourra en décider la Cour à la demande d'une des parties.

14 Si aucune offre n'est faite avant la fin de la période d'inscription ou que la vente n'aboutit pas ou n'est pas confirmée, le demandeur (le demanderesse) pourra demander :

- a) la modification de la présente ordonnance;
- b) la forclusion absolue.

Signification de l'ordonnance

15 Copie de la présente ordonnance sera signifiée :

- a) au défendeur (à la défenderesse), de la manière suivante : _____ ;
- b) à toute autre personne qui, d'après les copies du titre, semble avoir un intérêt dans le droit de rachat, de la manière suivante : _____.

Dépens

16 Le demandeur (La demanderesse) a droit aux dépens afférents à la présente requête sur la base des dépens _____ (*entre parties ou entre avocat et client*).

ÉMISE à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____ .

Sceau de la Cour

Registraire local

Formule 10-47D
(Règle 10-47(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

**ORDONNANCE CONDITIONNELLE DE VENTE PAR
L'INTERMÉDIAIRE D'UN VENDEUR D'IMMEUBLES
(pour prêts hypothécaires échus ou remboursables à vue)**

À LA DEMANDE DE _____, ayant lu la déclaration et la preuve de sa signification, l'acte d'hypothèque en litige, les copies du titre et les exemplaires déposés des (*mentionner les affidavits et autres documents à l'appui*) et entendu (*nommer les avocats ou les parties qui ont comparu*),

LA COUR DÉCLARE ET ORDONNE CE QUI SUIT :

Détails de l'hypothèque

1 La présente ordonnance concerne un acte d'hypothèque fait le _____ et enregistré dans le réseau d'enregistrement foncier de la Saskatchewan le _____ en tant qu'enregistrement-intérêt numéro _____ (*mentionner aussi toute cession, tout transfert d'hypothèque ou tout accord de prolongation*). L'hypothèque grève le bien-fonds indiqué ci-dessous (le « bien-fonds ») et son enregistrement s'applique aux titres qui suivent, selon les numéros d'intérêt qui suivent (*donner la description du bien-fonds, le numéro de titre et le numéro d'intérêt hypothécaire pour chaque titre*) :

Solde impayé

2 Le prêt hypothécaire est arrivé à échéance et, au _____² _____, la somme globale exigible en principal et intérêts au titre de l'acte d'hypothèque conclu entre le défendeur (la défenderesse) _____, débiteur hypothécaire, et le demandeur (la demanderesse) _____, créancier hypothécaire, s'élevait à _____ \$.

Droit de rachat du débiteur hypothécaire

3 Le défendeur (la défenderesse) a le droit de racheter le bien-fonds en consignait à la Cour, dans les _____ jours suivant la date à laquelle la présente ordonnance lui est signifiée :

- a) le solde impayé indiqué au paragraphe 2, savoir la somme de _____ \$;
- b) les intérêts sur cette somme au taux de _____ % par année à partir du _____² _____;

Jugement (si c'est permis)

4 Jugement sera accordé au demandeur (à la demanderesse) contre le défendeur (la défenderesse) pour la somme de _____ \$, majorée des intérêts sur cette somme au taux annuel de _____ % courant à partir du _____ 2 _____ jusqu'à ce jour, plus les dépens _____ (*entre parties ou entre avocat et client*) qui seront liquidés.

Vente à cause du défaut du débiteur hypothécaire de racheter le bien-fonds ou de rétablir l'hypothèque

5 À défaut du défendeur (de la défenderesse) de racheter le bien-fonds en payant les sommes indiquées au paragraphe 3 dans les _____ jours suivant la date à laquelle la présente ordonnance lui est signifiée, le bien-fonds sera vendu sous la surveillance de _____ (le « délégué ») (*donner le nom de l'avocat indépendant ou autre mandataire*), par l'intermédiaire d'un vendeur d'immeubles autorisé et en réponse à une offre qui satisfait aux conditions suivantes :

- a) le délégué l'accepte;
- b) la Cour, sur demande, la confirme.

Modalités de la vente

6 Le bien-fonds vendu par le délégué sera exempt de tout intérêt ou grèvement, sauf ce qui suit :

(*réclamations ou grèvements non visés par la vente*)

7 Le régime suivant s'applique à la vente du bien-fonds.

- a) le délégué est autorisé à signer toute convention d'inscription nécessaire à la mise en vente du bien-fonds sur une période maximale de _____ jours (la « période d'inscription ») au prix de vente fixé par lui;
- b) sous réserve de l'alinéa d), le délégué est libre de baisser le prix de vente s'il le juge indiqué;
- c) les commissions de courtage ne peuvent dépasser les _____ %;
- d) le délégué peut accepter une offre et faire toute contre-offre qu'il juge opportune, sans toutefois pouvoir dépasser le seuil minimal de _____ \$.
- e) le demandeur (La demanderesse) et le défendeur (la défenderesse) sont autorisé(e)s à présenter des offres d'achat;
- f) toute vente conclue par le délégué doit être confirmée par la Cour. La demande de confirmation doit être faite :
 - (i) soit dans les 3 semaines qui suivent la date d'acceptation de l'offre par le délégué;
 - (ii) soit dans le délai supplémentaire accordé par la Cour;
- g) le vendeur d'immeubles doit transmettre toutes les offres d'achat au délégué, accompagnées d'un dépôt équivalant à au moins _____ % du prix de vente. Si l'offre n'est pas acceptée par le délégué ou confirmée par la Cour, le dépôt est retourné à l'offrant;

h) une fois qu'une offre a été acceptée par le délégué et confirmée par la Cour, si l'acheteur s'abstient de finaliser la transaction sauf pour des raisons prévues dans l'offre, le dépôt est entièrement confisqué et consigné à la Cour au crédit de l'action pour être appliqué :

(i) en premier lieu, au paiement de toute commission de courtage;

(ii) en second lieu, au paiement du solde impayé du prêt hypothécaire;

i) toute offre d'achat acceptée doit prévoir le rajustement de l'impôt foncier en fonction de la date de la possession ou de la date de clôture de la vente.

8 Le vendeur d'immeubles choisi par le délégué aura accès au bien-fonds pour le faire visiter à des acheteurs éventuels. Il pourra compter à cette fin sur le concours du défendeur (de la défenderesse) et des personnes qui sont en possession du bien-fonds, à défaut de quoi la Cour pourra, à la demande de toute partie, rendre toute ordonnance additionnelle ou donner toute directive additionnelle qu'elle juge apte à faciliter la vente du bien-fonds.

9 Une fois la vente confirmée par la Cour, le titre du bien-fonds sera dévolu à l'acheteur ou à son désignataire, qui l'acquerra libre de tout droit, titre ou droit de rachat en equity de la part du défendeur (de la défenderesse) et de ses ayants droit, sous réserve des exceptions ci-dessus.

10 Le défendeur (La défenderesse) et ses ayants droit qui sont en possession du bien-fonds mettront l'acheteur en possession :

a) soit à la date de possession ou à la date de clôture indiquée dans l'offre confirmée par la Cour;

b) soit à la date antérieure fixée par la Cour.

11 Le produit de la vente du bien-fonds qu'aura reçu le délégué sera utilisé selon l'ordre de priorité qui suit :

a) en paiement de tout impôt foncier exigible à l'égard du bien-fonds;

b) en paiement des frais de la vente, y compris les frais du délégué, les commissions de courtage et les taxes afférentes;

c) en paiement des sommes exigibles en principal et en intérêts courus, selon la présente ordonnance, au titre de l'acte d'hypothèque;

d) le solde éventuel étant :

(i) consigné à la Cour au crédit de l'action,

(ii) versé ou utilisé ainsi que pourra en décider la Cour à la demande d'une des parties.

12 Si aucune offre n'est faite avant la fin de la période d'inscription ou que la vente n'aboutit pas ou n'est pas confirmée, le demandeur (le demanderesse) pourra demander :

a) la modification de la présente ordonnance;

b) la forclusion absolue.

Signification de l'ordonnance

13 Copie de la présente ordonnance sera signifiée :

- a) au défendeur (à la défenderesse), de la manière suivante : _____ ;
- b) à toute autre personne qui, d'après les copies du titre, semble avoir un intérêt dans le droit de rachat, de la manière suivante : _____.

Dépens

14 Le demandeur (La demanderesse) a droit aux dépens afférents à la présente requête sur la base des dépens _____ (*entre parties* ou *entre avocat et client*).

ÉMISE à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____ .

Sceau de la Cour

Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 10-47E
(Règle 10-47(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

ORDONNANCE DE CONFIRMATION DE LA VENTE

À la demande du (de la) _____ , ayant lu _____ ,
qui a/ont été déposé(s), et entendu _____ ,

la Cour ordonne ce qui suit :

1 Est confirmée la vente du bien-fonds hypothéqué, savoir _____
_____,
faite, en vertu de l'ordonnance rendue en date du _____ 2 _____ , à
_____, de _____ , en Saskatchewan,
par _____ pour la somme de _____ \$.

(avocat, shérif ou selon le cas)

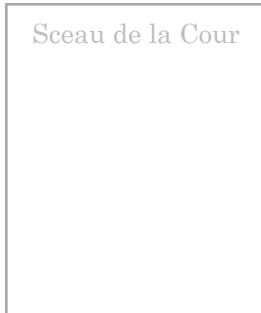
2 Le conservateur des titres accueillera une demande visant l'établissement d'un nouveau titre
pour le bien-fonds hypothéqué au nom de l'acheteur, sous réserve, cependant, de _____

(indiquer les intérêts qui doivent continuer de grever le titre)

3 Le défendeur (La défenderesse) _____ et ses ayants droit qui sont en possession du bien-fonds hypothéqué et qui sont assujettis à l'ordonnance conditionnelle de vente devront en remettre la possession à l'acheteur dans les 20 jours suivant la signification à eux d'une copie de la présente ordonnance.

4 Les dépens afférents à la présente requête s'ajouteront aux dépens afférents à la cause.

ÉMISE à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____ .



Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 11-13A
(Règle 11-13(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S)/
REQUÉRANT(S) _____

DÉFENDEUR(S)/
INTIMÉ(S) _____

AVIS DE SÉANCE POUR LIQUIDATION DES DÉPENS

DESTINATAIRES : LES PARTIES

J'ai fixé une séance pour la liquidation des dépens de _____
(nom de la partie)

La séance aura lieu ainsi :

Lieu _____
(adresse)

Date _____

Heure _____

Liquidateur _____
des dépens *(nom)*

Le requérant a droit aux dépens en vertu de *(préciser l'ordonnance, le jugement, la règle ou la disposition législative habilitant)*.

Ci-joint copie de la note de frais à liquider et *(s'il y a lieu)* un affidavit des débours.

AVIS

Si le présent avis vous a été signifié et que vous ne comparaissez pas, le liquidateur des dépens pourra procéder à la liquidation en votre absence.

Sceau de la Cour

(date)

Liquidateur des dépens

Destinataire : _____
(nom de l'avocat ou de la partie à qui l'avis est signifié)

(adresse de l'avocat ou de la partie)

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 11-13B
(Règle 11-13(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S)/
REQUÉRANT(S) _____

DÉFENDEUR(S)/
INTIMÉ(S) _____

NOTE DE FRAIS
[NOM ET QUALITÉ]

Honoraires réclamés

N° DU POSTE	POSTE	MONTANT

Débours

DESCRIPTION	MONTANT

Autres frais

DESCRIPTION	MONTANT

TPS

- a) Sur les honoraires : _____ \$
- b) Sur les débours : _____ \$
- c) Sur les autres frais : _____ \$

TOTAL DE LA TPS : _____ \$

TVP

- a) Sur les honoraires : _____ \$
- b) Sur les débours : _____ \$
- c) Sur les autres frais : _____ \$

TOTAL DE LA TVP : _____ \$

Somme totale réclamée

Honoraires : _____ \$

Débours : _____ \$

Autres frais : _____ \$

TPS : _____ \$

TVP : _____ \$

TOTAL : _____ \$

Montant alloué par le liquidateur des dépens

Honoraires : _____ \$

Débours : _____ \$

Autres frais : _____ \$

TPS : _____ \$

TVP : _____ \$

TOTAL: _____ \$

Personne qui a préparé la note de frais :

(signature)

(nom en lettres moulées)

CERTIFICAT DU LIQUIDATEUR DES DÉPENS

Je soussigné(e), _____, certifie le ou les montants suivants qui devront être payés :

par le demandeur : _____ \$

par le défendeur : _____ \$

à _____ .
(nom de la ou des parties destinataires des dépens adjugés)

Je certifie également la ou les circonstances particulières suivantes, ainsi que la somme que devra payer chacune des parties à l'égard de ces circonstances :



(date)

Liquidateur des dépens

Un certificat établi sous forme d'affidavit est nécessaire dans les cas où la taxe sur les produits et services ou une taxe de vente provinciale sont réclamées dans la note de frais.

AFFIDAVIT de _____

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ SOLENNELLEMENT) le _____ 20 ____

Je soussignée(e), _____, domicilié(e)

au _____, ai connaissance personnelle des faits suivants :

- 1** C'est bien la partie ayant droit au paiement visé par la note de frais jointe à (ou apposée sur ou déposée avec) la présente note de frais, et non une autre partie, qui paiera la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente provinciale afférentes aux dépens de cette partie.
- 2** La taxe sur les produits et services et la taxe de vente provinciale ne seront pas répercutées sur une autre personne ni remboursées par une autre personne.
- 3** La partie ayant droit au paiement visé par la note de frais n'est pas admissible au crédit de taxe sur les intrants (taxe sur les produits et services) ni à un crédit de taxe de vente personnel.

FAIT SOUS SERMENT (ou AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,

le _____ 2____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

}

(signature)

(nom en lettres moulées)

Formule 11-14
(Règle 11-14(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S)/
REQUÉRANT(S) _____

DÉFENDEUR(S)/
INTIMÉ(S) _____

AVIS DE DÉLIVRER UNE NOTE DE FRAIS POUR LIQUIDATION

DESTINATAIRES : LES PARTIES

J'ai fixé une séance, à la demande de _____ ,
(nom de la partie qui a demandé la séance)

pour la liquidation des dépens de _____ .
(nom de la partie)

La séance aura lieu ainsi :

Lieu _____
(adresse)

Date _____

Heure _____

Liquidateur _____
des dépens *(nom)*

DESTINATAIRE _____
(nom de la partie qui a droit aux dépens)

Vous avez droit aux dépens en vertu de _____

(préciser l'ordonnance, le jugement, la règle ou la disposition législative habilitant)

AVIS

Vous devez déposer auprès de la Cour votre note de frais assortie, au besoin, de l'affidavit des débours, et en signifier copie à toutes les parties qui ont un intérêt dans la liquidation 14 jours au moins avant la date susmentionnée.

Si vous omettez de déposer et de signifier ainsi une note de frais, vos dépens pourront être évalués en votre absence ou refusés partiellement ou entièrement, ou la liquidation de vos dépens pourra être reportée à plus tard.

Sceau de la Cour

(date)

Liquidateur des dépens

Destinataire : _____
(nom de l'avocat ou de la partie à qui l'avis est signifié)

(adresse de l'avocat ou de la partie)

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 11-16
(Règle 11-16(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S)/
REQUÉRANT(S) _____

DÉFENDEUR(S)/
INTIMÉ(S) _____

CERTIFICAT DE LIQUIDATION DES DÉPENS

Je certifie que j'ai liquidé les dépens entre parties de

(nom de la partie qui a droit aux dépens)

dans la présente instance (ou selon le cas) en vertu de

_____,
(préciser l'ordonnance, le jugement, la règle ou la disposition législative)

et que j'alloue la somme de _____ \$

exigible de _____.
(nom de la partie condamnée aux dépens)

(Noter ici tout élément particulier contesté par une partie, en précisant de quelle partie il s'agit et la nature de l'objection.)

(Si le liquidateur des dépens a donné des motifs écrits, ils peuvent être ajoutés ici.)



(date)

Liquidateur des dépens

Formule 11-25
(Règle 11-25)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S)/
REQUÉRANT(S) _____

DÉFENDEUR(S)/
INTIMÉ(S) _____

ORDONNANCE DE COMPARUTION

DATE DU PRONONCÉ DE L'ORDONNANCE : _____

NOM DU JUGE QUI A RENDU L'ORDONNANCE : _____

☐ Il est ordonné à _____ de comparaître devant la Cour
(nom)
à _____ le _____.

ou

☐ Un mandat établi à l'aide de la formule reproduite à l'annexe A sera lancé, et un agent
de la paix arrêtera _____
(nom)

et l'amènera devant la Cour pour que cette personne justifie pourquoi elle ne devrait pas être déclarée coupable d'outrage civil.

Juge de la Cour du Banc du Roi de
la Saskatchewan

ANNEXE A

N° DE L'ACTION _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

MANDAT D'ARRESTATION

DESTINATAIRES : LES AGENTS DE LA PAIX DE LA SASKATCHEWAN

Le présent mandat est lancé pour l'arrestation de _____
(nom de la personne à arrêter)

de _____
(adresse et code postal)

Date de naissance : _____ Profession : _____
(aa/mm/jj) (genre d'emploi et titre)

Attendu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que la personne dénommée (*nom de la personne à arrêter*) devrait être amenée devant la Cour pour justifier pourquoi elle ne devrait pas être déclarée coupable d'outrage civil, le présent mandat vous commande, au nom de Sa Majesté, de procéder sans délai à l'arrestation et à la détention de (*nom de la personne à arrêter*) et d'amener cette personne devant un juge de la Cour du Banc du Roi de la Saskatchewan pour qu'elle soit traitée selon la loi. Le présent mandat autorise le gardien d'un établissement de correction à recevoir et à détenir (*nom de la personne à arrêter*) et de garder cette personne en sécurité en attendant sa comparution devant un juge de la Cour du Banc du Roi de la Saskatchewan.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Juge ou greffier de la Cour du Banc du Roi de
la Saskatchewan

Formule 11-27
(Règle 11-27(1.1))

COUR DU NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

MANDAT D'INCARCÉRATION POUR OUTRAGE CIVIL

DESTINATAIRES: Les agents de la paix de la Saskatchewan
Le gardien du centre correctionnel provincial en Saskatchewan

ATTENDU :

1. que, le _____ 20 _____, _____, né(e) le _____, (« la personne coupable ») a été déclaré(e) coupable d'outrage civil par l'honorable juge _____ ;
2. qu'il a été ordonné que la personne coupable soit emprisonnée dans un centre correctionnel provincial pour une période de _____ jours, sans aucune réduction de peine, puis ramenée devant la Cour à la date fixée par celle-ci ou au plus tard le _____ 20 _____, à _____ h _____, pour qu'elle soit encore traitée selon la loi;
3. qu'il a aussi été ordonné que la personne coupable soit libérée sans délai sur versement de la somme de _____ \$ à l'agent chargé de sa détention,

IL EST COMMANDÉ AUX AGENTS DE LA PAIX, au nom de Sa Majesté :

- a) de procéder, au besoin, à l'arrestation de la personne coupable afin qu'elle soit emprisonnée;
- b) de transporter la personne coupable au centre correctionnel provincial et de la livrer aux mains du gardien de ce centre.

IL EST COMMANDÉ AU GARDIEN DU CENTRE CORRECTIONNEL PROVINCIAL d'accueillir la personne coupable et de l'emprisonner pendant la période précisée plus haut puis de la ramener devant la Cour aux date et heure fixées plus haut afin qu'elle soit encore traitée selon la loi ou, le cas échéant, de la libérer sans délai sur réception de la somme de _____ \$ à verser à la Cour pour être utilisée ainsi qu'elle pourra en décider.

ÉMIS à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Juge ou greffier de la Cour du Banc du Roi de
la Saskatchewan

Formule 12-3
(Règle 12-3(1))

RECONNAISSANCE DE SIGNIFICATION

Veillez remplir et signer sans délai la présente formule et l'envoyer par la poste dans l'enveloppe affranchie ci-jointe adressée à (*nom de la partie ou de l'avocat qui a signifié le document*) ou la retourner par télécopieur à (*nom et numéro de télécopieur de la partie ou de l'avocat qui a signifié le document*). À défaut de ce faire, il se peut que vous ne soyez pas avisé(e) de la suite des procédures ou que des documents vous soient signifiés en personne, à vos frais.

Je reconnais que copie du ou des documents suivants m'a été signifiée (*donner le titre et la date de chaque document*) :

Je suis :

(*cocher une des cases*)

- ☐ partie à la présente action.
- ☐ autorisé(e) à accepter la signification pour le compte de _____ (*nom de la partie*) en ma qualité de _____ (*ex. avocat, dirigeant de société, fondé de pouvoir*).

(*signature*)

(*date de la signification*)

Mon nom : _____
(prénoms et nom)

Voici l'adresse aux fins de signification de _____
(nom de la partie qui reconnaît la signification) : (Donner l'adresse au Canada où des documents judiciaires peuvent être envoyés par la poste ou laissés.)

Mon numéro de téléphone : _____

Mon numéro de télécopieur (facultatif) : _____

Mon adresse de courriel (vois l'avis qui suit) : _____

AVIS

(1) Vous devez donner une adresse au Canada où des documents peuvent vous être envoyés par la poste ou être laissés à votre intention, si vous désirez être avisé(e) de la suite des procédures engagées dans la présente affaire. Votre adresse aux fins de signification doit inclure une adresse de courriel si vous êtes représenté(e) par avocat ou si votre adresse aux fins de signification se situe à l'extérieur de la Saskatchewan. Sinon, l'adresse de courriel est facultative. La mention d'un numéro de télécopieur est également facultative.

(2) Si une adresse de courriel ou un numéro de télécopieur sont inclus dans l'adresse aux fins de signification, des documents pourront vous être signifiés par courriel ou par télécopieur.

(3) L'adresse, le numéro de télécopieur ou l'adresse de courriel que vous donnez dans le présent formulaire seront utilisés pour vous signifier des documents tant que vous n'aurez pas signifié aux autres parties et déposé à la Cour avis écrit d'une nouvelle adresse aux fins de signification.

(Si la formule doit être signée par l'avocat ou le représentant autorisé d'une personne morale, d'une entité non personnalisée, d'un mineur ou d'un adulte à charge, prière de l'adapter en conséquence.)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*vois l'avis plus haut*) : _____

« Formule 12-12A
(Règle 12-12(3))

DEMANDE
AUX FINS DE SIGNIFICATION OU DE NOTIFICATION A
L'ÉTRANGER D'UN ACTE JUDICIAIRE OU EXTRAJUDICIAIRE
REQUEST FOR SERVICE ABROAD
OF JUDICIAL OR EXTRAJUDICIAL DOCUMENTS

Convention relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires ou extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, signée à La Haye le 15 novembre 1965.
Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters, signed at The Hague, the 15th of November 1965.

Identité et adresse du requérant Identity and address of the applicant _____	Adresse de l'autorité destinataire Address of receiving authority _____
--	---

Le requérant soussigné a l'honneur de faire parvenir – en double exemplaire – à l'autorité destinataire les documents ci-dessous énumérés, en la priant, conformément à l'article 5 de la Convention précitée, d'en faire remettre sans retard un exemplaire au destinataire, à savoir :
The undersigned applicant has the honour to transmit – in duplicate – the documents listed below and, in conformity with Article 5 of the above-mentioned Convention, requests prompt service of one copy thereof on the addressee, i.e.:

(Identité et adresse) (Identity and address) _____
--

<input type="checkbox"/>	a) selon les formes légales (article 5, alinéa premier, lettre a) [*] in accordance with the provisions of sub-paragraph a) of the first paragraph of Article 5 of the Convention [*]
<input type="checkbox"/>	b) selon la forme particulière suivante (article 5, alinéa premier, lettre b) [*] : in accordance with the following particular method (sub-paragraph b) of the first paragraph of Article 5) [*] : _____
<input type="checkbox"/>	c) le cas échéant, par remise simple (article 5, alinéa 2) [*] by delivery to the addressee, if he accepts it voluntarily (second paragraph of Article 5) [*]

Cette autorité est priée de renvoyer ou de faire renvoyer au requérant un exemplaire de l'acte - et de ses annexes^{*} - avec l'attestation ci-jointe.

The authority is requested to return or to have returned to the applicant a copy of the documents - and of the annexes^{*} - with the attached certificate.

Énumération des pièces / List of documents:

• _____ • _____

^{*} s'il y a lieu / if appropriate

Fait à / Done at _____ le / the _____	Signature et / ou cachet Signature and/or stamp
--	--

AVERTISSEMENT

WARNING

Identité et adresse du destinataire
Identity and address of the addressee

TRÈS IMPORTANT

LE DOCUMENT CI-JOINT EST DE NATURE JURIDIQUE ET PEUT AFFECTER VOS DROITS ET OBLIGATIONS. LES « ÉLÉMENTS ESSENTIELS DE L'ACTE » VOUS DONNENT QUELQUES INFORMATIONS SUR SA NATURE ET SON OBJET. IL EST TOUTEFOIS INDISPENSABLE DE LIRE ATTENTIVEMENT LE TEXTE MÊME DU DOCUMENT. IL PEUT ÊTRE NÉCESSAIRE DE DEMANDER UN AVIS JURIDIQUE.

SI VOS RESSOURCES SONT INSUFFISANTES, RENSEIGNEZ-VOUS SUR LA POSSIBILITÉ D'OBTENIR L'ASSISTANCE JUDICIAIRE ET LA CONSULTATION JURIDIQUE SOIT DANS VOTRE PAYS SOIT DANS LE PAYS D'ORIGINE DU DOCUMENT.

LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS SUR LES POSSIBILITÉS D'OBTENIR L'ASSISTANCE JUDICIAIRE OU LA CONSULTATION JURIDIQUE DANS LE PAYS D'ORIGINE DU DOCUMENT PEUVENT ÊTRE ADRESSÉES À :

IMPORTANT

THE ENCLOSED DOCUMENT IS OF A LEGAL NATURE AND MAY AFFECT YOUR RIGHTS AND OBLIGATIONS. THE 'SUMMARY OF THE DOCUMENT TO BE SERVED' WILL GIVE YOU SOME INFORMATION ABOUT ITS NATURE AND PURPOSE. YOU SHOULD HOWEVER READ THE DOCUMENT ITSELF CAREFULLY. IT MAY BE NECESSARY TO SEEK LEGAL ADVICE.

IF YOUR FINANCIAL RESOURCES ARE INSUFFICIENT YOU SHOULD SEEK INFORMATION ON THE POSSIBILITY OF OBTAINING LEGAL AID OR ADVICE EITHER IN THE COUNTRY WHERE YOU LIVE OR IN THE COUNTRY WHERE THE DOCUMENT WAS ISSUED.

ENQUIRIES ABOUT THE AVAILABILITY OF LEGAL AID OR ADVICE IN THE COUNTRY WHERE THE DOCUMENT WAS ISSUED MAY BE DIRECTED TO:

Il est recommandé que les mentions imprimées dans cette note soient rédigées en langue française et en langue anglaise et le cas échéant, en outre, dans la langue ou l'une des langues officielles de l'État d'origine de l'acte. Les blancs pourraient être remplis, soit dans la langue de l'État où le document doit être adressé, soit en langue française, soit en langue anglaise.

It is recommended that the standard terms in the notice be written in English and French and where appropriate also in the official language, or in one of the official languages of the State in which the document originated. The blanks could be completed either in the language of the State to which the document is to be sent, or in English or French.

ÉLÉMENTS ESSENTIELS DE L'ACTE

SUMMARY OF THE DOCUMENT TO BE SERVED

Convention relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires ou extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, signée à La Haye le 15 novembre 1965 (article 5, alinéa 4).

Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters, signed at The Hague, the 15th of November 1965 (Article 5, fourth paragraph).

Nom et adresse de l'autorité requérante : Name and address of the requesting authority:	
---	--

Identité des parties* : Particulars of the parties*:	
--	--

* S'il y a lieu, identité et adresse de la personne intéressée à la transmission de l'acte
 If appropriate, identity and address of the person interested in the transmission of the document

☐ **ACTE JUDICIAIRE****
JUDICIAL DOCUMENT**

Nature et objet de l'acte : Nature and purpose of the document:	
Nature et objet de l'instance, le cas échéant, le montant du litige : Nature and purpose of the proceedings and, when appropriate, the amount in dispute:	
Date et lieu de la comparution** : Date and Place for entering appearance**:	
Juridiction qui a rendu la décision** : Court which has given judgment**:	
Date de la décision** : Date of judgment**:	
Indication des délais figurant dans l'acte** : Time limits stated in the document**:	

** s'il y a lieu / If appropriate

☐ **ACTE EXTRAJUDICIAIRE****
EXTRAJUDICIAL DOCUMENT**

Nature et objet de l'acte : Nature and purpose of the document:	
Indication des délais figurant dans l'acte** : Time limits stated in the document**:	

** s'il y a lieu / If appropriate

**« Formule 12-12B
(Règle 12-12(5))**

**ATTESTATION
CERTIFICATE**

L'autorité soussignée a l'honneur d'attester conformément à l'article 6 de ladite Convention,
The undersigned authority has the honour to certify, in conformity with Article 6 of the Convention,

- ☐ 1. que la demande a été exécutée*
that the document has been served*

— le (date) / the (date):	_____
— à (localité, rue, numéro): at (place, street, number):	_____

— dans une des formes suivantes prévues à l'article 5 :
in one of the following methods authorised by Article 5:

<input type="checkbox"/>	a) selon les formes légales (article 5, alinéa premier, lettres a)* in accordance with the provisions of sub-paragraph a) of the first paragraph of Article 5 of the Convention*
<input type="checkbox"/>	b) selon la forme particulière suivante*: in accordance with the following particular method*: _____
<input type="checkbox"/>	c) par remise simple* by delivery to the addressee, if he accepts it voluntarily*

Les documents mentionnés dans la demande ont été remis à :
The documents referred to in the request have been delivered to:

Identité et qualité de la personne : Identity and description of person:	_____
Liens de parenté, de subordination ou autres, avec le destinataire de l'acte : Relationship to the addressee (family, business or other):	_____

- ☐ 2. que la demande n'a pas été exécutée, en raison des faits suivants* :
that the document has not been served, by reason of the following facts*:

- ☐ Conformément à l'article 12, alinéa 2, de ladite Convention, le requérant est prié de payer ou de rembourser les frais dont le détail figure au mémoire ci-joint*.
In conformity with the second paragraph of Article 12 of the Convention, the applicant is requested to pay or reimburse the expenses detailed in the attached statement*.

Annexes / Annexes

Pièces renvoyées : Documents returned:	_____
Le cas échéant, les documents justificatifs de l'exécution : In appropriate cases, documents establishing the service: * s'il y a lieu / if appropriate	_____
Fait à / Done at _____ le / the _____	Signature et / ou cachet Signature and/or stamp

Formule 12-14
(Règle 12-14(2))

CERTIFICAT DE SIGNIFICATION

Je soussigné(e), _____, certifie que
(nom du shérif, du shérif adjoint ou de l'huissier)

le _____ j'ai signifié à _____
(date) (destinataire de la signification)

au _____
(adresse où la signification a été effectuée)

une copie conforme du ou des documents ci-joints

ou

une copie conforme de _____
_____,
(donner le titre et la date de chaque document)

dont l'original ou une copie conforme figure au dossier du greffe.

J'ai effectué la signification à personne *ou* par courrier recommandé, et la confirmation de livraison au destinataire a été signée (*ou* envoyée) par le bureau de poste le _____
(date) (ou selon le cas)

(signature)

(date de la signification)

Formule 12-15
(Règle 12-15(2))

AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION

Je soussigné(e), _____, de _____,
(nom) (adresse)

DÉCLARE SOUS SERMENT (ou AFFIRME SOLENNELLEMENT) CE QUI SUIT :

Signification à personne

1 Le _____, à _____, j'ai signifié à _____
(date) (heure) (destinataire)

le/la _____, pièce A ci-jointe
(titre et date du document signifié)

(ou dont l'original ou une copie conforme a été déposé à la Cour le _____),
(date)

(choisir le libellé suivant qui s'applique)

- ☐ en lui remettant copie au _____.
(adresse où la signification a été effectuée)
- ☐ si les règles permettent la signification à une entité quelconque par la remise d'une copie du document à une autre personne, remplacer par :
- en remettant une copie à _____
(nom et poste de la personne)
- au _____.
(adresse où la signification a été effectuée)

2 J'ai pu établir l'identité de la personne au moyen

(indiquer les moyens par lesquels l'identité de la personne a pu être établie)

Signification effectuée en laissant les documents à l'adresse aux fins de signification

1 Le _____, à _____, j'ai signifié à _____
(date) (heure) (destinataire)

(s'il s'agit de l'avocat, ajouter : l'avocat représentant _____),
(nom de la partie)

le/la _____, pièce A ci-jointe
(titre et date du document signifié)

(ou dont l'original ou une copie conforme a été déposé à la Cour le _____),
(date)

(choisir le libellé suivant qui s'applique)

☐ en en remettant une copie à _____
(nom de la partie ou de l'avocat à qui la copie a été signifiée)
à l'adresse aux fins de signification _____.
(adresse)

☐ en en remettant une copie à une personne adulte _____,
(donner son nom si vous le connaissez)
qui était présente à l'adresse aux fins de signification : _____.
(adresse)

Ajouter: 2. J'ai pu constater que la personne, en plus d'être adulte,
était un(e) employé(e) [ou mandataire ou représentant(e) ou membre du
ménage] de _____
(destinataire de la signification)
du fait que [énoncer les motifs justificatifs de cette constatation] :
_____)

☐ (si la signification a été faite à l'avocat) en en remettant une copie à
_____,
(nom de l'employé)
employé(e) au cabinet de l'avocat, au _____
(adresse)

☐ en en laissant copie dans une boîte aux lettres à l'adresse aux fins de
signification :
_____,
(adresse)

aucun adulte n'étant présent à cette adresse pour recevoir le document (dans
le cas d'une adresse professionnelle ou commerciale, ajouter : durant les
heures normales d'ouverture).

Ajouter s'il y a lieu :

2 Avant de signifier les documents de cette façon, j'ai tenté sans succès de signifier le document
à _____ à la même adresse le _____.
(nom de la personne) (date)

☐ en en envoyant une copie par le service de messagerie _____
(nom du service de messagerie)

pour livraison à l'adresse aux fins de signification : _____ .
(adresse)

Ajouter : 2. Ci-joint (pièce B) copie du récépissé du service de messagerie,
apparemment signé par _____
(nom de la personne)

en date du _____ .
(date)

ou

À défaut de récépissé signé et daté du service de messagerie :

2. Normalement, un document envoyé par ce service de messagerie
serait livré le _____ à _____.)
(date) (heure)

(Nota: La clause qui précède n'est employée qu'en cas de livraison par service de messagerie commercial. Si le messenger est un adulte autre que l'exploitant ou un employé d'un service de messagerie, la personne qui fait la livraison doit fournir un affidavit.)

Signification par la poste

1 Le _____, j'ai signifié à _____
(date) (nom de la personne, de la partie ou de l'avocat)

(s'il s'agit de l'avocat, ajouter : l'avocat représentant _____),
(nom de la partie)

le/la _____, pièce A ci-jointe, (ou
(décrire le document signifié)

dont l'original ou une copie conforme a été déposé à la Cour le _____),
(date)

en envoyant une copie par courrier ordinaire (ou par courrier recommandé) au

_____,
(adresse postale au complet)

s'agissant de l'adresse aux fins de signification fournie par _____.
(nom de la partie ou de la personne)

(à défaut de celle-ci, remplacer par :

s'agissant de la dernière adresse connue de _____.)
(nom de la partie ou de la personne)

(Si la signification est effectuée à une adresse autre que l'adresse aux fins de signification :

Voici les raisons qui me portent à croire que l'adresse à laquelle le document a été signifié
est celle de la partie : _____

_____.)

En cas de signification par courrier recommandé, ajouter :

2 Le _____, j'ai reçu du bureau de poste la confirmation de livraison
(date)

au destinataire (pièce B ci-jointe), apparemment signée par _____
(nom de la personne)

en date du _____.
(insérer la date)

Signification par télécopieur ou transmission électronique

1 Le _____, à _____, j'ai signifié à _____
(date) (heure) (nom de la partie ou de l'avocat)

(s'il s'agit de l'avocat, ajouter : l'avocat représentant _____),
(nom de la partie)

le/la _____, pièce A ci-jointe (ou
(décrire le document signifié)

dont l'original ou une copie conforme a été déposé à la Cour le _____),
(date)

en envoyant une copie par télécopieur (ou transmission électronique) au

(numéro de télécopieur ou adresse de transmission électronique)

à l'intention de _____
(nom de la partie ou de l'avocat)

2 Ci-joint (pièce B) la confirmation de la transmission par télécopieur (ou une copie imprimée de l'accusé de réception transmis électroniquement, que j'ai reçue le _____).
(date)

FAIT SOUS SERMENT (ou AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,
le _____ 2_____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

}

(signature)

Formule 13-31
(Règle 13-31)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AFFIDAVIT

AFFIDAVIT DE _____
(nom du déposant)

Je soussigné(e), _____, de _____,
(prénoms et nom) (ville ou village)

en Saskatchewan, *(si le déposant est une partie ou l'avocat, un dirigeant, un administrateur, un membre ou un employé de celle-ci, indiquer sa qualité)* DÉCLARE SOUS SERMENT *(ou AFFIRME SOLENNELLEMENT)* CE QUI SUIT :

1 *(Énoncer les faits dans des paragraphes numérotés successivement, chacun étant limité, dans la mesure du possible, à l'exposé d'un fait particulier.)*

FAIT SOUS SERMENT *(ou AFFIRMÉ SOLENNELLEMENT)* DEVANT MOI
à _____, en Saskatchewan,
le _____ 2____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

Formule 13-60
(Règle 13-60)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

CERTIFICAT D'EXAMEN
(par le registraire local)

Je soussigné, _____, certifie, sur examen
(nom du registraire local)

des archives de la Cour, que ni le tiers saisi ni aucune autre personne supposément intéressée
n'a prétendu que la somme consignée en justice à la suite de l'assignation en saisie-arrêt
émise le _____ 2 _____ appartient à un tiers ou qu'un tiers détient un
privilege ou une charge sur cette somme.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.



Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 13-63A
(Règle 13-63(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS DE DEMANDE DE RENVOI D'UNE INSTANCE

DESTINATAIRES :

Sachez qu'une demande de renvoi d'une instance présentée par _____
(nom du tribunal)

du _____
(adresse complète)

a été déposée à la Cour du Banc du Roi de la Saskatchewan, au _____
(adresse complète)

le _____.
(date)

La documentation transmise par le tribunal qui a demandé le renvoi de l'instance vous est signifiée avec le présent avis.

AVIS

Dans les 30 jours qui suivent la signification du présent AVIS, vous pouvez, par voie de requête introductive, solliciter une ordonnance portant acceptation ou refus du renvoi de l'instance, sans que pareille requête ne vaille reconnaissance de la compétence de la Cour.

Si aucune requête n'est présentée par l'une des parties dans le délai imparti, la Cour pourra, en leur absence, rendre une ordonnance portant acceptation ou refus du renvoi de l'instance.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .



Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 13-63B
(Règle 13-63(4))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

AVIS DE RÉCEPTION DE DOCUMENTATION SUPPLÉMENTAIRE

DESTINATAIRES :

Sachez que la Cour a reçu de la documentation supplémentaire concernant la demande de renvoi d'une instance présentée par _____
(nom du tribunal requérant)

du _____
(adresse complète)

Copie de la documentation supplémentaire vous est signifiée avec le présent avis.

Sachez de plus que la demande d'acceptation (ou de refus) du renvoi de l'instance sera entendue par un juge de la Cour du Banc du Roi de la Saskatchewan ainsi qu'il suit :

Lieu _____
(adresse)

Date _____

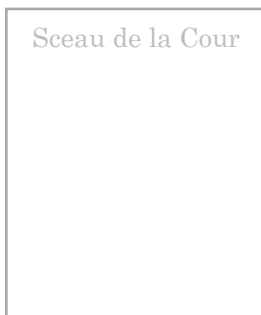
Heure _____

(Ajouter la clause qui précède si la demande d'acceptation ou de refus du renvoi a été reportée afin d'obtenir de la documentation supplémentaire ou la modification de l'ordonnance de renvoi.)

ou

Sachez de plus que si, dans les 30 jours qui suivent la signification du présent avis, aucune des parties ne sollicite, par voie de requête introductive, une ordonnance portant acceptation ou refus du renvoi de l'instance, la Cour pourra rendre une ordonnance portant acceptation ou refus du renvoi de l'instance en l'absence des parties. *(Ajouter cette clause si la Cour envisage la possibilité de rendre une ordonnance portant acceptation ou refus du renvoi sans qu'une partie ne l'ait demandé.)*

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .



Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 13-63C
(Règle 13-63(5))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DEMANDEUR(S) _____

DÉFENDEUR(S) _____

ORDONNANCE PORTANT ACCEPTATION OU REFUS D'UN RENVOI

A été portée devant _____ , le _____ 2 _____ ,

la demande de _____
(nom du tribunal)

du _____
(adresse complète)

visant le renvoi d'une instance à la Cour du Banc du Roi de la Saskatchewan. Un AVIS DE DEMANDE DE RENVOI D'UNE INSTANCE a été signifié aux parties à l'instance devant le tribunal d'origine.

Sur requête de _____
(nom de la partie)

demandant à la Cour d'accepter (ou de refuser) le renvoi de l'instance (*Ou : À l'initiative de la Cour*), la Cour ordonne : (*choisir l'énoncé voulu*)

☐ que le renvoi soit accepté

☐ que le renvoi soit refusé pour les motifs suivants :

☐ ni la Cour du Banc du Roi de la Saskatchewan ni _____
(nom du tribunal requérant)

n'ont la compétence territoriale voulue pour connaître de l'instance

☐ la Cour du Banc du Roi de la Saskatchewan n'a pas la compétence matérielle voulue pour connaître de l'instance

- ☐ bien que la Cour du Banc du Roi de la Saskatchewan (*ou* le tribunal requérant) ait la compétence territoriale voulue pour connaître de l'instance et que la Cour du Banc du Roi de la Saskatchewan ait la compétence matérielle voulue pour connaître de l'instance, le renvoi est refusé pour les motifs suivants :

(*énoncer les motifs*)

- ☐ la condition préalable au renvoi imposée par _____
(*nom du tribunal requérant*)

n'a pas été remplie : (*énoncer la condition*)

En cas de refus du renvoi :

La Cour ordonne en outre que l'instance retourne devant

(*nom du tribunal requérant*)

RENDUE à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

Sceau de la Cour

Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 15-8A
(Règle 15-8)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION À PERSONNE

Je soussigné(e), _____, de _____
déclare sous serment (*ou AFFIRME SOLENNELLEMENT*) ce qui suit :

1 Le _____, à _____, j'ai signifié à personne à
*(jour / mois / année)**(heure)*

_____ (le « destinataire »)
(nom du destinataire)

une copie conforme de _____, l'original étant versé au dossier
(titre du document)

du greffe, en lui remettant une copie conforme à _____.
(adresse complète où le destinataire a reçu signification)

2 Voici comment j'ai pu établir l'identité du destinataire :

a)

b)

3 Voici l'adresse postale du destinataire : _____.

4 Je crois que cette adresse postale est correcte, pour les raisons suivantes :

_____.

5 Pour effectuer la signification, j'ai dû parcourir _____ kilomètres.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,

le _____ 2 _____.

_____.

Commissaire aux serments pour la Saskatchewan

(signature)

Formule 15-8B
(Règle 15-8)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION PAR UN AUTRE MODE

Je soussigné(e), _____, de _____
déclare sous serment (ou AFFIRME SOLENNELLEMENT) ce qui suit :

Signification effectuée en laissant les documents à l'adresse aux fins de signification

1 Le _____, à _____, j'ai signifié à _____
(jour / mois / année) (heure) (nom du destinataire)

(s'il s'agit de l'avocat, ajouter : l'avocat représentant la partie _____),
(préciser laquelle)

le/la _____, pièce A ci-jointe (ou dont
(titre et date du document signifié)

l'original ou une copie conforme a été déposé au greffe le _____ 2 _____),

(choisir le libellé suivant qui s'applique)

☐ en en remettant une copie à _____
(nom de la partie ou de l'avocat)

à l'adresse aux fins de signification : _____.
(adresse)

☐ en en remettant une copie à une personne adulte _____,
(son nom si vous le connaissez)

qui était présente à l'adresse aux fins de signification : _____.
(adresse)

(Ajouter : 2 J'ai pu constater que la personne, en plus d'être adulte, était
un(e) employé(e) [ou mandataire ou représentant(e) ou membre du ménage]

de _____.
(destinataire de la signification)

du fait que [énoncer les motifs justificatifs de cette constatation]

_____.)

☐ (si la signification a été faite à l'avocat) en en remettant une copie à _____,
(nom de l'employé)

employé(e) au cabinet de l'avocat, au _____.
(adresse)

- ☐ en en déposant une copie dans une boîte aux lettres à l'adresse aux fins de signification :

_____,
(adresse)

aucun adulte n'étant présent à cette adresse pour recevoir le document (*dans le cas d'une adresse professionnelle ou commerciale, ajouter : durant les heures normales d'ouverture*).

Ajouter s'il y a lieu :

2 Avant de signifier les documents de cette façon, j'ai tenté sans succès de signifier le document à _____ à la même adresse le _____ 2 _____
(nom de la personne) (date)

- ☐ en en envoyant une copie par le service de messagerie _____
(nom du service de messagerie)

pour livraison à l'adresse aux fins de signification : _____
(adresse)

(Ajouter: **3** Ci-joint (pièce B) copie du récépissé du service de messagerie, apparemment signé par _____
(nom de la personne)

en date du _____ 2 _____ .
ou

À défaut de récépissé signé et daté du service de messagerie :

3 Normalement, un document envoyé par ce service de messagerie serait livré le _____ 2 _____ à _____ .)
(date) (heure)

(Nota : La clause qui précède n'est employée qu'en cas de livraison par service de messagerie commercial. Si le messenger est un adulte autre que l'exploitant ou un employé d'un service de messagerie, c'est la personne qui a fait la livraison qui doit faire l'affidavit.)

Signification par la poste

1 Le _____ 2 _____ , j'ai signifié à _____
(date) (destinataire, partie ou avocat)

(s'il s'agit de l'avocat, ajouter : l'avocat représentant la partie _____ ,
(préciser laquelle)

le/la _____ , pièce A ci-jointe (ou dont
(titre du document signifié)

l'original ou une copie conforme a été déposé au greffe le _____ 2 _____),
en en envoyant une copie par courrier ordinaire (ou par courrier recommandé) au

_____,
(adresse postale au complet)

s'agissant de l'adresse aux fins de signification fournie par _____ .
(préciser la partie ou le nom de la personne)

(si aucune adresse n'a été fournie, remplacer par :

s'agissant de la dernière adresse connue de _____ .)
(préciser la partie ou le nom de la personne)

(Si la signification est effectuée à une adresse autre que l'adresse aux fins de signification :
Voici les raisons qui me portent à croire que l'adresse à laquelle le document a été signifié
est bien celle de la partie : _____

_____.)

En cas de signification par courrier recommandé, ajouter :

2 Le _____ 2 _____, j'ai reçu du bureau de poste
la confirmation de livraison au destinataire (pièce B ci-jointe) apparemment signée par

_____ en date du _____ 2 _____.
(nom de la personne) (date)

Signification par télécopieur ou par courriel

1 Le _____, à _____, j'ai signifié à
(date) (heure)

(partie ou avocat)
(s'il s'agit de l'avocat, ajouter : l'avocat représentant la partie _____),
(préciser laquelle)

le/la _____, pièce A ci-jointe,
(titre du document signifié)

ou

dont l'original ou une copie conforme a été déposé au greffe le _____ 2 _____,
en en envoyant une copie par télécopieur (ou par courriel) à _____
(numéro de télécopieur ou adresse de courriel)

à l'intention de _____.
(nom de la partie ou de l'avocat)

2 Ci-joint (pièce B) la confirmation de la transmission par télécopieur (ou une copie imprimée
de l'accusé de réception transmis électroniquement, que j'ai reçue le _____ 2 _____).

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,
le _____ 2 _____.

Commissaire aux serments pour la Saskatchewan

(signature)

Formule 15-16
(Règle 15-16)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

REQUÊTE EN MATIÈRE FAMILIALE

AVIS À LA PARTIE INTIMÉE

UNE POURSUITE JUDICIAIRE A ÉTÉ INTENTÉE CONTRE VOUS. LA PARTIE REQUÉRANTE DEMANDE À LA COUR DE RENDRE, CONTRE VOUS, UNE OU PLUSIEURS ORDONNANCES, OU UN OU PLUSIEURS JUGEMENTS, DONT LES DÉTAILS SUIVENT PLUS LOIN. Si vous n'acceptez pas ce que réclame la partie requérante, vous devez prendre certaines mesures pour vous assurer que la Cour entendra votre point de vue. En outre, vous pouvez demander à la Cour de rendre une ou plusieurs ordonnances, ou un ou plusieurs jugements, en votre faveur, contre la partie requérante.

SI VOUS CONTESTEZ CE QUE RÉCLAME LA PARTIE REQUÉRANTE OU SI VOUS DÉSIREZ ATTAQUER LA PARTIE REQUÉRANTE EN JUSTICE, VOICI CE QUE VOUS DEVREZ FAIRE :

- VOUS-MÊME OU VOTRE AVOCAT DEVEZ PRÉPARER UNE RÉPONSE ÉTABLIE À L'AIDE DE LA FORMULE 15-19A, OU UNE RÉPONSE ET REQUÊTE RECONVENTIONNELLE ÉTABLIE À L'AIDE DE LA FORMULE 15-20.
- VOTRE RÉPONSE, OU VOTRE RÉPONSE ET REQUÊTE RECONVENTIONNELLE, DOIT ÊTRE SIGNIFIÉE À LA PARTIE REQUÉRANTE ET ÊTRE DÉPOSÉE (AVEC PREUVE DE SA SIGNIFICATION) À LA COUR :
 - a) soit DANS LES 30 JOURS qui suivront la signification qui vous a été faite de la présente requête, si elle a eu lieu au Canada ou aux États-Unis;
 - b) soit DANS LES 60 JOURS qui suivront la signification qui vous a été faite de la présente requête, si elle a eu lieu à l'extérieur du Canada ou des États-Unis.
- SI VOTRE REQUÊTE RECONVENTIONNELLE DEMANDE UN RECOURS ALLANT AU-DELÀ DE CE QU'ENVISAGE LA PRÉSENTE REQUÊTE, VOUS DEVEZ PRENDRE DES DISPOSITIONS POUR QUE VOTRE RÉPONSE ET REQUÊTE RECONVENTIONNELLE SOIT SIGNIFIÉE EN PERSONNE À LA PARTIE REQUÉRANTE PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN TIERS (VOUS NE POUVEZ PAS LA SIGNIFIER VOUS-MÊME).

- SI VOUS OMETTEZ DE SIGNIFIER ET DE DÉPOSER UNE RÉPONSE DANS LE DÉLAI INDIQUÉ PLUS HAUT, UN JUGEMENT OU UNE ORDONNANCE POURRA ÊTRE ACCORDÉ EN VOTRE ABSENCE, SANS AUTRE PRÉAVIS, CONCERNANT TOUTE RÉCLAMATION FORMULÉE DANS LA PRÉSENTE REQUÊTE, Y COMPRIS LA DISSOLUTION DE VOTRE MARIAGE ET LE PARTAGE DE VOS BIENS, ET VOUS RISQUEZ DE PERDRE VOTRE DROIT AUX ALIMENTS OU AU PARTAGE DES BIENS.
- AVANT DE SIGNIFIER ET DE DÉPOSER VOTRE RÉPONSE, VOUS POUVEZ SIGNIFIER ET DÉPOSER UN AVIS D'INTENTION DE RÉPONDRE, ÉTABLI À L'AIDE DE LA FORMULE 15-19B. VOUS BÉNÉFICIEREZ ALORS D'UN DÉLAI SUPPLÉMENTAIRE DE 10 JOURS POUR SIGNIFIER ET DÉPOSER VOTRE RÉPONSE.
- SI LA PRÉSENTE REQUÊTE COMPORTE UNE DEMANDE D'ENTRETIEN D'ENFANTS OU DE CONJOINT, VOUS DEVEZ DONNER SUITE À L'AVIS DE DÉPOSER UN ÉTAT FINANCIER QUI VOUS A ÉTÉ SIGNIFIÉ AVEC LA PRÉSENTE REQUÊTE. SI VOTRE REQUÊTE RECONVENTIONNELLE COMPORTE UNE DEMANDE D'ENTRETIEN D'ENFANTS OU DE CONJOINT, VOUS DEVEZ, HORS QUELQUES EXCEPTIONS, SIGNIFIER ET DÉPOSER UN ÉTAT FINANCIER ÉTABLI À L'AIDE DE LA FORMULE 15-47.
- SI LA PRÉSENTE REQUÊTE OU VOTRE REQUÊTE RECONVENTIONNELLE COMPORTE UNE REVENDICATION DE BIENS, VOUS DEVEZ SIGNIFIER ET DÉPOSER UN ÉTAT DES BIENS ÉTABLI À L'AIDE DE LA FORMULE 15-49.
- SI LA PRÉSENTE REQUÊTE OU VOTRE REQUÊTE RECONVENTIONNELLE COMPORTE UNE DEMANDE D'ENTRETIEN D'ENFANTS OU D'ORDONNANCE DE PARENTAGE, VOUS DEVEZ, HORS QUELQUES EXCEPTIONS, SUIVRE UN COURS SUR L'ART D'ÊTRE PARENT, SINON VOTRE CAUSE POURRA SUBIR DE GRAVES CONSÉQUENCES. POUR SUIVRE LE COURS, VOUS DEVEZ VOUS INSCRIRE AU MOINS DEUX JOURS D'AVANCE PAR TÉLÉPHONE AU NUMÉRO SANS FRAIS : 1-877-964-5501.
- SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA PRÉSENTE REQUÊTE, MAIS QUE VOUS DÉSIREZ ÊTRE AVISÉ(E) DE TOUTE AUTRE MESURE PRISE DANS L'INSTANCE, VOUS POUVEZ SIGNIFIER ET DÉPOSER UNE DEMANDE DE NOTIFICATION ÉTABLIE À L'AIDE DE LA FORMULE 15-21 ET, PAR LA SUITE, AVIS DE TOUTES LES PLAIDOIRIES ET DE TOUS LES ACTES DE PROCÉDURE ULTÉRIEURS VOUS SERA SIGNIFIÉ.

SI LE DIVORCE EST DEMANDÉ DANS LA PRÉSENTE REQUÊTE, AUCUN DES ÉPOUX NE PEUT SE REMARIER TANT QU'UN JUGEMENT DE DIVORCE N'A PAS PRIS EFFET.

LA PRÉSENTE REQUÊTE DOIT ÊTRE SIGNIFIÉE DANS LES 6 MOIS DE LA DATE DE SON ÉMISSION, SAUF ORDONNANCE CONTRAIRE.

La présente requête est émise à _____, en Saskatchewan,
le _____ 2 _____.

Registraire local

DEMANDE PRÉSENTÉE À LA COUR

1 Je soussigné(e) demande à la Cour les recours suivants :

- a) en vertu de la *Loi sur le divorce* (Canada)
 - ☐ le divorce
 - ☐ des arrangements en matière de parentage
 - ☐ la responsabilité décisionnelle
 - ☐ du temps de parentage
 - ☐ autres (*préciser*) _____
 - ☐ des aliments pour moi à raison de _____ \$ par mois
 - ☐ des aliments pour enfants conformément aux *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*
 - ☐ selon le montant de la table applicable
 - ☐ dépenses spéciales ou extraordinaires
 - ☐ autre somme (*préciser*) _____
- b) en vertu de la *Loi sur les biens familiaux*
 - ☐ la possession exclusive du foyer familial
 - ☐ le partage du foyer familial : _____ en parts égales; _____ en parts inégales
 - ☐ le partage des biens familiaux : _____ en parts égales; _____ en parts inégales
- c) en vertu de la *Loi de 2020 sur le droit de l'enfance*
 - ☐ des arrangements en matière de parentage
 - ☐ la responsabilité décisionnelle
 - ☐ du temps de parentage
 - ☐ la tutelle relativement aux biens des enfants
 - ☐ une ordonnance déclaratoire concernant la parenté
 - ☐ autres (*préciser*) _____
- d) en vertu de la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales*
 - ☐ des aliments pour moi à raison de _____ \$ par mois
 - ☐ des aliments pour enfants conformément aux *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*
 - ☐ selon le montant de la table applicable
 - ☐ dépenses spéciales ou extraordinaires
 - ☐ autre somme (*préciser*) _____
- e) ☐ la séparation judiciaire en vertu de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi*
- f) ☐ la nullité de mariage
- g) ☐ l'aide prévue par la *Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge*

- h) une réparation pour personnes ayant vécu conjugalement
- ☐ intérêt sur des biens
 - ☐ indemnisation
 - ☐ autres (*préciser*) _____
- i) ☐ autre recours (*indiquer le titre de la loi, le cas échéant, et détailler*) _____
- j) ☐ les dépens (*préciser les sommes réclamées et le fondement de la réclamation*) _____

COMPTE TENU DES CIRCONSTANCES suivantes :

PRÉCISIONS SUR L'ÉCHEC DU MARIAGE

2 Preuve de mariage

- ☐ Un certificat de mariage ou d'enregistrement de mariage a été déposé à la Cour.

ou

- ☐ A été déposé à la Cour un engagement de déposer à la Cour au plus tard le _____ 2 _____ un certificat de mariage ou d'enregistrement de mariage.

ou

- ☐ Comme il est impossible ou peu pratique d'obtenir un certificat de mariage ou d'enregistrement de mariage, une ordonnance a été sollicitée dispensant de la production du certificat.

3 Il y a eu échec du mariage pour les raisons suivantes : (*Rattacher la séparation, l'adultère ou la cruauté aux articles pertinents de la Loi sur le divorce ou de la Loi sur la Cour du Banc du Roi*)

- ☐ séparation pour plus d'un an
- ☐ adultère
- ☐ cruauté

4 Voici les faits sur lesquels se fonde ma requête en divorce (*ou en séparation judiciaire ou en nullité de mariage*) : (*Énoncer de façon complète mais concise les faits marquants invoqués, mais non les moyens de preuve éventuels.*)

5 Voici les tentatives de réconciliation qui ont été faites :

6 Il n'y a plus de possibilités de réconciliation ou de reprise de la cohabitation avec mon conjoint (ma conjointe).

COLLUSION, PARDON ET CONNIVENCE

- 7** a) J'ai énoncé sincèrement les faits établissant l'échec de mon mariage et je n'ai pas conclu d'accords, d'ententes ou d'arrangements visant à fabriquer ou à dissimuler des éléments de preuve ou à tromper la Cour.

(N'ajouter le paragraphe suivant que si l'échec du mariage est imputé à l'adultère ou à la cruauté :)

- ☐ b) Je n'ai pas encouragé mon conjoint (ma conjointe) à agir de la manière que j'ai indiquée ni à commettre ou à continuer de commettre les actes reprochés. Je ne puis lui pardonner et reprendre la cohabitation avec lui/elle par suite de ses actes et de son comportement à mon endroit.

MÉDIATION ET RÉOLUTION DES CONFLITS FAMILIAUX

- 8** Voici les services de médiation familiale et de résolution des conflits familiaux auxquels j'ai eu recours pour les négociations en matière d'entretien ou de parentage :

PRÉCISIONS SUR LA REVENDICATION DE BIENS

- 9** À la date d'émission de la présente requête, la partie intimée et moi possédions ou détenions séparément ou conjointement un intérêt sur des biens réels et personnels. Les précisions concernant ces biens sont énoncées dans mon état des biens établi à l'aide de la formule 15-49 et déposé en l'espèce.

(Il n'est pas nécessaire de déposer un état des biens si les parties se sont entendues sur les recours qui doivent être accordés et si elles ont déposé une renonciation aux états des biens établie à l'aide de la formule 15-50.)

- 10** S'agissant du partage des biens :

- ☐ J'ai droit à la répartition en parts égales du foyer familial et/ou des biens familiaux.

ou

- ☐ Voici les raisons pour lesquelles je soutiens qu'une répartition en parts égales du foyer familial et/ou des biens familiaux serait injuste et inéquitable :
(Rattacher aux articles pertinents de la Loi sur les biens familiaux.)

ou

- ☐ Voici les faits sur lesquels je me fonde pour revendiquer un intérêt propriétaire ou une indemnité pour personnes ayant vécu conjugalement :

PRÉCISIONS SUR LA RELATION

11 La partie intimée et moi

☐ nous sommes marié(e)s le _____ à _____
(date) (lieu)

ou

☐ sommes des conjoints au sens de :

☐ la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales*

☐ la *Loi sur les biens familiaux*

☐ la *Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge*

et avons commencé à cohabiter le _____ à _____
(date) (lieu)

et/ou

☐ sommes des parents au sens défini dans la *Loi de 2020 sur le droit de l'enfance*.

12 S'agissant de la cohabitation :

☐ J'ai cessé de cohabiter avec la partie intimée le _____ ou vers cette date.
(date)

ou

☐ Je n'ai jamais cohabité avec la partie intimée.

ÉTAT PERSONNEL DES PARTIES

13 Mon nom de famille à la naissance : _____

14 Mon nom de famille immédiatement avant le mariage : _____

15 Mon état matrimonial au moment du mariage : _____
(jamais marié(e) / divorcé(e) / veuf ou veuve)

16 Ma date de naissance : _____

17 (*À remplir si la requête comporte une demande de divorce.*) La veille de mon mariage à la partie intimée, j'étais du genre suivant :

☐ mâle ☐ femelle ☐ autre

18 Nom de famille de la partie intimée à la naissance : _____

19 Nom de famille de la partie intimée immédiatement avant le mariage : _____

20 État matrimonial de la partie intimée au moment du mariage : _____
(jamais marié(e) / divorcé(e) / veuf ou veuve)

21 Date de naissance de la partie intimée : _____

22 (*À remplir si la requête comporte une demande de divorce.*) La veille de mon mariage à la partie intimée, la partie intimée était du genre suivant :

☐ mâle ☐ femelle ☐ autre

RÉSIDENCE

23 Mon adresse : _____

24 L'adresse de la partie intimée : _____

25 J'ai ma (ou La partie intimée a sa) résidence ordinaire en Saskatchewan depuis
le _____ .
(date)

ENFANTS

26 S'agissant des enfants de notre relation :

- ☐ Aucun enfant de la partie intimée ou de moi-même n'est à la charge de l'un ou l'autre d'entre nous.

ou

- ☐ Voici les nom, date de naissance et lieu de résidence de chacun des enfants de la partie intimée et de moi-même qui est à la charge de l'un ou l'autre d'entre nous :

et

- ☐ Je sollicite des recours à l'égard des enfants suivants :

et/ou

- ☐ Je ne sollicite pas de recours à l'égard des enfants suivants :

parce que : _____

27 Voici les détails des arrangements actuels en matière de parentage à l'égard des enfants :

lesquels j'estime satisfaisants (ou insatisfaisants) pour les motifs suivants :

28 Je revendique la responsabilité décisionnelle (*ou* une responsabilité décisionnelle conjointe) envers les enfants suivants et aux conditions suivantes :

et/ou

J'accepte que la partie intimée ait la responsabilité décisionnelle (*ou* une responsabilité décisionnelle conjointe) envers les enfants suivants :

29 Je propose que du temps de parentage soit permis auprès des enfants suivants aux conditions suivantes : (*Préciser la durée du temps de parentage proposé.*)

et/ou

Je revendique du temps de parentage auprès des enfants suivants : (*Préciser la durée du temps de parentage revendiqué.*)

30 L'arrangement proposé en matière de parentage est dans l'intérêt supérieur des enfants pour les motifs suivants :

31 Les changements suivants dans ma situation ou dans celle de la partie intimée auront vraisemblablement des incidences, dans l'avenir, sur les enfants ou le parentage à leur égard :

32 Voici la nature de ma relation avec les enfants et de mon intérêt envers ceux-ci :

33 Voici la nature de la relation entre la partie intimée et les enfants et de son intérêt envers ceux-ci :

34 Outre la partie intimée et moi-même, les personnes suivantes pourraient avoir un intérêt dans le parentage, ou une obligation de soutien, à l'égard des enfants : (*Donner les noms et adresses et indiquer la nature de la relation avec les enfants.*)

35 Voici les arrangements financiers actuels pour l'entretien des enfants :

36 Je propose les arrangements financiers suivants pour l'entretien des enfants, compte tenu des recours sollicités :

37 (*Si la somme réclamée diffère de celle indiquée dans les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants.*) Je demande des aliments pour enfants différents de ceux indiqués dans la table applicable des *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*, compte tenu de ce qui suit :

- ☐ enfant âgé de 18 ans ou plus
- ☐ revenu supérieur à 150 000 \$
- ☐ temps de parentage scindé
- ☐ temps de parentage partagé
- ☐ le payeur ou la payeuse tient lieu de parent
- ☐ dépenses spéciales ou extraordinaires évoquées à l'annexe 3 de mon état financier
- ☐ difficultés excessives évoquées à l'annexe 6 de mon état financier

38 Voici les faits justifiant la proposition relative à l'entretien des enfants :

ALIMENTS CONJUGAUX

39 Voici les faits justifiant la proposition relative à mon entretien :
(Mentionnez vos ressources, vos besoins et, d'une façon générale, votre situation.)

PROCÉDURES JUDICIAIRES ET ACCORDS

40 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire entre la partie intimée et moi qui a été intentée par rapport au mariage, à la cohabitation, au parentage, aux aliments, à l'entretien ou au partage des biens :

41 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire en matière civile ou criminelle, d'autrefois ou en cours, qui peut être pertinente pour la sûreté, la sécurité ou le bien-être des enfants :

42 Voici les dates de tous les accords, écrits ou oraux, conclus entre la partie intimée et moi en matière de séparation, d'argent ou de parentage : _____

L'accord ou les accords se rapporte(nt) :

- ☐ au parentage
- ☐ aux aliments pour enfants
- ☐ aux aliments conjugaux
- ☐ au partage des biens
- ☐ autres (*préciser*) :

(Si vous comptez faire incorporer au jugement des dispositions d'un accord de séparation, mentionnez les dispositions particulières à incorporer.)

43 Voici les détails de toute autre ordonnance ou de tout autre accord ayant trait à tout enfant à la charge de la partie intimée ou de moi-même :

44 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire qui a abouti à une ordonnance, à un engagement ou à une promesse en cours de validité qui restreint les contacts ou la communication entre la partie intimée et moi, y compris tout autre membre de nos ménages respectifs : (*Préciser la date et les conditions de l'ordonnance, de l'engagement ou de la promesse.*)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

45 Documents financiers.

- ☐ Mon état financier établi à l'aide de la formule 15-47 est déposé en l'espèce.
(Le déposer si la requête comporte une demande d'aliments, à moins que la demande financière vise uniquement des aliments pour enfants qui suivent la table applicable ou que l'un ou l'autre des cas suivants s'applique.)

ou

- ☐ La partie intimée et moi sommes d'accord sur la somme à payer pour l'entretien des enfants et sur le revenu annuel convenu de chacun de ceux, parmi nous, qui est tenu de fournir des renseignements sur son revenu selon les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*, et un accord d'entretien d'enfants établi à l'aide de la formule 15-48B (accompagné de tous les documents nécessaires) est déposé en l'espèce.

ou

- ☐ (Si aucune demande d'aliments pour enfants n'est faite) La partie intimée et moi sommes d'accord sur la somme à payer pour l'entretien de conjoint, et une renonciation aux états financiers établie à l'aide de la formule 15-48A est déposée en l'espèce.

46 Ma profession : _____

47 Mon lieu de travail : _____

48 Estimation de mon revenu annuel actuel de toutes sources : _____ \$

49 Profession de la partie intimée : _____

50 Son lieu de travail : _____

51 Estimation de son revenu annuel actuel de toutes sources : _____ \$

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie requérante)

DÉCLARATION DE LA PARTIE REQUÉRANTE

(Obligatoire dans le cas d'une instance en divorce)

Je soussigné(e), _____, partie requérante en l'espèce, certifie que je suis au courant de mes obligations découlant des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce* (Canada).

(signature de la partie requérante)

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Voici le texte des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce* (Canada) :

Intérêt de l'enfant

7.1 Les personnes ayant du temps parental ou des responsabilités décisionnelles à l'égard d'un enfant à charge et celles ayant des contacts avec un tel enfant en vertu d'une ordonnance de contact exercent ce temps parental, ces responsabilités et ces contacts d'une manière compatible avec l'intérêt de l'enfant.

Protection des enfants contre les conflits

7.2 Toute partie à une instance engagée sous le régime de la présente loi fait de son mieux pour protéger les enfants à charge des conflits découlant de l'instance.

Mécanismes de règlement des différends familiaux

7.3 Dans la mesure où il convient de le faire, les parties à une instance tentent de régler les questions pouvant faire l'objet d'une ordonnance en vertu de la présente loi en ayant recours à tout mécanisme de règlement des différends familiaux.

Renseignements complets, exacts et à jour

7.4 Toute partie à une instance engagée sous le régime de la présente loi ou visée par une ordonnance rendue en vertu de celle-ci fournit, si elle est tenue de le faire sous le régime de la présente loi, des renseignements complets, exacts et à jour.

Obligation de se conformer aux ordonnances

7.5 Il est entendu que toute personne visée par une ordonnance rendue en vertu de la présente loi est tenue de s'y conformer jusqu'à ce que l'ordonnance cesse d'avoir effet.

DÉCLARATION DE L'AVOCAT

(À remplir lorsque la partie requérante est représentée par un avocat dans une instance intentée en vertu de la Loi sur le divorce, de la Loi de 2020 sur le droit de l'enfance, de la Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales ou de la Loi sur les biens familiaux.)

Je soussigné(e), _____ avocat(e) de _____, partie requérante en l'espèce, certifie à la Cour m'être conformé(e) à l'article 7.7 de la *Loi sur le divorce* (Canada), s'agissant de discuter avec mon client (ma cliente) des possibilités de réconciliation des époux, des services de résolution des conflits familiaux et des obligations que lui impose la *Loi sur le divorce*. (Si les circonstances de l'espèce font en sorte qu'il serait manifestement contre-indiqué de s'y conformer, préciser ces circonstances.)

Je certifie aussi à la Cour m'être conformé(e) aux dispositions suivantes, s'agissant de discuter avec mon client (ma cliente) l'opportunité de recourir à des modes substitutifs de résolution :

- a) le paragraphe 20(1) de la *Loi de 2020 sur le droit de l'enfance*;
- b) le paragraphe 16(1) de la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales*;
- c) le paragraphe 44.1(1) de la *Loi sur les biens familiaux*.

J'ai informé mon client (ma cliente) des services de droit collaboratif et des services de médiation qui me sont connus et qui pourraient faciliter la résolution des problèmes. (*Si les circonstances de l'espèce font en sorte qu'il serait manifestement contre-indiqué de se conformer à ces prescriptions, préciser ces circonstances.*)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2_____.

(signature de l'avocat)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 15-19A
(Règle 15-19(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

RÉPONSE

1 Je ne m'oppose pas à l'octroi des recours suivants sollicités dans la requête en matière familiale :

(Énumérer les demandes qui ne sont pas contestées.)

2 Je m'oppose aux demandes de recours suivantes :

(Énumérer les demandes qui sont contestées.)

3 J'admets tous les détails énoncés dans la requête, sauf ceux indiqués aux paragraphes 4 et 5 de la présente réponse.

4 Je dénie les détails énoncés aux paragraphes _____ de la requête.

5 Je n'ai aucune connaissance des détails énoncés aux paragraphes _____ de la requête.

6 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire entre la partie requérante et moi qui a été intentée par rapport au mariage, à la cohabitation, au parentage, aux aliments, à l'entretien ou au partage des biens :

7 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire en matière civile ou criminelle, d'autrefois ou en cours, qui peut être pertinente pour la sûreté, la sécurité ou le bien-être des enfants :

8 Voici les détails de toute autre ordonnance ou de tout autre accord ayant trait à tout enfant à la charge de la partie requérante ou de moi-même :

9 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire qui a abouti à une ordonnance, à un engagement ou à une promesse en cours de validité qui restreint les contacts ou la communication entre la partie requérante et moi, y compris tout autre membre de nos ménages respectifs : (*Préciser la date et les conditions de l'ordonnance, de l'engagement ou de la promesse.*)

10 Mon état financier établi à l'aide de la formule 15-47 :
(*cocher ce qui s'applique*)

☐ est déposé en l'espèce.

ou

☐ n'est pas déposé en l'espèce, car :

☐ s'agissant des aliments pour enfants :

☐ aucune demande n'a été faite.

ou

☐ une demande a été faite et la partie requérante et moi sommes d'accord sur la somme à payer pour l'entretien des enfants et sur le revenu annuel convenu de chacun de ceux, parmi nous, qui est tenu de fournir des renseignements sur son revenu selon les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*, et un accord d'entretien d'enfants établi à l'aide la formule 15-48B est déposé en l'espèce.

et

☐ s'agissant des aliments conjugaux :

☐ aucune demande n'a été faite.

ou

☐ une demande a été faite et la partie requérante et moi sommes d'accord sur la somme à payer pour l'entretien de conjoint, et une renonciation aux états financiers établie à l'aide de la formule 15-48A est déposée en l'espèce.

11 Un état des biens énumérant les biens appartenant à la partie requérante et à moi ou dans lesquels nous détenons un intérêt :

☐ a été établi à l'aide de la formule 15-49 et est déposé en l'espèce.

ou

☐ n'est pas déposé en l'espèce, car la partie requérante et moi sommes d'accord sur la réparation à accorder, et une renonciation aux états des biens établie à l'aide de la formule 15-50 est déposée en l'espèce.

12 Je conteste la requête en raison des faits déterminants suivants : (*Énoncer, dans des paragraphes numérotés consécutivement, une déclaration des faits déterminants invoqués pour contester la requête, mais non les moyens qui pourraient servir à en faire la preuve.*)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie intimée)

DÉCLARATION DE LA PARTIE INTIMÉE

(*Obligatoire dans le cas d'une instance en divorce*)

Je soussigné(e), _____, partie intimée en l'espèce, certifie que je suis au courant de mes obligations découlant des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce* (Canada).

(signature de la partie intimée)

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Voici le texte des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce* (Canada) :

Intérêt de l'enfant

7.1 Les personnes ayant du temps parental ou des responsabilités décisionnelles à l'égard d'un enfant à charge et celles ayant des contacts avec un tel enfant en vertu d'une ordonnance de contact exercent ce temps parental, ces responsabilités et ces contacts d'une manière compatible avec l'intérêt de l'enfant.

Protection des enfants contre les conflits

7.2 Toute partie à une instance engagée sous le régime de la présente loi fait de son mieux pour protéger les enfants à charge des conflits découlant de l'instance.

Mécanismes de règlement des différends familiaux

7.3 Dans la mesure où il convient de le faire, les parties à une instance tentent de régler les questions pouvant faire l'objet d'une ordonnance en vertu de la présente loi en ayant recours à tout mécanisme de règlement des différends familiaux.

Renseignements complets, exacts et à jour

7.4 Toute partie à une instance engagée sous le régime de la présente loi ou visée par une ordonnance rendue en vertu de celle-ci fournit, si elle est tenue de le faire sous le régime de la présente loi, des renseignements complets, exacts et à jour.

Obligation de se conformer aux ordonnances

7.5 Il est entendu que toute personne visée par une ordonnance rendue en vertu de la présente loi est tenue de s'y conformer jusqu'à ce que l'ordonnance cesse d'avoir effet.

DÉCLARATION DE L'AVOCAT

(À remplir lorsque la partie intimée est représentée par un avocat dans une instance intentée en vertu de la Loi sur le divorce, de la Loi de 2020 sur le droit de l'enfance, de la Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales ou de la Loi sur les biens familiaux.)

Je soussigné(e), _____ avocat(e) de _____, partie intimée en l'espèce, certifie à la Cour m'être conformé(e) à l'article 7.7 de la *Loi sur le divorce* (Canada), s'agissant de discuter avec mon client (ma cliente) des possibilités de réconciliation des époux, des services de résolution des conflits familiaux et des obligations que lui impose la *Loi sur le divorce*. *(Si les circonstances de l'espèce font en sorte qu'il serait manifestement contre-indiqué de s'y conformer, préciser ces circonstances.)*

Je certifie aussi à la Cour m'être conformé(e) aux dispositions suivantes, s'agissant de discuter avec mon client (ma cliente) l'opportunité de recourir à des modes substitutifs de résolution :

- a) le paragraphe 20(1) de la *Loi de 2020 sur le droit de l'enfance*;
- b) le paragraphe 16(1) de la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales*;
- c) le paragraphe 44.1(1) de la *Loi sur les biens familiaux*.

J'ai informé mon client (ma cliente) des services de droit collaboratif et des services de médiation qui me sont connus et qui pourraient faciliter la résolution des problèmes. *(Si les circonstances de l'espèce font en sorte qu'il serait manifestement contre-indiqué de se conformer à ces prescriptions, préciser ces circonstances.)*

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de l'avocat)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 15-19B
(Règle 15-19(6))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

AVIS D'INTENTION DE RÉPONDRE

DESTINATAIRE : La partie requérante, _____
(nom)

SACHEZ que je soussigné(e), _____ , entend contester cette instance.
(nom de la partie intimée)

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 15-20

(Règle 15-20(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

RÉPONSE ET REQUÊTE RECONVENTIONNELLE

RÉPONSE

1 Je ne m'oppose pas à l'octroi des recours suivants sollicités dans la requête en matière familiale :

(Énumérer les demandes qui ne sont pas contestées.)

2 Je m'oppose aux demandes de recours suivantes :

(Énumérer les demandes qui sont contestées.)

3 J'admets tous les détails énoncés dans la requête, sauf ceux indiqués aux paragraphes 4 et 5 de la présente réponse.

4 Je dénie les détails énoncés aux paragraphes _____ de la requête.

5 Je n'ai aucune connaissance des détails énoncés aux paragraphes _____ de la requête.

6 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire entre la partie requérante et moi qui a été intentée par rapport au mariage, à la cohabitation, au parentage, aux aliments, à l'entretien ou au partage des biens :

7 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire en matière civile ou criminelle, d'autrefois ou en cours, qui peut être pertinente pour la sûreté, la sécurité ou le bien-être des enfants :

8 Voici les détails de toute autre ordonnance ou de tout autre accord ayant trait à tout enfant à la charge de la partie requérante ou de moi-même :

9 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire qui a abouti à une ordonnance, à un engagement ou à une promesse en cours de validité qui restreint les contacts ou la communication entre la partie requérante et moi, y compris tout autre membre de nos ménages respectifs : *(Préciser la date et les conditions de l'ordonnance, de l'engagement ou de la promesse.)*

10 Mon état financier établi à l'aide de la formule 15-47 :
(cocher ce qui s'applique)

☐ est déposé en l'espèce.

ou

☐ n'est pas déposé en l'espèce, car :

☐ s'agissant des aliments pour enfants :

☐ aucune demande n'a été faite.

ou

☐ une demande a été faite et la partie requérante et moi sommes d'accord sur la somme à payer pour l'entretien des enfants et sur le revenu annuel convenu de chacun de ceux, parmi nous, qui est tenu de fournir des renseignements sur son revenu selon les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants, et un accord d'entretien d'enfants établi à l'aide la formule 15-48B est déposé en l'espèce.

et

☐ s'agissant des aliments conjugaux :

☐ aucune demande n'a été faite.

ou

☐ une demande a été faite et la partie requérante et moi sommes d'accord sur la somme à payer pour l'entretien de conjoint, et une renonciation aux états financiers établie à l'aide de la formule 15-48A est déposée en l'espèce.

11 Un état des biens énumérant les biens appartenant à la partie requérante et à moi ou dans lesquels nous détenons un intérêt :

☐ a été établi à l'aide de la formule 15-49 et est déposé en l'espèce.

ou

☐ n'est pas déposé en l'espèce, car la partie requérante et moi sommes d'accord sur la réparation à accorder, et une renonciation aux états des biens établie à l'aide de la formule 15-50 est déposée en l'espèce.

12 Je conteste la requête en raison des faits déterminants suivants : *(Énoncer, dans des paragraphes numérotés consécutivement, une déclaration des faits déterminants invoqués pour contester la requête, mais non les moyens qui pourraient servir à en faire la preuve.)*

REQUÊTE RECONVENTIONNELLE

AVIS À LA PARTIE REQUÉRANTE

UNE REQUÊTE RECONVENTIONNELLE EST UNE POURSUITE JUDICIAIRE INTENTÉE CONTRE VOUS. LA PARTIE INTIMÉE DEMANDE À LA COUR DE RENDRE, CONTRE VOUS, UNE OU PLUSIEURS ORDONNANCES, OU UN OU PLUSIEURS JUGEMENTS, DONT LES DÉTAILS SUIVENT PLUS LOIN. Si vous n'acceptez pas ce que réclame la partie intimée, vous devez prendre certaines mesures pour vous assurer que la Cour entendra votre point de vue.

SI VOUS CONTESTEZ CE QUE RÉCLAME LA PARTIE INTIMÉE, VOICI CE QUE VOUS DEVREZ FAIRE :

- VOUS-MÊME OU VOTRE AVOCAT DEVEZ PRÉPARER UNE RÉPLIQUE ÉTABLIE À L'AIDE DE LA FORMULE 15-22, EN SIGNIFIER COPIE À LA PARTIE INTIMÉE OU À SON AVOCAT ET DÉPOSER CETTE RÉPLIQUE (AVEC PREUVE DE SA SIGNIFICATION) À LA COUR DANS LES 10 JOURS SUIVANT LA SIGNIFICATION QUI VOUS A ÉTÉ FAITE DE LA PRÉSENTE RÉPONSE ET REQUÊTE RECONVENTIONNELLE.
- SI VOUS OMETTEZ DE SIGNIFIER ET DE DÉPOSER UNE RÉPONSE DANS CE DÉLAI, UN JUGEMENT OU UNE ORDONNANCE POURRA ÊTRE ACCORDÉ CONTRE VOUS.
- SI LA PRÉSENTE REQUÊTE RECONVENTIONNELLE COMPORTE UNE DEMANDE D'ENTRETIEN D'ENFANTS OU DE CONJOINT, VOUS DEVEZ, SI VOUS NE L'AVEZ PAS DÉJÀ FAIT, DONNER SUITE À L'AVIS DE DÉPOSER UN ÉTAT FINANCIER QUI VOUS A ÉTÉ SIGNIFIÉ AVEC LA PRÉSENTE REQUÊTE RECONVENTIONNELLE.
- SI LA PRÉSENTE REQUÊTE RECONVENTIONNELLE COMPORTE UNE DEMANDE D'ENTRETIEN D'ENFANTS OU D'ORDONNANCE DE PARENTAGE ET SI VOUS NE L'AVEZ PAS DÉJÀ FAIT, VOUS DEVEZ, HORS QUELQUES EXCEPTIONS, SUIVRE UN COURS SUR L'ART D'ÊTRE PARENT, SINON VOTRE CAUSE POURRA SUBIR DE GRAVES CONSÉQUENCES. POUR SUIVRE LE COURS, VOUS DEVEZ VOUS INSCRIRE AU MOINS DEUX JOURS D'AVANCE PAR TÉLÉPHONE AU NUMÉRO SANS FRAIS : 1-877-964-5501.

SI LE DIVORCE EST DEMANDÉ DANS LA PRÉSENTE REQUÊTE RECONVENTIONNELLE, AUCUN DES ÉPOUX NE PEUT SE REMARIER TANT QU'UN JUGEMENT DE DIVORCE N'A PAS PRIS EFFET.

DEMANDE PRÉSENTÉE À LA COUR

(Préciser ici les recours demandés dans la requête reconventionnelle.)

1 Je soussigné(e) demande à la Cour les recours suivants :

- a) en vertu de la *Loi sur le divorce* (Canada)
 - ☐ le divorce
 - ☐ des arrangements en matière de parentage
 - ☐ la responsabilité décisionnelle
 - ☐ du temps de parentage
 - ☐ autres (*préciser*) _____
 - ☐ des aliments pour moi à raison de _____ \$ par mois
 - ☐ des aliments pour enfants conformément aux *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*
 - ☐ selon le montant de la table applicable
 - ☐ dépenses spéciales ou extraordinaires
 - ☐ autre somme (*préciser*) _____
- b) en vertu de la *Loi sur les biens familiaux*
 - ☐ la possession exclusive du foyer familial
 - ☐ le partage du foyer familial : _____ en parts égales; _____ en parts inégales
 - ☐ le partage des biens familiaux : _____ en parts égales; _____ en parts inégales
- c) en vertu de la *Loi de 2020 sur le droit de l'enfance*
 - ☐ des arrangements en matière de parentage
 - ☐ la responsabilité décisionnelle
 - ☐ du temps de parentage
 - ☐ la tutelle relativement aux biens des enfants
 - ☐ une ordonnance déclaratoire concernant la parenté
 - ☐ autres (*préciser*) _____
- d) en vertu de la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales*
 - ☐ des aliments pour moi à raison de _____ \$ par mois
 - ☐ des aliments pour enfants conformément aux *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*
 - ☐ selon le montant de la table applicable
 - ☐ dépenses spéciales ou extraordinaires
 - ☐ autre somme (*préciser*) _____

- e) ☐ la séparation judiciaire en vertu de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi*
- f) ☐ a nullité de mariage
- g) ☐ l'aide prévue par la *Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge*
- h) une réparation pour personnes ayant vécu conjugalement
 - ☐ intérêt sur des biens
 - ☐ indemnisation
 - ☐ autres (*préciser*) _____
- i) ☐ autre recours (*indiquer le titre de la loi, le cas échéant, et détailler*) _____
- j) ☐ les dépens (*préciser les sommes réclamées et le fondement de la réclamation*) _____

COMPTE TENU DES CIRCONSTANCES suivantes :

(Ne remplissez que les paragraphes numérotés qui s'appliquent ci-dessous, relativement aux faits que vous n'avez pas admis au paragraphe 3 de votre réponse. Si vous désirez incorporer des dispositions d'un accord de séparation au jugement, veuillez spécifier les dispositions en question.)

PRÉCISIONS SUR L'ÉCHEC DU MARIAGE

2 Preuve de mariage

- ☐ Un certificat de mariage ou un certificat d'enregistrement de mariage a été déposé à la Cour.

ou

- ☐ A été déposé à la Cour un engagement de déposer à la Cour au plus tard le _____ 2 _____ un certificat de mariage ou un certificat d'enregistrement de mariage.

ou

- ☐ Comme il est impossible ou peu pratique d'obtenir un certificat de mariage ou un certificat d'enregistrement de mariage, une ordonnance a été sollicitée dispensant de la production du certificat.

3 Il y a eu échec du mariage pour les raisons suivantes : (*Rattacher la séparation, l'adultère ou la cruauté aux articles pertinents de la Loi sur le divorce ou de la Loi sur la Cour du Banc du Roi*)

- ☐ séparation pour plus d'un an
- ☐ adultère
- ☐ cruauté

4 Voici les faits sur lesquels se fonde ma requête reconventionnelle en divorce (*ou en séparation judiciaire ou en nullité de mariage*) : (*Énoncer de façon complète mais concise les faits marquants invoqués, mais non les moyens de preuve éventuels*)

5 Voici les tentatives de réconciliation qui ont été faites :

6 Il n'y a pas de possibilités de réconciliation ou de reprise de la cohabitation avec mon conjoint (ma conjointe).

COLLUSION, PARDON ET CONNIVENCE

7 a) J'ai énoncé sincèrement les faits établissant l'échec de mon mariage et je n'ai pas conclu d'accords, d'ententes ou d'arrangements visant à fabriquer ou à dissimuler des éléments de preuve ou à tromper la Cour.

(N'ajouter le paragraphe suivant que si l'échec du mariage est imputé à l'adultère ou à la cruauté :)

☐ b) Je n'ai pas encouragé mon conjoint (ma conjointe) à agir de la manière que j'ai indiquée ni à commettre ou à continuer de commettre les actes reprochés. Je ne puis lui pardonner et reprendre la cohabitation avec lui/elle par suite de ses actes et de son comportement à mon endroit.

MÉDIATION ET RÉOLUTION DES CONFLITS FAMILIAUX

8 Voici les services de médiation familiale et de résolution des conflits familiaux auxquels j'ai eu recours pour les négociations en matière d'entretien ou de parentage :

PRÉCISIONS SUR LA REVENDICATION DE BIENS

9 À la date d'émission de la présente requête reconventionnelle, la partie requérante et moi possédions ou détenions séparément ou conjointement un intérêt sur des biens réels et personnels. Les précisions concernant ces biens sont énoncées dans mon état des biens établi à l'aide de la formule 15-49 et déposé en l'espèce.

(Il n'est pas nécessaire de déposer un état des biens si les parties se sont entendues sur les recours qui doivent être accordés et si elles ont déposé une renonciation aux états des biens établie à l'aide de la formule 15-50.)

10 S'agissant du partage des biens :

☐ J'ai droit à la répartition en parts égales du foyer familial et/ou des biens familiaux.

ou

☐ Voici les raisons pour lesquelles je soutiens qu'une répartition en parts égales du foyer familial et/ou des biens familiaux serait injuste et inéquitable : *(Rattacher aux articles pertinents de la Loi sur les biens familiaux.)*

ou

☐ Voici les faits sur lesquels je me fonde pour revendiquer un intérêt propriétaire ou une indemnité pour personnes ayant vécu conjugalement :

PRÉCISIONS SUR LA RELATION

11 La partie requérante et moi

☐ nous sommes marié(e)s le _____ à _____
(date) (lieu)

ou

- ☐ sommes des conjoints au sens de :
- ☐ la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales*
 - ☐ la *Loi sur les biens familiaux*
 - ☐ la *Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge*

et avons commencé à cohabiter le _____ à _____
(date) (lieu)

et/ou

☐ sommes des parents au sens défini dans la *Loi de 2020 sur le droit de l'enfance*.

12 S'agissant de la cohabitation :

☐ J'ai cessé de cohabiter avec la partie requérante le _____ ou vers
cette date. (date)

ou

☐ Je n'ai jamais cohabité avec la partie requérante.

ÉTAT PERSONNEL DES PARTIES

13 Mon nom de famille à la naissance : _____

14 Mon nom de famille immédiatement avant le mariage : _____

15 Mon état matrimonial au moment du mariage : _____
(jamais marié(e) / divorcé(e) / veuf ou veuve)

16 Ma date de naissance : _____

17 (À remplir si la requête reconventionnelle comporte une demande de divorce.) La veille de mon mariage à la partie requérante, j'étais du genre suivant :

☐ mâle ☐ femelle ☐ autre

18 Nom de famille de la partie requérante à la naissance : _____

19 Nom de famille de la partie requérante immédiatement avant le mariage : _____

20 État matrimonial de la partie requérante au moment du mariage : _____
(jamais marié(e) / divorcé(e) / veuf ou veuve)

21 Date de naissance de la partie requérante : _____

22 (À remplir si la requête reconventionnelle comporte une demande de divorce.) La veille de mon mariage à la partie requérante, la partie requérante était du genre suivant :

☐ mâle ☐ femelle ☐ autre

RÉSIDENCE

23 Mon adresse : _____

24 L'adresse de la partie requérante : _____

25 J'ai ma (ou La partie requérante a sa) résidence ordinaire en Saskatchewan depuis
le _____ .
(date)

ENFANTS

26 S'agissant des enfants de notre relation :

☐ Aucun enfant de la partie requérante ou de moi-même n'est à la charge de l'un
ou l'autre d'entre nous.

ou

☐ Voici les nom, date de naissance et lieu de résidence de chacun des enfants
de la partie requérante et de moi-même qui est à la charge de l'un ou l'autre
d'entre nous :

et

☐ Je sollicite des recours à l'égard des enfants suivants :

et/ou

☐ Je ne sollicite pas de recours à l'égard des enfants suivants :

parce que : _____

27 Voici les détails des arrangements actuels en matière de parentage à l'égard des enfants :

lesquels j'estime satisfaisants (ou insatisfaisants) pour les motifs suivants :

28 Je revendique la responsabilité décisionnelle (*ou* une responsabilité décisionnelle conjointe) envers les enfants suivants et aux conditions suivantes :

et/ou

J'accepte que la partie requérante ait la responsabilité décisionnelle (*ou* une responsabilité décisionnelle conjointe) envers les enfants suivants :

29 Je propose que du temps de parentage soit permis auprès des enfants suivants aux conditions suivantes : (*Préciser la durée du temps de parentage proposé.*)

et/ou

Je revendique du temps de parentage auprès des enfants suivants :
(*Préciser la durée du temps de parentage revendiqué.*)

30 L'arrangement proposé en matière de parentage est dans l'intérêt supérieur des enfants pour les motifs suivants :

31 Les changements suivants dans ma situation ou dans celle de la partie requérante auront vraisemblablement des incidences, dans l'avenir, sur les enfants ou le parentage à leur égard :

32 Voici la nature de ma relation avec les enfants et de mon intérêt envers ceux-ci :

33 Voici la nature de la relation entre la partie requérante et les enfants et de son intérêt envers ceux-ci :

34 Outre la partie requérante et moi-même, les personnes suivantes pourraient avoir un intérêt dans le parentage, ou une obligation de soutien, à l'égard des enfants : (*Donner les noms et adresses et indiquer la nature de la relation avec les enfants.*)

35 Voici les arrangements financiers actuels pour l'entretien des enfants :

36 Je propose les arrangements financiers suivants pour l'entretien des enfants, compte tenu des recours sollicités :

37 (*Si la somme réclamée diffère de celle indiquée dans les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants.*) Je demande des aliments pour enfants différents de ceux indiqués dans la table applicable des *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*, compte tenu de ce qui suit :

- ☐ enfant âgé de 18 ans ou plus
- ☐ revenu supérieur à 150 000 \$
- ☐ temps de parentage scindé
- ☐ temps de parentage partagé
- ☐ le payeur ou la payeuse tient lieu de parent
- ☐ dépenses spéciales ou extraordinaires évoquées à l'annexe 3 de mon état financier.
- ☐ difficultés excessives évoquées à l'annexe 6 de mon état financier.

38 Voici les faits justifiant la proposition relative à l'entretien des enfants :

ALIMENTS CONJUGAUX

39 Voici les faits justifiant la proposition relative à mon entretien :
(*Mentionner vos ressources, vos besoins et, d'une façon générale, votre situation.*)

PROCÉDURES JUDICIAIRES ET ACCORDS

40 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire entre la partie requérante et moi qui a été intentée par rapport au mariage, à la cohabitation, au parentage, aux aliments, à l'entretien ou au partage des biens :

41 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire en matière civile ou criminelle, d'autrefois ou en cours, qui peut être pertinente pour la sûreté, la sécurité ou le bien-être des enfants :

42 Voici les dates de tous les accords, écrits ou oraux, conclus entre la partie requérante et moi en matière de séparation, d'argent ou de parentage : _____

L'accord ou les accords se rapporte(nt) :

- ☐ au parentage
- ☐ aux aliments pour enfants
- ☐ aux aliments conjugaux
- ☐ au partage des biens
- ☐ autres (*préciser*) : _____

(Si vous comptez faire incorporer au jugement des dispositions d'un accord de séparation, mentionnez les dispositions particulières à incorporer.)

43 Voici les détails de toute autre ordonnance ou de tout autre accord ayant trait à tout enfant à la charge de la partie requérante ou de moi-même :

44 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire qui a abouti à une ordonnance, à un engagement ou à une promesse en cours de validité qui restreint les contacts ou la communication entre la partie requérante et moi, y compris tout autre membre de nos ménages respectifs : (*Préciser la date et les conditions de l'ordonnance, de l'engagement ou de la promesse.*)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

45 Documents financiers.

- ☐ Mon état financier établi à l'aide de la formule 15-47 est déposé en l'espèce.
(*Le déposer si la requête reconventionnelle comporte une demande d'aliments, à moins que la demande financière vise uniquement des aliments pour enfants qui suivent la table applicable ou que l'un ou l'autre des cas suivants s'applique.*)

ou

- ☐ La partie requérante et moi sommes d'accord sur la somme à payer pour l'entretien des enfants et sur le revenu annuel convenu de chacun de ceux, parmi nous, qui est tenu de fournir des renseignements sur son revenu selon les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*, et un accord d'entretien d'enfants établi à l'aide de la formule 15-48B (*accompagné de tous les documents nécessaires*) est déposé en l'espèce.

ou

- ☐ (*Si aucune demande d'aliments pour enfants n'est faite*) La partie requérante et moi sommes d'accord sur la somme à payer pour l'entretien de conjoint, et une renonciation aux états financiers établie à l'aide de la formule 15-48A est déposée en l'espèce.

46 Ma profession : _____

47 Mon lieu de travail : _____

48 Estimation de mon revenu annuel actuel de toutes sources : _____ \$

49 Profession de la partie requérante : _____

50 Son lieu de travail : _____

51 Estimation de son revenu annuel actuel de toutes sources : _____ \$

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2_____.

(signature de la partie intimée)

DÉCLARATION DE LA PARTIE INTIMÉE

(*Obligatoire dans le cas d'une instance en divorce*)

Je soussigné(e), _____, partie intimée en l'espèce, certifie que je suis au courant de mes obligations découlant des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce* (Canada).

(signature de la partie requérante)

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Voici le texte des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce* (Canada) :

Intérêt de l'enfant

7.1 Les personnes ayant du temps parental ou des responsabilités décisionnelles à l'égard d'un enfant à charge et celles ayant des contacts avec un tel enfant en vertu d'une ordonnance de contact exercent ce temps parental, ces responsabilités et ces contacts d'une manière compatible avec l'intérêt de l'enfant.

Protection des enfants contre les conflits

7.2 Toute partie à une instance engagée sous le régime de la présente loi fait de son mieux pour protéger les enfants à charge des conflits découlant de l'instance.

Mécanismes de règlement des différends familiaux

7.3 Dans la mesure où il convient de le faire, les parties à une instance tentent de régler les questions pouvant faire l'objet d'une ordonnance en vertu de la présente loi en ayant recours à tout mécanisme de règlement des différends familiaux.

Renseignements complets, exacts et à jour

7.4 Toute partie à une instance engagée sous le régime de la présente loi ou visée par une ordonnance rendue en vertu de celle-ci fournit, si elle est tenue de le faire sous le régime de la présente loi, des renseignements complets, exacts et à jour.

Obligation de se conformer aux ordonnances

7.5 Il est entendu que toute personne visée par une ordonnance rendue en vertu de la présente loi est tenue de s'y conformer jusqu'à ce que l'ordonnance cesse d'avoir effet.

DÉCLARATION DE L'AVOCAT

(À remplir lorsque la partie intimée est représentée par un avocat dans une instance intentée en vertu de la Loi sur le divorce, de la Loi de 2020 sur le droit de l'enfance, de la Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales ou de la Loi sur les biens familiaux.)

Je soussigné(e), _____ avocat(e) de _____, partie intimée en l'espèce, certifie à la Cour m'être conformé(e) à l'article 7.7 de la *Loi sur le divorce* (Canada), s'agissant de discuter avec mon client (ma cliente) des possibilités de réconciliation des époux, des services de résolution des conflits familiaux et des obligations que lui impose la *Loi sur le divorce*. *(Si les circonstances de l'espèce font en sorte qu'il serait manifestement contre-indiqué de s'y conformer, préciser ces circonstances.)*

Je certifie aussi à la Cour m'être conformé(e) aux dispositions suivantes, s'agissant de discuter avec mon client (ma cliente) l'opportunité de recourir à des modes substitutifs de résolution :

- a) le paragraphe 20(1) de la *Loi de 2020 sur le droit de l'enfance*;
- b) le paragraphe 16(1) de la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales*;
- c) le paragraphe 44.1(1) de la *Loi sur les biens familiaux*.

J'ai informé mon client (ma cliente) des services de droit collaboratif et des services de médiation qui me sont connus et qui pourraient faciliter la résolution des problèmes. (*Si les circonstances de l'espèce font en sorte qu'il serait manifestement contre-indiqué de se conformer à ces prescriptions, préciser ces circonstances.*)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de l'avocat)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 15-21
(Règle 15-21)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

DEMANDE DE NOTIFICATION

DESTINATAIRE : La partie requérante, _____ .
(nom)

Je soussigné(e), _____ , demande que me soit signifié avis de toutes les
(nom de la partie intimée)
plaidoiries et procédures ultérieures.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature de la partie intimée ou de son avocat)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 15-22
(Règle 15-22)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

RÉPLIQUE

1 J'admets les énoncés des paragraphes _____ de la réponse.

2 Je dénie les énoncés des paragraphes _____ de la réponse.

3 *(Énoncer dans des paragraphes numérotés consécutivement une déclaration des faits déterminants sur lesquels est fondée la réplique.)*

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2_____.

(signature de la partie requérante ou de son avocat)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 15-24
(Règle 15-24(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

REQUÊTE POUR MESURES ACCESSOIRES

AVIS À LA PARTIE INTIMÉE [ou REQUÉRANTE], _____
(nom)

La présente requête vient de la partie requérante, _____. Vous êtes la partie intimée.

(ou La présente requête vient de la partie intimée, _____. Vous êtes la partie requérante.)

Vous avez le droit de faire valoir votre point de vue sur la question devant la Cour. Pour ce faire, vous devrez être présent(e) à l'audition de la requête, qui aura lieu comme suit :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

LA PARTIE REQUÉRANTE (ou INTIMÉE) DEMANDE À LA COUR DE RENDRE, CONTRE VOUS, UNE OU PLUSIEURS ORDONNANCES, OU UN OU PLUSIEURS JUGEMENTS. Si vous n'acceptez pas ce que réclame la partie requérante (ou intimée), vous devez prendre certaines mesures pour vous assurer que la Cour entendra votre point de vue.

SI VOUS CONTESTEZ CE QUE RÉCLAME LA PARTIE REQUÉRANTE (ou INTIMÉE), VOICI CE QUE VOUS DEVREZ FAIRE :

- VOUS-MÊME OU VOTRE AVOCAT DEVEZ PRÉPARER UNE RÉPONSE ÉTABLIE À L'AIDE DE LA FORMULE 15-25, PUIS, AU MOINS 14 JOURS AVANT LA DATE D'AUDIENCE INDIQUÉE CI-DESSUS, SIGNIFIER CETTE RÉPONSE ACCOMPAGNÉE DE SES AFFIDAVITS ÉVENTUELS ET DÉPOSER LE TOUT AVEC PREUVE DE SIGNIFICATION.
- SI VOUS OMETTEZ DE SIGNIFIER ET DE DÉPOSER UNE RÉPONSE ET SES AFFIDAVITS ÉVENTUELS DANS CE DÉLAI, OU SI VOUS OMETTEZ DE COMPARAÎTRE EN COUR À LA DATE D'AUDIENCE INDIQUÉE CI-DESSUS, LA COUR POURRA, EN VOTRE ABSENCE, RENDRE L'ORDONNANCE OU LE JUGEMENT SOLlicité PAR L'AUTRE PARTIE.

- SI LA PRÉSENTE REQUÊTE COMPORTE UNE DEMANDE D'ENTRETIEN D'ENFANTS OU DE CONJOINT, VOUS DEVEZ DONNER SUITE À L'AVIS DE DÉPOSER UN ÉTAT FINANCIER QUI VOUS A ÉTÉ SIGNIFIÉ AVEC LA PRÉSENTE REQUÊTE, SINON LA COUR POURRA VOUS IMPUTER UN REVENU ET FIXER, EN FONCTION DE CE REVENU IMPUTÉ, LE MONTANT DES ALIMENTS POUR ENFANTS QUE VOUS DEVREZ PAYER. SI UNE DEMANDE D'ENTRETIEN D'ENFANTS VOUS A ÉTÉ SIGNIFIÉE, VEUILLEZ CONSULTER LES *LIGNES DIRECTRICES FÉDÉRALES SUR LES PENSIONS ALIMENTAIRES POUR ENFANTS*.
- SI LA PRÉSENTE REQUÊTE COMPORTE UNE DEMANDE D'ENTRETIEN D'ENFANTS OU D'ORDONNANCE DE PARENTAGE, VOUS DEVEZ, HORS QUELQUES EXCEPTIONS, SUIVRE UN COURS SUR L'ART D'ÊTRE PARENT, SINON VOTRE CAUSE POURRA SUBIR DE GRAVES CONSÉQUENCES. POUR SUIVRE LE COURS, VOUS DEVEZ VOUS INSCRIRE AU MOINS 2 JOURS D'AVANCE PAR TÉLÉPHONE AU NUMÉRO SANS FRAIS : 1-877-964-5501.

1 La partie requérante (ou intimée) sollicite les réparations suivantes : (cocher ce qui s'applique)

- ☐ aliments pour enfants
- ☐ aliments conjugaux
- ☐ ordonnance de parentage

2 Fondement de la réclamation :

(Indiquer la disposition de la Loi sur le divorce, la règle, l'ordonnance ou tout autre fondement juridique invoqués par l'auteur de la requête pour justifier la réparation sollicitée.)

3 Affidavits ou autres moyens de preuve, y compris les renseignements financiers exigés par la section 4 de la partie 15 des *Règles de la Cour du Banc du Roi*, qui serviront à appuyer la présente requête :

4 Voici les règles qui s'appliquent :

5 Voici les lois et les règlements qui s'appliquent :

6 Ci-joint un projet d'ordonnance ou de jugement précisant la réparation ou les recours sollicités.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2_____.

(signature de la partie)

DÉCLARATION DE LA PARTIE REQUÉRANTE (ou INTIMÉE)

Je soussigné(e), _____, partie requérante (ou intimée) en l'espèce, certifie que je suis au courant de mes obligations découlant des articles 7.1 à 7.5 de *la Loi sur le divorce* (Canada).

(signature de la partie)

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Voici le texte des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce* (Canada) :

Intérêt de l'enfant

7.1 Les personnes ayant du temps parental ou des responsabilités décisionnelles à l'égard d'un enfant à charge et celles ayant des contacts avec un tel enfant en vertu d'une ordonnance de contact exercent ce temps parental, ces responsabilités et ces contacts d'une manière compatible avec l'intérêt de l'enfant.

Protection des enfants contre les conflits

7.2 Toute partie à une instance engagée sous le régime de la présente loi fait de son mieux pour protéger les enfants à charge des conflits découlant de l'instance.

Mécanismes de règlement des différends familiaux

7.3 Dans la mesure où il convient de le faire, les parties à une instance tentent de régler les questions pouvant faire l'objet d'une ordonnance en vertu de la présente loi en ayant recours à tout mécanisme de règlement des différends familiaux.

Renseignements complets, exacts et à jour

7.4 Toute partie à une instance engagée sous le régime de la présente loi ou visée par une ordonnance rendue en vertu de celle-ci fournit, si elle est tenue de le faire sous le régime de la présente loi, des renseignements complets, exacts et à jour.

Obligation de se conformer aux ordonnances

7.5 Il est entendu que toute personne visée par une ordonnance rendue en vertu de la présente loi est tenue de s'y conformer jusqu'à ce que l'ordonnance cesse d'avoir effet.

DÉCLARATION DE L'AVOCAT

(À remplir lorsque l'auteur de la requête est représenté par un avocat.)

Je soussigné(e), _____ avocat(e) de _____, partie requérante (ou intimée) en l'espèce, certifie à la Cour m'être conformé(e) à l'article 7.7 de la *Loi sur le divorce* (Canada), s'agissant de discuter avec mon client (ma cliente) des possibilités de réconciliation des époux, des services de résolution des conflits familiaux et des obligations que lui impose la *Loi sur le divorce*. (Si les circonstances de l'espèce font en sorte qu'il serait manifestement contre-indiqué de s'y conformer, préciser ces circonstances.)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2_____.

(signature de l'avocat)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 15-25
(Règle 15-25)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

RÉPONSE À LA REQUÊTE POUR MESURES ACCESSOIRES

1 Je ne m'oppose pas à l'octroi des recours suivants sollicités dans la requête pour mesures accessoires : *(Énumérer les demandes qui ne sont pas contestées.)*

2 Je m'oppose aux demandes de recours suivantes :
(Énumérer les demandes qui sont contestées.)

3 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire entre la partie requérante/intimée et moi qui a été intentée par rapport au mariage, à la cohabitation, au parentage, aux aliments, à l'entretien ou au partage des biens :

4 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire en matière civile ou criminelle, d'autrefois ou en cours, qui peut être pertinente pour la sûreté, la sécurité ou le bien-être des enfants :

5 Voici les détails de toute autre ordonnance ou de tout autre accord ayant trait à tout enfant à la charge de la partie requérante/intimée ou de moi-même :

6 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire qui a abouti à une ordonnance, à un engagement ou à une promesse en cours de validité qui restreint les contacts ou la communication entre la partie requérante/intimée et moi, y compris tout autre membre de nos ménages respectifs : *(Préciser la date et les conditions de l'ordonnance, de l'engagement ou de la promesse.)*

7 Mon état financier établi à l'aide de la formule 15-47 :
(cocher ce qui s'applique)

☐ est déposé en l'espèce.

ou

☐ n'est pas déposé en l'espèce, car :

☐ s'agissant des aliments pour enfants :

☐ aucune demande n'a été faite.

ou

☐ une demande a été faite et la partie requérante/intimée et moi sommes d'accord sur la somme à payer pour l'entretien des enfants et sur le revenu annuel convenu de chacun de ceux, parmi nous, qui est tenu de fournir des renseignements sur son revenu selon les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants, et un accord d'entretien d'enfants établi à l'aide de la formule 15-48B est déposé en l'espèce.

et

☐ s'agissant des aliments conjugaux :

☐ aucune demande n'a été faite.

ou

☐ une demande a été faite et la partie requérante/intimée et moi sommes d'accord sur la somme à payer pour l'entretien de conjoint, et une renonciation aux états financiers établie à l'aide de la formule 15-48A est déposée en l'espèce.

8 Je conteste la requête pour mesures accessoires en raison des faits déterminants suivants : *(Énoncer, dans des paragraphes numérotés consécutivement, une déclaration des faits déterminants invoqués pour contester la requête pour mesures accessoires, mais non les moyens qui pourraient servir à en faire la preuve.)*

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2_____.

(signature de la partie)

DÉCLARATION DE LA PARTIE REQUÉRANTE (ou INTIMÉE)

Je soussigné(e), _____, partie requérante (ou intimée) en l'espèce, certifie que je suis au courant de mes obligations découlant des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce* (Canada).

(signature de la partie)

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Voici le texte des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce* (Canada) :

Intérêt de l'enfant

7.1 Les personnes ayant du temps parental ou des responsabilités décisionnelles à l'égard d'un enfant à charge et celles ayant des contacts avec un tel enfant en vertu d'une ordonnance de contact exercent ce temps parental, ces responsabilités et ces contacts d'une manière compatible avec l'intérêt de l'enfant.

Protection des enfants contre les conflits

7.2 Toute partie à une instance engagée sous le régime de la présente loi fait de son mieux pour protéger les enfants à charge des conflits découlant de l'instance.

Mécanismes de règlement des différends familiaux

7.3 Dans la mesure où il convient de le faire, les parties à une instance tentent de régler les questions pouvant faire l'objet d'une ordonnance en vertu de la présente loi en ayant recours à tout mécanisme de règlement des différends familiaux.

Renseignements complets, exacts et à jour

7.4 Toute partie à une instance engagée sous le régime de la présente loi ou visée par une ordonnance rendue en vertu de celle-ci fournit, si elle est tenue de le faire sous le régime de la présente loi, des renseignements complets, exacts et à jour.

Obligation de se conformer aux ordonnances

7.5 Il est entendu que toute personne visée par une ordonnance rendue en vertu de la présente loi est tenue de s'y conformer jusqu'à ce que l'ordonnance cesse d'avoir effet.

DÉCLARATION DE L'AVOCAT

(À remplir lorsque l'auteur de la présente réponse est représenté par un avocat.)

Je soussigné(e), _____ avocat(e) de _____ ,
partie requérante (ou intimée) en l'espèce, certifie à la Cour m'être conformé(e) à l'article 7.7
de la *Loi sur le divorce* (Canada), s'agissant de discuter avec mon client (ma cliente) des
possibilités de réconciliation des époux, des services de résolution des conflits familiaux et
des obligations que lui impose la *Loi sur le divorce*. (Si les circonstances de l'espèce font en
sorte qu'il serait manifestement contre-indiqué de s'y conformer, préciser ces circonstances.)

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2_____ .

(signature de l'avocat)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 15-26
(Règle 15-26)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

REQUÊTE EN MODIFICATION D'UNE ORDONNANCE DÉFINITIVE

AVIS À LA PARTIE INTIMÉE [ou REQUÉRANTE], _____
(nom)

La présente requête vient de la partie requérante, _____. Vous êtes la partie intimée.
(ou La présente requête vient de la partie intimée, _____. Vous êtes la partie requérante.)

Vous avez le droit de faire valoir votre point de vue sur l'affaire devant la Cour. Pour ce faire, vous devrez être présent(e) à l'audition de la requête, qui aura lieu comme suit :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

LA PARTIE REQUÉRANTE (ou INTIMÉE) DEMANDE À LA COUR DE RENDRE, CONTRE VOUS, UNE OU PLUSIEURS ORDONNANCES, OU UN OU PLUSIEURS JUGEMENTS. Si vous n'acceptez pas ce que réclame la partie requérante (ou intimée), vous devez prendre certaines mesures pour vous assurer que la Cour entendra votre point de vue.

SI VOUS CONTESTEZ CE QUE RÉCLAME LA PARTIE REQUÉRANTE (ou INTIMÉE), VOICI CE QUE VOUS DEVREZ FAIRE :

- VOUS-MÊME OU VOTRE AVOCAT DEVEZ PRÉPARER UNE RÉPONSE ÉTABLIE À L'AIDE DE LA FORMULE 15-29, PUIS, AU MOINS 14 JOURS AVANT LA DATE D'AUDIENCE INDIQUÉE CI-DESSUS, SIGNIFIER CETTE RÉPONSE ACCOMPAGNÉE DE SES AFFIDAVITS ÉVENTUELS ET DÉPOSER LE TOUT AVEC PREUVE DE SIGNIFICATION.
- SI VOUS OMETTEZ DE SIGNIFIER ET DE DÉPOSER UNE RÉPONSE ET SES AFFIDAVITS ÉVENTUELS DANS CE DÉLAI, OU SI VOUS OMETTEZ DE COMPARAÎTRE EN COUR À LA DATE D'AUDIENCE INDIQUÉE CI-DESSUS, LA COUR POURRA, EN VOTRE ABSENCE, RENDRE L'ORDONNANCE OU LE JUGEMENT SOLLICITÉ PAR L'AUTRE PARTIE.

- SI LA PRÉSENTE REQUÊTE COMPORTE UNE DEMANDE D'ENTRETIEN D'ENFANTS OU DE CONJOINT, VOUS DEVEZ DONNER SUITE À L'AVIS DE DÉPOSER UN ÉTAT FINANCIER QUI VOUS A ÉTÉ SIGNIFIÉ AVEC LA PRÉSENTE REQUÊTE, SINON LA COUR POURRA VOUS IMPUTER UN REVENU ET FIXER, EN FONCTION DE CE REVENU IMPUTÉ, LE MONTANT DES ALIMENTS POUR ENFANTS QUE VOUS DEVREZ PAYER. SI UNE DEMANDE D'ENTRETIEN D'ENFANTS VOUS A ÉTÉ SIGNIFIÉE, VEUILLEZ CONSULTER LES *LIGNES DIRECTRICES FÉDÉRALES SUR LES PENSIONS ALIMENTAIRES POUR ENFANTS*.
- DROIT DE DEMANDER UNE CONVERSION INTERTERRITORIALE
- SI LA PRÉSENTE REQUÊTE COMPORTE UNE DEMANDE DE MODIFICATION D'ALIMENTS POUR ENFANTS OU CONJUGAUX EN VERTU DE LA *LOI SUR LE DIVORCE* ET QUE VOUS RÉSIDEZ AILLEURS AU CANADA QU'EN SASKATCHEWAN, VOUS POUVEZ DEMANDER QUE LE TRIBUNAL SASKATCHEWANAIS CONVERTISSE LA PRÉSENTE REQUÊTE EN UNE REQUÊTE INTERTERRITORIALE EN MODIFICATION D'ALIMENTS EN VERTU DE L'ARTICLE 18.1 DE LA *LOI SUR LE DIVORCE*. VOUS DEVEZ FAIRE CETTE DEMANDE DANS LES 40 JOURS QUI SUIVENT LA SIGNIFICATION QUI VOUS A ÉTÉ FAITE DE LA PRÉSENTE REQUÊTE, SINON VOUS DEVEZ VOUS CONFORMER ENTIÈREMENT AU PRÉSENT DOCUMENT. VOUS POUVEZ FAIRE LA DEMANDE À L'AIDE DE LA FORMULE 15-110, QUE VOUS ENVERREZ AU :

Registraire local

Cour du Banc du Roi de la Saskatchewan (Division du droit de la famille)

(L'auteur de la présente requête doit ajouter ici l'adresse et le numéro de télécopieur du centre judiciaire saisi de la présente requête :)

-
- SI LA PRÉSENTE REQUÊTE COMPORTE UNE DEMANDE D'ENTRETIEN D'ENFANTS OU D'ORDONNANCE DE PARENTAGE, VOUS DEVEZ, HORS QUELQUES EXCEPTIONS, SUIVRE UN COURS SUR L'ART D'ÊTRE PARENT, SINON VOTRE CAUSE POURRA SUBIR DE GRAVES CONSÉQUENCES. POUR SUIVRE LE COURS, VOUS DEVEZ VOUS INSCRIRE AU MOINS 2 JOURS D'AVANCE PAR TÉLÉPHONE AU NUMÉRO SANS FRAIS : 1-877-964-5501.

1 L'ordonnance ou le jugement visé par la présente requête, ainsi que le ou les paragraphes pertinents :

2 Réparation ou recours précis qui sont sollicités :

3 Fondements de la requête : *(Indiquer la disposition législative, la règle, l'ordonnance ou tout autre fondement juridique invoqués par l'auteur de la requête pour justifier la réparation sollicitée.)*

4 Moyens de preuve déterminants envisagés :

5 Voici les règles qui s'appliquent :

6 Voici les lois et les règlements qui s'appliquent :

7 Ci-joint un projet d'ordonnance ou de jugement précisant la réparation ou les recours sollicités.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2_____.

(signature de la partie)

DÉCLARATION DE LA PARTIE REQUÉRANTE (ou INTIMÉE)

(Obligatoire dans le cas d'une requête régie par la Loi sur le divorce.)

Je soussigné(e), _____, partie requérante (ou intimée)
en l'espèce, certifie que je suis au courant de mes obligations découlant des articles 7.1 à 7.5
de la *Loi sur le divorce* (Canada).

(signature de la partie)

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Voici le texte des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce* (Canada) :

Intérêt de l'enfant

7.1 Les personnes ayant du temps parental ou des responsabilités décisionnelles à l'égard d'un enfant à charge et celles ayant des contacts avec un tel enfant en vertu d'une ordonnance de contact exercent ce temps parental, ces responsabilités et ces contacts d'une manière compatible avec l'intérêt de l'enfant.

Protection des enfants contre les conflits

7.2 Toute partie à une instance engagée sous le régime de la présente loi fait de son mieux pour protéger les enfants à charge des conflits découlant de l'instance.

Mécanismes de règlement des différends familiaux

7.3 Dans la mesure où il convient de le faire, les parties à une instance tentent de régler les questions pouvant faire l'objet d'une ordonnance en vertu de la présente loi en ayant recours à tout mécanisme de règlement des différends familiaux.

Renseignements complets, exacts et à jour

7.4 Toute partie à une instance engagée sous le régime de la présente loi ou visée par une ordonnance rendue en vertu de celle-ci fournit, si elle est tenue de le faire sous le régime de la présente loi, des renseignements complets, exacts et à jour.

Obligation de se conformer aux ordonnances

7.5 Il est entendu que toute personne visée par une ordonnance rendue en vertu de la présente loi est tenue de s'y conformer jusqu'à ce que l'ordonnance cesse d'avoir effet.

DÉCLARATION DE L'AVOCAT

(À remplir lorsque l'auteur de la requête est représenté par un avocat dans une requête régie par la *Loi sur le divorce*, la *Loi de 2020 sur le droit de l'enfance*, la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales* ou la *Loi sur les biens familiaux*.)

Je soussigné(e), _____ avocat(e) de _____, partie requérante (ou intimée) en l'espèce, certifie à la Cour m'être conformé(e) à l'article 7.7 de la *Loi sur le divorce* (Canada), s'agissant de discuter avec mon client (ma cliente) des possibilités de réconciliation des époux, des services de résolution des conflits familiaux et des obligations que lui impose la *Loi sur le divorce*. (Si les circonstances de l'espèce font en sorte qu'il serait manifestement contre-indiqué de s'y conformer, préciser ces circonstances.)

Je certifie aussi à la Cour m'être conformé(e) aux dispositions suivantes, s'agissant de discuter avec mon client (ma cliente) l'opportunité de recourir à des modes substitutifs de résolution :

- a) le paragraphe 20(1) de la *Loi de 2020 sur le droit de l'enfance*;
- b) le paragraphe 16(1) de la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales*;
- c) le paragraphe 44.1(1) de la *Loi sur les biens familiaux*.

J'ai informé mon client (ma cliente) des services de droit collaboratif et des services de médiation qui me sont connus et qui pourraient faciliter la résolution des problèmes. *(Si les circonstances de l'espèce font en sorte qu'il serait manifestement contre-indiqué de se conformer à ces prescriptions, préciser ces circonstances.)*

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de l'avocat)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 15-29
(Règle 15-29)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

**RÉPONSE À LA REQUÊTE EN MODIFICATION D'UNE ORDONNANCE
DÉFINITIVE**

1 Je ne m'oppose pas à l'octroi des recours suivants sollicités dans la requête en modification d'une ordonnance définitive : *(Énumérer les demandes qui ne sont pas contestées.)*

2 Je m'oppose aux demandes de recours suivantes :
(Énumérer les demandes qui sont contestées.)

3 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire entre la partie requérante/intimée et moi qui a été intentée par rapport au mariage, à la cohabitation, au parentage, aux aliments, à l'entretien ou au partage des biens :

4 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire en matière civile ou criminelle, d'autrefois ou en cours, qui peut être pertinente pour la sûreté, la sécurité ou le bien-être des enfants :

5 Voici les détails de toute autre ordonnance ou de tout autre accord ayant trait à tout enfant à la charge de la partie requérante/intimée ou de moi-même :

6 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire qui a abouti à une ordonnance, à un engagement ou à une promesse en cours de validité qui restreint les contacts ou la communication entre la partie requérante/intimée et moi, y compris tout autre membre de nos ménages respectifs : *(Préciser la date et les conditions de l'ordonnance, de l'engagement ou de la promesse.)*

7 Mon état financier établi à l'aide de la formule 15-47 :

(cocher ce qui s'applique)

☐ est déposé en l'espèce.

ou

☐ n'est pas déposé en l'espèce, car :

☐ s'agissant des aliments pour enfants :

☐ aucune demande n'a été faite.

ou

☐ une demande a été faite et la partie requérante/intimée et moi sommes d'accord sur la somme à payer pour l'entretien des enfants et sur le revenu annuel convenu de chacun de ceux, parmi nous, qui est tenu de fournir des renseignements sur son revenu selon les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants, et un accord d'entretien d'enfants établi à l'aide la formule 15-48B est déposé en l'espèce.

et

☐ s'agissant des aliments conjugaux :

☐ aucune demande n'a été faite.

ou

☐ une demande a été faite et la partie requérante/intimée et moi sommes d'accord sur la somme à payer pour l'entretien de conjoint, et une renonciation aux états financiers établie à l'aide de la formule 15-48A est déposée en l'espèce.

7.1 *(Dans le cas où une modification d'une ordonnance définitive est sollicitée en vertu de la Loi sur les biens familiaux, ajouter ce paragraphe 7.1.)*

Un état des biens énumérant les biens appartenant à la partie requérante/intimée et à moi ou dans lesquels nous détenons un intérêt :

☐ a été établi à l'aide de la formule 15-49 et est déposé en l'espèce.

ou

☐ n'est pas déposé en l'espèce, car la partie requérante/intimée et moi sommes d'accord sur la réparation à accorder, et une renonciation aux états des biens établie à l'aide de la formule 15-50 est déposée en l'espèce.

8 Je conteste la requête en modification d'une ordonnance définitive en raison des faits déterminants suivants : *(Énoncer, dans des paragraphes numérotés consécutivement, une déclaration des faits déterminants invoqués pour contester la requête pour mesures accessoires, mais non les moyens qui pourraient servir à en faire la preuve.)*

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2_____.

(signature de la partie)

DÉCLARATION DE LA PARTIE REQUÉRANTE (ou INTIMÉE)

(Obligatoire dans le cas d'une réponse à une requête régie par la Loi sur le divorce.)

Je soussigné(e), _____, partie requérante (ou intimée) en l'espèce, certifie que je suis au courant de mes obligations découlant des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce* (Canada).

(signature de la partie)

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Voici le texte des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce* (Canada) :

Intérêt de l'enfant

7.1 Les personnes ayant du temps parental ou des responsabilités décisionnelles à l'égard d'un enfant à charge et celles ayant des contacts avec un tel enfant en vertu d'une ordonnance de contact exercent ce temps parental, ces responsabilités et ces contacts d'une manière compatible avec l'intérêt de l'enfant.

Protection des enfants contre les conflits

7.2 Toute partie à une instance engagée sous le régime de la présente loi fait de son mieux pour protéger les enfants à charge des conflits découlant de l'instance.

Mécanismes de règlement des différends familiaux

7.3 Dans la mesure où il convient de le faire, les parties à une instance tentent de régler les questions pouvant faire l'objet d'une ordonnance en vertu de la présente loi en ayant recours à tout mécanisme de règlement des différends familiaux.

Renseignements complets, exacts et à jour

7.4 Toute partie à une instance engagée sous le régime de la présente loi ou visée par une ordonnance rendue en vertu de celle-ci fournit, si elle est tenue de le faire sous le régime de la présente loi, des renseignements complets, exacts et à jour.

Obligation de se conformer aux ordonnances

7.5 Il est entendu que toute personne visée par une ordonnance rendue en vertu de la présente loi est tenue de s'y conformer jusqu'à ce que l'ordonnance cesse d'avoir effet.

DÉCLARATION DE L'AVOCAT

(À remplir lorsque l'auteur de la présente réponse est représenté par un avocat dans une requête régie par la Loi sur le divorce, la Loi de 2020 sur le droit de l'enfance, la Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales ou la Loi sur les biens familiaux.)

Je soussigné(e), _____ avocat(e) de _____, partie requérante (ou intimée) en l'espèce, certifie à la Cour m'être conformé(e) à l'article 7.7 de la *Loi sur le divorce* (Canada), s'agissant de discuter avec mon client (ma cliente) des possibilités de réconciliation des époux, des services de résolution des conflits familiaux et des obligations que lui impose la *Loi sur le divorce*. (Si les circonstances de l'espèce font en sorte qu'il serait manifestement contre-indiqué de s'y conformer, préciser ces circonstances.)

Je certifie aussi à la Cour m'être conformé(e) aux dispositions suivantes, s'agissant de discuter avec mon client (ma cliente) l'opportunité de recourir à des modes substitutifs de résolution :

- a) le paragraphe 20(1) de la *Loi de 2020 sur le droit de l'enfance*;
- b) le paragraphe 16(1) de la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales*;
- c) le paragraphe 44.1(1) de la *Loi sur les biens familiaux*.

J'ai informé mon client (ma cliente) des services de droit collaboratif et des services de médiation qui me sont connus et qui pourraient faciliter la résolution des problèmes. (*Si les circonstances de l'espèce font en sorte qu'il serait manifestement contre-indiqué de se conformer à ces prescriptions, préciser ces circonstances.*)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de l'avocat)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 15-32
(Règle 15-32)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

AVIS DE REQUÊTE
(*INSTANCE EN MATIÈRE FAMILIALE*)

AVIS À LA PARTIE INTIMÉE [ou REQUÉRANTE], _____
(*nom*)

La présente requête vient de la partie requérante, _____. Vous êtes la partie intimée.
(ou La présente requête vient de la partie intimée, _____. Vous êtes la partie requérante.)

Vous avez le droit de faire valoir votre point de vue sur la question devant la Cour. Pour ce faire, vous devrez être présent(e) à l'audition de la requête qui aura lieu comme suit :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

(Veuillez lire l'avis figurant à la fin du présent document pour de plus amples renseignements sur ce que vous devez faire, et à quel moment.)

1 Réparation ou recours précis qui sont sollicités :

2 Fondements de la requête : (*Indiquer la disposition législative, la règle, l'ordonnance ou tout autre fondement juridique invoqués par l'auteur de la requête pour justifier la réparation sollicitée.*)

3 Moyens de preuve déterminants envisagés :

4 Voici les règles qui s'appliquent :

5 Voici les lois et les règlements qui s'appliquent :

6 Ci-joint un projet d'ordonnance ou de jugement précisant la réparation ou les recours sollicités.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2_____.

(signature de la partie ou de son avocat)

AVIS

Si vous désirez contester la requête, vous-même ou votre avocat devrez préparer un affidavit en réponse, en signifier une copie à l'adresse aux fins de signification indiquée à la fin du présent document et la déposer au greffe de la cour, accompagnée de la preuve de sa signification, au moins 7 jours avant la date fixée pour l'audition de la requête. Vous ou votre avocat devrez également comparaître en cour pour l'audition de la requête à la date fixée.

SACHEZ EN OUTRE que si vous ne comparez pas à l'audience, une ordonnance pourra être rendue en votre absence et exécutée contre vous. VOUS NE RECEVREZ AUCUN AUTRE AVIS CONCERNANT LA PRÉSENTE REQUÊTE.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 15-34

(Règle 15-34)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

REQUÊTE SANS PRÉAVIS
(*INSTANCE EN MATIÈRE FAMILIALE*)

La présente requête est présentée par _____, la partie requérante/intimée, sans préavis.

1 Disposition autorisant la présentation de la requête sans préavis :

2 Réparation ou recours précis qui sont sollicités :

3 Concernant les parties adverses (*cocher la case qui s'applique*) :

☐ Aucune d'elles n'est, à ma connaissance, représentée par avocat.

☐ Voici le ou les noms de leurs avocats :

4 Voici les règles qui s'appliquent :

5 Voici les lois et les règlements qui s'appliquent :

6 Voici la jurisprudence invoquée (*fournir les références et indiquer les passages pertinents*) :

7 Ci-joint un projet d'ordonnance ou de jugement précisant la réparation ou les recours sollicités.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2_____.

(signature de la partie ou de son avocat)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 15-36
(Règle 15-36)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

AVIS D'AUDIENCE EN SÉANCE DES COMPARUTIONS
(*INSTANCE EN MATIÈRE FAMILIALE*)

DESTINATAIRE : _____
(nom de chaque partie qui a droit à l'avis)

SACHEZ qu'une requête est présentée dans cette instance.

La requête sera entendue par conférence téléphonique avec le ou la juge siégeant en cabinet,
au centre judiciaire de _____ le _____ après _____.
(indiquer le centre judiciaire) (date) (heure)

AVIS

L'heure prévue pour le début des requêtes en séance des comparutions est fixée à 30 minutes avant l'heure prévue pour le début des séances en cabinet. Les parties à une requête en séance des comparutions doivent pouvoir être jointes par téléphone dès l'heure prévue pour le début de la requête en séance des comparutions et doivent demeurer disponibles jusqu'à l'audition de la requête.

1 Ordonnance ou directive sollicitée :

2 Raisons de la requête :

3 Voici les règles qui s'appliquent :

4 Voici les lois et les règlements qui s'appliquent :

5 Ci-joint un projet d'ordonnance précisant la réparation ou les recours sollicités.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie ou de son avocat)

AVIS

Une partie peut faire des assertions à l'audience concernant des faits qui ne sont pas contestés. Aucune partie ne remettra un affidavit ou ne témoignera à l'audience. Le ou la juge ne fondera sa décision que sur des faits qui ne peuvent être contestés, sur la foi des parties ou de leurs avocats. Vous avez le droit d'assister à l'audience et d'y prendre la parole. Vous devrez être aussi bref que possible. Si ni vous ni votre avocat n'assistez à l'audience, le ou la juge pourra rendre une ordonnance sans autre avis.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 15-40
(Règle 15-40)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

REQUÊTE PRÉSENTÉE À DES FINS PROCÉDURALES
(*INSTANCE EN MATIÈRE FAMILIALE*)

AVIS À LA PARTIE INTIMÉE [ou REQUÉRANTE], _____
(*nom*)

La présente requête vient de la partie requérante, _____. Vous êtes la partie intimée.
(ou La présente requête vient de la partie intimée, _____. Vous êtes la partie requérante.)

Vous avez le droit de faire valoir votre point de vue sur la question devant la Cour. Pour ce faire, vous devrez être présent(e) à l'audition de la requête qui aura lieu comme suit :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

(Veuillez lire l'avis figurant à la fin du présent document pour de plus amples renseignements sur ce que vous devez faire, et à quel moment.)

1 Réparation ou recours précis qui sont sollicités :

2 Fondements de la requête : (*Indiquer la disposition législative, la règle, l'ordonnance ou tout autre fondement juridique invoqués par l'auteur de la requête pour justifier la réparation sollicitée.*)

3 Moyens de preuve déterminants envisagés :

4 Voici les règles qui s'appliquent :

5 Voici les lois et les règlements qui s'appliquent :

6 Ci-joint un projet d'ordonnance précisant la réparation ou les recours sollicités.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2____.

(signature de la partie ou de son avocat)

AVIS

Si vous désirez contester la requête, vous-même ou votre avocat devrez préparer un affidavit en réponse, en signifier une copie à l'adresse aux fins de signification indiquée à la fin du présent document et la déposer au greffe de la cour, accompagnée de la preuve de sa signification, au moins 7 jours avant la date fixée pour l'audition de la requête. Vous ou votre avocat devrez également comparaître en cour pour l'audition de la requête à la date fixée.

SACHEZ EN OUTRE que si vous ne comparez pas à l'audience, une ordonnance pourra être rendue en votre absence et exécutée contre vous. VOUS NE RECEVREZ AUCUN AUTRE AVIS CONCERNANT LA PRÉSENTE REQUÊTE.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 15-41

(Règle 15-41)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

REQUÊTE EN RÉPARATION PROVISOIRE SUR LE FOND
(*INSTANCE EN MATIÈRE FAMILIALE*)

AVIS À LA PARTIE INTIMÉE [ou REQUÉRANTE], _____
(*nom*)

La présente requête vient de la partie requérante, _____. Vous êtes la partie intimée.
(ou La présente requête vient de la partie intimée, _____. Vous êtes la partie requérante.)

Vous avez le droit de faire valoir votre point de vue sur la question devant la Cour. Pour ce faire, vous devrez être présent(e) à l'audition de la requête qui aura lieu comme suit :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

(Veuillez lire l'avis figurant à la fin du présent document pour de plus amples renseignements sur ce que vous devez faire, et à quel moment.)

1 Réparation ou recours précis qui sont sollicités :

2 Fondements de la requête : (*Indiquer la disposition législative, la règle, l'ordonnance ou tout autre fondement juridique invoqués par l'auteur de la requête pour justifier la réparation sollicitée.*)

3 Moyens de preuve déterminants envisagés :

4 Voici les règles qui s'appliquent :

5 Voici les lois et les règlements qui s'appliquent :

6 Ci-joint un projet d'ordonnance précisant la réparation ou les recours sollicités.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____

(signature de la partie ou de son avocat)

AVIS

Si vous désirez contester la requête, vous-même ou votre avocat devrez préparer un affidavit en réponse, en signifier une copie à l'adresse aux fins de signification indiquée à la fin du présent document et la déposer au greffe de la cour, accompagnée de la preuve de sa signification, au moins 7 jours avant la date fixée pour l'audition de la requête. Vous ou votre avocat devrez également comparaître en cour pour l'audition de la requête à la date fixée.

(Dans le cas d'une demande d'aliments) SACHEZ que, peu importe que vous contestiez ou non la présente requête, vous devez signifier et déposer un état financier établi à l'aide de la formule 15-47 au moins 7 jours avant la date fixée pour l'audition de la requête. Vous devez remplir les annexes pertinentes de l'état financier et joindre à ce dernier les renseignements financiers exigés par les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants. Si la présente requête comporte une demande d'aliments pour enfants et que vous ne donnez pas suite au présent avis ou à l'avis de déposer un état financier, qui vous a aussi été signifié, LA COUR POURRA VOUS IMPUTER UN REVENU ET FIXER, EN FONCTION DE CE REVENU IMPUTÉ, LE MONTANT DES ALIMENTS POUR ENFANTS QUE VOUS DEVREZ PAYER. Si une demande d'entretien d'enfants vous a été signifiée, veuillez consulter les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants.

ET SACHEZ que si vous ne comparez pas à l'audience [ou que vous omettez de fournir les renseignements financiers exigés (*si une ordonnance alimentaire est sollicitée*)], une ordonnance pourra être rendue en votre absence et exécutée contre vous. VOUS NE RECEVREZ AUCUN AUTRE AVIS CONCERNANT LA PRÉSENTE REQUÊTE.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 15-43
(Règle 15-43)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

REQUÊTE POUR JUGEMENT SOMMAIRE
(*INSTANCE EN MATIÈRE FAMILIALE*)

AVIS À LA PARTIE INTIMÉE [ou REQUÉRANTE], _____
(*nom*)

La présente requête vient de la partie requérante, _____. Vous êtes la partie intimée.

(ou La présente requête vient de la partie intimée, _____. Vous êtes la partie requérante.)

Vous avez le droit de faire valoir votre point de vue sur la question devant la Cour. Pour ce faire, vous devrez être présent(e) à l'audition de la requête qui aura lieu comme suit :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

(Veuillez lire l'avis figurant à la fin du présent document pour de plus amples renseignements sur ce que vous devez faire, et à quel moment.)

1 Réparation ou recours précis qui sont sollicités :

2 Fondements de la requête : (*Indiquer la disposition législative, la règle, l'ordonnance ou tout autre fondement juridique invoqués par l'auteur de la requête pour justifier la réparation sollicitée.*)

3 Moyens de preuve déterminants envisagés :

4 Voici les règles qui s'appliquent :

5 Voici les lois et les règlements qui s'appliquent :

6 Ci-joint un projet d'ordonnance ou de jugement précisant la réparation ou les recours sollicités.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2_____.

(signature de la partie ou de son avocat)

AVIS

Si vous désirez contester la requête, vous-même ou votre avocat devrez préparer un affidavit en réponse, en signifier une copie à l'adresse aux fins de signification indiquée à la fin du présent document et la déposer au greffe de la cour, accompagnée de la preuve de sa signification, au moins 7 jours avant la date fixée pour l'audition de la requête. Vous ou votre avocat devrez également comparaître en cour pour l'audition de la requête à la date fixée.

(Dans le cas d'une demande d'aliments) SACHEZ que, peu importe que vous contestiez ou non la présente requête, vous devez signifier et déposer un état financier établi à l'aide de la formule 15-47 au moins 7 jours avant la date fixée pour l'audition de la requête. Vous devez remplir les annexes pertinentes de l'état financier et joindre à ce dernier les renseignements financiers exigés par les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants. Si la présente requête comporte une demande d'aliments pour enfants et que vous ne donnez pas suite au présent avis ou à l'avis de déposer un état financier, qui vous a aussi été signifié, LA COUR POURRA VOUS IMPUTER UN REVENU ET FIXER, EN FONCTION DE CE REVENU IMPUTÉ, LE MONTANT DES ALIMENTS POUR ENFANTS QUE VOUS DEVREZ PAYER. Si une demande d'entretien d'enfants vous a été signifiée, veuillez consulter les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants.

ET SACHEZ que si vous ne comparez pas à l'audience [ou que vous omettez de fournir les renseignements financiers exigés (si une ordonnance alimentaire est sollicitée)], une ordonnance pourra être rendue en votre absence et exécutée contre vous. VOUS NE RECEVREZ AUCUN AUTRE AVIS CONCERNANT LA PRÉSENTE REQUÊTE.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 15-44
(Règle 15-44)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

REQUÊTE EN MODIFICATION D'UNE ORDONNANCE PROVISOIRE

AVIS À LA PARTIE INTIMÉE [ou REQUÉRANTE], _____
(nom)

La présente requête vient de la partie requérante, _____. Vous êtes la partie intimée.
(ou La présente requête vient de la partie intimée, _____. Vous êtes la partie requérante.)

Vous avez le droit de faire valoir votre point de vue sur la question devant la Cour. Pour ce faire, vous devrez être présent(e) à l'audition de la requête qui aura lieu comme suit :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

(Veuillez lire l'avis figurant à la fin du présent document pour de plus amples renseignements sur ce que vous devez faire, et à quel moment.)

1 Ordonnance provisoire précise à modifier :

2 Réparation ou recours précis qui sont sollicités :

3 Fondements de la requête : *(Indiquer la disposition législative, la règle, l'ordonnance ou tout autre fondement juridique invoqués par l'auteur de la requête pour justifier la réparation sollicitée.)*

4 Moyens de preuve déterminants envisagés :

5 Voici les règles qui s'appliquent :

6 Voici les lois et les règlements qui s'appliquent :

7 Ci-joint un projet d'ordonnance précisant la réparation ou les recours sollicités.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie ou de son avocat)

AVIS

Si vous désirez contester la requête, vous-même ou votre avocat devrez préparer un affidavit en réponse, en signifier une copie à l'adresse aux fins de signification indiquée à la fin du présent document et la déposer au greffe de la cour, accompagnée de la preuve de sa signification, au moins 7 jours avant la date fixée pour l'audition de la requête. Vous ou votre avocat devrez également comparaître en cour pour l'audition de la requête à la date fixée.

(Dans le cas d'une demande d'aliments) SACHEZ que, peu importe que vous contestiez ou non la présente requête, vous devez signifier et déposer un état financier établi à l'aide de la formule 15-47 au moins 7 jours avant la date fixée pour l'audition de la requête. Vous devez remplir les annexes pertinentes de l'état financier et joindre à ce dernier les renseignements financiers exigés par les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants. Si la présente requête comporte une demande d'aliments pour enfants et que vous ne donnez pas suite au présent avis ou à l'avis de déposer un état financier, qui vous a aussi été signifié, LA COUR POURRA VOUS IMPUTER UN REVENU ET FIXER, EN FONCTION DE CE REVENU IMPUTÉ, LE MONTANT DES ALIMENTS POUR ENFANTS QUE VOUS DEVREZ PAYER. Si une demande d'entretien d'enfants vous a été signifiée, veuillez consulter les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants.

ET SACHEZ que si vous ne comparez pas à l'audience [ou que vous omettez de fournir les renseignements financiers exigés (*si une ordonnance alimentaire est sollicitée*)], une ordonnance pourra être rendue en votre absence et exécutée contre vous. VOUS NE RECEVREZ AUCUN AUTRE AVIS CONCERNANT LA PRÉSENTE REQUÊTE.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 15-47

(Règle 15-47)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

ÉTAT FINANCIER DE _____

COMPLÉMENT D'INFORMATION

La présente formule compte 7 annexes, mais vous n'aurez pas forcément besoin de toutes les remplir. Utilisez la liste de pointage qui apparaît plus loin pour savoir lesquelles doivent être remplies. Chaque annexe contient (en italiques) ses propres instructions.

Vous devrez jurer de la véracité de l'état financier en prêtant serment ou en l'affirmant solennellement devant un notaire, un juge de paix, un avocat ou un commissaire aux serments. Les membres du personnel du bureau du registraire local, au palais de justice, sont tous commissaires aux serments, donc vous pouvez le faire devant l'un d'eux au moment du dépôt du document.

Je soussigné(e), _____ de _____ ,
(nom) (ville et province)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 Les renseignements figurant dans le présent état financier sont vrais et complets au mieux de ma connaissance et de mes convictions et ils se rapportent à ma situation financière d'aujourd'hui.

2 ☐ Je ne prévois aucun changement important au sujet des renseignements figurant dans cet état financier.

ou

☐ Je prévois les changements importants suivants au sujet des renseignements figurant dans cet état financier :

3 Ci-joint les annexes suivantes :

- ☐ Annexe 1 : Gagne-pain et revenus
- ☐ Annexe 2 : Dépenses
- ☐ Annexe 3 : Dépenses spéciales ou extraordinaires
- ☐ Annexe 4 : Budget axé sur l'enfant
- ☐ Annexe 5 : Revenus des autres membres du ménage
- ☐ Annexe 6 : Difficultés excessives
- ☐ Annexe 7 : Valeur nette

4 Je reconnais que, si je me rends compte au cours de l'instance que des renseignements sont inexacts ou incomplets, je devrai signifier à chacune des autres parties à l'instance et déposer à la Cour les renseignements exacts ou complets, ou un nouvel état financier mis à jour, le tout accompagné des documents justificatifs.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,
le _____ 2 _____ .

Commissaire aux serments pour la Saskatchewan

(signature)

La déclaration suivante doit être remplie si votre revenu est exonéré d'impôt en raison de votre statut.

Je déclare que les 3 énoncés suivants sont vrais:

- 1 Je suis un(e) Indien(ne) au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada).
- 2 En raison de mon statut, mon revenu est exonéré d'impôt et je ne suis pas tenu(e) de déposer une déclaration de revenus.
- 3 Je n'ai donc pas déposé de déclarations de revenus pour les 3 dernières années.

DÉCLARÉ DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,
le _____ 2 _____ .

Commissaire aux serments pour la Saskatchewan

(signature)

LISTE DE POINTAGE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Utilisez cette liste de pointage pour déterminer quelles sont les annexes à joindre à votre état financier. Cocher chaque cas qui s'applique à vous (il peut y en avoir plusieurs), puis remplissez et joignez toutes les annexes marquées d'un point (« • ») pour chaque cas que vous avez coché, et ajoutez tous les documents demandés par l'annexe. **Ne remplir et joindre chaque annexe pertinente qu'une seule fois.** Veuillez noter que cette liste de pointage sert à vous aider à répertorier toute l'information exigée de vous (voir les articles 21 et 22 des *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants* ainsi que les règles 15-47 à 15-59 des *Règles de la Cour du Banc du Roi*).

Cette liste de pointage n'est pas exhaustive. La partie adverse peut demander – et/ou la Cour peut ordonner – que vous fournissiez de plus amples renseignements que ceux indiqués dans la liste de pointage, selon votre situation particulière. Veuillez aussi noter que la règle 15-48 mentionne des cas où l'état financier n'est pas nécessaire, par exemple lorsque l'enfant réside principalement avec une partie qui limite sa demande d'aliments au montant indiqué dans la table applicable et que la personne appelée à payer a un revenu inférieur à 150 000 \$ par année

A. Présentation d'une réclamation ou d'une requête

	✓	Cochez chaque cas qui s'applique à vous. Nota : Les références entre parenthèses sont aux <i>Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants</i>	Annexes à joindre						
			1	2	3	4	5	6	7
UNE ORDONNANCE D'ENTRETIEN D'ENFANT EST SOLLICITÉE									
1		Je réclame des aliments pour enfants; un ou plusieurs des enfants ont 18 ans ou plus (par. 3(2))	•	•		•			
2		Je réclame des aliments pour enfants; un ou plusieurs des enfants sont des beaux-enfants (art. 5)	•	•					
3		Je réclame des aliments pour enfants; le revenu de la partie appelée à payer est supérieur à 150 000 \$ par année (art. 4)	•	•		•			
4		Je sollicite une ordonnance relative à des dépenses spéciales ou extraordinaires (art. 7)	•	•	•				
5		Je réclame des aliments rétroactifs pour enfants	•	•					
6		Je réclame des aliments rétroactifs pour enfants; aucune revendication de biens n'a été faite	•	•					•
7		Je réclame des aliments pour enfants; un ou plusieurs des enfants sont à la charge de l'autre partie et moi sous le régime d'un temps de parentage partagé et nous sommes d'accord qu'un rajustement des aliments à payer serait approprié (art. 9)	•						
8		Je réclame des aliments pour enfants; un ou plusieurs des enfants sont à la charge de l'autre partie et moi sous le régime d'un temps de parentage partagé et nous ne sommes pas d'accord qu'un rajustement des aliments à payer serait approprié (art. 9)	•	•		•	•		

LA MODIFICATION D'UNE ORDONNANCE D'ENTRETIEN D'ENFANT EST SOLLICITÉE			Annexes à joindre						
			1	2	3	4	5	6	7
9		Je demande que soit modifiée une ordonnance d'entretien d'enfant qui a été rendue contre moi (art. 3)	•						
10		Je demande que soit modifiée une ordonnance d'entretien d'enfant qui a été rendue contre l'autre partie; un ou plusieurs des enfants ont 18 ans ou plus (par. 3(2))	•	•		•			
11		Je demande que soit modifiée une ordonnance d'entretien d'enfant qui a été rendue contre moi; un ou plusieurs des enfants ont 18 ans ou plus (par. 3(2))	•	•					
12		Je demande que soit modifiée une ordonnance d'entretien d'enfant; un ou plusieurs des enfants sont des beaux-enfants (art. 5)	•	•					
13		Je demande que soit modifiée une ordonnance d'entretien d'enfant qui a été rendue contre l'autre partie, dont le revenu est supérieur à 150 000 \$ par année (art. 4)	•	•		•			
14		Je demande que soit modifiée une ordonnance d'entretien d'enfant qui a été rendue contre moi; mon revenu est supérieur à 150 000 \$ par année (art. 4)	•	•					
15		Je demande que soit modifiée une ordonnance qui oblige l'autre partie à contribuer aux dépenses spéciales ou extraordinaires (art. 7)	•	•	•				
16		Je demande que soit modifiée une ordonnance qui m'oblige à contribuer aux dépenses spéciales ou extraordinaires (art. 7)	•	•					
DES DIFFICULTÉS EXCESSIVES SONT PLAIDÉES			Annexes à joindre						
			1	2	1	4	1	6	1
17		Je plaide des difficultés excessives (art. 10); une revendication de biens a été faite	•	•			•	•	
18		Je plaide des difficultés excessives (art. 10); aucune revendication de biens n'a été faite	•	•			•	•	•
UNE ORDONNANCE D'ENTRETIEN DE CONJOINT, OU SA MODIFICATION, EST SOLLICITÉE			Annexes à joindre						
			1	2	3	4	5	6	7
19		Je demande des aliments conjugaux	•	•					
20		Je demande la modification d'une ordonnance d'entretien de conjoint	•	•					
LA RÉDUCTION OU L'ÉLIMINATION D'ARRIÉRÉS EST RÉCLAMÉE			Annexes à joindre						
			1	2	3	4	5	6	7
21		Je réclame l'élimination ou la réduction d'arriérés à l'égard d'aliments pour enfants ou conjugaux; une revendication de biens a été faite	•	•					
22		Je réclame l'élimination ou la réduction d'arriérés à l'égard d'aliments pour enfants ou conjugaux; aucune revendication de biens n'a été faite	•	•					•

B. En réponse à une réclamation ou à une requête

	✓	Cochez chaque cas qui s'applique à vous. Nota : Les références entre parenthèses sont aux <i>Lignes directrices fédérales sur les</i> <i>pensions alimentaires pour enfants</i>	Annexes à joindre						
			1	2	3	4	5	6	7
EN RÉPONSE À UNE DEMANDE D'ALIMENTS POUR ENFANTS									
23		On me demande de payer des aliments pour enfants (art. 3)	.						
24		On me demande de payer des aliments pour enfants; un ou plusieurs des enfants ont 18 ans ou plus (par. 3(2))	.	.					
25		On me demande de payer des aliments pour enfants; un ou plusieurs des enfants sont des beaux-enfants (art. 5)	.	.					
26		On me demande de payer des aliments pour enfants; mon revenu est supérieur à 150 000 \$ par année (art. 4)	.	.					
27		On me demande de contribuer aux dépenses spéciales ou extraordinaires (art. 7)	.	.					
28		On me demande de payer des aliments rétroactifs pour enfants; une revendication de biens a été faite	.	.					
29		On me demande de payer des aliments rétroactifs pour enfants; aucune revendication de biens n'a été faite	.	.					.
30		On me demande de payer des aliments pour enfants; un ou plusieurs des enfants sont à la charge de l'autre partie et moi sous le régime d'un temps de parentage partagé et nous sommes d'accord qu'un rajustement des aliments à payer serait approprié (art. 9)	.						
31		On me demande de payer des aliments pour enfants; un ou plusieurs des enfants sont à la charge de l'autre partie et moi sous le régime d'un temps de parentage partagé et nous ne sommes pas d'accord qu'un rajustement des aliments à payer serait approprié (art. 9)		

EN RÉPONSE À UNE REQUÊTE EN MODIFICATION D'UNE ORDONNANCE D'ENTRETIEN D'ENFANT			Annexes à joindre						
			1	2	3	4	5	6	7
32		Je réponds à une requête en modification d'une ordonnance d'entretien d'enfant qui m'oblige à payer des aliments (art. 3)	•						
33		Je réponds à une requête en modification d'une ordonnance d'entretien d'enfant qui m'oblige à payer des aliments; un ou plusieurs des enfants ont 18 ans ou plus (par. 3(2))	•	•					
34		Je réponds à une requête en modification d'une ordonnance d'entretien d'enfant qui oblige l'autre partie à payer des aliments; un ou plusieurs des enfants ont 18 ans ou plus (par. 3(2))	•	•		•			
35		Je réponds à une requête en modification d'une ordonnance d'entretien d'enfant; un ou plusieurs des enfants sont des beaux-enfants (art. 5)	•	•					
36		Je réponds à une requête en modification d'une ordonnance d'entretien d'enfant qui oblige l'autre partie à payer des aliments; son revenu est supérieur à 150 000 \$ par année (art. 4)	•	•		•			
37		Je réponds à une requête en modification d'une ordonnance d'entretien d'enfant qui m'oblige à payer des aliments; mon revenu est supérieur à 150 000 \$ par année (art. 4)	•	•					
38		Je réponds à une requête en modification d'une ordonnance qui oblige l'autre partie à contribuer aux dépenses spéciales ou extraordinaires (art. 7)	•	•	•				
39		Je réponds à une requête en modification d'une ordonnance qui m'oblige à contribuer aux dépenses spéciales ou extraordinaires (art. 7)	•	•					
EN RÉPONSE À UNE PRÉTENTION DE DIFFICULTÉS EXCESSIVES			Annexes à joindre						
			1	2	3	4	5	6	7
40		Je réponds à la prétention de difficultés excessives formulée par l'autre partie; la cour a confirmé leur existence (art. 10)	•	•			•		
CONCERNANT L'ENTRETIEN DE CONJOINT			Annexes à joindre						
			1	2	3	4	5	6	7
41		On me demande de payer des aliments conjugaux	•	•					
42		Je réponds à une requête en modification d'une ordonnance d'entretien de conjoint	•	•					

ANNEXE 1 : GAGNE-PAIN ET REVENUS

PREMIÈRE PARTIE : RENSEIGNEMENTS SUR LES GAGNE-PAIN

Documents à joindre

INSTRUCTIONS : Vous devez joindre les documents visés par l'une des deux options suivantes, en plus des autres documents exigés plus loin dans cette partie.

J'ai joint :

- ☐ copie de mes déclarations de revenus des particuliers pour chacune des 3 dernières années d'imposition et copie de chaque avis de cotisation ou de nouvelle cotisation que j'ai reçu pour chacune des 3 dernières années d'imposition. (*Votre déclaration sommaire N'EST PAS suffisante. Vous devez produire les déclarations de revenus intégrales.*)
- ☐ une déclaration précisant que je ne suis pas tenu(e) de produire des déclarations de revenus et de prestations, étant un Indien ou une Indienne au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada). (*Utiliser le formulaire en page 2.*) Je joins la preuve de revenus ci-dessous pour les 3 dernières années civiles.

Mes sources actuelles de revenus

INSTRUCTIONS : Cochez la ou les cases qui s'appliquent à vous. Ajouter les renseignements pertinents à l'aide des espaces et des cases. Joindre tous les documents requis.

Cocher tout ce qui s'applique :

☐ **J'ai actuellement un emploi**

Emploi/Fonctions :

Nom de l'employeur :

Le travail est : ☐ _____ à temps plein

☐ à temps partiel (environ _____ heures par semaine)

☐ occasionnel (environ _____ heures par mois)

Je suis payé(e) : ☐ à la semaine

☐ toutes les deux semaines

☐ deux fois par mois

☐ au mois

☐ autre (*préciser*):

Ci-joint le document suivant par rapport à chaque employeur :

- ☐ ma dernière fiche de paie indiquant le total des rémunérations touchées jusqu'ici dans l'année en cours, temps supplémentaire compris.

ou

- ☐ puisque mon employeur ne remet pas de fiches de paie, une lettre de mon employeur indiquant la rémunération totale qui m'a été versée jusqu'ici dans l'année en cours, temps supplémentaire compris, et mon niveau de salaire ou de rémunération.

☐ **Je travaille actuellement à mon compte (entreprise non personnalisée)**

Nom et adresse de l'entreprise, du cabinet ou de la ferme :

Ci-joint les documents suivants :

- ☐ les états financiers de mon entreprise ou de mon cabinet, autre qu'une société de personnes, pour les 3 dernières années d'imposition;
- ☐ une ventilation, pour les 3 dernières années d'imposition, de tous les salaires, frais de gestion et autres paiements ou avantages versés à des particuliers ou à des sociétés par actions, ou pour leur compte, dans des conditions de non-concurrence;
- ☐ étant associé(e) d'une société de personnes, confirmation de mes revenus ainsi que de mes retraits de cette société, et de mes capitaux propres dans celle-ci, sur les 3 dernières années d'imposition.

☐ **Je suis actionnaire de contrôle, administrateur/administratrice ou dirigeant(e) d'une société par actions**

Nom de la société :

Intérêts dans la société :

Ci-joint les documents suivants :

- ☐ les états financiers, pour les 3 dernières années d'imposition, des sociétés par actions dans lesquelles je détiens une participation avec contrôle, ainsi que de leurs filiales;
- ☐ une ventilation, pour les 3 dernières années d'imposition, de tous les salaires, frais de gestion et autres paiements ou avantages versés à des particuliers ou à des sociétés par actions, ou pour leur compte, avec lesquels la société par actions, ainsi que les sociétés liées à elle, fait affaire dans des conditions de non-concurrence.

☐ **Je suis bénéficiaire d'une fiducie**

Ci-joint les documents suivants :

- ☐ L'acte de fiducie et copie des 3 derniers états financiers de la fiducie.

☐ **Je suis actuellement sans emploi ou à la retraite**

Dernier jour de travail
(approximativement) :

Dernières fonctions :

Raison du non-emploi :

- ☐ retraite
☐ ne recherche pas de travail hors du foyer
☐ à la recherche d'emploi
☐ incapable de travailler pour raisons médicales
☐ autre (*préciser*) :

- ☐ ayant occupé un ou plusieurs emplois dans la dernière année, j'ai joint ma dernière fiche de paie indiquant le total des rémunérations touchées jusqu'ici dans l'année en cours, temps supplémentaire compris, pour chaque employeur

☐ **Je reçois des revenus de l'assurance-emploi, de l'assistance sociale, de pensions de retraite, d'indemnités pour accidents du travail, de prestations d'invalidité ou d'autres sources**

Source du revenu :

- ☐ assurance-emploi
☐ assistance sociale
☐ pension de retraite
☐ indemnités pour accidents du travail
☐ prestations d'invalidité
☐ autre (*préciser*) :

Ci-joint le document suivant pour chaque source de revenus :

- ☐ Le dernier état des revenus indiquant le revenu total de cette source pendant l'année en cours.

ou

- ☐ Faute d'un état des revenus, une lettre de l'autorité concernée indiquant le revenu total de cette source pendant l'année en cours.

Prestations médicales ou dentaires

- ☐ Mes personnes à charge bénéficient d'une assurance médicale ou dentaire par l'intermédiaire de mon employeur ou d'une autre manière, à un tarif raisonnable.

SECONDE PARTIE : REVENUS

Revenus imposables

<i>INSTRUCTIONS : Indiquez tous les revenus annuels imposables bruts (c.-à-d. avant les déductions) de toutes sources pour la période de 12 mois se terminant en date du présent état financier. Donnez votre meilleure estimation, si vous ignorez le montant réel. N'inclure un revenu qu'une seule fois au tableau.</i>	
Source du revenu imposable (avant les déductions)	Montant annuel
Revenus d'emploi (salaires, commissions, bonis, temps supplémentaire, etc.)	\$
Autres revenus d'emploi (pourboires, revenu étranger, subventions de recherche, etc.)	\$
Revenu de pension (sécurité de la vieillesse, RPC, pension de retraite, etc.)	\$
Prestations d'invalidité imposables	\$
Prestations d'assurance-emploi	\$
Montant imposable des dividendes de sociétés canadiennes imposables	\$
Intérêts et autres revenus de placements	\$
Revenus nets de société de personnes : commanditaires ou associés passifs seulement	\$
Revenus nets de location (<i>indiquer le montant brut ici : _____ \$</i>)	\$
Gains en capital imposables	\$
Aliments conjugués reçus (<i>aliments totaux : _____ \$</i>)	\$
Revenus d'un REER	\$
Revenus d'un travail indépendant : A. Revenus d'entreprise Bruts _____ \$ Nets B. Revenus de profession libérale..... Bruts _____ \$ Nets X. Revenus de commissions Bruts _____ \$ Nets Δ. Revenus d'agriculture..... Bruts _____ \$ Nets E. Revenus de pêche..... Bruts _____ \$ Nets	\$
Indemnités pour accidents du travail	\$
Prestations d'assistance sociale	\$
Versement net des suppléments fédéraux	\$
Autres revenus imposables (<i>p. ex. bourses d'études, de perfectionnement et d'entretien, certains paiements forfaitaires ou certaines prestations consécutives au décès, indemnités de départ, etc.</i>) (<i>préciser</i>)	\$
REVENU TOTAL ANNUEL	\$

Revenus non imposables

INSTRUCTIONS : Énumérez la totalité des revenus, allocations et sommes non imposables reçues de toutes sources, y compris les exonérations d'impôt en raison du statut d'Indien, les prestations d'assistance provenant des bandes, les aliments pour enfants, les crédits pour la TPS, etc. pour la période de 12 mois se terminant en date du présent état financier. Donnez votre meilleure estimation, si vous ignorez le montant réel.

Revenus ou prestations non imposables	Montant annuel
Revenu exonéré en raison du statut d'Indien	\$
Allocation fiscale pour enfants	\$
Crédit pour la TPS	\$
Aliments pour enfants	\$
Prestations d'assistance provenant des bandes	\$
Autres (<i>préciser</i>)	\$
	\$
	\$
REVENU NON IMPOSABLE TOTAL	\$

Déductions admissibles

INSTRUCTIONS : Consulter l'annexe III des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants pour savoir si des déductions s'appliquent dans votre cas. Si oui, les inclure pour la période de 12 mois se terminant en date du présent état financier. Donnez votre meilleure estimation, si vous ignorez le montant réel.

Déductions admissibles en vertu de l'annexe III	Montant annuel
	\$
	\$
	\$
DÉDUCTIONS ADMISSIBLES TOTALES	\$

ANNEXE 2: DÉPENSES

INSTRUCTIONS : Présentez vos dépenses personnelles. Utilisez pour chaque poste la première ou la seconde colonne, mais non les deux à la fois. Donnez votre meilleure estimation, si vous ignorez le montant réel. Si vous prévoyez des changements, indiquez les nouveaux montants dans la troisième colonne.

Poste		Paielements mensuels	Paielements annuels	Commentaires
Retenues à la source				
	Cotisations au RPC			
	Primes d'assurance-emploi			
	Cotisations d'employé à la caisse de retraite			
	Primes d'assurance médicale et dentaire (retenues à la source)			
	Impôt sur le revenu			
Logement				
	Loyer ou hypothèque			
	Impôts fonciers			
	Assurance de propriétaire ou de locataire			
	Charges condominiales			
	Eau, égouts et ordures			
	Réparations domiciliaires, entretien du terrain			
	Chauffage, électricité			
	Téléphone, câble, internet			
	Autres (<i>préciser</i>)			
Frais ménagers				
	Nourriture			
	Restauration			
	Articles ménagers divers			
	Coiffure, articles de toilette et autres			
	Lessive et nettoyage à sec			
	Ameublement et équipement			

Poste		Paielements mensuels	Paielements annuels	Commentaires
Transport				
	Transport en commun, taxis			
	Assurance automobile, immatriculation et permis			
	Essence et huile			
	Stationnement			
	Réparations et entretien de voiture			
	Remboursement de prêt-auto			
Santé (frais non remboursables par une assurance)				
	Primes d'assurance médicale et dentaire (non retenues à la source)			
	Soins de santé (physiothérapie, etc.)			
	Médicaments, ordonnances			
	Soins dentaires et orthodontiques			
	Soins oculaires (lunettes, lentilles cornéennes)			
	Autres (<i>préciser</i>)			
Besoins personnels				
	Vêtements, chaussures			
	Études (pour moi-même)			
	Autres (<i>préciser</i>)			
Enfants				
	Vêtements, chaussures			
	Allocations des enfants, cadeaux			
	Droits, livres et fournitures pour l'école			
	Activités scolaires (excursions, etc.)			
	Activités, leçons et fournitures			
	Garderie, gardiennage, camp d'été			
	Autres (<i>préciser</i>)			

Poste		Paiements mensuels	Paiements annuels	Commentaires
Fonds de prévoyance				
	REER			
	REEE			
	Autres (<i>préciser</i>)			
Pensions alimentaires (préciser : pour qui; si elles sont déductibles de l'impôt; si elles sont volontaires ou judiciaires)				
	Aliments payés en l'espèce			
	Aliments payés dans une autre affaire			

Poste		Paiements mensuels	Paiements annuels	Commentaires
Remboursement de dettes (sauf prêts hypothécaires et prêts-auto susindiqués)				
Autres				
	Primes d'assurance vie – entière ou temporaire			
	Frais bancaires, juridiques et comptables			
	Dîme, dons de charité			
	Divertissement et loisirs			
	Vacances			
	Alcool, tabac, cannabis			
	Autres (<i>préciser</i>)			
TOTAUX PARTIELS				
CALCUL DES DÉPENSES ANNUELLES TOTALES				
a.	Paiements mensuels : _____ \$ × 12 :		_____ \$	
b.	Plus paiements annuels :		_____ \$	
c.	Égale dépenses annuelles totales :		_____ \$	

ANNEXE 3: DÉPENSES SPÉCIALES OU EXTRAORDINAIRES

INSTRUCTIONS : Pour plus d'information sur ce type de réclamation, consultez l'article 7 des Lignes directrices fédérales sur les paiements alimentaires pour enfants. Pour chaque dépense, donnez le nom de l'enfant, le détail de la dépense et la somme globale que vous avez payée. Vous devez aussi inclure toute contribution faite par l'enfant ou un tiers, de même que les subventions, les prestations, les déductions fiscales et les remboursements que vous avez reçus ou avez le droit de réclamer.

Je réclame une contribution aux dépenses spéciales ou extraordinaires à l'égard de ce qui suit :

- ☐ les frais de garde de l'enfant engagés pour me permettre d'occuper un emploi, ou de poursuivre des études ou de recevoir de la formation en vue d'un emploi, ou engagés en raison de ma maladie ou de mon invalidité;
- ☐ la portion des primes d'assurance médicale et dentaire attribuable à l'enfant;
- ☐ les frais relatifs aux soins de santé dépassant d'au moins 100 \$ par année la somme que la compagnie d'assurance rembourse, par maladie ou événement, notamment les traitements orthodontiques, les consultations professionnelles d'un psychologue, travailleur social, psychiatre ou toute autre personne, la physiothérapie, l'ergothérapie, l'orthophonie, les médicaments délivrés sur ordonnance, les prothèses auditives, les lunettes et les lentilles cornéennes (*indiquer le montant de tout remboursement d'assurance*);
- ☐ les frais extraordinaires relatifs aux études primaires ou secondaires ou à tout autre programme éducatif qui répond aux besoins particuliers de l'enfant;
- ☐ les frais relatifs aux études postsecondaires;
- ☐ les frais extraordinaires relatifs aux activités parascolaires.

Voici le détail des dépenses visées par ma réclamation :

Nom de l'enfant	Description des frais	Dépense annuelle brute	Moins : contributions d'autrui, subventions, prestations, déductions fiscales et remboursements	Dépense annuelle nette

À la demande de l'autre partie ou de la Cour, vous devrez fournir des reçus ou d'autres pièces justificatives pour chaque dépense. À défaut de pouvoir le faire, donnez ici vos raisons :

ANNEXE 4: BUDGET AXÉ SUR L'ENFANT

INSTRUCTIONS : La présente annexe a pour but de fournir des renseignements sur vos dépenses liées à des enfants, si vous réclamez des aliments pour un ou plusieurs enfants qui ont 18 ans ou plus ou qui font l'objet de temps de parentage partagé, ou si le parent payeur a un revenu supérieur à 150 000 \$. Si la demande d'aliments vise plusieurs enfants et que leur situation est différente (p. ex. l'un a 18 ans ou plus, tandis que l'autre fait l'objet de temps de parentage partagé), vous devez remplir une annexe 4 pour chacun d'eux. Utilisez pour chaque poste la première ou la seconde colonne, mais non les deux à la fois. Donnez votre meilleure estimation, si vous ignorez le montant réel. Si vous prévoyez des changements, indiquez les nouveaux montants dans la troisième colonne.

Enfant(s) visé(s) par la présente annexe :

Nom : _____ date de naissance : _____
 Nom : _____ date de naissance : _____
 Nom : _____ date de naissance : _____

Poste		Paiements mensuels	Paiements annuels	Commentaires
Frais de logement attribuables aux enfants				
	Loyer ou hypothèque			
	Réparations domiciliaires, entretien du terrain			
	Chauffage, électricité, eau			
	Téléphone, câble, internet			
	Autres (<i>préciser</i>)			
Frais ménagers attribuables aux enfants				
	Nourriture			
	Restauration			
	Articles ménagers divers			
	Coiffure, articles de toilette et autres			
	Lessive			
	Ameublement et équipement			
Transport attribuable aux enfants				
	Transport en commun, taxis			
	Essence et huile			
	Stationnement			

Poste		Paielements mensuels	Paielements annuels	Commentaires
Santé (<i>frais non remboursables par une assurance</i>)				
	Primes d'assurance médicale et dentaire			
	Soins de santé (physiothérapie, etc.)			
	Médicaments, ordonnances			
	Soins dentaires et orthodontiques			
	Soins oculaires (lunettes, lentilles cornéennes)			
	Counseling			
	Autres (<i>préciser</i>)			
Frais d'éducation, activités et garde d'enfants (<i>après impôts</i>)				
	Frais de scolarité			
	Livres, fournitures scolaires			
	Technologie			
	Droits exigibles			
	Activités scolaires (excursions, etc.)			
	Repas du midi à l'école			
	Activités, leçons, fournitures			
	Garderie, gardiennage, bonne d'enfants			
	Camps d'été			
	Autres (<i>préciser</i>)			
Besoins personnels				
	Vêtements, chaussures			
	Vêtements saisonniers			
	Passe-temps			
	Jouets, bicyclettes			
	Divertissement et loisirs			
	Cadeaux pour l'enfant			
	Cadeaux de l'enfant à d'autres			
	Allocations			
	Coiffure / divers			
	Vacances			

Poste		Paielements mensuels	Paielements annuels	Commentaires
Fonds de prévoyance				
	REEE			
	Autres (<i>préciser</i>)			
Autres frais attribuables aux enfants				
	Primes d'assurance vie – entière ou temporaire			
	Frais bancaires			
	Dons			
	Divertissement et loisirs			
	Autres (<i>préciser</i>)			
TOTAUX PARTIELS				
CALCUL DES DÉPENSES ANNUELLES TOTALES ATTRIBUABLES AUX ENFANTS				
a.	Paielements mensuels : _____ \$ × 12 :	_____ \$		
b.	Plus paielements annuels :	_____ \$		
c.	Égale dépenses annuelles totales attribuables aux enfants :	_____ \$		

ANNEXE 5: REVENUS DES AUTRES MEMBRES DU MÉNAGE

INSTRUCTIONS : Donnez le nom, la profession ou source de revenu, et le revenu annuel des personnes suivantes qui habitent avec vous, ainsi que le montant des impôts fédéral et provincial qu'elles doivent payer :

- a) celles qui ont une obligation légale d'entretien à votre égard ou à l'égard de qui vous avez une obligation légale d'entretien;
- b) celles qui partagent les frais de subsistance avec vous ou qui vous rapportent quelque autre avantage économique du fait que vous vivez avec elles;
- c) celles qui ont un enfant à l'égard de qui elles ou vous-même avez une obligation légale d'entretien.

[illegible]

ANNEXE 6: DIFFICULTÉS EXCESSIVES

INSTRUCTIONS : Consultez l'article 10 des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants pour de plus amples informations sur ce genre de réclamation.

Je plaide des difficultés excessives pour les raisons suivantes :

- ☐ Responsabilité à l'égard de dettes anormalement élevées contractées raisonnablement pour l'entretien de la famille avant la séparation ou pour gagner ma vie

Créancier	Objet	Date de la dette	Modalités de remboursement	Montant annuel
				\$
				\$
				\$

- ☐ Dépenses anormalement élevées liées au temps de parentage (ex. frais de déplacement)

Détails	Montant annuel
	\$
	\$

- ☐ Obligation légale :

- ☐ d'entretien par suite d'un jugement, d'une ordonnance ou d'un accord de séparation écrit;
- ☐ d'entretien d'un enfant, autre qu'un enfant pour lequel des aliments sont réclamés en l'espèce, qui est âgé de moins de 18 ans ou qui, ayant 18 ans révolus, ne peut, pour cause de maladie, d'invalidité ou autre, subvenir à ses propres besoins;
- ☐ d'entretien d'une personne qui ne peut, pour cause de maladie, d'invalidité ou autre, subvenir à ses propres besoins.

(Joindre une copie du jugement, de l'ordonnance ou de l'accord écrit en question.)

Nom de la personne	Relation entre nous	Nature de l'obligation	Montant annuel
			\$
			\$
			\$
			\$

- ☐ Autres difficultés excessives :

Détails	Montant annuel
	\$
	\$
	\$
	\$

ANNEXE 7 : VALEUR NETTE

INSTRUCTIONS : Énumérez tous les biens dans lesquels vous avez un intérêt en date du présent état financier et leur valeur marchande estimative. Énumérez toutes vos dettes en date du présent état financier et la somme que vous devez.

J'ai un intérêt dans les biens suivants, en Saskatchewan ou ailleurs :

Type	Détails		Valeur ou montant
L'état de chaque bien et la nature de la propriété			
Biens immobiliers	1		\$
	2		\$
	3		\$
Année et marque			
Voitures, bateaux, véhicules	1		\$
	2		\$
	3		\$
Description			
Autres biens de valeur (ex. bijoux, ordinateurs, collections)	1		\$
	2		\$
	3		\$
Nom et adresse de l'institution			
Comptes bancaires	1		\$
	2		\$
	3		\$
Type et émetteur/institution			
Économies, placements, REER, régimes de retraite, REEE	1		\$
	2		\$
	3		\$
Nom de l'entreprise			
Assurance vie	1		\$
	2		\$
	3		\$
Description			
Autres biens et actifs	1		\$
	2		\$
	3		\$
Valeur totale des actifs			\$

Je suis responsable des dettes et passifs suivants, en Saskatchewan ou ailleurs :

Type de dette	Créancier (nom et adresse)	Montant qui reste à payer	Mensualités
Dettes hypothécaires, lignes de crédit, autres emprunts contractés auprès d'une banque ou d'une société de fiducie ou de crédit		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
Soldes impayés de cartes de crédit		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
Aliments impayés		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
Autres dettes		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
Montant total des dettes		\$	

Résumé	
Total des actifs	\$
Moins total des dettes	\$
Valeur nette	\$

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 15-48A
(Règle 15-48(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

RENONCIATION AUX ÉTATS FINANCIERS

1 Les parties se sont entendues sur les recours à accorder en l'espèce.

2 (*En cas de demande d'aliments conjugaux*) Les parties renoncent aux états financiers en ce qui concerne la demande d'aliments conjugaux en l'espèce.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie requérante ou de son avocat)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie intimée ou de son avocat)

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 15-48B
(Règle 15-48(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

ACCORD D'ENTRETIEN D'ENFANT

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1 Le revenu du payeur (de la payeuse), _____ est de _____ \$.
(nom)

2 Le payeur (La payeuse) réside actuellement au/en _____ .
(province ou, si à l'extérieur du Canada, pays)

3 Le revenu du (de la) réceptionnaire _____ est de _____ \$.
(nom)

4 Le/La réceptionnaire réside actuellement au/en _____ .
(province ou, si à l'extérieur du Canada, pays)

(Les paragraphes 3 et 4 doivent être insérés lorsqu'il y a partage des dépenses spéciales ou extraordinaires ou que le montant convenu diffère de celui prévu dans la table applicable des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants.)

5 Les aliments pour enfants bénéficieront aux enfants suivants : *(énumérer les noms et dates de naissance des enfants visés)*

Nom de l'enfant	Date de naissance

et, selon la table applicable des *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*, les aliments pour enfants à payer pour ce nombre d'enfants (les « aliments pour enfants selon la table applicable ») sont de _____ \$.

6 Le payeur (La payeuse) paiera au (à la) réceptionnaire, _____ ,
(nom)

des aliments de _____ \$ par mois pour les enfants énumérés au paragraphe 5.

7 (*Le cas échéant*) Les aliments pour enfants ci-convenus diffèrent des aliments pour enfants selon la table applicable parce que : (*donner les raisons*)

8 (*En cas de partage de dépenses prévues à l'article 7 des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*) Des dépenses spéciales ou extraordinaires, savoir

_____,
(*Indiquer le genre de frais*)

de _____ \$ par mois sont à prévoir pour _____,
(*nom de l'enfant*)

et la part du payeur (de la payeuse) à cet égard sera de _____ \$ par mois.

9 Ci-joint les documents prescrits par les règles 15-48(2)b) et c) des *Règles de la Cour du Banc du Roi*.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(*signature de l'avocat de la partie requérante*)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(*signature de l'avocat de la partie intimée*)

ou

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(*témoin*)

(*signature de la partie requérante*)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(*témoin*)

(*signature de la partie requérante*)

Formule 15-49
(Règle 15-49)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

ÉTAT DES BIENS DE _____

COMPLÉMENT D'INFORMATION

La présente formule a pour objet de fournir des renseignements sur les biens et les dettes en date de la présentation de la requête en matière familiale, ou du dépôt ou de la requête reconventionnelle, (la « date de la requête ») en revendication de biens. Vous devez recenser tous les biens appartenant à l'un des conjoints ou aux deux, même en partage avec un tiers, ainsi que tout intérêt dans ces biens, à cette date. Chaque section de la présente formule contient (en italiques) ses propres instructions.

Vous devrez jurer de la véracité de l'état des biens en prêtant serment ou en l'affirmant solennellement devant un notaire, un juge de paix, un avocat ou un commissaire aux serments. Les membres du personnel du bureau du registraire local, au palais de justice, sont tous commissaires aux serments, donc vous pouvez le faire devant l'un d'eux au moment du dépôt du document.

Je soussigné(e), _____ de _____ ,
(nom) (ville et province)

déclare sous serment (*ou affirme solennellement*) ce qui suit :

- 1 Date de la requête : _____ .
- 2 Les renseignements figurant dans le présent état des biens sont vrais et complets au mieux de ma connaissance et de mes convictions et ils énumèrent la totalité des biens familiaux appartenant à l'un des conjoints ou aux deux, même en partage avec un tiers, ainsi que tout intérêt dans ces biens, en date de la requête.
- 3 Je reconnais que, si je me rends compte au cours de l'instance que des renseignements sont inexacts ou incomplets, je devrai signifier à chacune des autres parties à l'instance et déposer à la Cour les renseignements exacts ou complets, ou un nouvel état des biens mis à jour.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,
le _____ 2 _____ .

(signature)

I. ACTIFS EN SASKATCHEWAN OU AILLEURS

1 BIENS IMMOBILIERS					
<p><i>INSTRUCTIONS : Énumérez les intérêts fonciers appartenant à l'un des conjoints ou aux deux, même en partage avec un tiers, à la date de la requête, y compris les intérêts à bail et les créances hypothécaires. Indiquez la juste valeur marchande estimative de l'intérêt, sans déductions pour les grèvements ou les frais d'aliénation, lesquels paraîtront plutôt à la partie II : Dettes et passifs. Par exemple, pour le foyer familial, vous écririez les noms des deux conjoints dans la première colonne et « tenance conjointe » dans la deuxième colonne; dans la colonne suivante, vous écririez, disons, « foyer familial, 123, rue Principale »; dans la cinquième colonne, la valeur marchande à la date de la requête; et dans la dernière colonne, la valeur marchande actuelle. Le solde à payer sur la dette hypothécaire figurera à la partie II : Dettes et passifs.</i></p>					
Propriétaire	Nature et genre de propriété	Nature du bien et adresse	Valeur estimative TOTALE	Juste valeur marchande estimative de l'intérêt	
				en date de la requête	en date d'aujourd'hui
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
VALEUR TOTALE DES BIENS IMMOBILIERS				\$	\$

2 ARTICLES MÉNAGERS ET VÉHICULES

INSTRUCTIONS : Indiquez la valeur marchande estimative, et non le coût de remplacement des articles appartenant à l'un des conjoints ou aux deux, même en partage avec un tiers, à la date de la requête. Ne pas déduire ici les grèvements ou les frais d'aliénation, lesquels paraîtront plutôt à la partie II : Dettes et passifs.

Article	Description	En possession de	Juste valeur marchande estimative	
			en date de la requête	en date d'aujourd'hui
Articles et appareils ménagers, meubles du ménage			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
Voitures, bateaux, remorques, autocaravanes, motoneiges, autres véhicules			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
Bijoux, objets d'art, collections, appareils électroniques, outils, équipement de sports et de passe-temps			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
Autres articles			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
VALEUR TOTALE DES ARTICLES MÉNAGERS ET DES VÉHICULES			\$	\$

3 COMPTES BANCAIRES ET ÉCONOMIES					
<i>INSTRUCTIONS : Indiquez par catégorie les articles appartenant à l'un des conjoints ou aux deux, même en partage avec un tiers, à la date de la requête. Incluez toutes vos économies, y compris l'argent liquide, les comptes d'épargne et les comptes chèques dans des institutions financières, les dépôts à terme, les certificats de placement garanti, les CELI et les REEE.</i>					
Propriétaire ou titulaire	Catégorie	Institution	Numéro de compte	Montant	
				en date de la requête	en date d'aujourd'hui
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
VALEUR TOTALE DES COMPTES BANCAIRES ET DES ÉCONOMIES				\$	\$

Emplacement de tout coffret bancaire : _____
 (noms et adresses des institutions)

4 RÉGIMES DE PENSION ET D'ÉPARGNE-RETRAITE					
<i>INSTRUCTIONS : Énumérez les régimes auxquels participent l'un ou l'autre des conjoints ou les deux. Indiquez les nom et adresse de l'institution dépositaire du régime enregistré d'épargne-retraite; incluez les nom et adresse du régime de pension et les détails au sujet de la pension.</i>					
Propriétaire ou titulaire	Catégorie	Institution	Numéro de compte	Montant	
				en date de la requête	en date d'aujourd'hui
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
VALEUR TOTALE DES RÉGIMES DE PENSION ET D'ÉPARGNE-RETRAITE				\$	\$

5 VALEURS MOBILIÈRES (Y COMPRIS LA VALEUR DES ACTIONS DE SOCIÉTÉ)					
<i>INSTRUCTIONS: Énumérez les intérêts que chaque conjoint détient, même indirectement, dans des sociétés par actions. Incluez les actions, obligations, fonds mutuels, warrants, options, débentures, billets et toute autre valeur mobilière. Énumérez les articles par catégorie. Indiquez votre meilleure estimation de la valeur marchande comme si l'article devait être vendu sur le marché libre.</i>					
Propriétaire ou titulaire	Catégorie	Description (y compris le nom de la société)	Numéro	Juste valeur marchande estimative	
				en date de la requête	en date d'aujourd'hui
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
VALEUR TOTALE DES VALEURS MOBILIÈRES				\$	\$

6 INTÉRÊTS COMMERCIAUX				
<i>INSTRUCTIONS: Énumérez les intérêts que chaque conjoint détient, même indirectement, dans des entreprises non personnalisées, y compris des sociétés de personnes, des fiducies et des coentreprises. Indiquez votre meilleure estimation de la valeur marchande comme si l'entreprise devait être vendue sur le marché libre. Tout intérêt dans une entreprise constituée en personne morale doit être recensé dans la table 5 : Valeurs mobilières.</i>				
Propriétaire ou titulaire	Nom de l'entreprise	Intérêt	Juste valeur marchande estimative de l'intérêt	
			en date de la requête	en date d'aujourd'hui
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
VALEUR TOTALE DES INTÉRÊTS COMMERCIAUX			\$	\$

7 ASSURANCE VIE ET ASSURANCE INVALIDITÉ						
<i>INSTRUCTIONS : N'énumérez que les polices d'assurance appartenant à l'un des conjoints ou aux deux, même en partage avec un tiers, qui ont une valeur monétaire ou une valeur de rachat nette. Ne pas inclure les assurances temporaires.</i>						
Titulaire	Compagnie et n° de police	Type de police	Bénéficiaire	Valeur nominale	Valeur de rachat nette	
					en date de la requête	en date d'aujourd'hui
					\$	\$
					\$	\$
					\$	\$
					\$	\$
					\$	\$
VALEUR TOTALE DE RACHAT DES ASSURANCES					\$	\$

8 AUTRES BIENS				
<i>INSTRUCTIONS : Énumérez par catégorie tout autre bien ou élément d'actif. Incluez les biens de toute sorte non énumérés aux tables 1 à 8 (p. ex. monnaie liquide, créances, brevets, droits d'auteur). Donnez votre meilleure estimation de leur valeur marchande.</i>				
Propriétaire ou titulaire	Catégorie	Détails	Juste valeur marchande estimative de l'intérêt	
			en date de la requête	en date d'aujourd'hui
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
VALEUR TOTALE DES AUTRES BIENS			\$	\$

RÉCAPITULATION

INSTRUCTIONS : Reporter les totaux ci-dessus des tables 1 à 8 relativement à la date de la requête et additionner le tout.

1.	BIENS IMMOBILIERS	\$
2.	ARTICLES MÉNAGERS ET VÉHICULES	\$
3.	COMPTES BANCAIRES ET ÉCONOMIES	\$
4.	RÉGIMES DE PENSION ET D'ÉPARGNE-RETRAITE	\$
5.	VALEURS MOBILIÈRES	\$
6.	INTÉRÊTS COMMERCIAUX	\$
7.	VALEUR DE RACHAT DES ASSURANCES	\$
8.	AUTRES BIENS	\$
I. VALEUR TOTALE DES ACTIFS EN DATE DE LA REQUÊTE		\$

II. DETTES ET PASSIFS

INSTRUCTIONS : Énumérez toutes vos dettes et autres passifs et tous ceux de votre conjoint, même en partage avec un tiers, à la date de la requête. Les énumérer par catégorie, p. ex. dettes liées à des hypothèques, à des charges, à des prêts, à des privilèges, à des billets, à des cartes de crédit, à des comptes de sommes à payer, à des impôts en souffrance, aux frais d'aliénation. Indiquez si d'autres personnes en sont redevables et donnez leur nom. Incluez les passifs éventuels comme les garanties données par l'un ou l'autre des conjoints, en précisant bien qu'ils sont conditionnels.

[illegible]

Type de dette	Débiteur	Créancier (nom et adresse)	Solde à payer en date de la requête	Mensualités	Remboursement en cours?	Si oui, par qui?
Soldes de cartes de crédit			\$	\$		
			\$	\$		
			\$	\$		
			\$	\$		
			\$	\$		
Aliments impayés			\$	\$		
			\$	\$		
			\$	\$		
Autres dettes			\$	\$		
			\$	\$		
			\$	\$		
			\$	\$		
			\$	\$		
II. TOTAL DES DETTES ET PASSIFS					\$	

III. EXCLUSIONS

BIENS CENSÉS EXCLUS DE LA RÉPARTITION			
<i>INSTRUCTIONS : Énumérez tous les biens déclarés dans le présent état des biens et détenus à la date de la requête qui, selon vous, sont exclus de la répartition en vertu des articles 23 et 24 de la Loi sur les biens familiaux.</i>			
Catégorie	Bien et motifs d'exclusion	Valeur en date de la requête	Valeur de l'exclusion réclamée
		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
III. VALEUR TOTALE DES EXCLUSIONS RÉCLAMÉES		\$	

IV. BIENS ALIÉNÉS

BIENS ALIÉNÉS AU COURS DES DEUX ANNÉES PRÉCÉDENTES		
<i>INSTRUCTIONS : Énumérez tous les biens qui ont été aliénés, notamment par vente ou donation, dans les 2 années qui ont précédé la date de la requête. Indiquer la date d'aliénation de chaque bien et sa valeur en date de l'aliénation.</i>		
Description	Date d'aliénation	Valeur
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
IV. VALEUR TOTALE DES BIENS ALIÉNÉS		\$

V. RÉCAPITULATION

RÉCAPITULATION		
<i>INSTRUCTIONS : Reporter les totaux des parties I à IV ci-dessus.</i>		
1.	Valeur totale des actifs en date de la requête	\$
2.	Total des dettes et passifs	\$
3.	Valeur totale des exclusions réclamées	\$
4.	Valeur totale des biens aliénés	\$

Formule 15-50
(Règle 15-50)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

RENONCIATION AUX ÉTATS DES BIENS

1 Les parties se sont entendues sur les recours à accorder en l'espèce.

2 (*En cas de revendication de biens*) Les parties renoncent aux états des biens en ce qui concerne les revendications de biens en l'espèce.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie requérante ou de son avocat)

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie intimée ou de son avocat)

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 15-51
(Règle 15-51(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

AVIS DE DÉPOSER UN ÉTAT FINANCIER

AVIS À LA PARTIE INTIMÉE (ou REQUÉRANTE), _____ .
(nom)

VOUS DEVEZ fournir à la partie requérante (ou intimée) et déposer à la Cour dans les 30 jours (ou les 60 jours, si l'autre partie vit à l'extérieur du Canada et des États-Unis d'Amérique) suivant la signification du présent avis :

1. votre état financier établi à l'aide de la formule 15-47, accompagné des annexes pertinentes dûment remplies;
2. les renseignements financiers et les documents qui vous sont prescrits par les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants* et par les annexes à l'état financier mentionné ci-dessus.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature de la partie ou de son avocat)

AVIS

Vous devez remplir les annexes pertinentes de l'état financier et joindre à ce dernier les renseignements financiers exigés par les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants. Si la présente requête comporte une demande d'aliments pour enfants et que vous ne donnez pas suite au présent avis de déposer un état financier, LA COUR POURRA VOUS IMPUTER UN REVENU ET FIXER, EN FONCTION DE CE REVENU IMPUTÉ, LE MONTANT DES ALIMENTS POUR ENFANTS QUE VOUS DEVREZ PAYER. Si une demande d'entretien d'enfants vous a été signifiée, veuillez consulter les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants. SI VOUS OMETTEZ DE FOURNIR LES DOCUMENTS DEMANDÉS DANS LE DÉLAI PRESCRIT, la partie réclamant votre état financier et la divulgation des renseignements sur votre revenu exigés par les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants pourra, sur préavis, solliciter de la Cour l'une ou plusieurs des ordonnances suivantes :

- a) une ordonnance tirant une conclusion défavorable à vous et vous imputant un revenu que la Cour juge indiqué;
- b) une ordonnance vous enjoignant de payer des aliments selon le montant que la Cour juge indiqué;
- c) une ordonnance vous enjoignant de délivrer les documents demandés dans un certain délai;
- d) une ordonnance enjoignant à votre employeur ou à une autre personne de divulguer des renseignements financiers;
- e) une ordonnance vous condamnant à des dépens visant notamment à indemniser pleinement la partie qui réclame la divulgation des frais qu'elle aura dû supporter;
- f) une ordonnance accordant à la partie qui réclame la divulgation toute autre réparation sollicitée..

SI VOUS VOUS RENDEZ COMPTE au cours de l'instance que les renseignements que vous avez fournis en réponse au présent avis sont inexacts ou incomplets ou qu'un changement important s'est produit en ce qui concerne ces renseignements, vous devrez signifier à chacune des autres parties à l'instance et déposer à la Cour les renseignements exacts, accompagnés de tout document justificatif.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 15-52
(Règle 15-52(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

AVIS DE DIVULGUER

AVIS À LA PARTIE INTIMÉE (ou REQUÉRANTE), _____ .
(nom)

VOUS DEVEZ fournir à la partie requérante (ou intimée) dans les 30 jours suivant la signification du présent avis :

- ☐ un état financier établi à l'aide de la formule 15-47 des *Règles de la Cour du Banc du Roi*;
- ☐ un état des biens établi à l'aide de la formule 15-49 des *Règles de la Cour du Banc du Roi*;
- ☐ copie de chacun de vos 3 derniers talons de paie;
- ☐ copie de chacun de vos 3 derniers relevés de prestations d'assurance-emploi;
- ☐ copie de chacun de vos 3 derniers relevés de prestations des accidents du travail;
- ☐ copie de votre dernier relevé de régime de pension;
- ☐ une preuve documentaire actuelle confirmant le montant des prestations d'assistance sociale que vous recevez;
- ☐ copie du dernier avis d'évaluation qui vous a été délivré à l'égard des biens-fonds qui vous appartiennent;
- ☐ des détails sur chaque chèque – ou copie de chaque chèque – qui vous a été remis au cours des 6 dernières semaines par une entreprise ou une société dans laquelle vous avez un intérêt ou à laquelle vous avez fourni un service;
- ☐ copie de tous les relevés bancaires établis à votre nom au cours des 3 derniers mois;
- ☐ copie du dernier relevé de tous les REER, certificats de dépôt à terme, certificats de placement garanti, comptes d'actions et autres placements établis à votre nom ou dans lesquels vous avez un intérêt;
- ☐ copies des relevés de cartes de crédit pour les 3 derniers mois pour toutes les cartes de crédit établies à votre nom;
- ☐ une autorisation adressée à la personne ou à l'institution compétente, permettant d'accéder à tout renseignement énuméré ci-dessus que vous n'avez pas fourni;
- ☐ (copie de toute autre pièce demandée expressément).

(La partie qui réclame la divulgation peut demander un ou plusieurs des documents qui précèdent selon la nature de l'instance.)

SI VOUS CONTESTEZ la divulgation de n'importe lequel de ces documents, vous devez énoncer par écrit votre objection motivée et la signifier dans les 30 jours qui suivent la signification du présent avis, accompagnée des renseignements dont vous ne contestez pas la divulgation en réponse au présent avis.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2_____.

(signature de la partie ou de son avocat)

Les documents demandés doivent être signifiés à la partie qui réclame la divulgation à l'adresse aux fins de signification indiquée à la fin du présent document.

NOTA : *Si vous vous rendez compte au cours de l'instance que les renseignements que vous avez fournis en réponse au présent avis sont incorrects ou incomplets ou qu'un changement important s'est produit en ce qui concerne ces renseignements, vous devez signifier à chacune des autres parties à l'instance les renseignements exacts, accompagnés de tout document justificatif.*

AVIS

SI VOUS OMETTEZ DE FOURNIR LES DOCUMENTS DEMANDÉS DANS LE DÉLAI INDIQUÉ, la partie réclamant la divulgation pourra, sur préavis, solliciter de la Cour l'une ou plusieurs des ordonnances suivantes :

- a) une ordonnance tirant une conclusion défavorable à vous et vous imputant un revenu que la Cour juge indiqué;
- b) une ordonnance vous enjoignant de payer des aliments selon le montant que la Cour juge indiqué;
- c) une ordonnance vous enjoignant de délivrer les documents demandés dans un certain délai;
- d) une ordonnance enjoignant à votre employeur ou à une autre personne de divulguer des renseignements financiers;
- e) une ordonnance vous condamnant à des dépens visant notamment à indemniser pleinement la partie qui réclame la divulgation des frais qu'elle aura dû supporter;
- f) une ordonnance accordant à la partie qui réclame la divulgation toute autre réparation sollicitée.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 15-53
(Règle 15-53(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

AVIS DE RÉPONDRE À DES QUESTIONS ÉCRITES

AVIS À LA PARTIE INTIMÉE (ou REQUÉRANTE), _____ .
(nom)

VOUS DEVEZ fournir à la partie requérante (ou intimée), dans les 30 jours qui suivent la signification du présent avis, des réponses, sous la forme d'un affidavit, aux questions suivantes : *(énoncer au plus 25 questions isolées ayant trait aux renseignements financiers ou aux renseignements sur les biens)*

- 1.
- 2.

SI VOUS CONTESTEZ une ou plusieurs de ces questions, vous devez énoncer par écrit votre objection motivée et la signifier, accompagnée de l'affidavit répondant aux questions que vous ne contestez pas, dans les 30 jours qui suivent la signification du présent avis.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

(signature de la partie ou de son avocat)

Les documents demandés doivent être signifiés à la partie demandant des réponses à ces questions, à l'adresse aux fins de signification indiquée à la fin du présent document.

NOTA : Si vous vous rendez compte au cours de l'instance que les renseignements que vous avez fournis sont incorrects ou incomplets ou qu'un changement important s'est produit en ce qui concerne ces renseignements, vous devez signifier à chacune des autres parties à l'instance les renseignements exacts, accompagnés de tout document justificatif.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 15-61
(Règle 15-61)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

**DEMANDE CONJOINTE DE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE EN
MATIÈRE FAMILIALE**

1 Les parties confirment ce qui suit :

- a) elles sont prêtes pour la tenue d'une conférence préparatoire au procès et, par la suite, d'un procès;
- b) s'il y a lieu, elles ont joint un certificat et une attestation confirmant l'observation des articles 7-4 et 8-1 de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi*.

2 Les parties confirment que des efforts ont été faits de bonne foi pour parvenir à un règlement amiable. Des propositions de règlement ont été échangées aux dates suivantes :

3 a) L'avocat de la partie requérante est disponible pour assister à la conférence préparatoire aux dates suivantes :

b) L'avocat de la partie intimée est disponible pour assister à la conférence préparatoire aux dates suivantes :

c) Eu égard au degré de complexité du dossier, les avocats estiment que le juge d'avant-procès aura besoin de la période de lecture suivante pour se préparer pour la conférence préparatoire :

d) Les avocats de toutes les parties estiment que la durée TOTALE de la conférence préparatoire sera de _____ heures.

4 a) L'avocat de la partie requérante estime avoir besoin de _____ jours d'audience pour présenter sa cause au procès.

b) L'avocat de la partie intimée estime avoir besoin de _____ jours d'audience pour présenter sa cause au procès.

- c) Les avocats de toutes les parties estiment que la durée TOTALE du procès sera de _____ jours d'audience.
- d) L'avocat de la partie requérante pense devoir appeler _____ témoins au procès.
- e) L'avocat de la partie intimée pense devoir appeler _____ témoins au procès.

5 Dans le cas où la valeur des actifs et des passifs est en jeu :

- a) Chaque partie a dressé sa propre liste complète des éléments d'actif et de passif et de la valeur estimative de ces éléments, selon elle, et les parties ont échangé ces listes, étant entendu que la partie I de la liste énumère les actifs, les passifs et les valeurs sur lesquels les parties se sont entendues, tandis que la partie II énumère les éléments en litige.

Partie requérante : OUI ☐ NON ☐ Partie intimée : OUI ☐ NON ☐

Sinon, les parties déposeront un mémorandum écrit expliquant pourquoi l'échange des listes n'a pas eu lieu. Le registraire local en avisera un juge de la Cour, lequel décidera si, dans ces conditions, une date doit être fixée pour une conférence préparatoire.

- b) Les valeurs estimatives étant contestées, une évaluation indépendante a été obtenue et échangée pour tous les actifs, sauf les meubles du ménage et les possessions personnelles.

Partie requérante : OUI ☐ NON ☐ Partie intimée : OUI ☐ NON ☐

Sinon, les parties en défaut déposeront un mémorandum écrit expliquant pourquoi l'échange des valeurs estimatives n'a pas eu lieu. Le registraire local en avisera un juge de la Cour, lequel décidera si, dans ces conditions, une date doit être fixée pour une conférence préparatoire.

6 Dans le cas où l'entretien d'enfants ou de conjoint est en jeu :

- a) Chaque partie a déposé tous les renseignements financiers qu'exigent les *Règles* et les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*, notamment l'article 21 des *Lignes directrices*.

Partie requérante : OUI ☐ NON ☐ Partie intimée : OUI ☐ NON ☐

- b) Chaque partie assure qu'elle se conformera à la règle 15-63 au moins 10 jours avant la conférence préparatoire et qu'elle déposera les plus récentes versions de sa déclaration de revenus, de son avis de cotisation et de son relevé de paie ou autre document indiquant la rémunération touchée depuis le début de l'année.

Partie requérante : OUI ☐ NON ☐ Partie intimée : OUI ☐ NON ☐

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2_____.

(signature de la partie requérante ou de son avocat)

Numéro de téléphone :

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2_____.

(signature de la partie intimée ou de son avocat)

Numéro de téléphone :

Formule 15-76A
(Règle 15-76(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

**REQUÊTE POUR JUGEMENT DANS UNE INSTANCE NON CONTESTÉE EN
MATIÈRE FAMILIALE / INSTANCE NON CONTESTÉE EN DIVORCE**

Il s'agit d'une requête sans préavis émanant de la partie _____ (requérante/intimée).

1 La partie requérante (*ou* Les corequérants *ou* La partie intimée) demande(nt) que la présente instance soit mise au rôle en tant qu'instance non contestée afin d'être jugée sous le régime de la règle 15-76 à partir d'éléments de preuve présentés par affidavit.

2 La partie requérante/intimée sollicite les recours suivants :

- ☐ le divorce ☐ date hâtive pour la prise d'effet du jugement
- ☐ le parentage
- ☐ une pension alimentaire mensuelle de _____ \$ pour la partie requérante/intimée
- ☐ une pension alimentaire mensuelle de _____ \$ pour les enfants
- ☐ une réparation sous le régime de la *Loi sur les biens familiaux*
- ☐ les dépens
- ☐ autres (*préciser*) _____

3 Les plaidoiries, actes de procédure et documents suivants ont été déposés :

- ☐ le parentage
- ☐ la requête en matière familiale
- ☐ la réponse
- ☐ la réponse et requête reconventionnelle
- ☐ la réplique
- ☐ la demande de notification
- ☐ un certificat de mariage
- ☐ une ordonnance dispensant de produire un certificat de mariage

- ☐ les états financiers ☐ partie requérante ☐ partie intimée
☐ les états des biens ☐ partie requérante ☐ partie intimée
☐ la renonciation aux états financiers
☐ la renonciation aux états des biens
☐ l'avis du Bureau d'enregistrement des actions en divorce
☐ autres (*préciser*) : _____

4 La requête en matière familiale a été signifiée à la partie intimée au/en _____
(*province/État ou pays*)

le _____ 2 _____ de la façon suivante :

- ☐ par signification à personne. Voir l'affidavit de signification à personne.
☐ par signification indirecte. Voir la copie de l'ordonnance et l'affidavit de conformité annexés à la requête.

5 Le _____ 2 _____, il y a eu constatation du défaut de la partie intimée de remettre une réponse.

ou

La partie intimée a déposé une réponse, mais le _____ 2 _____ elle a été retirée (*ou radiée*).

ou

La partie intimée a consenti à la présente requête au moyen d'un consentement ajouté au projet de jugement *et/ou* au projet d'ordonnance.

(*Omettre les paragraphes 4 et 5 s'il s'agit d'une requête conjointe.*)

6 L'affidavit de la partie requérante (*ou* intimée) requis par la règle 15-78 (*ou* 15-82) est joint à la présente requête.

Sont annexés à l'affidavit les documents suivants :

- ☐ un accord d'entretien d'enfant
☐ les renseignements sur le revenu ☐ partie requérante ☐ partie intimée
☐ un accord de séparation ou de parentage ou sur des questions financières
☐ toute ordonnance judiciaire antérieure
☐ un engagement de ne pas porter le jugement en appel
☐ autres (*préciser*) : _____

7 Les documents suivants sont également joints à la présente requête :

- ☐ affidavit de la partie intimée admettant l'adultère
☐ transcription certifiée de l'interrogatoire préalable subi par la partie intimée
☐ projet de jugement
☐ projet d'ordonnance d'entretien d'enfant
☐ projet de certificat
☐ enveloppes adressées : 2 à la partie intimée; 2 à la partie requérante
☐ autres (*préciser*) : _____

8 Adresse de la partie intimée : _____
(ajouter le point 9 s'il y a lieu)

9 Adresse de l'avocat de la partie intimée : _____

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie ou de son avocat)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 15-76B

Règle 15-76(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

**AVIS DE REQUÊTE POUR JUGEMENT DANS UNE INSTANCE NON
CONTESTÉE EN MATIÈRE FAMILIALE / INSTANCE NON CONTESTÉE EN
DIVORCE**

AVIS À LA PARTIE INTIMÉE (ou REQUÉRANTE), _____ .
(nom)

La présente requête vient de la partie requérante, _____. Vous êtes la partie intimée.
(ou La présente requête vient de la partie intimée, _____. Vous êtes la partie
requérante.)

Vous avez le droit de faire valoir votre point de vue sur la question devant la Cour. Pour ce
faire, vous devrez être présent(e) à l'audition de la requête qui aura lieu comme suit :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

*(Veuillez lire l'avis figurant à la fin du présent document pour de plus amples renseignements
sur ce que vous devez faire, et à quel moment.)*

1 La partie requérante/intimée demande que la présente instance soit mise au rôle en
tant qu'instance non contestée afin d'être jugée sous le régime de la règle 15-76 à partir
d'éléments de preuve présentés par affidavit.

2 La partie requérante/intimée sollicite les recours suivants :

- ☐ le divorce ☐ date hâtive pour la prise d'effet du jugement
- ☐ du temps de parentage
- ☐ une pension alimentaire mensuelle de _____ \$ pour la partie requérante/intimée
- ☐ une pension alimentaire mensuelle de _____ \$ pour les enfants
- ☐ une réparation sous le régime de la *Loi sur les biens familiaux*
- ☐ les dépens
- ☐ autres (*préciser*) _____

3 Les plaidoiries, actes de procédure et documents suivants ont été déposés :

- ☐ la requête en matière familiale
- ☐ la réponse
- ☐ la réponse et requête reconventionnelle
- ☐ la réplique
- ☐ la demande de notification
- ☐ un certificat de mariage
- ☐ une ordonnance dispensant de produire un certificat de mariage
- ☐ les états financiers ☐ partie requérante ☐ partie intimée
- ☐ les états des biens ☐ partie requérante ☐ partie intimée
- ☐ la renonciation aux états financiers
- ☐ la renonciation aux états des biens
- ☐ l'avis du Bureau d'enregistrement des actions en divorce
- ☐ l'affidavit de signification à personne de la requête à la partie intimée
- ☐ l'affidavit de conformité à l'ordonnance autorisant la signification indirecte de la requête à la partie intimée

4 Selon la partie requérante, la requête en matière familiale a été signifiée à la partie intimée au/en _____ le _____ 2 _____ de la façon suivante :
(province / État ou pays)

- ☐ par signification à personne. Voir l'affidavit de signification à personne qui a été déposé.
- ☐ par signification indirecte. Voir la copie de l'ordonnance et l'affidavit de conformité annexés à la requête.

5 Selon la partie requérante, le _____ 20 _____, il y a eu constatation du défaut de la partie intimée de remettre une réponse.

(Omettre les paragraphes 4 et 5 s'il s'agit d'une requête conjointe.)

6 L'affidavit de la partie requérante (ou intimée) requis par la règle 15-78 (ou 15-82) est joint à la présente requête.

Sont annexés à l'affidavit les documents suivants :

- ☐ un accord d'entretien d'enfant
- ☐ les renseignements sur le revenu ☐ partie requérante ☐ partie intimée
- ☐ un accord de séparation ou de parentage ou sur des questions financières
- ☐ toute ordonnance judiciaire antérieure
- ☐ un engagement de ne pas porter le jugement en appel
- ☐ autres (préciser) : _____

7 Les documents suivants sont également joints à la présente requête :

- ☐ affidavit de la partie intimée admettant l'adultère
- ☐ transcription certifiée de l'interrogatoire préalable subi par la partie intimée
- ☐ projet de jugement
- ☐ projet d'ordonnance d'entretien d'enfant
- ☐ projet de certificat
- ☐ enveloppes adressées : 2 à la partie intimée; 2 à la partie requérante
- ☐ autres (*préciser*) : _____

8 Voici, selon la partie requérante, l'adresse de la partie intimée : _____

(ajouter le point 9 s'il y a lieu)

9 Voici, selon la partie requérante, l'adresse de l'avocat de la partie intimée : _____

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de la partie ou de son avocat)

AVIS

Si vous ne vous présentez pas en cour en personne ou par l'intermédiaire de votre avocat, la Cour pourra, en votre absence, accorder à l'autre partie ce qu'elle demande. Vous serez lié(e) par toute ordonnance de la Cour. Si vous voulez participer à la présente instance, vous ou votre avocat devrez vous présenter en cour pour l'audition de la requête à la date qui a été fixée. Si vous comptez recourir à un affidavit ou à d'autres moyens de preuve à l'audition ou à l'examen de la requête, vous devrez les signifier à l'autre partie et les déposer à la Cour, avec preuve de leur signification, avant la date prévue de l'audience.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 15-78
(Règle 15-78)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

AFFIDAVIT DE LA PARTIE REQUÉRANTE (ou INTIMÉE)

AVIS

Une partie peut solliciter un jugement à titre non contesté afin de réclamer un ou plusieurs recours (divorce, parentage, aliments pour enfant, aliments conjugaux, partage des biens, séparation judiciaire ou nullité de mariage), si ces demandes ont été énoncées dans les documents qui ont introduit l'instance en matière familiale. En fonction des recours sollicités, il faut remplir la formule 15-78 en tenant compte des dispositions correspondantes de la sous-section 1 de la section 6 de la partie 15 des *Règles de la Cour du Banc du Roi* quant aux documents, aux affidavits et aux autres moyens de preuve à déposer à l'appui de la requête pour jugement.

Je soussigné(e), _____, de _____ ,
(nom de la partie requérante/intimée) (nom de la ville ou autre localité)

en/au _____ ,
(nom de la province, de l'État ou du pays)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

GÉNÉRALITÉS

1 Je suis la partie requérante/intimée en l'espèce et j'ai une connaissance personnelle des questions et faits ci-rapportés, sauf lorsqu'il est indiqué qu'ils sont fondés sur des renseignements que je tiens de quelqu'un d'autre, auquel cas j'ai la conviction que ces renseignements sont vrais.

2 Tous les faits et renseignements figurant dans la requête en matière familiale demeurent toujours vrais et exacts, sauf pour ce qui suit : *(mentionner ici les corrections ou les nouveaux événements)*

3 *(S'il y a une demande d'aliments et que la section 3 de la partie 15 des Règles vous oblige à déposer un état financier.)* Tous les faits et renseignements figurant dans mon état financier fait sous serment ou affirmation solennelle le _____ 2 _____ demeurent
(date du plus récent état)

toujours vrais et exacts [, sauf pour ce qui suit : *(mentionner ici les corrections et les nouveaux événements)*].

4 (*S'il y a une revendication de biens*) Tous les faits et renseignements figurant dans mon état des biens fait sous serment ou affirmation solennelle le _____ 2 _____
date du plus récent état

demeurent toujours vrais et exacts [, sauf pour ce qui suit : (*mentionner ici les corrections et les nouveaux événements*)].

5 J'ai ma (*ou* La partie intimée/requérante a sa) résidence ordinaire en Saskatchewan depuis le _____ 2 _____ [*(en cas d'instance en divorce, ajouter ce qui suit)*, ce qui correspond à une période minimale d'un an précédant immédiatement la date d'émission de la requête en l'espèce].

RÉCONCILIATION

6 Voici les tentatives de réconciliation qui ont été faites :

- a) J'ai repris la cohabitation avec la partie intimée/requérante le _____ 2 _____ ou vers cette date en vue de parvenir à une réconciliation, et j'ai continué la cohabitation à cette fin jusqu'au _____ 2 _____ ou vers cette date, mais nous ne nous sommes pas réconciliés.

et/ou

- b) La partie intimée/requérante et moi-même avons consulté divers particuliers et organismes offrant des services de counseling afin de sauver notre mariage, notamment :

(i)

(ii) *etc.*,

mais nous ne nous sommes pas réconciliés.

ou

- c) Aucune tentative de réconciliation n'a été faite.

7 Je ne désire pas me réconcilier avec mon conjoint (ma conjointe) ni reprendre la cohabitation avec lui/elle.

ÉCHEC DU MARIAGE

8 (*Si aucun certificat de mariage ou d'enregistrement de mariage n'a été déposé.*) Il est impossible ou peu pratique d'obtenir un certificat de mariage ou d'enregistrement de mariage. Voici des précisions au sujet du mariage : (*énoncer suffisamment de précisions pour prouver l'existence du mariage*)

9 Il y a eu échec de mon mariage avec la partie intimée/requérante pour les raisons suivantes :

- a) Je me suis séparé(e) de la partie intimée/requérante le _____ 2 _____ ou vers cette date, et nous avons vécu séparément depuis cette date, c'est-à-dire depuis plus d'un an.

et/ou

- b) La partie intimée/requérante a commis l'adultère, comme l'indique son affidavit déposé en l'espèce (*ou la transcription certifiée de l'interrogatoire préalable de la partie intimée/requérante déposée en l'espèce, ou selon le cas*).

Je me suis séparé(e) de la partie intimée/requérante le _____ 2 _____
ou vers cette date, et nous avons vécu séparément depuis cette date.

et/ou

- c) Depuis la célébration du mariage, la cruauté physique et mentale dont la partie intimée/requérante a fait preuve à mon endroit rend intolérable le maintien de notre cohabitation; en voici les détails :

(i)

(ii) *etc.*

Je me suis séparé(e) de la partie intimée/requérante le _____ 2 _____
ou vers cette date, et nous avons vécu séparément depuis cette date.

COLLUSION, PARDON ET CONNIVENCE

10 J'ai énoncé sincèrement les faits établissant l'échec de mon mariage et je n'ai pas conclu d'accords, d'ententes ou d'arrangements visant à fabriquer ou à dissimuler des éléments de preuve ou à tromper la Cour.

11 (*Si l'adultère ou la cruauté est la cause de l'échec du mariage.*) Je n'ai pas encouragé mon conjoint (ma conjointe) à agir de la manière que j'ai indiquée ni à commettre ou à continuer de commettre les actes reprochés. Je ne puis lui pardonner et reprendre la cohabitation avec lui/elle par suite de ses actes et de son comportement à mon endroit.

ENFANTS

12 Aucun enfant de la partie intimée/requérante ou de moi n'est à la charge de l'un ou l'autre d'entre nous.

ou

Voici les nom, date de naissance et lieu de résidence de chacun des enfants de la partie intimée/requérante ou de moi-même qui est à la charge de l'un ou l'autre d'entre nous :

13 Je demande des recours à l'égard des enfants suivants :

et/ou

Je ne demande pas de recours à l'égard des enfants suivants :

car :

14 Voici les arrangements actuels et proposés en matière de parentage concernant tous les enfants ou certains d'entre eux : (*En cas de parentage scindé ou partagé, préciser les arrangements relatifs à la résidence des enfants.*)

15 Une ordonnance m'accordant (*ou* accordant à la partie intimée/requérante) la responsabilité décisionnelle (*ou* une responsabilité décisionnelle conjointe) à l'égard des enfants serait (*ou* ne serait pas) dans l'intérêt supérieur des enfants, car :

16 Une ordonnance accordant à la partie intimée/requérante (*ou* m'accordant) du temps de parentage à l'égard des enfants serait (*ou* ne serait pas) dans l'intérêt supérieur des enfants, car :

17 Je demande les aliments suivants pour les enfants suivants :

Nom de l'enfant	Montant mensuel	À partir du

18 Voici des renseignements au sujet de la situation des enfants, dont leur état, leurs ressources et leurs besoins :
(*Inclure toute circonstance spéciale à propos d'un enfant ainsi que ses besoins spéciaux, en plus des généralités.*)

19 (*Dans une instance en divorce où il y a des enfants, mais qu'aucune demande d'aliments pour enfants n'est faite*) Voici les arrangements que nous avons pris pour l'entretien des enfants :

Mes renseignements sur le revenu exigés par les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants* sont annexés au présent affidavit comme pièce _____ et les renseignements sur le revenu de la partie intimée/requérante exigés par les mêmes *Lignes directrices* sont annexés au présent affidavit comme pièce _____ .

ou

La partie intimée/requérante et moi avons conclu un accord d'entretien d'enfant établi à l'aide de la formule 15-48B, dont copie est annexée au présent affidavit comme pièce _____.

ALIMENTS CONJUGAUX

20 Je ne sollicite aucune ordonnance alimentaire pour moi-même.

ou

Je demande une pension alimentaire mensuelle de _____ \$.

21 Voici des renseignements au sujet de ma situation, dont mon état, mes ressources et mes besoins :

PROCÉDURES JUDICIAIRES ET ACCORDS

22 Une ordonnance judiciaire antérieure concernant (le mariage, la cohabitation, le parentage, les aliments, l'entretien *ou* le partage des biens, *selon le cas*) a été rendue le _____ 2 _____ dans une instance intentée en vertu de _____ ,
(indiquer la loi habilitante)

copie de cette ordonnance étant annexée au présent affidavit comme pièce _____ .

et/ou

23 Aucune autre procédure judiciaire n'a été introduite entre la partie intimée et moi par rapport au mariage, à la cohabitation, au parentage, aux aliments, à l'entretien ou au partage des biens.

24 Voici les dates des accords, écrits ou oraux, conclus entre la partie intimée/requérante et moi concernant la séparation, l'argent ou le parentage : _____ .

L'accord ou les accords se rapporte(nt) :

- ☐ au parentage
- ☐ aux aliments pour enfants
- ☐ aux aliments conjugaux
- ☐ au partage des biens
- ☐ autres (*préciser*) : _____

Copie de l'accord est annexée au présent affidavit comme pièce _____. (*L'annexer si l'accord est pertinent par rapport aux recours sollicités ou s'il se rapporte à tout enfant à la charge de l'une ou l'autre partie.*)

ou

24 La partie intimée/requérante et moi n'avons conclu aucun accord écrit ou oral concernant la séparation, le parentage ou les questions financières.

25 Sont annexées au présent affidavit comme pièce _____ copies de toute autre ordonnance ou de tout autre accord se rapportant à des enfants à la charge de la partie intimée/requérante ou de moi-même.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

26 Ma profession : _____

Mon lieu de travail : _____

Mon revenu annuel actuel de toutes sources : _____ \$.

Les autres détails de ma situation financière sont énoncés dans mon état financier fait sous serment ou affirmation solennelle le _____ 2 _____ .

(*Ou, si vous n'êtes pas tenu(e) de présenter un état financier, fournissez ici tous les détails nécessaires.*)

27 Profession de la partie intimée/requérante : _____

Son lieu de travail : _____

Son revenu annuel actuel de toutes sources : _____ \$.

Voici sur quoi se fondent mes renseignements et mes convictions quant à sa profession, son emploi et son revenu annuel : (p. ex. : *son état financier fait sous serment ou affirmation solennelle...; son affidavit...; ou selon le cas*) :

BIENS

28 La partie intimée/requérante et moi avons partagé nos biens à la suite de notre séparation. Le partage actuel des biens me satisfait.

ou

(N'inclure que si est sollicitée une ordonnance incorporant un règlement amiable ou un accord.) La partie intimée/requérante et moi avons réglé, par consentement, le partage de nos biens familiaux dans un constat de règlement amiable déposé à la Cour [ou dans un contrat conjugal et accord de séparation, dont copie est annexée au présent affidavit comme pièce _____].

ou

Je sollicite un jugement de partage de nos biens familiaux; ci-joint, comme pièce _____ , un inventaire des biens énumérant tous les renseignements requis par la règle 15-86 des *Règles de la Cour du Banc du Roi*.

JUGEMENT

29 Voici l'adresse actuelle de la partie intimée/requérante où la signification du jugement peut être effectuée :

et

29A Voici sur quoi se fondent mes renseignements et mes convictions quant à l'exactitude de cette adresse :

ou

29B Il devrait y avoir dispense de la signification du jugement à la partie intimée/requérante pour les motifs suivants :

30 (Si on demande que soit anticipée la date de prise d'effet du jugement de divorce.) Le jugement de divorce devrait prendre effet le jour de son prononcé (ou le _____^e jour après son prononcé) en raison des circonstances exceptionnelles suivantes :

et

30A Un engagement pris par la partie intimée/requérante et moi de ne pas porter le jugement en appel est annexé au présent affidavit comme pièce _____ .

31 Je sollicite les recours suivants : (*Énumérer sous forme de liste les recours sollicités.*)

32 Je réclame des dépens de _____ \$ pour les motifs suivants :

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,
le _____ 2 _____ .

}

(signature)

Commissaire aux serments pour la Saskatchewan

LE PRÉSENT AFFIDAVIT EST DÉPOSÉ POUR LE COMPTE DE LA PARTIE
REQUÉRANTE (ou INTIMÉE).

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 15-82
(Règle 15-82(1)a)(vii)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

AFFIDAVIT DE LA PARTIE INTIMÉE

Je soussigné(e), _____ de _____, province
de/du _____, déclare sous serment (*ou* affirme solennellement) ce qui suit :

1 Je suis la partie intimée en l'espèce et j'ai une connaissance personnelle des questions et des faits faisant l'objet du présent affidavit.

2 Mon adresse : _____

3 Le _____ 2 _____ ou vers cette date, j'ai eu des rapports
sexuels avec une personne autre que mon conjoint (ma conjointe) au _____, dans
(*adresse*)

la ville _____, au/en _____.

4 Je vis séparément de la partie requérante depuis le _____ 2 _____ ou vers
cette date (*ou donner d'autres faits montrant que l'adultère n'a pas été pardonné*).

5 Je ne désire pas me réconcilier avec mon conjoint (ma conjointe) ni reprendre la
cohabitation avec lui/elle.

6 J'ai énoncé sincèrement les faits et je n'ai pas conclu d'accords, d'ententes ou
d'arrangements visant à fabriquer ou à dissimuler des éléments de preuve ou à tromper la
Cour.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,

le _____ 2 _____.

(*signature*)

Commissaire aux serments pour la Saskatchewan

LE PRÉSENT AFFIDAVIT EST DÉPOSÉ POUR LE COMPTE DE LA PARTIE INTIMÉE.

Formule 15-100A

(Règle 15-100(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE
COREQUÉRANTE (1) _____

PARTIE
COREQUÉRANTE (2) _____

REQUÊTE CONJOINTE EN MATIÈRE FAMILIALE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Une requête conjointe en matière familiale ne doit être utilisée que lorsque les parties s'entendent sur les recours ou la réparation sollicités. Si, une fois l'instance entamée, un différend survient entre les parties, l'une d'elles peut signifier et déposer un avis de retrait d'une requête conjointe en matière familiale, établi à l'aide de la formule 15-100B, lequel avis donnera lieu à une réponse et requête reconventionnelle établie à l'aide de la formule 15-20.

DEMANDE PRÉSENTÉE À LA COUR

1 Nous demandons à la Cour les recours suivants :

(cocher toutes les cases pertinentes en fonction de la réparation sollicitée et préciser pour laquelle des parties corequérantes la réparation est sollicitée.)

a) en vertu de la *Loi sur le divorce*

☐ le divorce

☐ des arrangements en matière de parentage

☐ la responsabilité décisionnelle

☐ du temps de parentage

☐ autres (*préciser*) _____

☐ des aliments pour _____ raison de _____ \$ par mois payés
par _____ à _____

☐ des aliments pour enfants conformément aux *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants* payés par _____

☐ selon le montant de la table applicable

☐ dépenses spéciales ou extraordinaires

☐ autre somme (*préciser*) : _____

- b) en vertu de la *Loi sur les biens familiaux*
- ☐ la possession exclusive du foyer familial en faveur de _____
 - ☐ le partage du foyer familial : _____ en parts égales; _____ en parts inégales
 - ☐ le partage des biens familiaux : _____ en parts égales; _____ en parts inégales
- c) en vertu de la *Loi de 2020 sur le droit de l'enfance*
- ☐ des arrangements en matière de parentage
 - ☐ la responsabilité décisionnelle
 - ☐ du temps de parentage
 - ☐ la tutelle relativement aux biens des enfants
 - ☐ une ordonnance déclaratoire concernant la parenté
 - ☐ autres (*préciser*) _____
- d) en vertu de la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales*
- ☐ des aliments pour _____ à raison de _____ \$ par mois payés par _____
 - ☐ des aliments pour enfants conformément aux *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants* payés par _____ à _____
 - ☐ selon le montant de la table applicable
 - ☐ dépenses spéciales ou extraordinaires
 - ☐ autre somme (*préciser*) _____
- e) ☐ la séparation judiciaire en vertu de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi*
- f) ☐ la nullité de mariage
- g) ☐ l'aide prévue par la *Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge*
- h) une réparation pour personnes ayant vécu conjugalement
- ☐ intérêt sur des biens
 - ☐ indemnisation
 - ☐ autres (*préciser*) _____
- i) ☐ autres recours (*indiquer le titre de la loi, le cas échéant, et détailler*) _____
- j) ☐ les dépens (*préciser les sommes réclamées et le fondement de la réclamation*) _____

COMPTE TENU DES CIRCONSTANCES suivantes :

PRÉCISIONS SUR L'ÉCHEC DU MARIAGE

2 Preuve de mariage

☐ Un certificat de mariage ou d'enregistrement de mariage a été déposé à la Cour.

ou

☐ A été déposé à la Cour un engagement de déposer à la Cour au plus tard le _____ 2 _____ un certificat de mariage ou d'enregistrement de mariage.

ou

☐ Comme il est impossible ou peu pratique d'obtenir un certificat de mariage ou d'enregistrement de mariage, une ordonnance a été sollicitée dispensant de la production du certificat.

3 Il y a eu échec du mariage du fait que nous avons vécu séparément depuis plus d'un an. *(Dans une requête conjointe, la demande de divorce ne peut s'appuyer que sur la séparation pendant plus d'un an des parties.)*

4 Voici les faits sur lesquels se fonde notre requête conjointe en divorce *(ou en séparation judiciaire ou en nullité de mariage)* : *(Énoncer de façon complète mais concise les faits marquants invoqués, mais non les moyens de preuve éventuels.)*

5 Voici les tentatives de réconciliation qui ont été faites :

6 Il n'y a plus de possibilités de réconciliation ou de reprise de la cohabitation entre nous.

COLLUSION, PARDON ET CONNIVENCE

7 Nous avons énoncé sincèrement les faits établissant l'échec de notre mariage et nous n'avons pas conclu d'accords, d'ententes ou d'arrangements visant à fabriquer ou à dissimuler des éléments de preuve ou à tromper la Cour.

MÉDIATION ET RÉOLUTION DES CONFLITS FAMILIAUX

8 Voici les services de médiation familiale et de résolution des conflits familiaux auxquels nous avons eu recours pour les négociations en matière d'entretien ou de parentage :

PRÉCISIONS SUR LA REVENDICATION DE BIENS

9 À la date d'émission de la présente requête, nous possédions ou détenions séparément ou conjointement un intérêt sur des biens réels ou personnels. Les précisions concernant ces biens sont énoncées dans nos états des biens respectifs établis à l'aide de la formule 15-49 et déposés en l'espèce.

(Il n'est pas nécessaire de déposer un état des biens si les parties se sont entendues sur les recours qui doivent être accordés et si elles ont déposé une renonciation aux états des biens établie à l'aide de la formule 15-50.)

10 S'agissant du partage des biens :

- ☐ Nous avons droit à la répartition en parts égales du foyer familial et/ou des biens familiaux.

ou

- ☐ Voici les raisons pour lesquelles nous soutenons qu'une répartition en parts égales du foyer familial et/ou des biens familiaux serait injuste et inéquitable :
(Rattacher aux articles pertinents de la Loi sur les biens familiaux.)

ou

- ☐ Voici les faits sur lesquels nous nous fondons pour revendiquer un intérêt propriétaire ou une indemnité pour personnes ayant vécu conjugalement :

PRÉCISIONS SUR LA RELATION

11 Nous

- ☐ nous sommes marié(e)s le _____ à _____
*(date)**(lieu)*

ou

- ☐ sommes des conjoints au sens de :

☐ la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales*

☐ la *Loi sur les biens familiaux*

☐ la *Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge*

et avons commencé à cohabiter le _____ à _____
*(date)**(lieu)*

et/ou

- ☐ sommes parents au sens défini dans la *Loi de 2020 sur le droit de l'enfance*.

12 S'agissant de la cohabitation :

☐ Nous avons cessé de cohabiter conjugalement le _____ ou vers cette date.
(date)

ou

☐ Nous n'avons jamais cohabité conjugalement.

ÉTAT PERSONNEL DES PARTIES

PARTIE COREQUÉRANTE (1)

13 Mon nom de famille à la naissance : _____

14 Mon nom de famille immédiatement avant le mariage : _____

15 Mon état matrimonial au moment du mariage : _____
(jamais marié(e) / divorcé(e) / veuf ou veuve)

16 Ma date de naissance : _____

17 (À remplir si la requête comporte une demande de divorce.) La veille de mon mariage à la partie corequérante (2), j'étais du genre suivant :

☐ mâle ☐ femelle ☐ autre

PARTIE COREQUÉRANTE (2)

18 Mon nom de famille à la naissance : _____

19 Mon nom de famille immédiatement avant le mariage : _____

20 Mon état matrimonial au moment du mariage : _____
(jamais marié(e) / divorcé(e) / veuf ou veuve)

21 Ma date de naissance : _____

22 (À remplir si la requête comporte une demande de divorce.) La veille de mon mariage à la partie corequérante (1), j'étais du genre suivant :

☐ mâle ☐ femelle ☐ autre

RÉSIDENCE

23 L'adresse de la partie corequérante (1) : _____

24 L'adresse de la partie corequérante (2) : _____

25 L'une ou l'autre des parties corequérantes, ou les deux, ont eu leur résidence ordinaire en Saskatchewan depuis le _____ .
(date)

ENFANTS

26 S'agissant des enfants de notre relation :

☐ Nous n'avons aucun enfant à notre charge.

ou

☐ Voici les nom, date de naissance et lieu de résidence de chacun des enfants qui est à la charge de l'un ou l'autre d'entre nous :

27 Nous sollicitons des recours à l'égard des enfants suivants :

et/ou

28 Nous ne sollicitons pas de recours à l'égard des enfants suivants :

car :

29 Voici les détails des arrangements actuels en matière de parentage à l'égard des enfants :

lesquels sont satisfaisants (*ou* insatisfaisants) pour les motifs suivants :

30 Nous demandons du temps parentage à l'égard des enfants suivants et aux conditions suivantes :

31 L'arrangement proposé en matière de parentage est dans l'intérêt supérieur des enfants pour les motifs suivants :

32 Les changements suivants dans la situation des parties corequérantes auront vraisemblablement des incidences, dans l'avenir, sur les enfants ou le parentage à leur égard :

33 Voici la nature de nos relations avec les enfants et de notre intérêt envers ceux-ci :

34 Outre les parties corequérantes, les personnes suivantes pourraient avoir un intérêt dans le parentage, ou une obligation de soutien, à l'égard des enfants : *(Donner les noms et adresses et indiquer la nature de la relation avec les enfants.)*

35 Voici les arrangements financiers actuels pour l'entretien des enfants :

36 Nous proposons les arrangements financiers suivants pour l'entretien des enfants, compte tenu des recours sollicités :

37 *(Si la somme réclamée diffère de celle indiquée dans les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants.)* Nous demandons des aliments pour enfants différents de ceux indiqués dans la table applicable des *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*, compte tenu de ce qui suit :

- ☐ enfant âgé de 18 ans ou plus
- ☐ revenu supérieur à 150 000 \$
- ☐ temps de parentage scindé
- ☐ temps de parentage partagé
- ☐ le payeur ou la payeuse tient lieu de parent
- ☐ dépenses spéciales ou extraordinaires évoquées à l'annexe 3 de nos états financiers
- ☐ difficultés excessives évoquées à l'annexe 6 de nos états financiers

38 Voici les faits justifiant la proposition relative à l'entretien des enfants :

ALIMENTS CONJUGAUX

39 Voici les faits justifiant la proposition relative à l'entretien de (*indiquer la partie bénéficiaire*) :

(*Mentionner les ressources, les besoins et, d'une façon générale, la situation de cette partie.*)

PROCÉDURES JUDICIAIRES ET ACCORDS

40 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire entre nous qui a été intentée par rapport au mariage, à la cohabitation, au parentage, aux aliments, à l'entretien ou au partage des biens :

41 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire en matière civile ou criminelle, d'autrefois ou en cours, qui peut être pertinente pour la sûreté, la sécurité ou le bien-être des enfants :

42 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire en matière civile ou criminelle, d'autrefois ou en cours, qui peut être pertinente pour la sûreté, la sécurité ou le bien-être des enfants : _____

L'accord ou les accords se rapporte(nt) :

- ☐ au parentage
- ☐ aux aliments pour enfants
- ☐ aux aliments conjugaux
- ☐ au partage des biens
- ☐ autres (*préciser*) : _____

(Si vous comptez faire incorporer au jugement des dispositions d'un accord de séparation, mentionnez les dispositions particulières à incorporer.)

43 Voici les détails de toute autre ordonnance ou de tout autre accord ayant trait à tout enfant à la charge de l'un ou l'autre d'entre nous :

44 Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire qui a abouti à une ordonnance, à un engagement ou à une promesse en cours de validité qui restreint les contacts ou la communication entre nous, y compris tout autre membre de nos ménages respectifs : (Préciser la date et les conditions de l'ordonnance, de l'engagement ou de la promesse.)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

45 Documents financiers.

- ☐ L'état financier établi à l'aide de la formule 15-47 de chacune des parties corequérantes est déposé en l'espèce. (Le déposer si la requête conjointe comporte une demande d'aliments, à moins que la demande financière vise uniquement des aliments pour enfants qui suivent la table applicable ou que l'un ou l'autre des cas suivants s'applique.)

ou

- ☐ Nous sommes d'accord sur la somme à payer pour l'entretien des enfants et sur le revenu annuel convenu de chacun de ceux, parmi nous, qui est tenu de fournir des renseignements sur son revenu selon les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*, et un accord d'entretien d'enfants établi à l'aide de la formule 15-48B (accompagné de tous les documents nécessaires) est déposé en l'espèce.

ou

- ☐ (Si aucune demande d'aliments pour enfants n'est faite) Nous sommes d'accord sur la somme à payer pour l'entretien de conjoint, et une renonciation aux états financiers établie à l'aide de la formule 15-48A est déposée en l'espèce.

46 Profession de la partie corequérante (1) : _____

47 Lieu de travail de la partie corequérante (1) : _____

48 Estimation du revenu annuel actuel de toutes sources de la partie corequérante (1) :

_____ \$

49 Profession de la partie corequérante (2) : _____

50 Lieu de travail de la partie corequérante (2) : _____

51 Estimation du revenu annuel actuel de toutes sources de la partie corequérante (2) :

_____ \$

52 Nous présentons la présente requête conjointe en divorce, sachant parfaitement bien :

- a) que chacun de nous a le droit d'obtenir des conseils juridiques indépendants;
- b) que chacun de nous a le droit d'être représenté séparément par un avocat de son choix;
- c) que, légalement parlant, aucun de nous ne peut être forcé ou obligé par l'autre à demander le divorce ou à souscrire la présente requête conjointe en divorce.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2_____.

(signature de la partie corequérante (1))

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2_____.

(signature de la partie corequérante (2))

AUCUN DES ÉPOUX NE PEUT SE REMARIER TANT QU'UN JUGEMENT DE DIVORCE N'A PAS PRIS EFFET.

DÉCLARATION DES PARTIES COREQUÉRANTES

(Obligatoire dans le cas d'une instance en divorce)

Nous soussigné(e)s, _____, parties corequérantes en l'espèce, certifions que nous sommes au courant de nos obligations respectives découlant des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce* (Canada).

(signature de la partie corequérante (1))

(signature de la partie corequérante (2))

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Voici le texte des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce* (Canada) :

Intérêt de l'enfant

7.1 Les personnes ayant du temps parental ou des responsabilités décisionnelles à l'égard d'un enfant à charge et celles ayant des contacts avec un tel enfant en vertu d'une ordonnance de contact exercent ce temps parental, ces responsabilités et ces contacts d'une manière compatible avec l'intérêt de l'enfant.

Protection des enfants contre les conflits

7.2 Toute partie à une instance engagée sous le régime de la présente loi fait de son mieux pour protéger les enfants à charge des conflits découlant de l'instance.

Mécanismes de règlement des différends familiaux

7.3 Dans la mesure où il convient de le faire, les parties à une instance tentent de régler les questions pouvant faire l'objet d'une ordonnance en vertu de la présente loi en ayant recours à tout mécanisme de règlement des différends familiaux.

Renseignements complets, exacts et à jour

7.4 Toute partie à une instance engagée sous le régime de la présente loi ou visée par une ordonnance rendue en vertu de celle-ci fournit, si elle est tenue de le faire sous le régime de la présente loi, des renseignements complets, exacts et à jour.

Obligation de se conformer aux ordonnances

7.5 Il est entendu que toute personne visée par une ordonnance rendue en vertu de la présente loi est tenue de s'y conformer jusqu'à ce que l'ordonnance cesse d'avoir effet.

DÉCLARATION DE L'AVOCAT

(À remplir lorsque les parties corequérantes sont représentées par un avocat dans une instance intentée en vertu de la Loi sur le divorce, de la Loi de 2020 sur le droit de l'enfance, de la Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales ou de la Loi sur les biens familiaux.)

Je soussigné(e), _____ avocat(e) de _____, parties corequérantes en l'espèce, certifie à la Cour m'être conformé(e) à l'article 7.7 de la *Loi sur le divorce* (Canada), s'agissant de discuter avec mes clients des possibilités de réconciliation des époux, des services de résolution des conflits familiaux et des obligations que leur impose la *Loi sur le divorce*. *(Si les circonstances de l'espèce font en sorte qu'il serait manifestement contre-indiqué de s'y conformer, préciser ces circonstances.)*

Je certifie aussi à la Cour m'être conformé(e) aux dispositions suivantes, s'agissant de discuter avec mes clients l'opportunité de recourir à des modes substitutifs de résolution :

- a) le paragraphe 20(1) de la *Loi de 2020 sur le droit de l'enfance*;
- b) le paragraphe 16(1) de la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales*;
- c) le paragraphe 44.1(1) de la *Loi sur les biens familiaux*.

J'ai informé mes clients des services de droit collaboratif et des services de médiation qui me sont connus et qui pourraient faciliter la résolution des problèmes. *(Si les circonstances de l'espèce font en sorte qu'il serait manifestement contre-indiqué de se conformer à ces prescriptions, préciser ces circonstances.)*

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de l'avocat)

La présente requête en matière familiale est émise à _____,
en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Registraire local

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____
Nom de l'avocat commis au dossier : _____
Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____
Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____
Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____
Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____
Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____
Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 15-100B
(Règle 15-100(3))

COUR DU NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

AVIS DE RETRAIT DE REQUÊTE CONJOINTE EN MATIÈRE FAMILIALE

Destinataire : _____
(*nom de la partie*)

SACHEZ que _____ se retire de la requête
(*nom de la partie*)

conjointe en matière familiale qui a été déposée le _____ 2 _____ en l'espèce.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(*signature de la partie ou de son avocat*)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 15-102
(Règle 15-102)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE/
COREQUÉRANTS _____

PARTIE INTIMÉE _____

DEVANT LE/LA JUGE

(jour et date du jugement)

JUGEMENT

Dans cette instance qui a été entendue par la Cour en ce jour à _____
(en présence de l'avocat (des avocats) de _____
et de la partie requérante, de la partie intimée ou des corequérants, selon le cas OU en l'absence
des parties et de leurs avocats), ayant constaté la preuve de la signification (sauf dans le cas
d'une requête conjointe en matière familiale ou d'une requête pour jugement présentée par la
partie intimée) et pris en considération les plaidoiries et la preuve présentées (si le divorce
doit prendre effet avant le 31^e jour suivant la date du prononcé du jugement, ajouter : et
étant d'avis que des circonstances particulières justifient que le divorce prenne effet avant le
31^e jour suivant la présente date et considérant que les parties sont convenues, et ont pris
l'engagement, de ne pas interjeter appel du jugement),

1 LA COUR PRONONCE le divorce de _____ et _____ , qui s'étaient
mariés le _____ , et, sauf s'il est porté en appel, le jugement prendra effet et le
(date)
mariage sera dissous le 31^e jour suivant la date du présent jugement (ou immédiatement ou
le _____ 2 _____).

2 LA COUR ORDONNE EN OUTRE (*Énoncer ici, les ordonnances relatives aux aliments conjugaux et au parentage rendues en vertu de la Loi sur le divorce (Canada), les autres recours accordés en vertu de lois provinciales et les ordonnances relatives aux dépens, si ces recours additonnels n'ont pas fait l'objet d'une ordonnance distincte. Toute ordonnance d'entretien d'enfant doit faire l'objet d'une ordonnance distincte.*)

ÉMIS à _____, en Saskatchewan, le _____ 2_____.

(Registraire local)

AVIS

Les époux ne sont libres de se remarier que lorsque le présent jugement prend effet. À partir de ce moment-là, un certificat de divorce peut être obtenu de la Cour. Si le présent jugement est porté en appel, sa date de prise d'effet peut être différée

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 15-103
(Règle 15-103)

CERTIFICAT DE DIVORCE

N° _____ 2 _____

CANADA
PROVINCE DE LA SASKATCHEWAN

COUR DU BANC DU ROI
CENTRE JUDICIAIRE DE
(Omettre l'intitulé de l'instance)

CERTIFICAT DE DIVORCE

Je certifie que le mariage de _____ avec _____ ,
qui a été célébré le _____ 2 _____ , a été dissous par jugement de la Cour,
lequel jugement a pris effet le _____ 2 _____ .
FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 _____ .

Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 15-109
(Règle 15-109(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

REQUÉRANT(E) _____

INTIMÉ(E) _____

INTIMÉ(E) SA MAJESTÉ DU CHEF DE LA SASKATCHEWAN
DIRECTION DES SERVICES DE JUSTICE FAMILIALE

AVIS DE REQUÊTE

(Requête en annulation de l'enregistrement d'une ordonnance alimentaire
étrangère, présentée en vertu du paragraphe 19(2) de la *Loi sur les ordonnances
alimentaires interterritoriales*)

AVIS À L'INTIMÉ(E)

La présente requête est présentée contre vous. Vous êtes intimé(e).

Vous avez le droit de faire valoir votre point de vue sur la question devant la Cour. Pour ce faire, vous devrez être présent(e) à l'audition de la requête qui aura lieu comme suit :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

Recours demandé

En vertu du paragraphe 19(2) de la *Loi sur les ordonnances alimentaires interterritoriales*, le requérant (la requérante) prie la Cour d'annuler l'enregistrement de l'ordonnance alimentaire étrangère qui a été enregistrée par l'autorité désignée conformément au paragraphe 17(2) de la *Loi sur les ordonnances alimentaires interterritoriales* ou à l'article 19.1 de la *Loi sur le divorce* (Canada).

Motifs de la réclamation

- ☐ Conformément au sous-alinéa 19(3)b(i) de la *Loi sur les ordonnances alimentaires interterritoriales*, dans l'instance au cours de laquelle l'ordonnance étrangère a été rendue, une partie à l'ordonnance n'a pas été avisée de façon convenable ou n'a pas eu une possibilité raisonnable d'être entendue.
- ☐ Conformément au sous-alinéa 19(3)b(ii) de la *Loi sur les ordonnances alimentaires interterritoriales*, l'ordonnance étrangère déroge à l'ordre public en Saskatchewan.
- ☐ Conformément au sous-alinéa 19(3)b(iii) de la *Loi sur les ordonnances alimentaires interterritoriales*, le tribunal qui a rendu l'ordonnance étrangère n'avait pas compétence pour la rendre.

Affidavits ou autres moyens de preuve qui serviront à appuyer la présente requête

☐ L'affidavit de _____ (votre nom)

☐ Autres : _____

AVIS

Si vous désirez contester la requête, vous-même ou votre avocat devrez préparer un affidavit en réponse, en signifier une copie à l'adresse aux fins de signification indiquée à la fin du présent document et la déposer au greffe de la cour, accompagnée de la preuve de sa signification, au moins 7 jours avant la date fixée pour l'audition de la requête. Vous ou votre avocat devrez également comparaître en cour pour l'audition de la requête à la date fixée.

Si vous ne comparez pas à l'audience, une ordonnance d'homologation de l'ordonnance provisionnelle pourra être rendue en votre absence et exécutée contre vous.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(votre signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 15-110
(Règle 15-110(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

DEMANDE DE CONVERSION DE REQUÊTE

DESTINATAIRE : REGISTRAIRE LOCAL

Nom de l'intimé(e) : _____

Résidence habituelle actuelle de l'intimé(e) : _____

Date de signification de la requête en modification à l'intimé(e) : _____

En vertu du paragraphe 18.2(1) de la *Loi sur le divorce* (Canada), l'intimé(e) désire que la requête en modification présentée à cette Cour, dont l'audition est prévue pour le _____ 2 _____, soit convertie en requête régie par le paragraphe 18.1(3) de la *Loi sur le divorce* (Canada).

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

ou

Si la partie se représente elle-même

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur *(le cas échéant)* : _____

Adresse de courriel *(le cas échéant)* : _____

Formule 15-111
(Règle 15-111(6))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

PARTIE REQUÉRANTE _____

PARTIE INTIMÉE _____

AVIS DE CUEILLETTE DE PREUVES SUPPLÉMENTAIRES

DESTINATAIRE : partie requérante/intimée

La _____ a été saisie d'une demande d'homologation de
(nom du tribunal)

l'ordonnance provisionnelle rendue par notre Cour le _____ 2 _____.

L'affaire a été renvoyée à notre Cour pour qu'elle recueille des éléments de preuve supplémentaires. Voici les date, heure et lieu fixés pour la cueillette des éléments de preuve supplémentaires :

Lieu _____

Date _____

Heure _____

Des éléments de preuve seront recueillis sur les points suivants :

- 1** Si vous désirez toujours poursuivre votre requête, vous ou votre avocat devrez :
- a) soit faire un affidavit énonçant les éléments de preuve demandés et le déposer à la Cour au moins 7 jours avant la date prévue pour l'audience;
 - b) soit comparaître aux date, heure et lieu susmentionnés et produire des éléments de preuve supplémentaires sur la question.
- 2** Si vous omettez de déposer des éléments de preuve supplémentaires ou de comparaître à l'audience, l'ordonnance provisionnelle pourra ne pas être homologuée.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

Registraire local

NOTA : Copie de la preuve présentée devant l'autre tribunal et copie des motifs du tribunal pour demander des éléments de preuve supplémentaires doivent être jointes au présent avis.

Formule 15-138
(Règle 15-138(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE _____

**MANDAT D'INCARCÉRATION POUR OUTRAGE
POUR CAUSE D'INOBSERVATION D'UNE ORDONNANCE ALIMENTAIRE**

DESTINATAIRES : Les agents de la paix de la Saskatchewan
Le gardien du centre correctionnel provincial en Saskatchewan

ATTENDU :

1 que, le _____ **2** _____, _____, né(e)
le _____, (la « personne coupable ») a été déclaré(e) coupable d'outrage au
tribunal par l'honorable juge _____ pour non-paiement d'aliments
prescrits par ordonnance alimentaire;

2 qu'il a été ordonné que la personne coupable soit emprisonnée dans un centre correctionnel
provincial :

- ☐ pour une peine de _____ jours purgée :
 - ☐ de manière continue;
 - ☐ de manière intermittente à raison de _____ (*formule de la peine intermittente*);
- ☐ pour une période de _____ jours, sans aucune réduction de
peine, puis ramenée devant la Cour à la date fixée par celle-ci ou au plus tard
le _____ **2** _____ à _____ h _____, pour
que la Cour statue de nouveau sur son cas;

3 qu'il a aussi été ordonné que la personne coupable soit libérée sans délai sur versement
de la somme de _____ \$ à l'agent chargé de sa détention,

IL EST COMMANDÉ AUX AGENTS DE LA PAIX, au nom de Sa Majesté :

- a) de procéder, au besoin, à l'arrestation de la personne coupable afin qu'elle soit
emprisonnée;
- b) de transporter la personne coupable au centre correctionnel provincial et de la
livrer aux mains du gardien de ce centre.

IL EST COMMANDÉ AU GARDIEN DU CENTRE CORRECTIONNEL PROVINCIAL d'accueillir la personne coupable et de l'emprisonner pendant la période précisée plus haut puis de la ramener devant la Cour aux date et heure fixées plus haut afin que la Cour statue de nouveau sur son cas, si, entre temps, il ne l'a pas libérée immédiatement sur réception de la somme de _____ \$ à verser à la Cour pour être utilisée ainsi qu'elle pourra en décider.

DÉLIVRÉ à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 ____ .

Registraire local

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 16-3
(Règles 16-3(1) et 16-5)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

AVIS DE REQUÊTE EN OBTENTION DE LETTRES SUCCESSORALES

Destinataire : Le registraire

Sachez qu'une requête a été présentée à la Cour, dont voici les détails :

Demande de lettres d'homologation (*ou d'administration ou autre, selon le cas*)

Nom de la personne décédée : _____

Résidence à l'époque du décès : _____

Date du décès : _____

Date du testament (*le cas échéant*) : _____

Date du ou des codicilles (*le cas échéant*) : _____

Date de réception de la requête : _____

Date du présent avis : _____

Numéro du dossier : _____

Nom et adresse du requérant (de la requérante) : _____

Nom et adresse de l'avocat(e) : _____

Registraire local(e)

Certificat relatif aux requêtes, aux oppositions et au dépôt de testaments

Je certifie ce qui suit :

- 1** Aucune autre requête en obtention de lettres successorales n'a été présentée concernant les biens de la personne décédée, puisque je n'ai reçu aucun avis de requête en obtention de lettres successorales de la part du registraire local.
- 2** N'a été déposée ni n'ai-je reçu aucune opposition ou copie d'opposition à l'octroi de lettres d'homologation ou d'administration testamentaire ou non testamentaire concernant les biens de la personne décédée.
- 3** Aucun testament ou autre écrit testamentaire de la personne décédée n'a été remis à la garde du bureau d'un registraire local.
- 4** Numéro du registre des successions : _____ .

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 ____ .

Registraire

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 16-6A
(Règle 16-6(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

LETTRES D'HOMOLOGATION

Par ordonnance de l'honorable juge _____

rendue le _____ 2 _____, le testament (avec codicille(s), *le cas échéant*), dont

ci-joint copie conforme, de _____,
(nom de la personne décédée)

autrefois de _____,
(résidence à l'époque du décès)

qui est décédé(e) le ou vers le _____ 2 _____, à _____ et
(lieu du décès)

qui résidait en Saskatchewan au moment de son décès (*ou* qui résidait à l'extérieur de la Saskatchewan mais était à l'époque propriétaire de biens en Saskatchewan), a été homologué et enregistré en la Cour du Banc du Roi; et la Cour a confié l'administration de la succession et de tout ce qui se rattache au testament (et aux codicilles, *le cas échéant*) à

_____,
(nom et résidence de l'exécuteur)

l'exécuteur(trice) testamentaire unique (*ou autre, selon le cas*) nommé(e) dans le testament (*ou* codicille), après que cette personne se fut engagée sous serment ou affirmation solennelle à administrer fidèlement la succession en acquittant les dettes légitimes de la personne décédée, en remettant les legs prévus au testament (et dans les codicilles, *le cas échéant*) sous réserve des prescriptions de la loi et en distribuant, le cas échéant, le reliquat de la succession conformément à la loi, à dresser sous serment ou affirmation solennelle un inventaire complet et exact de la succession et à rendre compte de l'exécution de sa charge dans les deux ans qui suivent l'octroi des lettres d'homologation ou à tout moment prescrit par la loi.

Décernées le _____ 2 _____.

Sceau de la Cour

Registraire local(e)

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 16-6B
(Règle 16-6(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

LETTRES D'ADMINISTRATION TESTAMENTAIRE

Attendu que _____, autrefois de _____,
(nom de la personne décédée) *(résidence à l'époque du décès)*

qui est décédé(e) le ou vers le _____ 2 _____ à _____
(lieu du décès)

et qui résidait en Saskatchewan au moment de son décès, (ou qui résidait à l'extérieur de la Saskatchewan mais était à l'époque propriétaire de biens en Saskatchewan), a, dans son testament (avec codicille(s), *le cas échéant*) passé dans les bonne formes, dont ci-joint copie conforme, nommé à la charge d'exécuteur testamentaire

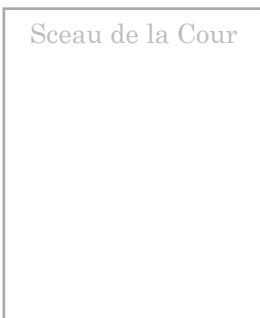
_____,
(nom et résidence de la personne nommée)

mais que cette personne a refusé ou omis de faire homologuer le testament (ou n'a nommé aucun exécuteur testamentaire), à ces causes, par ordonnance de l'honorable juge _____

rendue le _____ 2 _____, des lettres d'administration testamentaire afférentes à l'ensemble des biens (ou en préciser la portée, si l'octroi est restreint) de la personne décédée ont été octroyées par la Cour à _____
(nom et résidence de l'administrateur)

(préciser la nature de l'octroi et mentionner, le cas échéant, que l'exécuteur avait renoncé à la charge ou était décédé), après que cette personne se fut engagée sous serment ou affirmation solennelle à administrer fidèlement la succession suivant la teneur du testament, en acquittant les dettes légitimes de la personne décédée, en remettant les legs prévus au testament (et dans les codicilles, *le cas échéant*) sous réserve des prescriptions de la loi et en distribuant, le cas échéant, le reliquat de la succession conformément à la loi, à dresser sous serment ou affirmation solennelle un inventaire complet et exact de la succession et à rendre compte de l'exécution de sa charge dans les deux ans qui suivent l'octroi des lettres d'administration ou à tout moment prescrit par la loi.

Décernées le _____ 2 ____ .



Registraire local(e)

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 16-6C

(Règle 16-6(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

LETTRES D'ADMINISTRATION

Par ordonnance de l'honorable juge _____ ,
rendue le _____ 2 _____ , des lettres d'administration afférentes à l'ensemble
des biens (*ou en préciser la portée, si l'octroi est restreint*) de _____ ,
(*nom de la personne décédée*)
autrefois de _____ ,
(*résidence à l'époque du décès*)
qui est décédé(e) intestat le ou vers le _____ 2 _____ ,
à _____ ,
(*lieu du décès*)

et qui résidait en Saskatchewan au moment de son décès (*ou* qui résidait à l'extérieur de la
Saskatchewan mais était à l'époque propriétaire de biens en Saskatchewan), ont été octroyées par
la Cour à _____ ,
(*nom et résidence de l'administrateur*)

conjoint (*ou autre, selon le cas*) de l'intestat, après que cette personne se fut engagée sous
serment ou affirmation solennelle à administrer fidèlement la succession en acquittant les dettes
légitimes de la personne décédée et en distribuant, le cas échéant, le reliquat (le cas échéant)
de la succession conformément à la loi, à dresser sous serment ou affirmation solennelle un
inventaire complet et exact de la succession et à rendre compte de l'exécution de sa charge dans
les deux ans qui suivent l'octroi des lettres d'administration ou à tout moment prescrit par la loi.

Décernées le _____ 2 ____ .



Registraire local(e)

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 16-6D
(Règle 16-6(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

LETTRES D'HOMOLOGATION SUPPLÉMENTAIRES

Attendu que par ordonnance de l'honorable juge _____,
rendue le _____ 2 _____, le testament (avec codicille(s), *le cas échéant*),

dont ci-joint copie conforme, de _____,
(nom de la personne décédée)

autrefois de _____,
(résidence à l'époque du décès)

qui est décédé(e) le ou vers le _____ 2 _____, à _____
(lieu du décès)

et qui résidait en Saskatchewan au moment de son décès (*ou* qui résidait à l'extérieur de la Saskatchewan mais était à l'époque propriétaire de biens en Saskatchewan), a été homologué et enregistré en la Cour du Banc du Roi; et que la Cour a confié l'administration de la succession

à _____,
(nom et résidence de l'exécuteur initial)

un des exécuteurs testamentaires nommés dans le testament (*ou* le codicille), se réservant toutefois le pouvoir d'octroyer des lettres semblables, sur demande, à

_____,
(nom et résidence de l'exécuteur qui en fait maintenant la demande)

l'autre exécuteur(trice) nommé(e) dans le testament,

À ces causes, par ordonnance de l'honorable juge _____
rendue le _____ 2 _____, le testament de la personne décédée a aussi été
homologué à la demande de _____ et des lettres successorales
semblables, afférentes à la succession de la personne décédée et à tout ce qui se rattache à
son testament, ont été octroyées à cette personne, après qu'elle se fut engagée sous serment
ou affirmation solennelle à administrer fidèlement la succession en acquittant les dettes
légitimes de la personne décédée, en remettant les legs prévus au testament (et dans les
codicilles, *le cas échéant*) sous réserve des prescriptions de la loi, et en distribuant (le cas
échéant) le reliquat de la succession conformément à la loi, à dresser sous serment ou
affirmation solennelle un inventaire complet et exact de la succession et à rendre compte de
l'exécution de sa charge dans les deux ans qui suivent l'octroi des lettres d'homologation ou
à tout moment prescrit par la loi.

Décernées le _____ 2 _____ .

Sceau de la Cour

Registraire local(e)

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 16-6E
(Règle 16-6(4))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

**AVIS INFORMANT LE REGISTRAIRE DE L'OCTROI
DE LETTRES SUCCESSORALES**

Les renseignements suivants se rapportent à des lettres successorales octroyées par la Cour
du Banc du Roi au centre judiciaire de _____ :

Nom de la personne décédée : _____

Autrefois de : _____

Date du décès : _____

Date des lettres successorales : _____

Nature des lettres successorales : _____

Noms et adresses des représentants personnels à qui les lettres ont été octroyées :

Numéro inscrit sur le certificat du registraire : _____

Je certifie que les renseignements qui précèdent sont exacts en ce qui a trait aux lettres
successorales octroyées par la Cour relativement à la succession de la personne décédée,
d'après les archives de mon bureau.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

Registraire local(e)

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 16-7
(Règle 16-7)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

**CERTIFICAT CONFIRMANT QU'AUCUNE PERSONNE DE MOINS
DE DIX-HUIT ANS N'A D'INTÉRÊT**

Je certifie ce qui suit :

1 Des lettres d'homologation (*ou d'administration ou autre, selon le cas*) afférentes à la
succession de _____ ,
(nom de la personne décédée)

autrefois de _____ ,
(résidence à l'époque du décès)

ont été octroyées à _____
(nom et adresse du représentant personnel)

par la Cour du Banc du Roi de la Saskatchewan le _____ 2 ____ .

2 D'après les archives de mon bureau, aucune personne de moins de 18 ans n'a d'intérêt
dans la succession de la personne décédée.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 ____ .



Registraire local(e)

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 16-8
(Règle 16-8(4))

CERTIFICAT DE REMISE D'UN TESTAMENT À LA GARDE DU GREFFE

Je certifie qu'un paquet scellé censé contenir le testament (*ou* le codicille) décrit ci-dessous a été remis aujourd'hui à la garde de mon bureau :

Nom de l'auteur du testament : _____

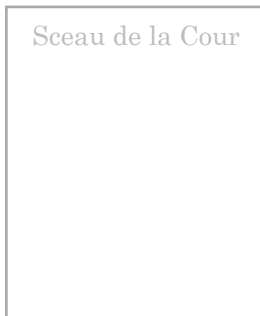
Résidence : _____

Date du document : _____

Date de la remise : _____

Noms et résidences des exécuteurs testamentaires : _____

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 ____ .



Registraire local(e)

Formule 16-11A
(Règle 16-11)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

REQUÊTE EN OBTENTION DE LETTRES D'HOMOLOGATION

La requête de _____ déclare ce qui suit :
(nom et résidence)

1 _____, autrefois de _____,
(nom de la personne décédée) (lieu de résidence)

est décédé(e) à _____
(lieu du décès)

le ou vers le _____ **2** _____, et résidait en Saskatchewan au moment de son
décès (ou résidait à l'extérieur de la Saskatchewan mais était à l'époque propriétaire de biens en
Saskatchewan).

2 La personne décédée a fait un testament en date du _____ **2** _____
(et un ou des codicille(s) en date du _____ **2** _____) et avait à l'époque l'âge de
la majorité, savoir _____ ans révolus.

*(Dans le cas contraire, voir la règle 16-18(1a) des Règles de la Cour du Banc du Roi et les
articles 5 et 6 de la Loi de 1996 sur les testaments, et citer l'exception qui s'applique. Pour
connaître l'âge applicable, consulter les dispositions pertinentes de la loi intitulée The Age
of Majority Act.)*

3 Les bénéficiaires suivants sont les seules personnes qui ont droit à une part de la succession
de la personne décédée : (donner les nom et adresse de chaque bénéficiaire et son lien avec la
personne décédée).

NOM ET ADRESSE	LIEN

(Ajouter s'il y a lieu :)

3a) La personne décédée est décédée intestat relativement à une partie de sa succession et seules les personnes suivantes, appelées en droit à la succession, lui ont survécu : (donner les nom et adresse de chaque bénéficiaire et son lien avec la personne décédée).

NOM ET ADRESSE	LIEN

4 Toutes les personnes nommées bénéficiaires ont survécu à la personne décédée. (Dans le cas contraire, indiquer s'il s'agit d'un frère, d'une soeur, d'un enfant ou d'un autre descendant de la personne décédée et, le cas échéant, si des enfants âgés actuellement de moins de 18 ans ont survécu à ce prédécédé. Voir l'article 22 de la Loi de 1996 sur les testaments. Déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12 s'il y a lieu.)

5 Aucun bénéficiaire n'est actuellement âgé de moins de 18 ans, aucun enfant de moins de 18 ans n'a survécu à la personne décédée et aucun enfant posthume n'est né de la personne décédée ni ne sera né d'elle. (Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12.)

6 Aucun adulte à charge qui est bénéficiaire de la succession ou qui pourrait faire valoir une revendication en vertu de la Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge ou de la Loi sur les biens familiaux n'a survécu à la personne décédée. (Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12.)

7 La personne décédée était âgée de _____ ans au moment du décès.

8 La personne décédée était _____ ans au moment du décès.
(indiquer l'état matrimonial)

9 Après la passation du testament, la personne décédée ne s'est pas mariée ni n'a cohabité dans une relation conjugale de façon continue pendant 2 ans. (Dans le cas contraire, citer l'exception qui s'applique : voir la règle 16-18(1)b) des Règles de la Cour du Banc du Roi.)

10 Après que le testateur (la testatrice) a fait son testament mais avant son décès, son mariage n'a pas été dissous par jugement irrévocable ou définitif de divorce ni par déclaration de nullité dans une procédure à laquelle il/elle était partie, et le testateur (la testatrice) et son conjoint, n'étant pas légalement mariés, n'ont pas cessé de cohabiter dans une relation conjugale durant au moins 24 mois. (Dans le cas contraire, se conformer à la règle 16-18(2).)

11 Le/La requérant(e) est l'exécuteur testamentaire nommé (ou Les requérants sont les exécuteurs testamentaires nommés) dans le testament et (chacun d'eux) est âgé d'au moins 18 ans (ou et la requérante est une société de fiducie).

12 Aucun des témoins instrumentaires n'est un bénéficiaire, ou le conjoint d'un bénéficiaire, nommé dans le testament. (*Dans le cas contraire, citer l'exception qui s'applique : voir la règle 16-18(1)c).*)

13 La valeur de la succession aux fins du calcul des droits du registraire local est de _____ \$.

14 Le/La requérant(e) affirme en son âme et conscience qu'à sa connaissance (*ou* Les requérants affirment en leur âme et conscience qu'à leur connaissance) aucune autre requête n'a été présentée à la Cour en obtention de lettres d'homologation du testament ou de lettres d'administration testamentaire.

À ces causes, le/la requérant(e) prie (*ou* les requérants prient) la Cour de lui/leur octroyer des lettres d'homologation du testament de la personne décédée.

FAIT à _____ , en Saskatchewan, le _____ 2 ____ .

(signature du requérant)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 16-11B
(Règle 16-11)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

**REQUÊTE EN OBTENTION DE LETTRES D'ADMINISTRATION
TESTAMENTAIRE**

La requête de _____ déclare ce qui suit :
(nom et résidence)

1 _____, autrefois de _____ ,
(nom de la personne décédée) (lieu de résidence))

est décédé(e) à _____
(lieu du décès)

le ou vers le _____ **2** _____, et résidait en Saskatchewan au moment de son
décès (ou résidait à l'extérieur de la Saskatchewan mais était à l'époque propriétaire de biens en
Saskatchewan).

2 La personne décédée a fait un testament en date du _____ **2** _____ ,
(et un ou des codicile(s) en date du _____ **2** _____) et avait à l'époque l'âge de
la majorité, savoir _____ ans révolus.

*(Dans le cas contraire, voir la règle 16-18(1)a) des Règles de la Cour du Banc de la Reine et
les articles 5 et 6 de la Loi de 1996 sur les testaments, et citer l'exception qui s'applique. Pour
connaître l'âge applicable, consulter les dispositions pertinentes de la loi intitulée The Age
of Majority Act.)*

3 Les bénéficiaires suivants sont les seules personnes qui ont droit à une part de la succession
de la personne décédée : (donner les nom et adresse de chaque bénéficiaire et son lien avec la
personne décédée)

NOM ET ADRESSE	LIEN

(Ajouter s'il y a lieu :)

3a) La personne décédée est décédée intestat relativement à une partie de sa succession et seules les personnes suivantes, appelées en droit à la succession, lui ont survécu : *(donner les nom et adresse de chaque bénéficiaire et son lien avec la personne décédée)*

NOM ET ADRESSE	LIEN

4 Toutes les personnes nommées bénéficiaires ont survécu à la personne décédée. *(Dans le cas contraire, indiquer s'il s'agit d'un frère, d'une soeur, d'un enfant ou d'un autre descendant de la personne décédée et, le cas échéant, si des enfants âgés actuellement de moins de 18 ans ont survécu à ce prédécédé. Voir l'article 22 de la Loi de 1996 sur les testaments. Déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12 s'il y a lieu.)*

5 Aucun bénéficiaire n'est actuellement âgé de moins de 18 ans, aucun enfant de moins de 18 ans n'a survécu à la personne décédée et aucun enfant posthume n'est né de la personne décédée ni ne sera né d'elle. *(Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12.)*

6 *(choisir le paragraphe 6 qui s'applique et omettre les autres)*

☐ Ci-joint un cautionnement établi à l'aide de la formule 16-31.

ou

☐ Le requérant demande à la Cour de le dispenser du cautionnement pour les raisons suivantes *(choisir celles qui s'appliquent)* :

- ☐ la valeur de la succession n'est pas supérieure au montant prévu pour l'application de l'alinéa 9(1)b) de la *Loi sur l'administration des successions* ;*
- ☐ l'administrateur est l'unique bénéficiaire;
- ☐ sont joints à la présente requête les consentements de tous les adultes habiles ayant un intérêt bénéficiaire dans la succession, aucun mineur âgé de moins de 18 ans ni aucun adulte vraisemblablement dépourvu de la capacité requise ne se trouvant à avoir un intérêt bénéficiaire dans la succession;
- ☐ sont joints à la présente requête les consentements de tous les adultes habiles ayant un intérêt bénéficiaire dans la succession ainsi que le consentement du curateur public.

Et, selon le cas :

- ☐ aucune dette ne grève ou ne pourrait grever la succession;
- ☐ tous les créanciers de la succession y consentent.

7 Aucun adulte à charge qui est bénéficiaire de la succession ou qui pourrait faire valoir une revendication en vertu de la *Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge* ou de la *Loi sur les biens familiaux* n'a survécu à la personne décédée. (*Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12, et soit joindre un cautionnement, soit demander d'en être dispensé conformément au paragraphe 6.*)

8 La personne décédée était âgée de _____ ans au moment du décès.

9 La personne décédée était _____ au moment de son décès.
(indiquer l'état matrimonial)

10 Après la passation du testament, la personne décédée ne s'est pas mariée ni n'a cohabité dans une relation conjugale de façon continue pendant 2 ans. (*Dans le cas contraire, citer l'exception qui s'applique : voir la règle 16-18(1)b) des Règles de la Cour du Banc de la Reine.*)

11 Après que le testateur (la testatrice) a fait son testament mais avant son décès, son mariage n'a pas été dissous par jugement irrévocable ou définitif de divorce ni par déclaration de nullité dans une procédure à laquelle il/elle était partie, et le testateur (la testatrice) et son conjoint, n'étant pas légalement mariés, n'ont pas cessé de cohabiter dans une relation conjugale durant au moins 24 mois. (*Dans le cas contraire, se conformer à la règle 16-18(2).*)

12 Aucun exécuteur testamentaire n'est nommé dans le testament (*ou* L'exécuteur testamentaire nommé dans le testament est décédé depuis le décès du testateur (de la testatrice) *ou* a renoncé à sa charge et sa renonciation est jointe à la présente requête).

13 Le/La requérant(e) est un (*ou* Les requérants sont) _____ pour l'application du testament, et aucune autre personne n'a de rang antérieur ou égal par rapport à l'obtention des lettres d'administration testamentaire (*ou* toutes les personnes de rang antérieur ou égal par rapport à l'obtention des lettres d'administration testamentaire y ont renoncé et la renonciation de chacune d'elles est jointe à la présente requête : voir la règle 16-26).

14 Le/La requérant(e) est âgé (*ou* Les requérants sont âgés) d'au moins 18 ans (*ou* La requérante est une société de fiducie).

15 Aucun des témoins instrumentaires n'est un bénéficiaire, ou le conjoint d'un bénéficiaire, nommé dans le testament. (*Dans le cas contraire, citer l'exception qui s'applique : voir la règle 16-18(1)c.*)

16 La valeur de la succession aux fins du calcul des droits du registraire local est de _____ \$.

17 Le/La requérant(e) affirme en son âme et conscience qu'à sa connaissance (*ou* Les requérants affirment en leur âme et conscience qu'à leur connaissance) aucune autre requête n'a été présentée à la Cour en obtention de lettres d'homologation du testament ou de lettres d'administration testamentaire.

À ces causes, le/la requérant(e) prie (*ou* les requérants prient) la Cour de lui/leur octroyer (sans cautionnement) des lettres d'administration testamentaire relativement au testament de la personne décédée.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature du requérant)

NOTICE

* Le montant prévu par le *Règlement sur l'administration des successions* pour l'application de l'alinéa 9(1)b) de la *Loi sur l'administration des successions* est actuellement de 25 000 \$.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 16-11C
(Règle 16-11)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

REQUÊTE EN OBTENTION DE LETTRES D'ADMINISTRATION

La requête de _____ déclare ce qui suit :
(nom et résidence)

1 _____, autrefois de _____ ,
(nom de la personne décédée) (lieu de résidence)

est décédé(e) à _____
(lieu du décès)

le ou vers le _____ **2** _____, et résidait en Saskatchewan au moment de son décès (ou résidait à l'extérieur de la Saskatchewan mais était à l'époque propriétaire de biens en Saskatchewan).

2 La personne décédée est décédée intestat et seules les personnes suivantes, appelées en droit à la succession, lui ont survécu : (donner les nom et adresse de chaque bénéficiaire et son lien avec la personne décédée).

NOM ET ADRESSE	LIEN

3 Aucun bénéficiaire n'est actuellement âgé de moins de 18 ans, aucun enfant de moins de 18 ans n'a survécu à la personne décédée, aucun enfant (ni frère ou soeur, s'ils sont bénéficiaires) n'a prédécédé la personne décédée en laissant un enfant qui a actuellement moins de 18 ans, et aucun enfant posthume n'est né de la personne décédée ni ne sera né d'elle. (Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12.).

4 (choisir le paragraphe 4 qui s'applique et omettre les autres)

- ☐ Ci-joint un cautionnement établi à l'aide de la formule 16-31.

ou

- ☐ Le requérant demande à la Cour de le dispenser du cautionnement pour les raisons suivantes (choisir celles qui s'appliquent):
 - ☐ la valeur de la succession n'est pas supérieure au montant prévu pour l'application de l'alinéa 9(1)b) de la *Loi sur l'administration des successions*;
 - ☐ l'administrateur est l'unique bénéficiaire;
 - ☐ sont joints à la présente requête les consentements de tous les adultes habiles ayant un intérêt bénéficiaire dans la succession, aucun mineur âgé de moins de 18 ans ni aucun adulte vraisemblablement dépourvu de la capacité requise ne se trouvant à avoir un intérêt bénéficiaire dans la succession;
 - ☐ sont joints à la présente requête les consentements de tous les adultes habiles ayant un intérêt bénéficiaire dans la succession ainsi que le consentement du curateur public.

Et, selon le cas :

- ☐ aucune dette ne grève ou ne pourrait grever la succession;
- ☐ tous les créanciers de la succession y consentent.

5 Aucun adulte à charge n'a d'intérêt dans la succession ou ne pourrait lui opposer une revendication en vertu de la *Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge* ou de la *Loi sur les biens familiaux*. (Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12, et soit joindre un cautionnement, soit demander d'en être dispensé conformément au paragraphe 4.)

6 La personne décédée était âgée de _____ ans au moment du décès.

7 La personne décédée était _____ au moment de son décès.
(indiquer l'état matrimonial)

8 Le/La requérant(e) est âgé(e) d'au moins 18 ans et est (ou Les requérants sont tous âgés d'au moins 18 ans et sont) (indiquer en quelle qualité le requérant revendique, par ex. à titre d'administrateur officiel, de curateur public, ou de proche parent ayant un intérêt bénéficiaire, donner les noms, adresses et liens des autres proches parents susceptibles d'avoir rang antérieur ou égal à celui du requérant et indiquer si ces personnes ont renoncé ou non à leurs droits. En cas de renonciation, joindre un document établi à l'aide de la formule 16-26. Si la requérante est une société de fiducie, le mentionner et confirmer qu'elle est licenciée conformément à la loi intitulée *The Trust and Loan Corporations Act, 1997*).

9 La valeur de la succession aux fins du calcul des droits du registraire local est de _____ \$.

10 Le/La requérant(e) affirme en son âme et conscience qu'à sa connaissance (ou Les requérants affirment en leur âme et conscience qu'à leur connaissance) aucune autre requête n'a été présentée à la Cour en obtention de lettres d'administration.

À ces causes, le/la requérant(e) prie (*ou* les requérants prient) la Cour de lui/leur octroyer (sans cautionnement) des lettres d'administration.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature du requérant)

AVIS

* Le montant prévu par le *Règlement sur l'administration des successions* pour l'application de l'alinéa 9(1)b) de la *Loi sur l'administration des successions* est actuellement de 25 000 \$.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 16-12
(Règle 16-12(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

AVIS AU CURATEUR PUBLIC *ou* AU TUTEUR AUX BIENS
(selon le cas)

Sachez que la Cour est saisie d'une requête de _____ ,

du _____

(adresse postale)

(téléphone) (télécopieur) (adresse de courriel)

en obtention de lettres _____ relativement à la succession de la personne

décédée, qui est décédée à _____

(lieu du décès)

le _____ 20 ____ .

Sachez en outre que la personne décédée est décédée avec/sans testament et que lui survivent :

☐ les adultes compétents suivants, appelés à la succession :

Nom	Adresse	Lien avec la personne décédée

- ☐ les personnes suivantes de moins de 18 ans, appelées à la succession :

Nom	Nom et adresse du tuteur	Lien avec la personne décédée	Date de naissance

- ☐ les personnes suivantes de moins de 18 ans, susceptibles d'être appelées à la succession en vertu de la *Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge* :

Nom	Nom et adresse du tuteur	Lien avec la personne décédée	Date de naissance

- ☐ les adultes à charge suivants au sens de la loi intitulée *The Public Guardian and Trustee Act*, appelés à la succession :

Nom	Nom et adresse du tuteur	Lien avec la personne décédée	Date de naissance

- ☐ les adultes à charge suivants au sens de la loi intitulée *The Public Guardian and Trustee Act*, susceptibles d'être appelés à la succession en vertu de la *Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge* ou de la *Loi sur les biens familiaux* :

Nom	Nom et adresse du tuteur	Lien avec la personne décédée	Date de naissance

Sachez en outre que les pièces suivantes sont jointes au présent avis :

- a) un état de l'actif de la personne décédée selon la requête;
- b) un état des dettes de la succession;
- c) une copie du testament de la personne décédée, le cas échéant.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____

(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____

(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 16-13A
(Règle 16-13(2))

**AFFIDAVIT DE L'AUTEUR D'UNE REQUÊTE EN
OBTENTION DE LETTRES D'HOMOLOGATION
(ou D'ADMINISTRATION TESTAMENTAIRE)**

Je soussigné(e), _____, déclare sous serment
(nom et résidence)

(ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 La pièce A annexée au présent affidavit est ma requête en obtention de lettres d'homologation (ou d'administration testamentaire) afférentes au testament de _____,
(nom du testateur)
de _____,
(résidence à l'époque du décès)

et toutes les allégations de fait contenues dans la requête sont vraies (*ajouter, s'il y a lieu : sauf les faits qui ne sont pas connus personnellement de moi mais qui ont été attestés par d'autres affidavits*).

2 Je suis convaincu(e) que la pièce B annexée au présent affidavit constitue l'original du testament de la personne décédée. (*S'il y a un codicille, continuer le paragraphe en ajoutant : Je suis convaincu(e) que la pièce C annexée au présent affidavit est un codicille au testament de la personne décédée, et rajuster la cotation des pièces subséquentes.*)

3 La pièce C annexée au présent affidavit est un état (établi à l'aide de la formule 16-14) de tous les biens de la personne décédée au moment de son décès; cet état indique exactement, autant que je sache, tous les biens de la personne décédée et leur juste valeur marchande à l'époque du décès.

4 Je m'engage à administrer fidèlement la succession en acquittant les dettes légitimes et en remettant les legs prévus au testament (et dans le codicille, *le cas échéant*) sous réserve des prescriptions de la loi, à dresser sous serment ou affirmation solennelle un inventaire complet et exact de la succession et à rendre compte de l'exécution de ma charge dans les deux ans qui suivent l'octroi des lettres d'homologation (ou d'administration testamentaire) ou à tout moment prescrit par la loi.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,
le _____ 2_____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature du requérant)

Formule 16-13B
(Règle 16-13(2))

**AFFIDAVIT DE L'AUTEUR D'UNE REQUÊTE EN OBTENTION
DE LETTRES D'ADMINISTRATION**

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 La pièce A annexée au présent affidavit est ma requête en obtention de lettres
d'administration afférentes à la succession de _____ ,
(nom de la personne décédée)

autrefois de _____ ,
(résidence à l'époque du décès)

et toutes les allégations de fait contenues dans la requête sont vraies (ajouter, s'il y a lieu :
sauf les faits qui ne sont pas connus personnellement de moi mais qui ont été attestés par
d'autres affidavits).

2 J'ai fouillé minutieusement tous les endroits où la personne décédée gardait
habituellement ses papiers et vérifié aux endroits où elle avait remis des papiers à la garde
de quelqu'un, et je suis convaincu(e) qu'elle est décédée sans avoir laissé aucun testament,
codicille ou autre document testamentaire.

3 La pièce B annexée au présent affidavit est un état (établi à l'aide de la formule 16-14) de
tous les biens de la personne décédée au moment de son décès; cet état indique exactement,
autant que je sache, tous les biens de la personne décédée et leur juste valeur marchande à
l'époque du décès.

4 Si je suis nommé(e), je m'engage à administrer fidèlement la succession en acquittant les
dettes légitimes et en distribuant, le cas échéant, le reliquat de la succession conformément
à la loi, à dresser sous serment ou affirmation solennelle un inventaire complet et exact de
la succession et à rendre compte de l'exécution de ma charge dans les deux ans qui suivent
l'octroi des lettres d'administration ou à tout moment prescrit par la loi.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____ , en Saskatchewan,

le _____ 2____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature du requérant)

Formule 16-14

(Règle 16-14(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

ÉTAT DES BIENS

(S'il s'agit d'une première requête en obtention de lettres successorales en Saskatchewan [voir la règle 16-14(1)], l'état doit indiquer tous les biens réels et personnels de la personne décédée à l'époque du décès et leur valeur à l'époque du décès.)

(S'il s'agit d'une seconde requête en obtention de lettres successorales en Saskatchewan [voir la règle 16-14(3)], l'état doit s'en tenir aux biens non encore administrés ou à administrer en Saskatchewan, en fonction de leur valeur à l'époque de la requête.)

(S'il s'agit d'une requête en réapposition de sceau en Saskatchewan [voir la règle 16-34], l'état doit indiquer tous les biens dont la personne décédée était propriétaire en Saskatchewan à l'époque du décès, en fonction de leur valeur à l'époque de la requête.)

PARTIE I

RELEVÉ DE L'ACTIF

A Biens réels

Description officielle :

Valeur à la date du décès : _____ \$

Moins emprunt, dette hypothécaire, versement
initial impayés (au-delà des indemnités
d'assurance afférentes) : _____ \$

Valeur nette : _____ \$

B Créances hypothécaires

Dates : _____

Parties : _____

Conditions : _____

Solde exigible à la date du décès : _____ \$

C Créances d'achat-vente

Description : _____

Dates : _____

Parties: _____

Conditions : _____

Solde exigible à la date du décès : _____ \$

D Titres et actions

Société : _____

N° du certificat : _____

Nombre d'actions : _____

Valeur à la date du décès : _____ \$

E Obligations et débetures

Nombre : _____

Coupons à échéance ou intérêts courus : _____ \$

Valeur nominale : _____ \$

F Comptes bancaires, argent liquide

1 Banque : _____

Succursale : _____

N° du compte d'épargne : _____

Intérêts courus : _____ \$

Principal : _____ \$

N° du compte-chèques : _____

2 Argent liquide : _____ \$

3 Chèques non encaissés payables à la succession (*préciser*): _____ \$ _____ \$

G Assurance-vie payable à la succession

Société : _____

N° de la police : _____

Valeur à la date du décès : _____ \$

H Rentes, prestations de retraite, REER payables
à la succession

Description : _____

Valeur à la date du décès : _____ \$

I Biens personnels divers :

Description : _____

Valeur à la date du décès : _____ \$

VALEUR TOTALE DE LA SUCCESSION : _____ \$

PARTIE II

A Biens détenus conjointement (*avec droit de survie*)

1 Biens réels

Description officielle : _____

Propriétaires inscrits : _____

Valeur à la date du décès : _____ \$

2 Comptes bancaires

Description : _____

Codétenteurs : _____

Valeur à la date du décès : _____ \$ _____ \$

B Assurance (*payable à un bénéficiaire nommé*)

Société : _____

N° de la police : _____

Bénéficiaire désigné : _____

Valeur à la date du décès : _____ \$

C Prestations de retraite et rentes (*payables à un
bénéficiaire nommé*)

Description : _____

Bénéficiaire désigné : _____

Valeur à la date du décès : _____ \$

D Biens réels à l'extérieur de la Saskatchewan

Description officielle : _____

Emplacement : _____

Valeur à la date du décès : _____ \$

E Biens personnels à l'extérieur de la Saskatchewan
*(Dans le cas où la personne décédée était domiciliée
à l'extérieur de la Saskatchewan à l'époque de son
décès)*

Description : _____

Valeur à la date du décès : _____ \$

AVIS

Il existe une présomption réfutable selon laquelle les biens détenus conjointement par une personne décédée et un enfant adulte avec droit de survie sont détenus en fiducie résulatoire au profit des bénéficiaires de la succession de la personne décédée. (Voir *Pecore c. Pecore*, 2007 CSC 17, [2007] 1 RCS 795.)

Modification. Gaz. 3 mars 2017; Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 16-16

(Règle 16-16(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

**RENONCIATION À L'HOMOLOGATION
(ou À L'ADMINISTRATION TESTAMENTAIRE)**

Attendu que _____, autrefois de _____,
(nom de la personne décédée) (résidence à l'époque du décès)

est décédé(e) le ou vers le _____ 2 _____, que la personne décédée
avait laissé un testament fait le _____ 2 _____ me nommant, moi,

_____,
(nom et résidence)

en Saskatchewan, exécuteur(trice) testamentaire (ou autre formulation selon le cas : voir
remarque 2), à ces causes, je renonce aux lettres d'homologation (ou à l'administration
testamentaire) (ajouter s'il y a lieu : et je consens à ce que _____,
de _____, en Saskatchewan, soit nommé(e)
administrateur(trice) testamentaire de la succession, sans cautionnement).

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et mon sceau au présent acte le _____, 2 _____.

Signé, scellé et délivré en présence de _____



(signature)

AVIS

- 1 Un affidavit de passation est nécessaire, sauf si la signature est accompagnée du sceau social.
- 2 Si la renonciation émane d'une personne admissible à des lettres d'administration testamentaire, il faut adapter la formule pour évoquer l'omission du testament de nommer un exécuteur testamentaire et préciser les liens de l'auteur de la renonciation avec la personne décédée.

Form 16-19A
(Règle 16-19(1))

AFFIDAVIT DE PASSATION DE TESTAMENT

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 Je connais/connaissais _____ , (autrefois) de _____.
(nom du testateur) (résidence du testateur)

2 Le ou vers le _____ 2 _____ , j'ai assisté à la passation du document qui
forme la pièce A annexée au présent affidavit et que _____
(nom du testateur)

a signé (si le testateur a apposé sa marque, ajouter : au moyen de sa marque), ainsi qu'il
apparaît, en guise de testament.

3 Le document a été signé par _____ , devant
(nom du testateur)
_____, et moi, l'un(e) en
(nom et résidence de l'autre témoin instrumentaire)
présence de l'autre, à la suite de quoi, devant _____ , nous avons
(nom du testateur)

immédiatement, l'un(e) en présence de l'autre, attesté et signé le document à titre de témoins.

(Si le testateur était aveugle ou s'il a signé le testament au moyen de sa marque, ajouter :

4 Avant la passation du testament, j'en ai fait lecture (ou _____
en a fait lecture, en ma présence) au testateur (à la testatrice), qui, prenant connaissance de
son contenu, a semblé en saisir parfaitement le sens.)

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____ , en Saskatchewan,
le _____ 2 _____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

}

(signature)

Formule 16-19B
(Règle 16-19(5))

AFFIDAVIT DE PASSATION DE TESTAMENT OLOGRAPHE

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence)

déclare sous serment (*ou* affirme solennellement) ce qui suit :

1 Je connaissais _____ de _____ ,
(nom de la personne décédée) (résidence de la personne décédée)

et j'ai vu la personne décédée écrire et signer de sa propre main, en ma présence, le document qui forme la pièce A annexée au présent affidavit.

ou

1 Je connaissais bien _____ ,
(nom de la personne décédée)

de _____ ,
(résidence)

et j'ai souvent eu l'occasion de le/la voir écrire et signer des documents.

2 J'ai examiné la pièce A annexée au présent document et je suis convaincu(e) que l'ensemble du document et sa signature sont de la main de la personne décédée.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI
à _____ , en Saskatchewan,
le _____ 2____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

AVIS

Le déposant ne peut être un bénéficiaire du testament.

Formule 16-19C
(Règle 16-19(6))

AFFIDAVIT CONCERNANT L'ÉTAT DU TESTAMENT

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 Le ou vers le _____ 2 _____ , j'ai assisté à la passation du document qui forme la pièce A annexée au présent affidavit et que _____ a signé en
(nom de la personne décédée)
guise de testament.

2 J'ai examiné le testament et constaté *(faire état des corrections, suppressions ou surcharges que contient le testament, de son état général et de tout autre aspect qui exige des explications; en outre, décrire comment le testament a été retrouvé et, si possible, suivre minutieusement sa trace depuis le moment où il était en la possession du testateur jusqu'au moment de l'affidavit).*

3 Le testament est maintenant, à tous égards, dans le même état qu'il l'était au moment de sa passation par le testateur (la testatrice) *(ou autre affirmation, selon le cas).*

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____ , en Saskatchewan,
le _____ 2 _____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

AVIS

Si aucun déposant n'a été trouvé qui fût capable d'attester l'état du testament au moment de la passation, exposer les faits et les circonstances qui tendent à montrer que le testament est, de fait, l'acte du testateur.

Formule 16-22
(Règle 16-22(1))

AFFIDAVIT RELATIF À LA TRADUCTION D'UN TESTAMENT

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence)

déclare sous serment (*ou* affirme solennellement) ce qui suit :

1 La langue _____ et la langue française (*ou* anglaise) me sont familières, je peux lire, écrire et parler couramment dans ces deux langues, et je possède les compétences nécessaires pour traduire en français (*ou* anglais) des documents rédigés en _____ .

2 J'ai examiné le document rédigé en _____ qui forme la pièce A annexée au présent affidavit et qui est censé être le testament original de la personne décédée, _____ .
(nom de la personne décédée)

3 J'ai traduit le testament en français (*ou* anglais), cette traduction formant la pièce B annexée au présent affidavit, et je certifie que la pièce B est une traduction fidèle et exacte du testament du (de l') _____ vers le français (*ou* l'anglais).

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI
à _____ , en Saskatchewan,
le _____ 2____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

Formule 16-26
(Règle 16-26(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

RENONCIATION À L'ADMINISTRATION

Attendu que _____, autrefois de _____,
(nom de la personne décédée) (résidence à l'époque du décès)

est décédé(e) intestat le ou vers le _____ 2 _____ et que je soussigné(e),
_____,
(nom et résidence)

en Saskatchewan, suis le/la _____ de la personne décédée,
(indiquer le lien)

à ces causes, je renonce aux lettres d'administration afférentes à la succession de la personne
décédée (ajouter s'il y a lieu : et je consens à la nomination de _____,
de _____, en Saskatchewan, à titre
d'administrateur(trice) de la succession, sans cautionnement.)

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et mon sceau au présent acte le _____, 2 _____.

Signé, scellé et délivré en présence de _____



(signature)

AVIS

Un affidavit de passation est nécessaire, sauf si la signature est accompagnée du sceau social.

Formule 16-28A
(Règle 16-28(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

PROCURATION

Attendu que _____
(nom et adresse de la personne décédée)

est décédé(e) avec testament (ou intestat) à _____ le _____ ,
(lieu du décès) (date du décès)

que je soussigné(e), _____ ,
(nom et adresse)

suis la personne admissible aux lettres d'administration (ou d'homologation),

(et) que je suis la veuve (ou le veuf ou un proche parent) de la personne décédée

(Ajouter s'il y a lieu :)

et que je réside à l'extérieur de la Saskatchewan,

à ces causes, je nomme _____
(nom et adresse)

mon fondé (ma fondée) de pouvoir pour l'obtention de lettres _____
(lettres successorales désirées)

pour mon compte auprès de la Cour du Banc du Roi de la Saskatchewan, jusqu'à ce que je demande et obtienne des lettres successorales.

Je m'engage à ratifier et confirmer tout ce qu'effectuera ou fera effectuer légalement mon fondé (ma fondée) de pouvoir.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et mon sceau au présent acte le _____ 2____.

Signé, scellé et délivré en présence de _____



(signature)

AVIS

- 1 Un affidavit de passation est nécessaire.
- 2 Les instruments que signent tous les bénéficiaires doivent être identiques.

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 16-28B
(Règle 16-28(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

**REQUÊTE DU FONDÉ DE POUVOIR D'UN PROCHE PARENT
EN OBTENTION DE LETTRES D'ADMINISTRATION**

La requête de _____ déclare ce qui suit :
(nom et résidence)

1 _____, autrefois de _____,
(nom de la personne décédée) (lieu de résidence)

est décédé(e) à _____
(lieu du décès)

le ou vers le _____ **2** _____, et résidait en Saskatchewan au moment de son décès
(ou résidait à l'extérieur de la Saskatchewan mais était à l'époque propriétaire de biens en Saskatchewan).

2 La personne décédée est décédée intestat et seules les personnes suivantes, appelées en droit à la succession, lui ont survécu : *(donner les nom et adresse de chaque bénéficiaire et son lien avec la personne décédée).*

NOM ET ADRESSE	LIEN

3 Aucun bénéficiaire n'est actuellement âgé de moins de 18 ans, aucun enfant de moins de 18 ans n'a survécu à la personne décédée, aucun enfant (ni frère ou soeur, s'ils sont bénéficiaires) n'a prédécédé la personne décédée en laissant un enfant qui a actuellement moins de 18 ans, et aucun enfant posthume n'est né de la personne décédée ni ne sera né d'elle. *(Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12.)*

4 (choisir le paragraphe 4 qui s'applique et omettre les autres)

- ☐ Ci-joint un cautionnement établi à l'aide de la formule 16-31.

ou

- ☐ Le requérant demande à la Cour de le dispenser du cautionnement pour les raisons suivantes (choisir celles qui s'appliquent) :
 - ☐ la valeur de la succession n'est pas supérieure au montant prévu pour l'application de l'alinéa 9(1)b) de la *Loi sur l'administration des successions* ;*
 - ☐ l'administrateur est l'unique bénéficiaire;
 - ☐ sont joints à la présente requête les consentements de tous les adultes habiles ayant un intérêt bénéficiaire dans la succession, aucun mineur âgé de moins de 18 ans ni aucun adulte vraisemblablement dépourvu de la capacité requise ne se trouvant à avoir un intérêt bénéficiaire dans la succession;
 - ☐ sont joints à la présente requête les consentements de tous les adultes habiles ayant un intérêt bénéficiaire dans la succession ainsi que le consentement du curateur public.

Et, selon le cas :

- ☐ aucune dette ne grève ou ne pourrait grever la succession;
- ☐ tous les créanciers de la succession y consentent.

5 Aucun adulte à charge n'a d'intérêt dans la succession ou ne pourrait lui opposer une revendication en vertu de la *Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge* ou de la *Loi sur les biens familiaux*. (Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12, et soit joindre un cautionnement, soit demander d'en être dispensé conformément au paragraphe 4.)

6 La personne décédée était âgée de _____ ans au moment du décès.

7 La personne décédée était _____ au moment de son décès.
(indiquer l'état matrimonial)

8 Le/La requérant(e) a atteint l'âge de 18 ans et est le fondé (la fondée) de pouvoir (ou Les requérants ont atteint l'âge de 18 ans et sont les fondés de pouvoir) de (noms des auteurs de la procuration), et tous les proches parents ayant rang égal ou antérieur par rapport au droit d'administrer la présente succession ont renoncé à ce droit.

9 La valeur de la succession aux fins du calcul des droits du registraire local est de _____ \$.

10 Le/La requérant(e) affirme en son âme et conscience qu'à sa connaissance (ou Les requérants affirment en leur âme et conscience qu'à leur connaissance) aucune autre requête n'a été présentée à la Cour en obtention de lettres d'administration.

À ces causes, le/la requérant(e) prie (*ou* les requérants prient) la Cour de lui/leur octroyer (sans cautionnement) des lettres d'administration à titre de fondé(e) de pouvoir agissant pour le compte du bénéficiaire (*ou* des bénéficiaires), jusqu'à ce que celui-ci (ceux-ci) demande(nt) et obtienne(nt) des lettres d'administration.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature du requérant)

AVIS

* Le montant prévu par le *Règlement sur l'administration des successions* pour l'application de l'alinéa 9(1)b) de la *Loi sur l'administration des successions* est actuellement de 25 000 \$.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 16-28C
(Règle 16-28(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

**AFFIDAVIT DE L'AUTEUR D'UNE REQUÊTE EN OBTENTION
DE LETTRES D'ADMINISTRATION À TITRE DE FONDÉ DE POUVOIR
D'UN PROCHE PARENT**

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence du requérant)

déclare sous serment (*ou* affirme solennellement) ce qui suit :

1 La pièce A annexée au présent affidavit est ma requête en obtention de lettres

d'administration afférentes à la succession de _____ ,
(nom de la personne décédée)

autrefois de _____ , en Saskatchewan,
(résidence à l'époque du décès)

et toutes les allégations de fait contenues dans la requête sont vraies (*ajouter, s'il y a lieu :
sauf les faits qui ne sont pas connus personnellement de moi mais qui ont été attestés par
d'autres affidavits*).

2 J'ai fouillé minutieusement tous les endroits où la personne décédée gardait habituellement
ses papiers et vérifié aux endroits où elle avait remis des papiers à la garde de quelqu'un, et
je suis convaincu(e) qu'elle est décédée sans avoir laissé aucun testament, codicille ou autre
document testamentaire.

3 La pièce B annexée au présent affidavit est la procuration du _____ 2 _____
par laquelle le(s) bénéficiaire(s) légitime(s) et proche(s) parent(s) de la personne décédée,

_____, m'a (m'ont) nommé(e) fondé(e) de pouvoir
pour l'obtention des lettres d'administration afférentes à la succession de la personne décédée,

4 La pièce C annexée au présent affidavit est un état (établi à l'aide de la formule 16-14) de
tous les biens de la personne décédée au moment de son décès; cet état indique exactement,
autant que je sache, tous les biens de la personne décédée et leur juste valeur marchande à
l'époque du décès.

5 Je m'engage à administrer fidèlement la succession, en tant que fondé(e) de pouvoir agissant pour le compte de _____ jusqu'à ce que celui-ci/celle-ci demande et obtienne (*ou* ceux-ci demandent ou obtiennent) des lettres d'administration, en acquittant les dettes légitimes et en distribuant, le cas échéant, le reliquat de la succession conformément à la loi, à dresser sous serment ou affirmation solennelle un inventaire complet et exact de la succession et à rendre compte de l'exécution de ma charge d'administrateur dans les deux ans qui suivent l'octroi des lettres d'administration ou à tout moment prescrit par la loi.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,

le _____ 2____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature)

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 16-29A
(Règle 16-29(3))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

REQUÊTE EN OBTENTION DE LETTRES D'ADMINISTRATION COMPLÉTIVES

La requête de _____ déclare ce qui suit :
(nom et résidence)

1 _____, autrefois de _____,
(nom de la personne décédée) (lieu de résidence)
est décédé(e) avec testament (ou intestat) à _____
(lieu du décès)

le ou vers le _____ **2** _____, et résidait en Saskatchewan au moment de son décès (ou résidait à l'extérieur de la Saskatchewan mais était à l'époque propriétaire de biens en Saskatchewan).

2 Le _____ **2** _____, des lettres d'homologation (ou d'administration ou d'administration testamentaire) ont été octroyées par la Cour à _____ à titre d'exécuteur(trice) testamentaire (ou d'administrateur(trice) ou d'administrateur(trice) testamentaire).

3 Le ou vers le _____ **2** _____, l'exécuteur(trice) testamentaire (ou l'administrateur(trice)) est décédé(e) (dans le cas d'un exécuteur, ajouter : intestat) sans avoir fini d'administrer la succession (dans le cas d'un exécuteur, ajouter : et il n'y a pas d'autres exécuteurs en fonction chargés de continuer l'administration de la succession).

4 Seules les personnes suivantes sont toujours appelées en droit à la succession : (donner les nom et adresse de chaque bénéficiaire et son lien avec la personne décédée).

NOM ET ADRESSE	LIEN

5 Aucun bénéficiaire n'est actuellement âgé de moins de 18 ans, aucun enfant de moins de 18 ans n'a survécu à la personne décédée, aucun enfant (ni frère ou soeur, s'ils sont bénéficiaires) n'a prédécédé la personne décédée en laissant un enfant qui a actuellement moins de 18 ans, et aucun enfant posthume n'est né de la personne décédée ni ne sera né d'elle. *(Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12.)*

6 *(choisir le paragraphe 6 qui s'applique et omettre les autres)*

- ☐ Ci-joint un cautionnement établi à l'aide de la formule 16-31.

ou

- ☐ Le requérant demande à la Cour de le dispenser du cautionnement pour les raisons suivantes *(choisir celles qui s'appliquent)*:
 - ☐ la valeur de la succession n'est pas supérieure au montant prévu pour l'application de l'alinéa 9(1)b) de la *Loi sur l'administration des successions*;^{*}
 - ☐ l'administrateur est l'unique bénéficiaire;
 - ☐ sont joints à la présente requête les consentements de tous les adultes habiles ayant un intérêt bénéficiaire dans la succession, aucun mineur âgé de moins de 18 ans ni aucun adulte vraisemblablement dépourvu de la capacité requise ne se trouvant à avoir un intérêt bénéficiaire dans la succession;
 - ☐ sont joints à la présente requête les consentements de tous les adultes habiles ayant un intérêt bénéficiaire dans la succession ainsi que le consentement du curateur public.

Et, selon le cas :

- ☐ aucune dette ne grève ou ne pourrait grever la succession;
- ☐ tous les créanciers de la succession y consentent.

7 Aucun adulte à charge n'a d'intérêt dans la succession ou ne pourrait lui opposer une revendication en vertu de la *Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge* ou de la *Loi sur les biens familiaux*. *(Dans le cas contraire, l'indiquer et déposer un document établi à l'aide de la formule 16-12, et soit joindre un cautionnement, soit demander d'en être dispensé conformément au paragraphe 6.)*

8 Le/La requérant(e) est âgé(e) d'au moins 18 ans et est (Les requérants sont tous âgés d'au moins 18 ans et sont) *(indiquer en quelle qualité le requérant revendique, donner les noms et adresses des autres personnes susceptibles d'avoir rang antérieur ou égal à celui du requérant et indiquer si ces personnes ont renoncé ou non à leurs droits. En cas de renonciation, joindre un document établi à l'aide de la formule 16-26. Si la requérante est une société de fiducie, le mentionner).*

9 La valeur de la succession non encore administrée est de _____ \$.

10 Le/La requérant(e) affirme en son âme et conscience qu'à sa connaissance (ou Les requérants affirment en leur âme et conscience qu'à leur connaissance) aucune autre requête n'a été présentée à la Cour en obtention de lettres d'administration complétives.

À ces causes, le/la requérant(e) prie (ou les requérants prient) la Cour de lui/leur octroyer (sans cautionnement) des lettres d'administration complétives.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature du requérant)

AVIS

* Le montant prévu par le *Règlement sur l'administration des successions* pour l'application de l'alinéa 9(1)b) de la *Loi sur l'administration des successions* est actuellement de 25 000 \$.

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Formule 16-29B
(Règle 16-29(4))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

**AFFIDAVIT DE L'AUTEUR D'UNE REQUÊTE EN OBTENTION
DE LETTRES D'ADMINISTRATION COMPLÉTIVES**

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence)

déclare sous serment ce qui suit :

1 La pièce A annexée au présent affidavit est ma requête en obtention de lettres

d'administration complétives afférentes à la succession de _____ ,
(nom de la personne décédée)

autrefois de _____ ,
(résidence à l'époque du décès)

en Saskatchewan, et toutes les allégations de fait contenues dans la requête sont vraies
(ajouter, s'il y a lieu : sauf les faits qui ne sont pas connus personnellement de moi mais qui
ont été attestés par d'autres affidavits).

2 La pièce B annexée au présent affidavit renferme les lettres successorales originales (ou une
copie certifiée conforme des lettres successorales originales) décernées par la Cour (ajouter, s'il
s'agit d'une copie : , l'original ayant été perdu).

3 La pièce C annexée au présent affidavit est un état (établi à l'aide de la formule 16-14) de
tous les biens qui appartenaient à la personne décédée au moment de son décès et qui n'ont pas
encore été administrés; cet état indique exactement tous les biens de la personne décédée qui
n'ont pas encore été administrés et leur juste valeur marchande à l'époque de la requête ci-jointe
en obtention de lettres successorales.

4 Si je suis nommé(e), je m'engage à administrer fidèlement la succession en acquittant les
dettes légitimes et en distribuant, le cas échéant, le reliquat de la succession conformément à
la loi (ou, s'il y a un testament : en acquittant les dettes légitimes, en remettant les legs prévus
au testament et dans tout codicille sous réserve des prescriptions de la loi et en distribuant le
reliquat de la succession conformément à la loi), à dresser sous serment ou affirmation solennelle
un inventaire complet et exact de la succession et à rendre compte de l'exécution de ma charge
dans les deux ans qui suivent l'octroi des lettres d'administration complétives ou à tout moment
prescrit par la loi.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____ , en Saskatchewan,

le _____ 2____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

}

(signature)

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 16-31
(Règle 16-31(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

CAUTIONNEMENT D'ADMINISTRATION

Sachez que nous soussignés, _____, de _____ ,
(nom) (résidence)

l'administrateur(trice), et _____, de _____ ,
(nom) (résidence)

la caution, nous obligeons solidairement – et obligeons l'ensemble de nos héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs et chacun d'eux personnellement – envers un juge de la Cour du Banc du Roi de la Saskatchewan au paiement de la somme de _____ \$ à ce juge au centre judiciaire de _____ .

En foi de quoi nous avons apposé nos sceaux le _____ 2 _____ .

Le présent cautionnement restera en vigueur tant que la condition suivante n'a pas été satisfaite : l'administrateur(trice) susmentionné(e) de la totalité des biens (*ou selon le cas*) de

_____, autrefois
(nom de la personne décédée)

de _____, décédé(e) le ou vers
(résidence à l'époque du décès)

le _____ 2 _____, une fois régulièrement nommé(e) à cette charge, a

dressé ou fait dresser un inventaire complet et exact de tous les biens de la personne décédée dont il/elle – ou quelqu'un d'autre pour son compte – a ou aura possession ou connaissance, et a produit ou fait produire cet inventaire au bureau du registraire local de la Cour du Banc

de la Roi du centre judiciaire de _____ conformément à la loi; a administré fidèlement, conformément à la loi, ces biens et tout autre bien qui a appartenu à la personne décédée au moment de son décès et dont il/elle – ou quelqu'un d'autre pour son compte – aura ultérieurement possession, c'est-à-dire a acquitté les dettes qu'avait la personne décédée au moment de son décès *, dans la mesure où la succession y suffit et que l'oblige la loi, et a distribué le reliquat de la succession; a rendu compte ou fait rendre compte fidèlement et entièrement de l'exécution de sa charge dans les deux ans qui suivent l'octroi des lettres d'administration ou à tout moment prescrit par la loi; et a, sur demande, rendu ses lettres d'administration à la Cour advenant l'homologation d'un testament de la personne décédée, découvert ultérieurement et produit à la Cour par l'exécuteur testamentaire y nommé.

Signé, scellé et délivré, etc.



(signature de l'administrateur)

(signature de la caution)

** Si le cautionnement est constitué pour le compte d'un administrateur testamentaire, insérer ce qui suit à la place de l'astérisque : et remis les legs prévus au testament annexé aux lettres d'administration.*

AVIS

Si la requête est en obtention de lettres restreintes (par ex. dans le cas d'une procuration), la condition rattachée au cautionnement doit tenir compte de l'obligation du requérant (voir, par ex., l'ouvrage *Tristram and Coote's Probate Practice*, 19^e éd., à la p. 1138).

AFFIDAVIT DE PASSATION DU CAUTIONNEMENT

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence du témoin instrumentaire de la caution)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 J'étais présent(e) et j'ai vu _____ ,

(noms des parties au cautionnement qui ont effectué leur passation devant le déposant)

que je connais personnellement et qui sont bien les personnes nommées dans le cautionnement, signer, passer et sceller le cautionnement aux fins y mentionnées.

2 Le cautionnement a été passé le _____ 2 _____ , et je suis le témoin instrumentaire de la passation.

3 Je connais _____ ,

(noms des personnes susmentionnées)

et je crois fermement que chacune de ces personnes (ou que cette personne) a atteint l'âge de 18 ans.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI
à _____ , en Saskatchewan,
le _____ 2 _____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

}

(signature du déposant)

AFFIDAVIT DE LA CAUTION

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence de la caution)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 Je suis une des personnes proposées comme caution auprès de la personne qui est pressentie pour s'occuper de l'administration de la succession de _____
(nom de la personne décédée)
dans le cautionnement constitué à cette fin.

2 Je possède des biens en Saskatchewan d'une valeur de _____ \$, déduction faite de toutes mes dettes, de toute somme dont je suis répondant(e), notamment à titre de caution ou de garant(e), et de la valeur des biens insaisissables aux yeux de la loi.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI
à _____ , en Saskatchewan,
le _____ 2____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan



(signature de la caution)

Formule 16-34A
(Règle 16-34(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

**REQUÊTE EN RÉAPPOSITION DE SCEAU
SUR DES LETTRES SUCCESSORALES ÉTRANGÈRES**

La requête de _____ déclare ce qui suit :
(nom et résidence)

1 _____ , autrefois de _____ ,
(nom de la personne décédée) (lieu de résidence)

en _____ , est décédé(e) à _____
(province ou pays) (lieu du décès)

le ou vers le _____ **2** _____ , et était propriétaire de biens en Saskatchewan à l'époque de son décès.

2 La personne décédée a laissé un testament nommant le/la requérant(e) comme exécuteur(trice) testamentaire (ou ne nommant aucun exécuteur testamentaire, ou nommant à la charge d'exécuteur testamentaire une personne qui y a renoncé ou qui est décédée depuis lors, selon le cas) (ou La personne décédée est décédée intestat).

3 Des lettres d'homologation (ou Des lettres d'administration ou Des lettres d'administration testamentaire, selon le cas) afférentes à la succession de la personne décédée ont été octroyées le _____ **2** _____ par le/la _____ ,
(nom du tribunal)

tribunal compétent en matière testamentaire en/au/à _____ ,
(province ou pays)

où la personne décédée était domiciliée à l'époque du décès, et le/la requérant(e), qui a au moins 18 ans, est bien l'exécuteur(trice) testamentaire (ou l'administrateur(trice), selon le cas) y nommé(e).

4 Les lettres successorales sont toujours en vigueur, la succession n'a pas été liquidée et le/la requérant(e) n'a pas été révoqué(e) par la Cour (ajouter, dans le cas de lettres d'administration : et le cautionnement fourni à ce tribunal pour garantir l'administration régulière de la succession n'a pas été réduit, libéré ou annulé).

5

6

7 *Insérer ici les paragraphes 3, 4, 5, 6, 7, 8, 13 et 14 de la formule 16-11A adaptés au besoin; en cas de réapposition de sceau relative à des biens immobiliers en Saskatchewan, insérer aussi les paragraphes 2, 9, 10 et 12 de la formule 16-11A.*

8

9

10

11

12

13 *(Dans le cas de lettres d'administration)* Le/La requérant(e) a été obligé(e) par le/la

_____ de/du _____ de fournir une
(nom de tribunal) *(province ou pays)*

sûreté de _____ \$ pour garantir l'administration régulière de la succession, et pour arriver à ce montant, la valeur de la succession en Saskatchewan a été incluse dans la somme de _____ \$, la valeur globale connue de la succession se chiffrant à _____ \$.

14 Le/La requérant(e) affirme en son âme et conscience qu'à sa connaissance aucune autre requête n'a été présentée en Saskatchewan en obtention de lettres d'homologation, de lettres d'administration ou de lettres d'administration testamentaire.

À ces causes, le/la requérant(e) sollicite la réapposition de sceau sur les lettres

_____ décernées par le/la
(nature des lettres successorales)

_____ de/du _____
(nom du tribunal) *(province ou pays)*

relativement à la succession de la personne décédée.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature du requérant)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 16-34B
(Règle 16-34(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

**AFFIDAVIT DE L'AUTEUR D'UNE REQUÊTE EN RÉAPPOSITION DE SCEAU
SUR DES LETTRES SUCCESSORALES ÉTRANGÈRES**

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence)

déclare sous serment (*ou* affirme solennellement) ce qui suit :

1 La pièce A annexée au présent affidavit est ma requête en réapposition de sceau sur des lettres d'homologation (*ou* d'administration, *selon le cas*), décernées par le/la _____
(nom du tribunal)
de/du _____ relativement à la succession de _____ ,
(province ou pays) (nom de la personne décédée)
autrefois de _____ , et toutes les allégations de
(résidence à l'époque du décès)

fait contenues dans la requête sont exactes (*ajouter, s'il y a lieu* : sauf les faits qui ne sont pas connus personnellement de moi mais qui ont été attestés par d'autres affidavits).

2 La pièce B annexée au présent affidavit est une copie certifiée conforme (*ou* notariée) des lettres d'homologation (*ou* d'administration, *selon le cas*) originales qui m'ont été décernées par le/la _____ de/du _____ .
(nom du tribunal) (province ou pays)

3 La pièce C annexée au présent affidavit est un état (établi à l'aide de la formule 16-14) de tous les biens en Saskatchewan de la personne décédée au moment de son décès; cet état indique exactement tous les biens de la personne décédée et leur juste valeur marchande à la date de la présente requête en réapposition de sceau.

4 Sur réapposition de sceau des lettres d'homologation (*ou* d'administration) décernées par le tribunal susmentionné, je m'engage à administrer fidèlement les biens en Saskatchewan de la personne décédée en acquittant les dettes légitimes et en distribuant, le cas échéant, le reliquat de la succession conformément à la loi (*ou, s'il y a un testament* : en acquittant les dettes légitimes, en remettant les legs prévus au testament et dans tout codicille sous réserve des prescriptions de la loi et en distribuant le reliquat de la succession conformément à la loi), à dresser un inventaire complet et exact de la succession et à rendre compte de l'exécution de ma charge dans les deux ans qui suivent la réapposition de sceau ou à tout moment prescrit par la loi.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____ , en Saskatchewan,

le _____ 2_____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan



(signature du déposant)

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 16-36
(Règle 16-36(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

REQUÊTE VISANT LES PETITES SUCCESSIONS
MÉMORANDUM ADRESSÉ AU JUGE

La présente est une requête sans préavis présentée sous le régime de l'article 9 de la *Loi sur l'administration des successions*, demandant qu'il soit ordonné que les biens personnels de

_____, autrefois de _____,
(nom de la personne décédée) (résidence à l'époque du décès)

en Saskatchewan, soient versés ou remis à _____, de _____,
en Saskatchewan, pour qu'il/elle en dispose de la façon suivante :

a) _____ à _____
(montant) (nom du destinataire)

pour acquitter les frais funéraires raisonnables;

b) _____ à _____
(montant) (nom du créancier)

pour acquitter les dettes de la personne décédée;

c) le solde de _____ à _____.
(montant) (noms des bénéficiaires ou des proches parents)

Avec mes respectueux hommages.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature du requérant)

AFFIDAVIT DU REQUÉRANT

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et résidence)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1 _____ , autrefois de _____ ,
(nom de la personne décédée) (résidence à l'époque du décès)

en Saskatchewan, est décédé(e) à _____ , en Saskatchewan,
(lieu du décès)

le ou vers le _____ 2 _____ .

2 _____ était _____ ,
(nom de la personne décédée) (préciser l'état matrimonial)

et les personnes suivantes pourraient être admissibles à la succession :

NOM	ÂGE	ADRESSE

3 La succession comprend les biens suivants :

BIEN	NOM ET ADRESSE DE LA PERSONNE QUI EN A LA POSSESSION	VALEUR

4 Des frais funéraires de _____ \$ ont été payés par _____
(ou n'ont pas été payés et sont dus à _____).

5 Voici, à ma connaissance, les dettes de la personne décédée :

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER	MONTANT DE LA CRÉANCE

6 Le/La requérant(e) est âgé(e) d'au moins 18 ans et est (ou Les requérants sont tous âgés d'au moins 18 ans et sont) *(indiquer en quelle qualité le requérant revendique, par ex. à titre d'administrateur officiel, de curateur public, ou de proche parent ayant un intérêt bénéficiaire, donner les noms, adresses et liens des autres proches parents susceptibles d'avoir rang antérieur ou égal à celui du requérant et indiquer si ces personnes ont renoncé ou non à leurs droits. En cas de renonciation, joindre un document établi à l'aide de la formule 16-26. Si la requérante est une société de fiducie, le mentionner et confirmer qu'elle est licenciée conformément à la loi intitulée The Trust and Loan Corporations Act, 1997).*

7 Je m'engage à administrer fidèlement la succession en acquittant les frais funéraires et les dettes de la personne décédée et en distribuant le reliquat de la succession aux ayants droit ou au ministre des Finances, selon ce qu'ordonne la Cour.

8 Je déposerai auprès du registraire local du centre judiciaire de _____ , où l'ordonnance sollicitée sera rendue, les reçus de tous les paiements ou autres dispositions des biens de la personne décédée que j'aurai effectués.

9 Le présent affidavit vise l'obtention d'une ordonnance de la Cour sous le régime de l'article 9 de la *Loi sur l'administration des successions*.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____ , en Saskatchewan,

le _____ 2____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature du requérant)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 16-37
(Règle 16-37(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

INTERVENTION

Sachez que je suis un bénéficiaire (*ou selon le cas*) de cette succession et que je désire recevoir avis de toutes les instances intentées dans cette affaire.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

(signature de l'intervenant)

AFFIDAVIT DE L'INTERVENANT

Je soussigné(e), _____,
(nom et adresse de l'intervenant)

déclare sous serment (*ou affirme solennellement*) ce qui suit :

1 _____

(préciser la nature de l'intérêt du déposant dans la succession)

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,

le _____ 2 ____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature de l'intervenant)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si le document est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'address de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : _____

Adresse de courriel (le cas échéant) : _____

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 16-38
(Règle 16-38(2))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

OPPOSITION

Demande est faite par les présentes que rien ne soit fait dans l'affaire de la succession de
_____, qui est décédé(e)
(nom et adresse de la personne décédée)

le ou vers le _____ 2 _____ à _____
(lieu du décès)

et qui résidait en Saskatchewan à l'époque de son décès (ou qui résidait à l'extérieur de
la Saskatchewan mais était à l'époque propriétaire de biens en Saskatchewan), à l'insu de
_____.
(nom et résidence de l'opposant)

L'opposant(e) est le/la _____ de la personne décédée.
(préciser le lien)

L'opposition est déposée pour les motifs suivants : _____

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 _____.

(signature de l'opposant ou de son avocat)

AFFIDAVIT DE L'OPPOSANT

Je soussigné(e), _____,
(nom et adresse de l'opposant)

déclare sous serment (*ou* affirme solennellement) ce qui suit :

- 1 Je suis l'opposant(e) susnommé(e).
- 2 Les motifs exposés dans l'opposition sont exacts.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____, en Saskatchewan,
le _____ 2____.

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan

(signature de l'opposant)

COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION

Si l'avis est préparé par un avocat pour la partie

Nom du cabinet d'avocats : _____

Nom de l'avocat commis au dossier : _____

Adresse du cabinet d'avocats : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

ou

Si la partie se représente elle-même:

Nom de la partie : _____

Adresse aux fins de signification : _____
(indiquer l'adresse de voirie)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : _____

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : _____

Formule 16-48
(Règle 16-48)

AVIS AUX CRÉANCIERS

Dans l'affaire de la succession de _____ ,
(nom de la personne décédée)

autrefois de _____ , en Saskatchewan.
(résidence de la personne décédée)

Toute réclamation sur la succession susmentionnée, dûment attestée par déclaration solennelle, détaillée et assortie, le cas échéant, d'une estimation de la valeur de la sûreté garantissant la créance, doit être envoyée au soussigné (à la soussignée) avant le _____ 2_____.

Exécuteur(trice) testamentaire (ou Avocat(e) de l'exécuteur(trice) testamentaire)

Adresse

AVIS

L'annonce doit paraître en colonne simple de journal (largeur maximum : 5 centimètres).

Formule 16-52
(Règle 16-52(1))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

AFFIDAVIT DE CONFIRMATION DES COMPTES

Je soussigné(e), _____ ,
(nom et adresse du représentant personnel)

déclare sous serment (*ou* affirme solennellement) ce qui suit :

1 Je suis l'exécuteur(trice) testamentaire (*ou* l'administrateur(trice) *ou* l'administrateur(trice) testamentaire, *selon le cas*) nommé(e) dans les lettres d'homologation (*ou* d'administration) afférentes à la succession de _____ ,
(nom de la personne décédée)

autrefois de _____ ,
(résidence de la personne décédée)

que la Cour m'a octroyées le _____ 2 _____ .

2 Les personnes suivantes ont reçu l'intégralité de leurs legs et n'ont plus d'intérêt dans la succession :

Nom	Adresse	Description du legs

3 Seules les personnes suivantes ont encore un intérêt dans la succession :

Nom	Adresse

Toutes ces personnes ont au moins 18 ans sauf :

Nom	Adresse

4 J'ai ramassé tous les biens de la personne décédée dont je suis au courant et j'ai acquitté toutes ses dettes dont j'ai connaissance.

5 J'ai fait les démarches suivantes pour savoir s'il y avait d'autres dettes de la personne décédée : *(indiquer, par exemple, si un avis aux créanciers a été publié conformément à l'article 32 de la Loi sur l'administration des successions)*.

6 La pièce A annexée au présent affidavit contient un compte rendu de l'administration que j'ai faite de la succession, indiquant un état de l'actif et du passif à la date du décès, un état des rentrées et des sorties de fonds, y compris la somme versée à chaque bénéficiaire, un état des biens encore disponibles et des dettes impayées, ainsi qu'un plan de distribution des éléments d'actif qui restent, y compris les sommes à prévoir pour la rémunération de l'exécuteur testamentaire ou de l'administrateur, pour les honoraires des avocats et pour les parts à verser en règlement intégral à chaque bénéficiaire de la succession.

7 Les renseignements donnés dans le compte rendu sont exacts à tous égards, et les personnes auxquelles j'entends distribuer les biens sont bien celles qui sont en droit de les recevoir.

8 (*Explications supplémentaires*).

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

à _____ , en Saskatchewan,

le _____ 2____ .

Commissaire aux serments pour la
Saskatchewan



(signature)

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 16-53
(Règle 16-53(2)c))

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

AVIS DE SÉANCE POUR CONTRÔLE DES COMPTES

DESTINATAIRES : LES PARTIES

Par ordonnance de l'honorable juge _____

rendue le _____ 2_____, j'ai été chargé(e) du contrôle des comptes de
_____ dans le cadre de l'administration de la succession
susmentionnée.

J'ai fixé une séance de contrôle des comptes aux date, heure et lieu suivants :

Lieu _____
(*adresse*)

Date _____

Heure _____

Contrôleur _____
(*nom*)

Ci-joint copie des comptes à contrôler et un affidavit de confirmation des comptes.

Je charge _____ :
(*nom*)

- a) de signifier le présent avis, accompagné des comptes et de l'affidavit, aux personnes énumérées ci-dessous suivant le mode y indiqué;

b) de déposer la preuve de la signification au moins 2 jours francs avant la date prévue pour le contrôle.

(nom du destinataire)

(mode de signification)

(nom du destinataire)

(mode de signification)

(nom du destinataire)

(mode de signification)

AVIS

Si le présent avis vous a été signifié et que vous ne comparaissez pas, le contrôle des comptes pourra s'effectuer en votre absence.

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.

Sceau de la Cour

Contrôleur/Contrôleuse

Destinataire: _____

(nom de l'avocat ou de la partie à qui l'avis est signifié)

(adresse de l'avocat ou de la partie)

Nouveau. Gaz. 3 mars 2017; Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

Formule 16-55
(Règle 16-55)

NUMÉRO DE DOSSIER _____

COUR DU BANC DU ROI DE LA SASKATCHEWAN

CENTRE JUDICIAIRE _____

DANS L'AFFAIRE DE
LA SUCCESSION DE _____ (la PERSONNE DÉCÉDÉE)

CERTIFICAT DU CONTRÔLEUR

Ayant été chargé(e) par l'honorable juge _____ de contrôler les
comptes de l'exécuteur testamentaire (ou de l'administrateur) de la succession de

_____, je certifie que j'en suis arrivé(e) aux conclusions suivantes :
(nom de la personne décédée)

1 L'actif et le passif de la personne décédée au moment de son décès sont indiqués correctement dans les comptes. (*Sinon, dire ce qu'il en est.*)

2 Les rentrées et sorties de fonds, y compris la somme versée à chaque bénéficiaire, sont indiquées correctement dans les comptes. (*Sinon, dire ce qu'il en est.*)

3 Les dettes de la personne décédée qui ont été allouées sont indiquées correctement dans les comptes et ont été payées au complet. (*Sinon, dire ce qu'il en est et énumérer les dettes impayées.*)

4 Les frais funéraires de la personne décédée, qui s'élèvent à _____ \$, ont été payés au complet. (*En cas de non-paiement, donner les motifs.*)

5 Les biens réels de la personne décédée sont indiqués correctement dans les comptes. (*Sinon, dire ce qu'il en est.*)

6 La vente des biens réels mentionnés dans les comptes s'est effectuée (*retenir le cas qui s'applique* : a) sous l'autorité du testament, b) avec le consentement des ayants droit, c) avec le consentement du curateur public, des mineurs étant en cause, ou d) avec l'approbation de la Cour du Banc du Roi, accordée le _____ 2_____.).

7 L'actif disponible entre les mains de l'exécuteur testamentaire (ou de l'administrateur) au _____ 2_____, après avoir tenu compte des crédits et des débits, est indiqué correctement dans les comptes. (*Sinon, dire ce qu'il en est.*)

8 *(Faire ici état de toute question importante ou d'intérêt spécial relativement aux comptes du requérant, ou de toute question qui pourrait être utile au juge.)*

Les éléments de preuve produits à l'occasion du contrôle des comptes sont les comptes, l'affidavit de confirmation et les reçus (*énumérer les autres éléments, le cas échéant*).

FAIT à _____, en Saskatchewan, le _____ 2 ____.



Contrôleur/Contrôleuse

Modification. Gaz. 13 octobre 2023.

